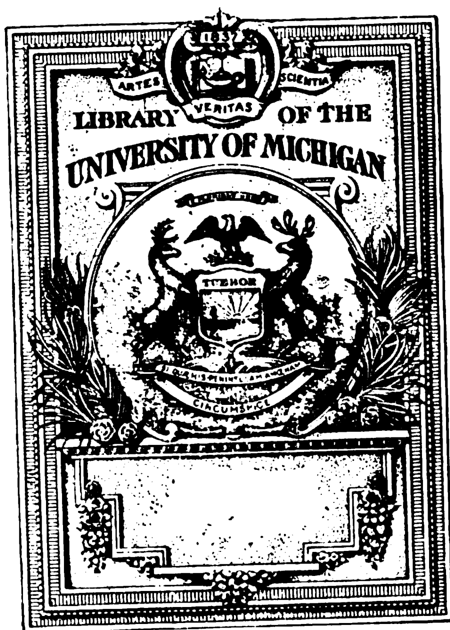

ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR



# ALEXANDRE III

## SA VIE, SON ŒUVRE

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE :

*Vingt exemplaires, numérotés à la presse* (1 à 20), *sur papier des Manufactures Impériales du Japon;*

*Et trente exemplaires, numérotés à la presse* (1 à 30), *sur papier de Hollande.*

E. FLOURENS

# ALEXANDRE III

## SA VIE, SON ŒUVRE




PARIS
E. DENTU, ÉDITEUR
3, PLACE DE VALOIS, 3

1894

# INTRODUCTION

## I

### LE TSARISME

L'événement le plus important de la fin de ce siècle, le plus fécond en résultats, celui qui laissera dans l'histoire contemporaine les traces les plus profondes, c'est l'apparition sur la scène politique de l'Europe d'un peuple de plus de cent millions d'hommes, venant dire : Jusqu'ici je n'ai compté que comme appoint à la coalition des grands empires du centre. J'ai été leur dupe. Je suis fatigué de ce rôle. Désormais je ne veux servir que mes intérêts nationaux et je place ces intérêts non pas dans la satisfaction des visées ambitieuses et des rêves de conquête que l'on me prête, mais dans le maintien et la consolidation de ce qui reste

d'équilibre en Europe, dans l'indépendance et la sécurité des peuples.

Pour qu'un grand peuple opère dans la direction de sa politique extérieure une évolution aussi considérable, il faut qu'un homme de génie l'ait conçue, l'ait préparée et qu'il apporte à sa réalisation une volonté inébranlable. L'étude, la connaissance aussi approfondie que possible de la vie et du caractère de cet homme est donc la clef qui permet de pénétrer dans le mystère de ce mouvement, d'en comprendre la portée et d'en mesurer l'étendue, les limites et les conséquences.

Le trait dominant du peuple russe, c'est son attachement sans limite, sans réserve à son Empereur; sa foi absolue dans son rôle surhumain, ainsi que son aptitude à se plier à toutes ses directions. Rien dans le reste de l'Europe ne saurait donner une idée de cette affection naïve et confiante, de ce respect religieux et tendre. L'Empereur est l'oint du Seigneur. Pour le paysan comme pour le citadin, ce n'est pas seulement un chef terrible et tout-puissant, c'est surtout un père omniscient et tout bon. C'est la personnification de Dieu sur la terre. Dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, c'est vers lui que se tournent

tous les cœurs, soit pour le bénir, soit pour l'implorer. Le loyalisme anglais lui-même ne peut pas donner une idée de ce qu'est le tsarisme russe. Le tsarisme, c'est la confiance candide et irréfléchie de l'enfant pour le père qu'il adore. Le loyalisme anglais, c'est le respect réfléchi et voulu de l'homme mûr, pour un chef qu'il croit de son intérêt de ne pas laisser discuter.

Les causes les plus diverses, physiques, historiques, ethnologiques, religieuses, morales, politiques, se sont réunies pour préparer cette fusion du peuple et de son souverain, souvenirs des institutions slaves primitives, influences mongoles et byzantines, action du clergé, genre de vie, d'éducation, influence du climat; mais deux surtout ont agi, la reconnaissance de la nation pour les princes qui l'ont affranchie et la conviction absolue et profonde que l'autocratie est seule assez forte pour mener à bonne fin l'œuvre commencée. Entourée de voisins puissants, belliqueux et conquérants, la Russie a le sentiment intime, indéracinable qu'elle périra si elle laisse entamer son unité intérieure, dont le tsar est la personnification.

Les peuples ne sont longtemps ni dupes ni ingrats. Si les souverains moscovites ont

obtenu l'amour de leurs sujets; ils ne se sont jamais épargnés pour le conquérir. Il n'y a jamais eu dans cet empire deux intérêts, l'intérêt du prince en opposition avec l'intérêt de la nation. Ils ont été tout à leurs sujets au même degré que leurs sujets étaient tout à eux. En un mot la Russie s'est donnée à ses chefs parce qu'ils ont souffert de ses souffrances, vécu de ses rêves, préparé ses victoires et fait triompher sa foi.

Cet état d'esprit existe, quelle que soit la personnalité du chef de l'Etat, quels que soient son sexe et son âge; mais il est beaucoup plus général, plus intensif et plus profond, alors que, comme aujourd'hui, la Russie a à sa tête un monarque qui réalise au suprême degré tous les desiderata du peuple moscovite au point de vue de l'orthodoxie de la foi, de la dignité de la vie, du nationalisme de la politique, du dévouement au peuple. Dans ce cas l'on peut dire sans exagération qu'il n'y a, dans tout ce vaste empire, dans ces cent et quelques millions de têtes, qu'une seule pensée, qu'une seule volonté, celles du Tsar.

La Russie n'a donc inauguré cette politique dont je parlais tout à l'heure, n'a arraché le continent au joug de l'hégémonie allemande

pour jeter les bases d'un nouvel équilibre Européen qu'en vertu des conceptions personnelles de son Empereur et par sa volonté. C'est au souverain actuel de la Russie que nous devons faire remonter tout l'honneur de ce changement dans la répartition des forces entre les peuples civilisés, changement si favorable aux intérêts et à l'avenir de notre pays. La France qui a l'intuition de toutes les grandes choses, a le pressentiment de ce qu'elle doit à Alexandre III. Elle ne le sait pas encore, car personne ne lui a dit ce que, pour rompre les liens séculaires qui enchaînaient la politique moscovite à la politique des deux grands empires du centre, et que le génie machiavélique de Frédéric II avait cru sceller indéfiniment par le partage de la Pologne, il a fallu de force inébranlable de volonté, personne ne lui a expliqué ce qu'il y a eu d'obstacles à vaincre, de pièges à déjouer, de résistances opiniâtres à briser. Pour avoir cette conception juste et profonde que l'intérêt primordial de la Russie est actuellement plus en occident qu'en orient et qu'il convient de subordonner la satisfaction des légitimes revendications de la Russie en Bulgarie et sur les Balkans à la nécessité d'imposer un frein aux convoitises de la triple

alliance sur les Alpes et sur les Vosges, il fallait une rare hauteur de vues dominant les préjugés séculaires et les projets d'un patriotisme borné. Pour faire entrer cette idée dans le cerveau de tout un peuple et la faire passer dans la réalité des faits, quelle ténacité, quelle patience étaient nécessaires! Le génie, c'est la patience, a dit Buffon : c'est donc bien un homme de génie que ce patient, que ce studieux, que ce silencieux qui élabore à Gatchina la rénovation de la vieille politique européenne.

## II

### HISTORIQUE DES RAPPORTS DE LA RUSSIE AVEC LA FRANCE

On a souvent dit et répété qu'il existait entre le peuple français et le peuple russe des sympathies naturelles et spontanées fondées sur d'incontestables affinités de caractère aussi bien que sur une évidente communauté d'intérêts. Ces sympathies se sont manifestées de tout temps, mais il faut convenir que jusqu'à ces dernières années, toutes les fois que les gouvernements ont essayé de les faire passer du domaine sentimental dans le domaine de la politique réelle, et de les traduire par des alliances effectives ou des actions diplomatiques ou militaires combinées pour la poursuite d'un but commun, ils ont échoué, ou si leurs tentatives n'ont pas avorté dès le début, elles ont été éphémères, mal assurées et en définitive stériles.

Un exposé sommaire de ces efforts successifs et de ces insuccès trop fréquents ne sera pas inutile pour faire comprendre toute l'importance du pas qui vient d'être franchi et nous préserver contre les erreurs ou les fautes qui ont motivé ces échecs.

Les Espagnols, lorsqu'ils engagèrent contre les Mores la lutte héroïque qui aboutit à l'affranchissement de la péninsule ibérique, furent soutenus par tous les peuples voisins de même religion et de même race. Les Russes, au contraire, lorsqu'ils combattirent les hordes de Gengis Khan et luttèrent pour secouer le joug mogol, furent trahis ou desservis par les peuples de même race, à cause de la différence des religions protestantes ou catholiques d'un côté, orthodoxe de l'autre. Aussi comprirent-ils de bonne heure l'intérêt qu'il y aurait pour eux à trouver un point d'appui chez les peuples de l'occident européen et firent-ils à plusieurs reprises des avances dans ce but, soit à l'Angleterre, soit à la France.

Dès le XVII$^e$ siècle les souverains moscovites essayent d'entrer en relations diplomatiques et commerciales avec des peuples dont ils se sentent les frères, et qui, grâce à la résistance victorieuse mais si pénible pour eux, que les

Slaves du nord ont opposée au courant de la barbarie asiatique, ont pu conserver le flambeau de l'antique civilisation et faire refleurir chez eux les arts et l'industrie.

Mais les efforts que la Russie tente dans ce sens échouent à Londres comme à Paris. En Angleterre, on ne veut voir que l'exploitation à organiser d'un peuple à demi sauvage et l'on ne songe qu'à s'assurer le monopole du commerce des mers du nord. En France, on fait preuve de cette ignorance et de cette légèreté qui faisaient déclarer, il y a quelques années à peine, à un de nos ministres des affaires étrangères, que la Chine était une quantité négligeable pour une puissance voulant s'implanter au Tonkin. Les ambassadeurs que quelques tsars envoient à Paris, malpropres et mal odorants, suivant le témoignage peu bienveillant des mémoires du temps, n'éveillent que la curiosité maligne du bas peuple. Quand Constantin Matchékine arrive à Paris en 1654, les bourgeois regardent ébahis ces magots en longue robe, déclarent en se signant qu'ils ressemblent moins à des chrétiens qu'à des Turcs; que les gens qui ne s'habillent pas à la Française ne sont pas intelligents, mais entêtés et encombrants. Ils ne font aucun effort pour

s'entendre avec eux et tirer parti des avantages commerciaux qu'ils leur proposent.

Lorsque Pierre le Grand vient à Paris en 1717, il montre, suivant les expressions de Saint-Simon, « une passion extrême de s'unir à la France ». Il pose la question avec une netteté qui surprend et déconcerte nos diplomates : « La France a perdu ses alliés en Allemagne, dit-il au régent ; la Suède, quasi anéantie, ne peut plus lui être d'aucun secours ; la puissance de l'Empereur s'est infiniment accrue, et moi, le Tsar, je m'offre à la France pour lui tenir lieu de la Suède. Acceptez mon alliance qui entraîne celle de la Pologne. » Le duc d'Orléans écouta avec une politesse ironique et sceptique ces offres qui lui parurent peu dignes de fixer son attention, et le Tsar, quand on l'eut fait *voltiger* quelque temps, apporta son appui à des puissances moins dédaigneuses.

C'est à l'Autriche au défaut de la France que les successeurs de Pierre le Grand durent s'adresser pour trouver un point d'appui contre les menaçantes convoitises de la Prusse ; et, lorsqu'en 1756 Louis XV, inquiet des progrès de Frédéric II, joignit ses armées à celles de Marie-Thérèse, ce fut en quelque sorte malgré lui qu'il se trouva momentanément entraîné à

marcher de concert avec la Russie. Elisabeth, au contraire, n'aurait pas demandé mieux que de contracter avec la France des accords plus stables, plus intimes et plus étendus. Les hommes d'Etat moscovites commençaient déjà à se diviser en deux partis dont l'un affichait hautement ses sympathies pour notre pays et son désir de s'unir à lui, tandis que l'autre proclamait qu'une alliance constante avec la Prusse et un rapprochement aussi intime que la diversité des intérêts le permettait avec l'Autriche étaient la base même et la condition essentielle du développement de la grandeur nationale. Toutefois ceux mêmes qui nous étaient hostiles étaient obligés de constater que le territoire entier de la Prusse ne se composait que de provinces primitivement occupées par les Slaves et de dénoncer les ambitions de cette puissance qui visaient sans cesse à s'assouvir au détriment de l'influence Russe.

La diplomatie de Louis XV répondit par une malveillance affichée aux avances de l'impératrice Élisabeth animée d'une haine sincère contre Frédéric II et prête à rayer la Prusse, dont elle avait brisé la force militaire, dont elle avait pris la capitale, de la carte de l'Europe. En pleine guerre de Sept ans, alors que les

armées russes combattaient le même ennemi que les armées françaises et vengeaient à Kunersdorf notre défaite de Rosbach, notre action n'avait d'autre objectif que d'entraver celle de la Russie et d'amoindrir son prestige. Catherine II se retira d'une alliance dont elle sentit que son pays était dupe et se rapprocha de Frédéric II qui s'empressa de lui imposer la complicité du partage de la Pologne.

Cette attitude de notre diplomatie à l'égard de la nouvelle grande puissance du Nord avait, au XVIIIe siècle, sous l'ancien régime, sinon son excuse, tout au moins son explication dans les traditions séculaires d'un glorieux passé et dans de longues fraternités d'armes dont il était difficile au caractère chevaleresque de notre pays de faire litière. Pour résister victorieusement à l'hégémonie toujours menaçante de la maison d'Autriche, la France avait dû rechercher ses alliances, comme elle doit le faire aujourd'hui, dans les puissances du nord-est européen. En l'absence de la Russie qui ne pouvait compter, absorbée encore tout entière dans sa lutte contre l'invasion mongole, elle avait trouvé la Turquie, la Suède et la Pologne. Ces trois États lui avaient servi d'utiles, d'indispensables contrepoids contre les forces coalisées de

l'Europe méridionale et centrale. Sans leur concours la lutte eût été impossible, eût tourné à notre désavantage et se fût en définitive terminée par notre écrasement. Ces glorieuses et interminables guerres soutenues contre un ennemi commun, cette action diplomatique toujours combinée, ces succès et ces revers toujours partagés avaient établi entre ces différents peuples et la France des liens profonds d'estime, de confiance et de dévouement réciproques. Or, le nouvel empire du nord ne pouvait s'asseoir à la table du concert européen qu'en renversant les obstacles que ces mêmes peuples avaient constamment jetés sous ses pas ; qu'en exerçant sur eux de légitimes et nécessaires revendications. Ces peuples étaient pour la Russie les ennemis séculaires toujours prêts à mettre à profit ses malheurs ou ses revers pour fondre sur son territoire ; au point de vue religieux, ils avaient persécuté les croyances orthodoxes au profit du protestantisme, du catholicisme ou du mahométisme ; au point de vue national, ils détenaient ses frères sous un joug odieux ou même menaçaient son indépendance.

Le tort de notre diplomatie fut de ne pas comprendre que la Suède épuisée par des

siècles de lutte héroïque était finie comme puissance militaire; que la Turquie, écrasée sous les vices de son organisation politique et sous ses désordres financiers, cesserait de compter en Europe autrement que comme matière à compensation ; que la Pologne enfin ne pouvait échapper au désastre du partage qu'en s'appuyant sur le grand empire des Slaves du Nord.

Qu'à la fin du xviiie siècle cette erreur fût encore enracinée dans les esprits que la France devait renoncer à une alliance nécessaire à sa grandeur, presque même à sa sécurité pour rester fidèle à ses anciens compagnons d'armes, pour les préserver des conséquences inéluctables de leurs fautes, et contre les effets de la force même des choses. On le comprend, je le répète, à la rigueur.

Mais on est en droit de s'étonner que cette idée ait encore régné en maîtresse jusqu'à la fin du xixe siècle. Depuis le commencement de ce siècle, un phénomène curieux s'est produit en France. Tandis que le peuple français, entraîné vers le peuple russe par je ne sais quelle communauté d'instincts chevaleresques et de penchants idéalistes, guidé aussi par cette intuition de ses vrais intérêts, par ce

pressentiment des exigences de l'avenir plus clairvoyants quelquefois que toute la science des hommes d'État, poussait sans cesse à un rapprochement vers la Russie et acclamait toute manifestation en ce sens, les classes dirigeantes, au contraire, en grande majorité, s'opposaient de toutes leurs forces à ce mouvement lent, mais irrésistible. Elles s'attachaient à rejeter sans cesse la Russie dans l'alliance des autres grands empires du Nord, à lui prouver qu'elle ne pouvait trouver d'appui que chez eux et que l'occident européen resterait indéfiniment ligué contre elle sous la direction de l'Angleterre. Quelle preuve plus frappante de l'influence tyrannique que les souvenirs du passé exercent sur les esprits même les plus distingués, les plus éminents, sur ceux qui se croient des novateurs, qui s'érigent en précurseurs de l'opinion publique! Ils font naître chez eux un préjugé contre lequel les leçons du présent, les périls imminents d'un prochain avenir sont impuissants à prévaloir.

Napoléon lui-même n'a pas su secouer le joug de ces préventions innées dans le personnel diplomatique dont il s'était entouré. Il en a été la victime. Engagé dans une lutte avec l'Angle-

terre qui, il le savait bien, ne pouvait se terminer que par l'écrasement définitif d'un des deux adversaires, il ne sut pas comprendre que sa meilleure, son unique chance de succès, c'était une alliance intime avec la Russie.

A Tilsitt, tout en essayant de profiter des séductions de son génie pour faire rentrer Alexandre Ier dans sa sphère de domination, il nourrissait une méfiance incurable contre le développement de la puissance moscovite. Il suffit de se reporter aux négociations suivies par Savary et Caulaincourt à Saint-Pétersbourg pour comprendre qu'il travaillait moins à jeter les bases d'une alliance durable, qu'à retarder l'éclosion d'un conflit jugé par lui inévitable.

Quel que soit le jugement que l'on porte sur la conduite de M. de Talleyrand au congrès de Vienne, le tsar qui venait d'opposer son veto aux cupidités germaniques réclamant l'Alsace et la Lorraine, eut le droit de se trouver froissé de l'empressement avec lequel le plénipotentiaire français se mit au service de l'Angleterre et de l'Autriche. Pourquoi? pour obtenir ce singulier avantage d'établir la Prusse à nos portes, sur nos frontières de l'Est, dans les provinces rhénanes. La monarchie de juillet, toute à la poursuite de son entente cordiale avec l'Angleterre,

et aux sympathies créées par les alliances de famille, se laissa imprudemment compromettre dans des intrigues aussi funestes pour la Pologne que nuisibles à la France. C'est au même mirage des souvenirs historiques et d'un passé qu'il n'est plus au pouvoir de personne de faire revivre, qu'obéit Napoléon III lorsque, en 1863, après avoir heureusement réussi à faire oublier les souvenirs de la guerre de Crimée, sans donner aucun appui effectif à l'insurrection polonaise, il irrita profondément le sentiment national russe, par une inopportune intervention dans des affaires de politique intérieure. La cour des Tuileries resta sourde aux propositions d'entente qui lui furent faites en 1867, en 1869. — Après 1870, c'est à peine si nos malheurs réussirent à faire pénétrer la lumière dans les esprits et à faire comprendre par les hommes politiques ou aspirant à ce titre ce que le peuple avait compris depuis longtemps. Ni la nécessité où nous nous trouvions, lorsque le péril allemand devenait trop pressant comme en 1875, de faire appel à l'énergique intervention de la Russie; ni la coalition des puissances du centre pour entourer nos frontières continentales d'une ceinture de baïonnettes toujours menaçantes,

ni les complicités de ces puissances pour permettre à l'Angleterre de nous dépouiller en dépit des traités de notre situation traditionnelle et séculaire en Égypte n'arrivaient à désiller des yeux aveuglés par des préventions invincibles. Ils se refusaient à voir que nous devions chercher un contrepoids contre l'immense agrandissement de l'influence anglo-allemande et que cet appui nous ne pouvions l'espérer que du côté de la Russie. Des publicistes allaient jusqu'à écrire des phrases comme celle-ci : « contre le panslavisme la France ne devrait pas hésiter à s'allier s'il le fallait à la Prusse », ou celle-ci, « si les armées russes marchaient contre Berlin, les armées françaises devraient marcher à leur rencontre ». Au congrès de Berlin notre diplomatie, trop fidèle à des traditions surannées, a mis encore au service de l'Angleterre et des puissances du centre ce qui lui restait d'influence. Ces échecs successifs de la diplomatie Russe dans ces tendances à se rapprocher de la France, les preuves répétées de cette méfiance invétérée chez certains esprits ne lassaient pas sans doute la ténacité du peuple moscovite dont la patience est invincible. Mais ils donnaient contre nous de puissants arguments, dont nos nombreux adversaires à la

cour de Saint-Pétersbourg tiraient habilement parti. L'opinion s'accréditait qu'entre la France et la Russie il ne pouvait exister que des liens de pure sentimentalité, de sympathies platoniques sans aucune influence sur la direction effective de la politique étrangère des deux peuples, destinée à suivre toujours une marche opposée, et pouvant tout au plus les amener à se prêter un concours désintéressé en cas de suprême péril.

Il fallait un puissant effort pour remonter un courant établi depuis si longtemps.

## III

### HISTORIQUE DES RAPPORTS DE LA RUSSIE AVEC L'ALLEMAGNE

Tandis que la diplomatie française se laissait ainsi entraîner à contrecarrer les desseins de la Russie et à défendre des peuples contre lesquels elle soutenait des luttes séculaires, moins encore, quoi qu'on en ait dit, pour exécuter les plans d'une ambition profondément méditée que pour obéir aux passions populaires surexcitées par l'ardeur de la foi religieuse et par le souvenir toujours vivant de longs siècles de souffrance et d'oppression; la Prusse, au contraire, s'attachait à flatter toutes les aspirations, à seconder tous les efforts de la Russie, à se présenter à elle comme son avant-garde contre les rivalités des puissances occidentales, son épée et son bouclier contre la France. Elle travaillait sans relâche à créer des liens de

communauté d'intérêts, entre les deux peuples. Comme me le disait, un jour, un homme d'État allemand qui prenait peut-être ses désirs pour des réalités, « l'histoire a établi trop de liens entre nous et la Russie pour qu'il soit au pouvoir d'aucune des deux nations de les rompre. Nous pouvons nous brouiller et nous bouder, mais jamais nous n'irons jusqu'à tirer l'épée l'un contre l'autre ». En même temps qu'elle ne négligeait aucune occasion de multiplier les alliances entre les deux familles régnantes, elle travaillait à faire pénétrer son influence dans toutes les classes, dans toutes les sphères de la société, elle arrivait à coloniser la Russie, comme nous colonisons l'Algérie, et à rendre son action presque prépondérante dans certaines provinces.

Les rives continentales de la Baltique sont actuellement divisées entre l'empire allemand et l'empire russe, mais si l'on consulte leur histoire on voit que, sur toute leur étendue, elles ont été successivement habitées et conquises par les mêmes peuples. Elles ont été d'abord occupées par des tribus finnoises. M. de Quatrefages a établi, avec une incontestable autorité, la prépondérance de l'élément finnois sur l'élément slave et l'élément ger-

manique chez les populations de la Prusse orientale. D'après M. Rittich, les Finnois entrent pour 39 p. 100 dans la population des trois provinces baltiques, Esthonie, Livonie, Courlande. Pétersbourg est bâti en plein pays finnois. Il y a trente ans on ne comprenait pas le russe dans les villages situés aux portes de la capitale. Les Finnois forment plus des cinq dixièmes de la population du grand-duché de Finlande. Après la conquête ou l'occupation finnoise, les rives de la mer Baltique passent aux mains des Slaves, pendant des siècles on la nomme la mer Slave, et l'élément slave se retrouve presque aussi important dans les provinces qui sont échues à l'Allemagne que dans celles qui ont fait retour à la Russie. Puis les Allemands sous la protection de l'ordre des Frères de la Milice du Christ ou des Porte-glaives et de l'ordre teutonique, vinrent assujettir à leur tour les précédents occupants et coloniser ces contrées. Les provinces baltiques échues en partage à l'empire russe ne comptent guère plus de huit cent à neuf cent mille Allemands, mais il ne faut pas peser l'importance de cette colonie au chiffre seulement de ses membres, il faut tenir compte de leur importance, de leur rang social et de leur

rôle politique. Les Allemands des provinces baltiques, comme les Suédois de la Finlande, ne sont ni des paysans, ni des ouvriers; descendants d'une aristocratie avare, despotique, mais fortement organisée qui avait réduit les vaincus au plus dur et au plus étroit servage, ils occupent encore toutes les fonctions publiques. Toutes les charges de judicature électives ou non électives leur appartiennent, ils constituent presque exclusivement la noblesse des campagnes comme la haute bourgeoisie des villes, le haut négoce, la banque, le clergé, les universités, ils détiennent le sol et la richesse, et ils ont conservé intactes leur langue, leur religion et leurs aspirations germaniques. Sous le précédent règne les barons allemands des provinces baltiques jouaient encore volontiers aux seigneurs indépendants : « Les droits et les privilèges dont vous jouissez actuellement, leur disait alors, dans un discours officiel, le superintendant Walter, ces privilèges qui vous permettent de rendre la justice, d'élire les délégués de l'administration et de la police, de lever des impôts pour l'entretien des écoles et des églises, qui font de vous, en un mot, les représentants du pays à l'intérieur et à l'extérieur, sont l'héritage de vos ancêtres et le fruit

de leurs travaux. Vous recueillez la moisson, mais vous devez semer à votre tour et préparer à l'avenir une moisson plus abondante encore. Et quelle est la semence que vous devez répandre ? *le germanisme*. Si vous le voulez, nos descendants jouiront un jour de la langue allemande, de la fidélité allemande, de la civilisation allemande, et, Dieu le veuille aussi ; de la « *patrie allemande* ». A l'abri de cette suprématie sociale, administrative et politique, les Allemands ont passé des avant-postes jusqu'aux portes mêmes de Saint-Pétersbourg; vous êtes à peine sorti de la capitale de la Russie que vous tombez dans des villages, véritables bourgades allemandes, où les hommes ont le court veston allemand, le chapeau rond, la longue pipe en porcelaine, parlent allemand, ont leur pasteur luthérien et leur bourgmestre tudesque, à côté d'agglomérations finnoises où l'on paie chèrement un pasteur luthérien pour avoir le droit de ne pas assister à ses prêches et de continuer, sous son couvert complaisant, les antiques pratiques du chamanisme et les exercices d'un culte qui rappelle par ces apparences plus la sorcellerie que la religion. Au cœur même de la capitale de l'Empire, les Allemands de toute classe et de toute profession se sont

organisés en associations par quartiers quarttetverein ou par communautés religieuses qui possèdent des chapelles, des églises, des biens meubles et immeubles parfois d'une grande valeur, qui ont leurs finances, leur administration, leur police qui forment un petit Etat dans l'Etat et exercent une incontestable influence sur l'opinion de la bourgeoisie et de l'aristocratie bureaucratique de Saint-Pétersbourg, même d'origine russe. Cette influence ils la développent et la consolident en ouvrant des écoles primaires, des établissements d'enseignement secondaire où se pressent l'enfance et l'adolescence sans distinction de race. Ils arrivent ainsi à tenir une place tout à fait disproportionnée avec leur petit nombre. Grâce à l'ancienneté de leur civilisation, grâce aussi à certaines de leurs qualités comme à certains de leurs défauts germaniques, à leur assiduité au travail bureaucratique, à leur esprit d'ordre et d'exactitude, grâce aussi à leur esprit d'intrigue et au concours mutuel qu'ils ne cessent de se prêter, à leurs apparences bon enfant, aux relations mondaines et aux influences de cour, ils envahissent sans cesse les hauts postes de l'armée et des carrières civiles, si bien que dans le grand empire slave, c'est

encore l'Allemand qui est la race privilégiée.

Aucun pays n'est aussi centralisé que la Russie, dans aucun pays l'administration n'exerce un pouvoir aussi absolu. L'administration tout entière a été calquée sur l'organisation militaire ; la discipline, la consigne ont été la loi de la vie civile, comme de la vie du soldat, et la consigne s'est étendue à tous les détails de l'existence, avec une minutie et un rigorisme inconnu partout ailleurs. Façonnée à l'européenne, elle a pris l'habitude de considérer le peuple qu'elle régentait et qu'elle avait la prétention, dans une certaine mesure fondée, de conduire à la civilisation, moins comme une nation de compatriotes que comme une classe inférieure, une race indigne de liberté, à peu près comme les Européens regardent les indigènes de leurs colonies. On comprend ce que l'attribution à des Allemands des principales fonctions administratives leur donne d'importance sur la direction des destinées du peuple russe.

Nous avons parlé des sympathies du peuple russe pour la France, ces sympathies sont réelles et sincères, parfois même ardentes ; elles ont sur les directions des opinions de la masse de la nation une influence considérable. Mais

ce serait se laisser aveugler par un optimisme puéril que de ne pas reconnaître que depuis un quart de siècle, elles sont minées avec beaucoup de persévérance et d'habileté par les agents de l'Allemagne. Les causes qui créent ces sympathies ne sont pas les mêmes dans toutes les classes de la population moscovite. Elles sont autres pour la noblesse et la haute bourgeoisie que pour le peuple et pour l'armée. L'action de l'Allemagne s'est attachée à les affaiblir et à les ébranler dans ces milieux divers en employant pour chacun d'eux le moyen le plus propre à nous mettre en suspicion et à nous faire échec.

Les classes élevées se sentent attirées vers la France, sans doute par des affinités de goûts et de caractères, et par des traditions de courtoisie réciproque, mais surtout par l'adoption très générale dans les classes aristocratiques, dans les cercles officiels, dans les milieux mondains, de la langue française comme langue exclusivement employée pendant le XVIII[e] et la première moitié du XIX[e] siècle et, aujourd'hui encore, où la langue russe est beaucoup plus en faveur, comme langue d'usage journalier. Chaque homme lettré a une double vie, une double société; il vit par la lecture dans le

monde de l'imagination et de l'histoire tout autant qu'il vit dans le monde de la réalité, il n'entretient pas seulement commerce avec ses contemporains, avec ceux qui habitent autour de lui, il est en relations aussi avec les écrivains du passé dont les œuvres ornent sa mémoire, avec les hommes historiques dont ils lui ont appris à connaître la vie, à admirer les exploits, avec les personnages dramatiques et romanesques que leur imagination a créés et qui sont quelquefois plus vivants pour leurs lecteurs assidus, plus réels que la réalité même. A ce point de vue, on peut dire que tout Russe a vécu sa jeunesse et, quand il a le goût de la lecture, très répandu dans ces pays où les hivers sont longs et rigoureux, la plus grande partie de sa vie dans un courant d'idées tout français et dans un commerce presque constant avec la société lettrée française. Ce premier élément de rapprochement si puissant en engendre un autre dont on aurait tort de méconnaître l'importance : la connaissance approfondie de la langue française, sa pratique journalière permettent aux Russes riches et instruits de céder à la séduction qu'exercent sur leur esprit notre climat, nos mœurs, nos habitudes, nos goûts, notre

vie sociale, et de consacrer à des voyages, à des séjours parmi nous une partie notable de leur existence. Mais, sans méconnaître l'importance considérable de tous ces divers moyens d'action et de pénétration, on ne peut contester leur caractère superficiel et fragile. On est forcé d'avouer qu'ils tiennent à des circonstances passagères, qui se sont déjà sensiblement modifiées et qui tendent à se modifier encore chaque jour dans un sens contraire à ce que nous pourrions désirer.

L'Allemagne a parfaitement compris le point vulnérable de notre situation à cet égard et elle s'est mise résolument à l'œuvre pour la battre en brèche. Les rapides progrès de la nationalité moscovite ainsi que les œuvres admirables enfantées par la littérature russe ont tout à coup mis en honneur la langue maternelle jusqu'alors délaissée et relégué au second plan l'étude des langues étrangères. Les jeunes générations parlent russe et accidentellement français, alors que leurs pères parlaient français et n'employaient le russe que comme un idiome inférieur, un patois pour se faire comprendre des domestiques de campagne et des paysans. La langue française avait ainsi perdu son rôle prépondérant vis-à-vis de la langue

nationale; il s'agissait de lui enlever encore ce rôle vis-à-vis des autres langues étrangères. Pour atteindre ce résultat, l'Allemagne a multiplié à Saint-Pétersbourg, à Moscou, à Kiew, à Odessa, dans toutes les grandes villes, des écoles primaires, des écoles spéciales, des gymnases de langue allemande et a inondé le pays de professeurs allemands. Ils ont fait accepter les méthodes pédagogiques allemandes, les manuels allemands ; les instruments de physique, de chirurgie, d'astronomie sont d'origine allemande. Pour résister à ce mouvement de dépossession, le gouvernement français n'a rien fait; il a même négligé de répondre aux avances du ministère russe et si l'Empereur cessait de parler français à sa cour, si l'Impératrice était une princesse de langue allemande ne faisant pas usage de notre langue, notre idiome national risquerait de perdre en Russie la faveur exceptionnelle dont il jouit encore pour faire place à l'allemand.

Ces différents éléments d'influence ne peuvent, en tout cas, exercer leur empire que sur l'aristocratie et la haute bourgeoisie. Cependant les sympathies pour la France n'existent pas seulement dans les hautes classes de la population; elles sont plus vives, plus expansives, plus

générales dans le peuple. C'est que là elles tiennent à une cause unique, et plus indéracinable. Dans le peuple, la sympathie pour le Français tient à l'antipathie contre l'Allemand. L'Allemand pour le paysan russe, c'est le voisin envahisseur jaloux et insolent, c'est le nobliau rapace, c'est le fonctionnaire pédant, tracassier et prévaricateur, c'est l'obstacle au libre développement de la race moscovite, c'est l'oppresseur des frères slaves, c'est l'hérétique, c'est l'ennemi héréditaire. Il y a comme un instinct chez le moujik, comme une foi irréfléchie, comme un pressentiment intime qu'il ne sera délivré de l'Allemand, que par le concours du Français.

Sur ce terrain encore l'Allemagne cherche à nous évincer. Elle a espéré d'abord pouvoir exploiter la différence entre la forme des deux gouvernements, mais sans succès. L'empire en Russie ressemblant beaucoup plus à l'empire romain où tous les pouvoirs du peuple se trouvaient absorbés par un magistrat unique, qu'aux empires féodaux de l'Europe centrale, c'est une république authentique : les institutions républicaines n'ont donc rien qui choque et effraye les sentiments du peuple russe. Les Allemands se sont alors rabattus sur la question religieuse; ils ont essayé de repré-

senter les républicains français comme des sortes de nihilistes brûlant les temples et chassant Dieu de ses autels. La vérité des faits les a jusqu'ici rendus convaincus de mensonge et de calomnie.

Cette lutte entre les influences rivales de la France et de l'Allemagne, qui se ressent dans toutes les classes de la nation, a eu aussi son contre-coup dans tous les actes de la politique moscovite, on en pourrait retrouver les effets dans la direction des affaires intérieures comme dans celle des affaires extérieures. Entre ces deux courants contraires, le gouvernement, il faut le reconnaître, s'est montré longtemps hésitant et ballotté, obéissant tour à tour à des calculs mûrement réfléchis et à des entraînements passionnés, irréfléchis et passagers.

De là, deux partis se disputant la prédominance à la cour, et alternant dans les hautes fonctions gouvernementales, le parti allemand et le parti français. Mais, si l'on examine l'attitude de la Russie dans le concert européen et dans les divers conflits qui ont mis aux prises depuis deux siècles les grandes puissances continentales, on constate que, si elle est souvent de cœur avec la France, de fait elle est presque toujours l'alliée de la Prusse. Histo-

riquement, le fait s'explique et il tient à la fatalité des circonstances, comme à la communauté des intérêts, ainsi qu'à la complicité des entreprises fort habilement ménagée et entretenue par la Prusse. Pour la Moscovie comme pour la Prusse, l'ennemi commun c'était le Suédois, c'était le Polonais, précisément nos champions valeureux sur le sol germanique, c'était le Turc, notre allié dans la Méditerranée; plus tard, quand ces trois adversaires eurent disparu ou eurent été mis hors de combat, c'était l'Autriche, c'était l'Angleterre, les ennemis séculaires de la France partout ailleurs, mais qui, dans la question d'Orient, avaient su fort habilement faire d'elle leur allié contre la Russie.

Une communauté de visées ambitieuses, voilà la base des rapports politiques qui ont existé depuis le XVI siècle entre les deux grandes puissances continentales du nord de l'Europe; sur cette base, pouvaient s'établir des relations cordiales et intimes entre les souverains, entre les cours et les familles princières, relations troublées toutefois par des moments de jalousie, par des soupçons, par des froissements d'amour-propre, mais tendant néanmoins à se rétablir par l'effet d'identité dans le but pour-

suivi ; mais on ne pouvait fonder sur elle une amitié entre les peuples. Séparées par les pays de l'ordre teutonique et par la Pologne, les deux pays visaient naturellement à se rapprocher par l'absorption des Etats voisins. D'autre part, l'Autriche ne gênait pas moins l'extension de la Russie vers l'Orient que la tendance déjà naissante de la maison de Brandebourg à s'emparer de l'hégémonie de l'Allemagne. En un mot, elles avaient un égal besoin l'une de l'autre. La Prusse prêtait la main à la Russie pour la faire devenir de puissance asiatique puissance européenne, pour l'aider à se rendre maîtresse des pays de la Baltique, à démembrer et absorber la Pologne, à conquérir les territoires ottomans du bas Danube et asseoir son empire sur les bords de la mer Noire. Mais la Prusse doit à la Russie plus qu'à elle-même d'avoir constitué à son profit l'empire d'Allemagne. Seulement l'Allemagne ayant atteint plus tôt que la Russie la pleine réalisation de sa force d'expansion, s'est souvenue du mot de Frédéric-Guillaume : « J'aime les amis forts, mais pas les voisins puissants. » Après avoir longtemps hésité, tergiversé, menti, l'Allemagne a fini par abandonner la Russie, pour se lier à l'Autriche et l'encou-

rager dans sa marche vers l'Orient. Par ce fait d'une importance capitale pour l'avenir de l'Europe, les relations politiques des deux pays devaient se tendre, se refroidir et peu à peu changer radicalement.

Une autre cause devait puissamment contribuer à amener des froissements et des refroidissements dans les relations entre les deux peuples et les deux gouvernements, le rôle de plus en plus prépondérant qu'en Allemagne, à la suite des événements de 1815, l'esprit public prenait sur la direction de la politique intérieure et extérieure.

Frédéric-Guillaume voyait en Alexandre Ier son sauveur et sa providence.

Au retour du congrès de Vienne, il lui écrivait : « Après Dieu, c'est à l'empereur de Russie et à l'armée russe que je dois toute ma reconnaissance. » Le roi de Prusse oubliait jusqu'à sa propre armée, qui pourtant n'était pas restée derrière l'armée russe.

Il conserva ses sentiments de déférence obséquieuse vis-à-vis de Nicolas Ier, le traitant plutôt en suzerain qu'en égal et, prêt en toute chose, même dans la direction de la politique intérieure de ses États, à suivre son inspiration : mais le peuple allemand, dont le libéra-

lisme national avait été surexcité pour lutter contre Napoléon, supportait très impatiemment cette humiliante subordination. Dès cette époque sont nés, contre le Russe, dans le cœur de l'Allemand des sentiments de haine et de mépris péniblement dissimulés qui n'ont fait que croître et se développer depuis lors. L'accord avec la Russie a paru un joug nécessaire pour achever d'écraser le Polonais et pour contenir le Français, mais odieux, dont on se délivrerait dès que l'on se sentirait assez fort pour le briser. L'idéal poursuivi fut de lui substituer l'alliance avec l'Angleterre et l'Autriche. C'était convenu tacitement dans tous les esprits : la Russie serait ménagée jusqu'au moment où, la vengeance étant accomplie, la France étant définitivement annihilée, l'ancienne alliée du Nord serait acculée à ce dilemme ou de subir l'hégémonie allemande ou de se voir refoulée vers l'Orient et reléguée au rôle d'Empire asiatique, comme la Chine ou le Japon.

Simultanément avec cette explosion du pangermanisme, le nationalisme russe commençait à s'éveiller d'un mouvement plus lent, il est vrai, mais plus intense encore et plus profond. Il se lassait de voir l'intrusion des

Allemands dans l'empire russe, leur action trop prépondérante dans les provinces baltiques, la pesanteur de leur joug sur les frères slaves non encore émancipés. Tandis que les deux souverains maintenaient encore soigneusement l'accord traditionnel, les peuples préparaient la rupture définitive. Les incidents de frontière devenaient plus aigres et plus fréquents. Les intérêts économiques se manifestaient avec plus d'opposition et d'intransigeance que jamais.

Cédant à la pression de l'opinion publique, Nicolas I[er] travailla à fondre les races coexistantes sur toute l'étendue de son vaste empire dans la nationalité russe et à constituer leur unité définitive sous un seul sceptre, sous une loi et sous une foi commune. Dans la poursuite de cette œuvre accueillie avec enthousiasme par le patriotisme moscovite, il se heurta aux prétentions arrogantes du clergé luthérien des provinces baltiques. Tout le protestantisme allemand, avec la pédantesque aigreur qui lui est habituelle prit fait et cause pour les pasteurs rebelles. Désormais aux rivalités politiques venaient se joindre les querelles confessionnelles entre les deux nations unies jadis par tant de luttes soutenues en commun. Aussi,

pendant la guerre de Crimée la Prusse observa-t-elle une attitude louche et équivoque et refusa-t-elle à son bienfaiteur le concours qu'il se croyait en droit de lui demander pour prix de tant de services rendus.

Prince loyal et sincère, Alexandre II prit au sérieux les promesses de dévouement du prince de Bismarck et de son auguste maître. A son tour il se montra déférent vis-à-vis de Guillaume, confiant dans sa parole, et dans la sincérité de sa politique. Il resta fidèle aux traditions d'union entre les deux gouvernements. Après avoir exploité sa fidélité aux liens de famille et d'amitié pour l'isoler en Europe, et ligué contre lui toutes les grandes puissances, l'Allemagne le dépouilla au congrès de Berlin du fruit de ses victoires et prépara sa fin terrible en lui enlevant son prestige vis-à-vis de son peuple.

Mais sur les marches du trône se trouvait un prince qui, éclairé de son patriotisme, avait deviné ces perfides machinations; un prince inébranlable dans sa volonté, sachant attendre l'heure de la réalisation. Dès qu'il fut arrivé sur le trône, il prépara la revanche de son père, et, quand, une main fidèle eut remis en ses mains la preuve de la trahison, il écrasa le

coupable en lui plaçant sous les yeux les témoignages irrécusables de sa félonie.

De ce moment la rupture était effectuée et l'axe de l'équilibre européen définitivement déplacé. Nous allions assister au développement d'une politique nouvelle.

---

# ALEXANDRE III

## SA VIE

## PREMIÈRE PARTIE

## LA FAMILLE IMPÉRIALE

### I

### ALEXANDRE II

Par ce temps de recherches psychologiques, où le document atavique est curieusement scruté pour servir de base à l'étude des personnages de l'histoire, il ne paraîtra pas inutile d'ouvrir cette biographie d'Alexandre III par le portrait de son Auguste Père et de la femme modeste et pieuse qui l'a nourri et élevé dans son sein.

Alexandre III est le second fils de l'empereur Alexandre II et de la princesse Maximilienne-Wilhelmine-Augusta-Sophie-Marie de Hesse, qui, suivant la coutume toujours en

6

honneur à la cour de Russie, prit en se mariant les noms de Marie-Alexandrovna.

Par son père, le Tsar actuel est le descendant et l'héritier naturel de la grande famille des Romanoff, dont l'histoire est si intimement liée à celle de la Russie ; par sa mère, il tient à ce pays hessois sur lequel s'abattit, en 1866, la main des Hohenzollern.

L'avènement de la famille des Romanoff au trône impérial de Russie date de 1613 ; le premier Tsar de cette famille fut Michel Féodorovitch, élu à l'âge de dix-sept ans par les Etats assemblés à Moscou. L'histoire le représente comme un prince sage et modéré, qui dota son pays, déchiré par les factions et écrasé par la tyrannie de ses prédécesseurs, d'un gouvernement à la fois doux et fort, l'ouvrit à la civilisation et au commerce européens et développa sa puissance en même temps qu'il lui créait un essor de prospérité inconnue sous ses devanciers.

Le représentant le plus éminent de cette famille des Romanoff, celui qui a été et reste le modèle de ses descendants, sinon de tous les grands souverains, c'est le tsar Pierre I[er], ou Pierre le Grand, le véritable créateur de l'Empire russe et l'un des esprits les plus larges



S.M. L'EMPERE[illegible]

con
pays
tyran-
men
satio



S.M. L'EMPEREUR ALEXANDRE II

et les plus élevés des temps modernes. Nul monarque, nul pasteur de peuples, pour employer le terme qui convient le mieux à un souverain moscovite de cette époque, n'a plus que lui mérité le surnom de Grand que l'histoire impartiale n'a pas hésité à lui conserver.

Les écrivains de tous les pays ont consacré de longues et approfondies études à Pierre le Grand et à son œuvre colossale : cette grande figure historique, dont le rayonnement éclaire encore la Russie contemporaine, est aujourd'hui trop connue pour que nous ayons à la signaler à l'admiration de la postérité.

L'esprit de Pierre le Grand n'est pas mort avec lui; il revit dans sa descendance, il préside encore aux destinées de son peuple par les inspirations que ses héritiers cherchent à bon droit dans ses paroles, ses écrits et ses actes. Nous croyons toutefois devoir prémunir le lecteur contre un document apocryphe qu'on a présenté comme le testament de Pierre le Grand. Les ennemis de la Russie ont souvent prétendu qu'elle poursuivait l'exécution du plan gigantesque de conquêtes tracé dans ce prétendu testament. En réalité la Russie, pas plus que les autres peuples, n'est maîtresse de ses

destinées, et elle a été amenée à faire des conquêtes plus par les fautes de ses voisins que par des visées préconçues. Son souverain actuel s'occupe plus de tirer parti du vaste territoire légué par ses pères que de l'agrandir encore.

De Pierre le Grand, l'ancêtre, dont le souvenir s'impose quand on prononce le nom de Romanoff, nous venons directement au père d'Alexandre III.

Le tsar Alexandre II fut un caractère sympathique et touchant. Noble et belle en même temps que douce, accueillante et paternelle, la figure de ce souverain tient une place à part dans la galerie des maîtres de l'Europe au XIXe siècle, celle du prince émancipateur. A ce titre elle restera à jamais gravée au cœur de son peuple. Elevé par un poète, le célèbre Joukovsky, il resta toute sa vie sous l'impression des leçons de ce maître, leçons marquées au coin d'un libéralisme évangélique et éclairées des lueurs de l'idéal. Né dans une autre sphère et pour d'autres devoirs, Alexandre II eût peut-être donné un fervent disciple à la poésie. Sur les marches du trône impérial, puis la couronne en tête, il fut un doux rêveur mené par le culte du bien et la recherche du mieux.

D'abord fils exemplaire, il se prépara par le plus touchant exercice de la piété filiale au beau rôle de père de son peuple qu'il lui était réservé de jouer sur cette vaste scène russe plus grande à elle seule que le reste de l'Europe. En possession du souverain pouvoir, il s'appliqua à réaliser les réformes que son éducation et ses instincts idéalistes lui avaient fait entrevoir : il émancipa les serfs, refondit l'armée, présida aux réformes judiciaires qui portent son nom, régularisa l'administration, abolit les impôts impopulaires, mérita enfin le glorieux surnom de Libérateur « osvoboditel » sous lequel son peuple continue à vénérer et à bénir sa mémoire.

Il aima la paix, par goût naturel et parce qu'elle aidait au développement sagement ordonné du mouvement qu'il avait inauguré. Il ne fit la guerre de Turquie qu'à contre-cœur, entraîné par son peuple dont il eût voulu épargner le sang et ne rêvant, au départ, que d'un dénoûment rapide et honorable sans cruels sacrifices. Son armée l'adorait; il avait pour ses soldats des attentions de grand frère et mettait une certaine coquetterie à leur faire sentir qu'il les connaissait, par leur nom et par leur valeur. Servi, comme Napoléon Ier, par une mer-

veilleuse mémoire, il aimait, comme le maître des grognards, à se mêler à ses vétérans, à les interpeller par leurs noms et à leur rappeler les circonstances où il les avait distingués. Alors, comme ceux des grenadiers de Bonaparte, les yeux de ces vétérans endurcis se mouillaient brusquement et payaient d'une larme de reconnaissance l'effort de mémoire de leur souverain.

Alexandre II fut marié jeune, et il eut l'inappréciable bonheur de trouver dans sa compagne le complément et comme le reflet de ses qualités personnelles. La princesse Marie, fille du duc régnant de Hesse-Darmstadt, fut l'impératrice selon le cœur de l'Empereur, la femme douce, l'épouse aimante, la mère modèle. Toute à ses devoirs, elle mena une vie retirée, trop retirée peut-être et que l'amour de son peuple eût désirée plus en dehors. Mais la maladie qui la minait lentement lui faisait une obligation de la retraite qu'elle eût cherchée par goût. Forcée de quitter Saint-Pétersbourg pour aller demander à des climats bienfaisants un adoucissement à son mal, elle voulut au moins rester sur la terre de son peuple et préféra aux grandes stations étrangères, recommandées par les médecins, la solitude des côtes

de Crimée et la chaumière impériale de Livadia.

Livadia ! c'est là que s'écoulèrent les plus beaux jours de l'auguste ménage, dans l'intimité voulue et soigneusement protégée d'une vie calme, fermée aux intrigues des cours et débarrassée des soucis de l'étiquette. Chaque matin, levé de bonne heure, Alexandre II faisait à pied une promenade à travers le parc, se plongeant avec délices dans un bain de rêverie avant de se livrer aux travaux du pouvoir ; quelquefois il montait à cheval et descendait vers la mer. Il affectionnait de porter un vêtement blanc et toute sa suite s'habillait comme lui.

La famille impériale dînait à deux heures, selon l'usage russe à la campagne. Après ce repas, on faisait avancer les voitures pour quelque excursion dans le pays, à travers les sites d'un si aimable pittoresque qui environnent Livadia. Le Tsar et l'Impératrice montaient dans une petite calèche à caisse d'osier, dite panier, et, le plus souvent, ils allaient seuls, sans suite, en simples touristes, à la recherche des points de vue, parmi la verdure des vignes criméennes. Sur leur passage, ni presse, ni acclamations : dans un silence reli-

gieux, les paysans se découvraient et s'inclinaient, respectueux du repos et des joies intimes de l'auguste couple. Les journées passaient ainsi, rapides et courtes, toutes pareilles dans l'uniformité de la paix désirée. Seul, le dimanche variait un peu la douce monotonie du séjour impérial ; quelques personnages étaient autorisés à assister à la messe de la cour.

L'Impératrice donnait à tous l'exemple de la piété. Née protestante, elle avait dû, en épousant Alexandre II, se convertir à l'orthodoxie ; elle avait embrassé la religion de l'époux comme tous ses goûts, avec la conviction profonde basée sur la foi et soutenue par l'amour, et toute sa vie, ardemment fidèle à cette conversion, elle fut moins la convertie que l'ornement et le soutien de l'orthodoxie.

A côté de l'Impératrice, mère de son peuple, il faut placer et exalter la mère de famille. La compagne d'Alexandre II poussa aux extrêmes limites de la sollicitude le souci de sa maternité. Mère de six enfants, cinq garçons et une fille, elle voulut présider elle-même à leur éducation, elle fut leur gouvernante, leur première institutrice, leur meilleure amie.

Une douleur profonde, la plus cruelle

épreuve qui puisse frapper une femme, lui était réservée : en 1865, son fils aîné, le grand-duc Nicolas, héritier de la couronne impériale, mourut à Nice, emporté avant l'heure par l'implacable maladie qui la minait elle-même.

Les autres enfants qu'elle a donnés à Alexandre II sont : l'empereur actuel, Alexandre III; le grand-duc Woldemar, commandant des troupes de l'arrondissement de Saint-Pétersbourg; le grand-duc Alexis, grand-amiral de la marine russe; le grand-duc Serge, gouverneur de Moscou; le grand-duc Paul, qui commande le régiment des gardes à cheval, l'un des plus beaux régiments de l'armée russe; enfin, la princesse Marie, aujourd'hui duchesse d'Edimbourg, l'enfant gâtée d'Alexandre II, la compagne préférée des dernières années du Tsar qui, chaque jour, la prenait dans son traîneau et l'emportait dans ses promenades à travers les rues de Saint-Pétersbourg.

Les dernières années de ce règne furent attristées par les complots et les attentats des nihilistes. Les suites de la guerre de Turquie, dont nous aurons à parler ailleurs, servirent de prétexte à l'apparition sur la scène politique de cette secte néfaste. Le traité de Berlin fut considéré comme un désastre et une spoliation.

Il souleva contre lui l'opinion publique de toute la Russie ; il est la véritable cause de la fin prématurée d'un prince réformateur qui semblait encore promettre à son peuple de longues années de paix et de bonheur. On sait l'histoire du congrès de Berlin ; elle semble inspirée de la fable de La Fontaine où Raton tire les marrons du feu et Bertrand les croque. La diplomatie européenne s'y attacha à annihiler les résultats obtenus par le vainqueur ou plutôt à en faire bénéficier d'autres puissances qui avaient assisté les bras croisés, l'arme au pied, aux dépenses d'argent, d'héroïsme et de sang supportées par la Russie. Grâce à l'appui occulte de l'Allemagne incarnée dans son chancelier, M. de Bismarck, qui y joua le rôle hypocrite « d'honnête courtier », l'Angleterre et l'Autriche se partagèrent les dépouilles des vaincus. La Russie, isolée en face de l'Europe entière coalisée contre elle, se vit, par de honteuses intrigues, enlever tous les avantages glorieusement conquis sur les champs de bataille. L'impression subie en Russie fut désastreuse. Le trouble qu'avaient déjà semé dans l'esprit public les réformes prématurées d'Alexandre II, s'aggrava rapidement, et un vent de révolution se leva, s'enflant des diffi-

cultés d'une situation intérieure chaque jour plus critique. Les finances éprouvées par la guerre étaient en mauvais état ; la misère croissante poussait au désespoir, et le développement trop hâtif de l'instruction publique n'avait eu encore que ce premier résultat de produire une foule de déclassés besoigneux tout prêts à recevoir la semence révolutionnaire. Des complots s'organisèrent, des attentats se produisirent contre Alexandre II. Ingratitude que nul ne saurait expliquer autrement que par l'aberration des conjurés, le souverain libéral, le Tsar qui, le premier, avait plus écouté les conseils de la paternité que les inspirations du pouvoir absolu, Alexandre II voyait sa vie menacée pour avoir voulu améliorer celle de son peuple !

Disons-le bien vite : la masse populaire, qui naît, travaille, souffre et meurt pour le « Père », cette force première et irrésistible sans laquelle toute tentative de révolution est vouée à l'avortement, resta fermée à la propagande nihiliste : sa foi dans le Tsar demeura entière, son dévoûment séculaire à la famille des Romanoff ne fut pas entamé. Le peuple ne figure que pour un infime appoint dans le bataillon des révoltés, écume d'une société en mal de trans-

formation. Disons plus : toutes les sympathies allèrent à la couronne impériale, au pouvoir discuté, contre les prédicateurs égarés de la nouvelle parole.

Aussi bien, peu nombreux étaient les apôtres du mouvement, quelques centaines à peine d'adeptes ramassés au hasard des haines sociales, des rancunes et des appétits, ignorants pour la plupart, n'ayant aucune notion précise de ce qui existait et marchant, d'ailleurs, au renversement de l'ordre de choses établi sans se préoccuper d'un autre ordre à lui substituer, n'affirmant qu'un but : la désorganisation sociale, avec cet idéal : l'anarchie politique, la suppression de tout pouvoir, la disparition de tout mécanisme vital, le nihilisme enfin, pour appeler par le nom dont ils l'avaient eux-mêmes baptisé, l'effrayant pavillon sous lequel ils abritaient leurs machinations.

Comment, au sein d'une population de plus de cent millions d'hommes dévoués à l'Empire, cette poignée de révolutionnaires put-elle arriver à troubler profondément l'Etat tout entier, à terroriser les masses fidèles et à s'imposer aux préoccupations de l'Europe? Peut-être conviendrait-il de chercher ailleurs, hors de l'Empire, dans les encouragements occultes d'ennemis

cachés, le secret de ces inexplicables résultats.

Les attentats contre le Tsar se multipliaient, sa vie fut chaque jour menacée. Le coup de pistolet tiré presque à bout portant par un ex-pion de l'école Soloview, ouvrit la série. On était encore sous l'impression de cette tentative follement criminelle, quand se produisit l'explosion du Palais d'Hiver, résidence de l'Empereur. Ce nouvel attentat dépassait en audace tout ce qui s'était jusqu'alors tramé. L'homme désigné pour l'exécuter s'était introduit, favorisé par l'incurie de l'administration du Palais, parmi les ouvriers maçons employés aux réparations de l'édifice; il s'était fait embaucher spécialement pour la construction d'un calorifère dans le sous-sol du Palais : ce fut une machine infernale qu'il put y installer à l'aise, un de ces appareils dits à remontoir au moyen desquels il est facile de régler à une minute près le moment de l'explosion. Cette installation terminée, l'appareil remonté et mis en mouvement, l'homme disparut; on ne l'a jamais retrouvé. L'explosion se produisit, endommageant un quartier du Palais et entraînant la mort d'une dizaine de malheureux soldats de la garde, de service ce jour-là.

L'Empereur et la famille impériale étaient

saufs, mais, à dater de ce jour, la terreur s'installa au chevet de cette famille. Aux supplications de son entourage, Alexandre II qui aimait à se promener librement sur la perspective Neusky, seul et comme un simple citoyen, se décida à ne plus sortir qu'escorté de Cosaques dont l'incorruptible dévouement dressait une barrière infranchissable entre la voiture du Tsar et les auteurs possibles de nouveaux attentats. Inutiles précautions : l'infernale ingéniosité des nihilistes devait passer à travers cette haie vivante et serrée, après avoir déjoué les recherches de la police à toute heure et partout sur pied.

Le 13 mars 1881, un dimanche, l'Empereur était aller passer la revue d'un régiment dans le manège Michel. Quelque soin qu'on eût pris de tenir le fait caché, les nihilistes en étaient avisés, et, divisés par petits groupes, ils s'étaient postés aux alentours du manège. Quand la voiture de l'Empereur sortit, prenant pour rentrer au Palais le quai du Canal Ekatérininsky, un individu, debout au milieu de la chaussée, jeta sous la voiture un engin qui, en tombant, fit explosion, tuant un homme de l'escorte et blessant les autres. Le Tsar n'avait pas été atteint; il descendit de voiture et s'ap-

procha du nihiliste qu'on avait immédiatement arrêté.

— Ton nom? demanda l'Empereur.

— Boussanoff, répondit l'individu.

— Pourquoi en veux-tu à ma vie?

— On m'a conseillé de faire ce que j'ai fait.

— Qui es-tu donc?

— Fils de paysan, aspirant à l'Ecole de médecine...

L'homme qui venait d'attenter à la vie de son souverain et ne se réclamait que d'un conseil écouté, était justement un de ces serfs de la veille à la libération desquels le Tsar avait risqué sa popularité, un de ces libérés auxquels il avait dispensé, avec l'indépendance personnelle, tous les droits qu'elle entraîne, auxquels il avait, en outre, prodigué l'instruction primaire, secondaire, supérieure, à titre gratuit et ouvert ainsi l'accès des carrières libérales.

L'Empereur s'éloigna, attristé; comme il regagnait sa voiture rangée au long du Canal, un homme se dressa devant lui, immobile, adossé au garde-fou. L'homme avait une attitude plutôt respectueuse; tête nue, il semblait saluer son souverain. Soudain, comme le Tsar passait devant lui, l'homme leva les deux bras et jeta à terre, sous les pieds d'Alexandre II,

un objet que tout d'abord on prit pour un mouchoir. L'illusion ne dura qu'une seconde : on n'avait pas eu le temps de reconnaître la nature de l'objet, qu'une détonation se produisit, suivie de cris et de gémissements. L'Empereur avait disparu dans un nuage de fumée et de débris. La fumée dissipée, les hommes de l'escorte restés debout se précipitèrent vers leur souverain : il gisait à terre, dans une mare de sang, le bas du corps en bouillie; près de lui, l'auteur de l'attentat se tordait dans les suprêmes convulsions de l'agonie, parmi les autres victimes de son crime ; à quelques pas, des passants se traînaient, couchés sur le sol par la violence de l'explosion.

L'Empereur respirait encore. Transporté en traîneau au Palais d'Hiver, il s'éteignit vers 4 heures du soir, entouré de toute sa famille.

Ce terrible dénoûment de la guerre sauvage déclarée par les nihilistes à l'inaugurateur du libéralisme, jeta toute la Russie dans une stupeur d'épouvante. La panique éclata, semant le désarroi, paralysant l'administration et les services publics, troublant jusqu'aux esprits les mieux équilibrés; complice inconsciente de l'œuvre des nihilistes, elle fit un moment la nuit dans la conscience publique.

C'est dans ces conditions terribles que le tsarevitch Alexandre fut appelé à recueillir la succession du plus vaste empire de l'univers : un immense pays démoralisé, tiré en tous sens par l'épouvante; une société jetée hors de ses séculaires assises, errant dans les ténèbres du doute à la recherche du phare perdu : tel s'offrait l'Empire russe à la sollicitude du nouveau souverain, un fils qui pleurait son père et sentait gronder autour de lui-même les menaces auxquelles ce père avait succombé.

Tâche effrayante de difficultés et de poids, que celle de ramener cette société sur sa base, de faire rentrer ce torrent débordé dans son lit d'ordre et de paix morale, de rendre à ce pays sa foi aveugle dans le régime jusqu'alors entouré d'un respect superstitieux, pour la première fois discuté et profondément atteint. Cette tâche, le jeune Tsar l'accepta sans hésitation, il l'a remplie sans faiblesse et glorieusement couronnée. La Russie a trouvé en lui un maître digne d'elle, conscient de ses destinées et tout entier consacré à les réaliser. L'Europe salue en Alexandre III le modèle des monarques modernes.

## II

### AVÈNEMENT ET COURONNEMENT D'ALEXANDRE III

Alexandre III est né le 26 février 1845. Élevé par une mère dont nous avons dit les admirables qualités, il a gardé de cette première et longtemps unique éducation les principes d'honnêteté profonde, impeccable, qui caractérisent cette grande figure de souverain.

Second fils d'Alexandre II, il n'avait jamais vu passer l'éclat du suprême pouvoir dans ses rêves plutôt modestes d'adolescent. Il n'avait pas suivi non plus les cours d'études spéciales dont la recherche s'impose aux futurs pasteurs de peuples et auxquelles son frère aîné, le Tsarévitch Nicolas, était seul assujetti. Brillamment doué au point de vue moral, pourvu d'un extérieur à la fois imposant et séduisant, ce frère aîné promettait de porter haut la bannière des Romanoff. Il n'y avait qu'un point noir dans cet



Rougeron & Vignerot. sc.

S. M. L'EMPEREUR ALEXANDRE III

Dentu Edit

Imp Ch Delâtre

horizon de grandeur : le Tsarévitch avait hérité de sa mère, avec les délicatesses de l'âme, les faiblesses de la complexion physique. Vers la fin de l'année 1864, sa santé s'altéra sérieusement et commença à donner des craintes cruelles, hélas ! trop fondées. Soustrait aux rudesses de l'hiver russe, il fut envoyé à Nice, sous le climat réparateur du midi de cette terre française qu'il aimait sans la connaître. Là, tout fut mis en œuvre pour combattre la terrible menace qui planait sur cette jeune tête ; le ciel français lui-même sembla vouloir s'associer à cette lutte contre une destinée inhumaine, il multiplia les générosités de son bienfaisant climat pour l'auguste malade confié à son soleil... Tout fut inutile : le Tsarévitch succomba le 12 avril.

Huit jours après, faisant taire sa douleur paternelle pour n'écouter que ses devoirs de souverain, le tsar Alexandre II proclamait devant son peuple et l'Europe, son second fils Alexandre héritier du trône de Russie.

Le nouveau Tsarévitch touchait à peine à la vingtième année. Effacé jusqu'à ce jour devant son frère, il entra brusquement en pleine lumière, et mis en face du grandiose avenir qui s'ouvrait devant lui, il en démêla sur l'heure et tout d'abord les devoirs. Courageusement il se

mit à la tâche, appliqué à recueillir avec ces devoirs légués par son frère toutes les connaissances nécessaires à leur accomplissement. Il eut d'abord à surmonter sa timidité naturelle, cette timidité de l'enfant élevé par une femme et conduit par elle jusqu'à l'adolescence. La conscience de sa haute situation et le culte de la grandeur nationale l'y aidèrent : il a pourtant gardé quelque chose de cette timidité ; on pourrait la retrouver au fond des longues hésitations et des études scrupuleuses et prudentes qui, chez lui, précèdent toujours l'accomplissement d'un acte. En cela, il faut moins voir la défiance de soi-même que le sentiment poussé très loin des lourdes responsabilités qui pèsent sur ses épaules : le vrai fond du caractère d'Alexandre III, c'est une honnêteté immaculée, éclairée par un bon sens infaillible. Ses qualités éclatent dans son regard droit, d'une étonnante limpidité. Aux heures dernières de sa vie, son frère aîné, le tsarévitch Nicolas, visité par la préoccupation des lendemains de sa mort, disait en parlant de son successeur : « L'Empire n'aura pas à me regretter : celui qui montera sur le trône à ma place a une âme si loyale et si pure qu'on la voit au fond de son regard droit, ferme et clair comme

le cristal de roche. » Ce jugement porté par le Tsarévitch mourant, tout empreint qu'il est de la grande affection qui unissait les deux frères, restera, dans sa forme prophétique de testament suprême, le jugement définitif de la postérité.

Nous allons voir se développer, en s'affirmant glorieusement, cette grande figure d'Alexandre III qui domine aujourd'hui le champ clos de la politique européenne, de toute la hauteur de la justice, de toute l'autorité d'une puissance indiscutée. Mais d'abord, pour éclairer cette étude, complétons le portrait à peine indiqué du Tsar.

Physiquement, le Tsar actuel est le plus bel homme de son Empire : c'est un géant doux, mais, aux heures voulues, ferme jusqu'à l'inflexibilité. Aux jours de sa villégiature annuelle en Danemark, quand un anniversaire réunit autour des augustes souverains danois leur nombreuse famille, Alexandre III aime, en manière de jeu, à se camper, souriant, les bras croisés, au milieu d'une pelouse et à défier l'assaut de tous les membres de cette famille dont les efforts combinés ne peuvent parvenir à l'ébranler. Le Tsar est là tout entier : doux et fort, souriant et inébranlable.

Alexandre III n'est pas seulement l'homme le plus robuste de son Empire, le géant Romanoff désiré par les traditions populaires, il est aussi et surtout le plus honnête homme de l'Europe. Passionné pour la justice et la vérité, il a l'horreur du mensonge et de l'arbitraire, et de la bonne renommée du pouvoir un souci qui va jusqu'au sacrifice de ses affections.

Le fait suivant est caractéristique :

Il y a quelques années, mourait brusquement à Saint-Pétersbourg un personnage très connu pour son apostolat en faveur de l'union franco-russe. Cette mort quasi subite fut attribuée à un suicide; les ardents du parti français prononcèrent même, comme à la fin prématurée de Skobeleff, le gros mot d'assassinat. L'opinion publique s'égarait : voici la vérité, simple et poignante comme un drame antique.

D'une discrétion personnelle point banale, ne demandant jamais rien pour lui-même, notre personnage ne savait pas refuser à ses amis d'appuyer auprès du Tsar celles de leurs suppliques qu'il jugeait recevables. Se reposant sur la profonde honnèteté de l'intermédiaire, qu'il honorait, d'ailleurs, d'une estime particulière et traitait un peu en confident intime, Alexandre III faisait généralement droit à ces

suppliques. La dernière faveur ainsi accordée avait trait à une entreprise de travaux publics sur laquelle de mauvais bruits ne tardèrent pas à courir, entre autres l'accusation d'un pot-de-vin à l'encaissement duquel notre personnage était soupçonné d'avoir participé, soupçon calomnieux contre lequel toute sa vie protestait et dont la droiture de son caractère et son désintéressement bien connu suffisaient à le laver. Ces bruits étaient parvenus au palais impérial ; il y courut et, pour la première fois, la porte lui en resta obstinément fermée. Le jour même, il reçut l'avis de ne plus se présenter au palais : c'est à regret qu'on s'interdisait de le recevoir désormais, on ne doutait pas de son innocence, mais, comme la femme de César, les amis du Tsar ne devaient pas être soupçonnés.

L'ami sacrifié ne protesta pas : il courba la tête, inclinant son désespoir devant la grandeur morale de son souverain, s'enferma dans sa douleur et mourut.

Largement imbu des devoirs que lui impose un pouvoir en apparence absolu, ce pouvoir dont l'exercice ne relève que de la conscience de l'autocrate, c'est la conscience de son peuple qu'il a faite sienne, qu'il consulte et

sert tout d'abord : nul souverain constitutionnel appuyé sur l'amour de son peuple et scrupuleusement soumis aux règles de la Constitution, n'a porté aussi loin que cet autocrate le respect de la volonté nationale.

Lorsque, le 19 avril 1864, le nouveau Tsarévitch fut appelé à succéder à son père, il avait, avons-nous, dit à peine vingt ans. Nommé membre du conseil de l'Empire, il y accéda simplement comme à l'accomplissement d'un devoir, et fit preuve dans l'étude des affaires gouvernementales d'une puissance de volonté dont il ne devait plus jamais se départir. Son père eut en lui, non seulement l'élève soumis, religieusement façonné à la piété filiale par une mère modèle, mais aussi le plus sûr et le plus précieux des collaborateurs. Rapidement le peuple russe apprit à connaître et à aimer le nom de son futur souverain : dès ses débuts, le Tsarévitch donna la note de son règne à venir par la portée morale et matérielle des entreprises auxquelles il accorda l'appui de son nom et le concours de son activité : telles l'organisation du mouvement Slavophile et la création de la flotte volontaire (Dobrovolny flotte) : l'une révélait déjà le souverain voué au développement de la grandeur nationale par une entente supérieure des vœux

et des droits de la Russie ; l'autre faisait prévoir le souci constant et soutenu de traduire par une force palpable en rapport avec cette grandeur et répondant aux besoins du temps et des circonstances, les inépuisables ressources du pays.

En 1866, à travers ces précieuses prémisses, une nouvelle éclata qui courut la Russie tout entière comme un frisson de joie : le Tsarévitch venait d'être fiancé à la princesse danoise Sophie-Frédéric Dagmar, fille du roi de Danemark Christian IX et de la reine Louise, son épouse, née princesse de Hesse-Cassel.

La fiancée n'était pas une inconnue pour le peuple russe : son image était déjà passée dans les rêves des masses, associée à celle du successeur d'Alexandre II. La Russie savait quelle compagne exemplaire cette union promettait à l'héritier des Romanoff, quelle Tsarine, quelle mère allait lui être donnée à elle-même. Depuis longtemps circulaient dans la société russe, des récits témoignant de l'esprit éclairé, de la haute éducation morale de cette princesse, et dans le peuple courait comme une légende la réputation de bonté et de charme de la fiancée : sa simplicité de jeune fille vaquant avec ses sœurs aux soins du ménage de la cour danoise, son

amour profond pour la Russie et les preuves qu'elle avait déjà données de la sincérité de cet amour en apprenant la langue de sa nouvelle patrie et en embrassant et pratiquant avec une piété exemplaire la religion orthodoxe.

On n'attend pas de nous que nous pénétrions dans le touchant roman qui fut la préface du mariage d'Alexandre III. Qu'on nous permette cependant de glisser entre les lignes de cette préface le récit d'un incident ignoré : il y a sa place comme le rire dans le bonheur.

En ces jours de fiançailles, un diplomate de Saint-Pétersbourg vint apporter à la cour danoise les présents de l'impérial candidat; sa mission remplie, il repartit, emportant la réponse de Copenhague, des présents symboliques, empreints de cette poésie du Nord qui a tant de prise sur nos esprits blasés : deux modestes paniers contenant l'un, un rayon de miel; l'autre, un chien : la douceur et la fidélité.

En route, tandis que le messager fatigué somnolait, un drame s'engagea, rapidement dénoué : l'un des paniers trouva le moyen de se rapprocher de l'autre, de l'entr'ouvrir et de le soulager de son contenu, et, à son réveil, l'infortuné diplomate constata que le miel avait disparu...

Au siècle dernier, peut-être le dormeur aurait-il payé de sa tête ces quelques instants d'un sommeil désastreux ; de nos jours, il n'en est plus ainsi : le Tsar actuel sait sourire... Le messager est toujours debout, il occupe l'un des postes les plus en vue de la diplomatie russe. La Russie a marché et, comme elle, le diplomate a fait son chemin.

Les fiançailles eurent lieu à Copenhague le 17 juin, et l'auguste fiancée arriva dans la rade de Cronstadt, à bord du yacht *Schleswig,* le 14 septembre ; son frère, le prince royal de Danemark l'accompagnait. La flotte russe était venue à sa rencontre ; le Tsar, le grand-duc héritier son fiancé et toute la famille impériale l'attendaient, les bras ouverts, en tête d'un extraordinaire concours de population.

Un poète danois qui assistait au départ de Copenhague de cette autre Étoile du Nord avait dit : « Les larmes de la séparation se changeront en perles ; dans la couronne nuptiale qui t'attend se cache la couronne impériale du plus grand pays du monde ! » La première partie de cette poétique prophétie se réalisait dans l'accueil fait à la fiancée du Tsarévitch. Elle n'eut qu'à paraître pour conquérir son peuple, déjà

préparé à l'aimer. Avec son apparition, la légende qui courait la foule prit corps. L'impression fut à la fois profonde et charmante. Le visage délicat et gracieux de la Princesse, ses grands yeux doux dans le rêve desquels passe un sourire ; son air bon, la grâce et le charme pénétrant qui se dégageaient de tout son être, enlevèrent de prime abord cette conquête que devaient asseoir à jamais ses qualités d'esprit et de cœur.

L'entrée solennelle dans Saint-Pétersbourg eut lieu le 17 septembre.

Au son des cloches, au bruit des salves d'artillerie éclatant sans les dominer dans les acclamations d'une foule enthousiaste, le cortège passa, radieux et triomphal, laissant au front de la vieille Russie une aube d'espérances et de joies.

La cérémonie de l'onction et de la conversion de la princesse à la religion nationale eut lieu le 12 octobre, au Palais d'hiver. La fiancée fut proclamée grande-duchesse orthodoxe Marie Federovna. Tous les assistants avaient remarqué le ton ferme et profondément convaincu de sa voix au prononcé des paroles slaves par lesquelles la princesse avait à répondre aux questions des prélats : cette particularité, d'ailleurs



S. M. L'IMPÉRATRICE DE RUSSIE

attendue avec confiance, confirma le peuple russe dans sa prévision d'une Tsarine slave comme lui, au moins par le cœur et la foi.

Le mariage fut célébré le 28 octobre.

A une heure de l'après-midi, au bruit des salves d'artillerie de la forteresse Saint-Pierre et Saint-Paul, le cortège sortit du Palais d'Hiver. L'Empereur et l'Impératrice l'ouvraient; derrière eux venait le grand-duc héritier donnant le bras à sa fiancée, rayonnante de bonheur et de beauté sous la couronne de diamants et le manteau de velours cramoisi bordé d'hermine.

Le sacrement du mariage fut administré par l'archiprêtre Bajanow; la couronne impériale fut tenue sur la tête du Tsarévitch par le grand-duc Wladimir-Alexandrovitch et sur celle de la fiancée par le prince royal de Danemark, son frère.

L'année suivante, le 21 avril 1867, les nouveaux époux firent la traditionnelle visite à l'ancienne capitale de la Russie, Moscou, restée le centre et le cœur de la vie russe. Saint-Pétersbourg avait été enthousiaste, Moscou délira. Qu'on nous permette de détacher d'une brochure publiée en français à Saint-Pétersbourg par un patriote trop modeste pour nous

permettre de le nommer, le récit de cette entrée solennelle des jeunes mariés dans la vieille capitale slave :

« Toutes les cloches de Moscou carillonnent. Le peuple orthodoxe accourt de tous les points de la ville aux pierres blanches pour venir contempler ses chers hôtes : le Tsar et le couple des nouveaux époux. Un immense hourra roule de la porte de Tver jusqu'au perron Rouge.

« C'est qu'on aperçoit déjà les hôtes bien-aimés. Le Tsar salue avec affabilité son peuple et gracieusement aussi le salue la jeune Césarevna.

« Personne en ce moment n'a de pensées pénibles dans l'âme. Le passé, le présent et l'avenir semblent révéler à l'imagination de chacun la réalité aussi bien que les énigmes.

« Le premier sentiment qui saisit l'âme au milieu de nos réjouissances populaires solennelles, est le sentiment de la patrie, d'un joyeux amour de celle-ci. Il est à plaindre celui qui contemple indifféremment l'animation de centaines de mille hommes, celui qui ne voit dans les dizaines de siècles de leur existence que l'ignorance et l'esclavage et qui ne s'enorgueillit pas des souvenirs historiques de la Russie,

de ses traditionnelles reliques. Il est à plaindre celui qui ne sent pas vibrer en lui comme une corde vive, qui ne se confond pas par son âme avec le torrent populaire ; celui qui demeure insensible au milieu des élans de la vie générale, qui n'a point la foi au milieu des manifestations d'une foi ardente, qui méprise son père et son aïeul, car il restera toujours isolé et ses enfants le railleront.

« On te calomnie, toi, bonne, humble, patiente et puissante antiquité russe. Oui, bien des gens te calomnient, mais tes principes vivent encore dans les villages et les villes. Voyez comme à travers les artères de Moscou la foule se précipite vers ce Kremlin, qui en est le cœur. Le temps est froid et pluvieux, mais qu'importe ? — L'âme est ardente... Là il n'y a pas de calcul, pas d'arrière-pensée de profit, pas de sourire hypocrite, pas même l'espérance de voir une cérémonie pompeuse d'entrée souveraine, et pourtant, regardez quel empressement, quelle préoccupation sur tous les visages, quelle peur d'être en retard ! Tel individu a couru pendant dix kilomètres et, tout essoufflé, il ne pense qu'à se trouver plus près, qu'à mieux voir. Et après avoir vu, après avoir fait le signe de la croix, il va, tranquille et content de lui-même,

raconter à la maison, à sa vieille mère aveugle ou à son grand-père impotent qu'il a contemplé de près le Tsar et les enfants du Tsar, et cela avec profusion de détails.

« Oui, voilà le sentiment du peuple russe, ce sentiment qui a expulsé tour à tour les Tartares, les Polonais et les Suédois. Voilà la flamme avec laquelle Moscou s'est incendiée elle-même dans son année d'épreuves de 1812. O Russes, n'éteignez point cette flamme, car aucune intelligence, croyez-moi, ne saurait inventer quoi que ce soit de mieux que l'amour !

« Le Tsar est donc entré avec son fils et sa belle-fille dans son ancienne capitale et Moscou leur a fait un accueil digne d'hôtes si augustes. L'amour et les prières les ont escortés jusqu'à la résidence impériale.

« Voilà tout ce qu'éprouve Moscou, voilà tout ce que ressent la Russie en sauvegardant par son amour et ses prières les vies qui lui sont si précieuses.

« Il est dans la destinée des peuples comme dans celle des particuliers que la foi donne la force et que l'amour indique la voie à suivre ; autrement les passions n'auraient pas de limites et les calculs, qui prévoient tout, hormis la réalité, seraient sans fin. Dans le passé de la

Russie, il y a eu bien des côtés sombres, mais les ténèbres s'effacent devant le soleil. L'instruction, tel est le but du présent; l'instruction basée sur la foi et l'amour, tel est l'idéal de la grandeur russe. Voilà où nous devons tendre. Voilà ce qui doit nous soutenir et aussi nous diriger.

« N'y a-t-il pas quelque chose de remarquable dans la coïncidence de l'entrée solennelle des augustes nouveaux époux à Moscou avec l'inauguration d'un spectacle scientifique où toutes les populations de la Russie, avec leurs mœurs et coutumes, semblaient s'être réunies dans cette ville pour y saluer l'avenir de la patrie ? A ce moment, en effet, venait de s'organiser à Moscou une exposition ethnographique.

« Heureuse ville que Moscou : choisie d'antique date par la Providence pour devenir l'arche d'alliance de la vie russe, maintenant qu'elle reçoit le couple impérial des nouveaux époux elle ne leur montre pas seulement le Kremlin, mais toute la famille des races multiples de l'empire russe. — Regarde, dit-elle à l'héritier du trône, voilà tes futurs sujets. Si tu es juste, tu seras aimé ; si tu es aimé, tu seras fort et Dieu bénira tes entreprises.

« Et Moscou s'adresse également à toi, jeune aurore de nouvelles espérances, au nom de toutes les contrées de la Russie, qui depuis longtemps déjà te considère comme sienne. Tout Moscou a retenu son haleine au moment où, en présence du peuple, tu es tombée à genoux devant l'image de Notre-Dame d'Ibérie et en ce moment il a senti que tu étais russe et il a doucement prié pour toi, puis il s'est bruyamment écrié : « Que ta route soit radieuse « et ton sort bienheureux ! »

« Voilà ce que j'ai vu et compris au moment où le cortège impérial s'est solennellement arrêté, puis a repris sa marche. Il me semblait que toute l'antique Russie venait au-devant de la nouvelle. Le son de chaque cloche retentissait dans mon cœur comme un écho de la piété des temps jadis. Mais les bandes tricolores des drapeaux me rappelaient que nous étions en Europe, que chaque jour voyait naître de nouvelles voies, de nouveaux perfectionnements, et que chez nous la vie populaire acquérait de l'importance et croissait en force.

« Le cortège avait déjà défilé que je restais encore là, dans l'attente de quelque chose. Le peuple ondulait en foule et tout le monde parlait comme d'une seule voix. Devant la chapelle

de Notre-Dame d'Ibérie les dévots faisaient en s'agenouillant de nombreux signes de croix. Et involontairement je me trouvai tout à coup au milieu d'eux, involontairement aussi je me rappelai que tout ne dépend pas de nous en ce monde, involontairement encore mon âme faisait cette prière : « Seigneur, donne à la Russie « l'esprit de foi, d'humilité et de vérité. »

Le mariage d'Alexandre III date déjà d'un quart de siècle, et pas un nuage n'a traversé la félicité de cette union où l'on peut trouver, au faîte des grandeurs humaines, le modèle d'un bon ménage.

## III

### L'IMPÉRATRICE RÉGNANTE ET SES ENFANTS

Le bonheur qui présida au choix d'une épouse pour Alexandre II s'était étendu à son fils. Aussi bien la ressemblance morale est frappante entre la mère et l'épouse du Tsar : chez l'une comme chez l'autre, c'est la même affection pour l'époux, le même culte de sa grandeur; c'est la même sollicitude pour les besoins du peuple, la même tendresse un peu exclusive de la mère pour ses enfants. Toutes les qualités de la compagne d'Alexandre II revivent dans l'épouse d'Alexandre III, avec, en plus, une tendance à l'expansion, à cette vie extérieure commandée par les traditions élégantes de la cour de Russie et que l'état de sa santé permit trop rarement à la mère du Tsar de pratiquer. En cela, d'ailleurs, comme en toutes choses, la Tsarine suit les goûts de

l'époux autant que les siens propres. L'Empereur a à cœur de maintenir la réputation d'élégance et de bon goût qui décore la cour de Saint-Pétersbourg : il ordonne les fêtes, il y préside; il se prête volontiers et non sans plaisir à l'organisation de soirées intimes où les manifestations de l'art tiennent la meilleure place, concerts d'amateurs, comédies de salon. Les grands-ducs sont en tête du tableau de l'auguste troupe, et l'Empereur lui-même, un passionné du cornet à piston, y tient agréablement son pupitre d'instrumentiste.

L'Impératrice consacre une grande partie de son temps à l'éducation de ses enfants. Sa tendresse est ardente et elle est singulièrement jalouse de l'influence qu'elle exerce sur leurs esprits. Elle veut qu'ils aient des maîtres pour leur donner en toute chose une instruction digne de leur rang, mais elle n'admet pas qu'ils aient de gouverneurs pour leur former le cœur et le caractère ; pour substituer peu à peu dans leur jeune intelligence l'autorité morale de l'instituteur à l'autorité du père, la confiante tendresse vis-à-vis de l'institutrice à cet abandon complet que la nature a mis au cœur de l'enfant pour sa mère. Elle pousse sa sollicitude sur ce point jusqu'à ne pas permettre que le

même précepteur conserve auprès de lui son élève deux jours entiers de suite, ils alternent entre eux : un jour, c'est le précepteur de langue française, le lendemain le maître de langue anglaise, et ainsi de suite, de telle sorte qu'en complétant leur enseignement ils neutralisent leur influence. D'autres pourront critiquer cette jalouse sollicitude et la trouver excessive. Quant à moi, je la loue hautement. Je trouve qu'elle est la preuve d'une grande sagacité d'observation et d'un esprit profondément juste. L'histoire fourmille des exemples néfastes de l'action désastreuse que certains précepteurs, les uns corrompus, égoïstes et ambitieux, les autres animés de bonnes intentions, mais aux vues étroites et incapables d'inspirer à un prince la largeur de conceptions que comporte l'exercice de la puissance souveraine, ont exercé sur les rois. Quand des enfants ont le bonheur d'être dirigés par un cœur de mère aussi tendre ; quand ils peuvent se modeler sur l'exemple journalier d'un père qui réunit à un si haut degré toutes les qualités d'un souverain, qui les fait vivre dans son intimité constante et se plaît à partager leurs jeux avec l'abandon et la simplicité d'Henri IV lui-même, il serait coupable vraiment de ne

pas les laisser tout entiers sous l'empire exclusif de cette heureuse influence. On lit déjà sur le front pur, dans le regard franc et doux des enfants, que l'avenir récompensera la mère de ses soins jaloux.

Les femmes, dit-on, naissent avec deux patries : leur berceau et la France. Il en est ainsi même des filles de rois. La compagne d'Alexandre III porte au front, avec la couronne impériale, celle de cet esprit à la fois large et subtil, viril et aimable, qui fait de la Française bien née une femme à part. Ouverte aux grandes conceptions, comme aux attendrissements humains, impératrice et deux fois femme, épouse et mère, elle est le conseiller le plus sûr de son auguste époux, et, s'échappant de l'étreinte du pouvoir, elle ne dédaigne pas de descendre aux gais propos de salon en lesquels excelle la nature de son esprit enjoué et doucement malicieux; versée dans toutes les finesses de notre langue qu'elle parle avec beaucoup de grâce, elle est non seulement très Française, mais très Parisienne. Elle lit nos journaux et nos revues et est au courant du mouvement artistique et littéraire de notre pays. Elle est très jeune, très gaie, très en train, aime follement la danse et pourtant se plaît

dans le strict accomplissement des devoirs les plus austères de la haute mission que la Providence lui a confiée. Elle est infiniment charitable et très simple dans ses goûts. Mais ce qu'il y a de plus saillant en sa petite et gracieuse personne, c'est une force indomptable de caractère et un courage à toute épreuve. Comme elle partage les honneurs et les triomphes de son mari, comme elle partage ses joies intimes, elle veut partager tous ses périls. Elle veut l'accompagner, là surtout où sa tendresse inquiète lui fait soupçonner quelque péril, et c'est un spectacle à la fois curieux et touchant de voir cette mignonne et élégante fée, l'esprit involontairement hanté par l'odieux souvenir des attentats nihilistes, vouloir couvrir de son corps le géant qui l'accompagne.

Celui-ci, oublieux du péril, la regarde d'un œil à la fois malicieux et attendri. Elle est adorée du peuple et des soldats, elle se plaît à passer des revues et l'on voit que tous ces colosses obéissent avec enthousiasme à ses commandements et qu'ils se laisseraient bien volontiers entraîner à la victoire par la douce voix de cette femme dont l'énergie morale domine et électrise leurs forces physiques.

Par amour de l'humanité comme pour obéir

aux exigences de la politique Impériale et à la raison d'Etat, la Tsarine est pacifique. Mais dès qu'il y a un danger à affronter, elle y court, et le péril a pour elle d'irrésistibles attraits. Est-il besoin de rappeler son admirable attitude pendant la dernière épidémie cholérique, alors que, prêchant d'exemple le sang-froid et le dévoûment, elle allait visiter les hôpitaux emplis par les ravages de l'épidémie et embrassait une infirmière atteinte du mal terrible? Cette hardiesse de tempérament jointe à une grâce irrésistible, cet amour du danger qui font les héroïnes et enlèvent les peuples et les armées, elle les trouva dans son berceau : illustre rejeton d'une race qui, plus fière que d'autres même d'entre les plus puissantes, refusa de s'humilier devant les Hohenzollern et n'a jamais cessé de les regarder en face, elle est Danoise et se souvient : — l'on comprend ainsi que l'imagination française se complaise à voir en elle l'Egérie de la politique inaugurée par Alexandre III, ou, pour employer une image plus moderne, une autre Notre-Dame des Neiges s'efforçant d'exaucer l'appel biblique d'un poète parisien :

O Tsarine ! écrasez la tête du serpent.

L'Egérie d'Alexandre III, la Tsarine l'est, sans le moindre doute, au degré le plus pur et le plus élevé de ce dévoûment absolu qui justifie la confiance sans limites. Les Slavophiles les plus hardis ont été étonnés de trouver en cette princesse le plus ferme adepte de leurs idées, le prôneur convaincu et entraînant du nationalisme russe le plus ardent. Les hommes d'Etat français qui ont été admis à l'honneur de causer librement avec elle ont été profondément touchés de la compassion fraternelle qu'elle témoigne aux malheurs de notre pays et de l'ardeur des vœux qu'elle forme pour le relèvement de son prestige et la reconstitution de l'intégrité de son territoire.

Mais l'Impératrice, ce n'est pas seulement l'épouse valeureuse qui arrachait ce cri à un moujick devant lequel on se félicitait de la diminution du nombre des attentats nihilistes : « Ah! tant que l'Impératrice sera là, personne n'oserait toucher à l'Empereur, » c'est aussi la mère et la mère dont nous avons déjà raconté la tendre sollicitude pour l'éducation morale de ses enfants. C'est donc en parlant de ses enfants que nous achèverons de la faire connaître au lecteur, et que nous présenterons sa physionomie sous son vrai jour et dans tout son éclat.



S.A.I. LE GRAND DUC HÉRITIER

Cette famille impériale, il faut l'avoir vue dans l'auguste simplicité de sa vie quotidienne à Gatchina pour comprendre toute la force indestructible de son intime et cordiale union. L'Empereur n'habite pas Saint-Pétersbourg, il a mis le palais d'Été à la disposition de son fils aîné Nicolas Alexandrovitch, le tsarévitch; il ne se rend au palais d'Hiver, situé à l'extrémité de la perspective Newski que lorsque les affaires de l'État ou quelque grande solennité l'y appellent. A Gatchina, son séjour habituel, il jouit à la fois de ce calme, de cette tranquillité, de cette indépendance d'esprit le plus précieux, le plus indispensable des biens pour l'homme de travail et de méditation, et de cette liberté d'allure nécessaire à sa santé qui exige la vie en plein air, les exercices physiques et surtout les longues promenades à pied. C'est un vaste édifice qui n'a de remarquable que son grand développement, sans aucune prétention architecturale, entouré d'un jardin avec des pièces d'eau et d'un grand parc dessiné à l'anglaise qui confine à de vastes forêts où l'Empereur se plaît à aller chasser l'ours, une de ses distractions favorites.

En dehors de la famille impériale, le palais n'est habité que par les chambellans et les offi-

ciers de service et par les précepteurs et les maîtresses des enfants. Du reste, dès qu'on pénètre à Gatchina, on reconnaît que c'est le palais des enfants, leurs appareils de gymnastique sont dressés au fond de la grande salle à manger du rez-de-chaussée, et c'est sous les yeux de leurs parents qu'ils y prennent leurs ébats, qu'ils parcourent libres et folâtres les appartements ornés des œuvres des peintres et des statuaires français et russes ou décorés des merveilles de l'extrême Orient, de la Chine et surtout du Japon. Tout est calculé pour faciliter le développement harmonieux de leurs forces physiques et morales. Simples et naturels dans leurs manières, ils ont l'abord franc et ouvert, le sourire cordial et doux; ils n'ont aucune morgue, aucune affectation, mais on sent qu'ils ont déjà la conscience nette du rang qu'ils occupent dans le monde et des devoirs que ce rang leur impose, plus encore que des privilèges qu'il leur confère. Ils parlent avec facilité les principales langues vivantes, on voit toutefois que le français a été appris et pratiqué par eux avec une prédilection toute particulière.

L'union d'Alexandre III et de la princesse Marie de Dagmar a donné à la Russie trois grands-ducs et deux grandes-duchesses :

Les grands-ducs : Nicolas Alexandrovitch, héritier du trône; Georges et Michel; les grandes-duchesses Xénie et Olga.

Comme ses frères et ses sœurs, le tsarévitch Nicolas-Alexandrovitch a eu sa mère pour première institutrice, et son éducation s'est complétée et terminée sous la surveillance continuelle et attentive de son père. Puis, pour mûrir son esprit et le dresser à prendre vigoureusement son essort en dehors du giron paternel, l'Empereur lui a fait faire de longs voyages. Il a voulu qu'il fût initié de bonne heure par une connaissance personnelle et pratique aux choses de cet extrême Orient où la Russie a déjà et est appelée, dans un prochain avenir, à avoir de si grands intérêts à débattre, puis il est revenu à travers la Sibérie, parcourant le continent Russe de part en part dans sa plus grande longueur, de Wladiwostock jusqu'à Saint-Pétersbourg. Il a voyagé en voiture à travers les steppes sibériennes pendant soixante-douze jours, suivant tout le tracé du futur chemin de fer transsibérien et en explorant pour ainsi dire le parcours, montrant à des tribus encore à demi sauvages qui n'avaient jamais contemplé la figure de leur maître, quel serait leur futur souverain, et

recueillant partout sur son passage les vœux et les hommages des populations et de leurs chefs.

Durant cette absence qui s'est prolongée près d'une année et qui a paru longue au cœur de sa mère, surtout depuis qu'au Japon un odieux attentat perpétré par un fanatique inconscient avait failli mettre en danger les jours de son fils chéri, le Tsarévitch a fait preuve d'une observation assez sagace, d'un caractère assez formé, d'une maturité assez précoce, pour que, dès son retour, l'Empereur l'ait appelé à siéger au conseil de l'Empire. On raconte même, que dès la première délibération, le conseil s'étant trouvé divisé sur la solution d'une qûestion délicate, le jeune prince vota avec la minorité contre l'avis de son père.

Le Tsarévitch est, en effet, un homme résolu et décidé que ne feront reculer ni les périls, ni les difficultés.

Au physique et au moral, il tient beaucoup de sa mère : il est leste et vigoureux, d'une taille petite mais bien prise, qui contraste avec celle de son père. Le peuple habitué à la gigantesque stature de ses empereurs et comprenant peu qu'un Romanoff n'allie pas la majesté des forces extérieures à la noblesse de

l'âme, est tout surpris et, disons le mot, un peu désorienté à la pensée d'avoir un souverain de petite taille. Mais patience, quand on le verra à l'œuvre, on oubliera bien vite ce qui manque à sa stature pour faire un géant, et la force de la volonté, l'élévation des sentiments le mettront au niveau des plus grands entre ses ancêtres.

Nicolas Alexandrovitch a l'esprit large, ouvert et cultivé, il aime les sciences et la spéculation, mais on sent que l'action lui plaît davantage et qu'il brûle de payer de sa personne. Il est d'un caractère indépendant et fier et tout en écoutant attentivement les conseils, il s'attache à rester lui-même et à ne se laisser absorber par aucune influence dominatrice. Son visage est doux et bon, comme celui de sa mère, et dans ses yeux éclatent la droiture et l'honnêteté qui caractérisent son père. Bon fils et patriote ardent, il promet un digne héritier à Alexandre III et un grand Empereur à la Russie.

Son frère cadet, le grand-duc Georges, qui sera un jour grand-amiral de la flotte, a été élevé pour ce rôle important. C'est déjà un officier de marine distingué ; malheureusement une ombre attristante a plané sur sa jeunesse et mis un souci dans l'heureuse existence du

ménage impérial : le grand-duc Georges est d'une complexion délicate dont une croissance trop rapide a encore aggravé le côté frêle et qui exige des soins particuliers et un climat plus doux que celui de la capitale. C'est à ces circonstances et un peu aussi à une prédilection marquée pour la terre française, que nous devons de l'avoir eu pour hôte de notre colonie algérienne.

Actuellement, le grand-duc Georges est dans le Caucase, à Abastoumane, où sa santé un moment compromise paraît en bonne voie de rétablissement.

Nous n'aurions donné qu'une esquisse incomplète de la famille impériale si nous ne disions quelques mots du grand-duc Michel, le plus jeune des fils de l'Empereur. Ce charmant blondin au yeux d'un bleu d'azur, au fier et délicat sourire, est le portrait de son père. C'est le type le plus élégant des Romanoff qui revit en lui, et on sent dans son abord cordial et ouvert le futur héros qui saura enlever ses soldats et les conduire à la victoire.

Les deux grandes-duchesses Xénie et Olga semblent, par l'incomparable élégance de leur taille, deux jeunes déesses échappées de l'Olympe grec ; par la douceur angélique de leurs



S.A.I. LE GRAND DUC GEORGES

traits, par leur bienfaisance simple et modeste mais infatigable, elles se font adorer. Si, comme la rigueur de leur destinée princière semble les y condamner, elles vont faire l'ornement et le charme d'une cour étrangère, elles laisseront à Saint-Pétersbourg d'ineffaçables regrets, et elles emporteront certainement dans leur nouvelle patrie l'amour indéracinable de la sainte Russie et la fidélité inébranlable à la foi orthodoxe.

## IV

### LES GRANDS-DUCS FRÈRES ET ONCLE DE L'EMPEREUR

Achevons ce rapide tableau de la famille de l'Empereur en retraçant les traits principaux de la physionomie de l'oncle de l'Empereur et de ses quatre frères.

Le grand-duc Michel Nicolaévitch, frère d'Alexandre II, a rempli, au double point de vue administratif et militaire, les plus hautes fonctions de l'Empire; il a brillamment concouru à l'œuvre d'Alexandre II et à la grandeur du règne d'Alexandre III qui a toujours eu en lui un ami sûr et un collaborateur dévoué. Il prit une part considérable à la guerre de Turquie, vainquit Mouktar-Pacha et assura à la Russie la possession des deux places de Kars et de Batoum qui commandent sa frontière naturelle depuis ce moment rétablie. Il acheva la conquête du Caucase et orga-

nisa sur des bases heureusement inspirées l'administration du pays conquis et rattaché à la patrie slave.

A l'avènement d'Alexandre III, dans les circonstances critiques que l'on sait, le grand-duc Michel occupait les fonctions de président du conseil gouvernemental : grâce à sa vieille prudence et à sa fidélité à toute épreuve, le nouveau Tsar put entamer, pour la mener à bien, la tâche lourde et périlleuse dévolue à ses débuts de souverain. Aujourd'hui encore, chargé d'ans et attristé en sa vieillesse par l'exil de son fils à qui un acte d'insubordination a fait interdire l'accès du territoire impérial, il reste le serviteur dévoué du Tsar et de la Russie et s'acquitte avec un zèle soutenu des fonctions de président du conseil d'Etat.

Le grand-duc Vladimir, l'aîné des frères de l'Empereur, a la taille moins élevée mais plus svelte que son frère. Généralissime des troupes de terre, il remplit avec une scrupuleuse régularité et une remarquable compétence ces hautes fonctions. Aux allures vives et gaies, plein de bonne grâce et d'entrain ; il porte sans protester le surnom de Grand-Duc Bon Vivant que lui ont donné les soldats. C'est un amateur passionné de toutes les délicatesses de l'art et de

la littérature. Lui aussi se préoccupe de la lutte entre la France et l'Allemagne, mais c'est dans le champ clos de la poésie et des arts qu'il aime à les voir entrer en lice et qu'il se plaît à décerner le prix au vainqueur.

Le grand-duc Alexis, chef de la marine russe, est le portrait frappant de son frère le Tsar. Les Parisiens et les touristes de nos villes d'eaux où il se complaît à faire de fréquents séjours, ont pu, plus d'une fois, constater cette ressemblance.

Grand voyageur devant l'Eternel, presque sans cesse entraîné à battre les voies de l'Europe, le grand-duc Alexis n'est pas moins profondément attaché à la marine russe et préoccupé de son développement. C'est sous sa direction que la flotte de la mer Noire a été créée et celle de la Baltique plus que doublée : à ce point de vue, donnant la réplique à son frère le généralissime des armées de terre, il s'est montré et se montre chaque jour le digne collaborateur du Tsar dans l'œuvre capitale du relèvement et du parachèvement de la puissance militaire de la Russie.

La France connaît le troisième frère d'Alexandre III, le grand-duc Serge, pour la part qu'il a prise à notre Exposition de Moscou en

qualité de gouverneur général de cette ancienne capitale.

Le grand-duc Serge touche à peine à la trentaine; très pieux, il s'est longtemps confiné dans l'étude et la solution des questions religieuses et a pris la tête d'une croisade en Palestine, croisade d'intentions toutes pacifiques, il est vrai, et visant à convertir les Lieux-Saints à l'orthodoxie. La société qui s'est constituée dans ce but sous sa présidence fonctionne encore; officiellement reconnue, grâce à son influence, elle s'est même substituée au ministère des affaires étrangères pour le règlement des questions relatives à la Palestine et au tombeau de Jésus-Christ.

Le grand-duc Paul est le dernier des frères d'Alexandre III. Très jeune, il n'a pas encore occupé de poste officiel et son rôle semble s'être borné à représenter les Romanoff au sein de la société russe dont il a toutes les sympathies. Un deuil cruel l'a tout récemment frappé dans ses affections et meurtri dans son bonheur : la princesse de Grèce, qu'il avait épousée quelques mois auparavant, mourut brusquement, à la suite de couches malheureuses. Resté seul après une union trop courte qui lui promettait du bonheur pour toute sa vie, il demande

actuellement aux voyages un adoucissement à sa douleur.

Quelques noms sont encore à inscrire dans ce tableau, noms connus et aimés, que nous ne saurions sans injustice pour les uns, sans ingratitude pour les autres, passer sous silence : d'abord, les grands-ducs Nicolas et Constantin. Fils du feld-maréchal qui triompha à Plevna, le grand-duc Nicolas s'est distingué comme officier de cavalerie; il paraît devoir être le digne fils de son glorieux père.

Le grand-duc Constantin a connu pendant huit jours l'enthousiasme français : c'est lui qui, lors du dernier voyage du Président de la République à Nancy, fut chargé par le Tsar d'aller le saluer dans cette ville. Nature douce et rêveuse, qu'attirent les études philosophiques, le grand-duc Constantin est un disciple convaincu des doctrines spiritualistes et un poète apprécié.

Le prince Alexandre d'Oldenbourg et son frère le prince Constantin, fils du prince Pierre qui leur a légué une admirable tradition de générosité et de bienfaisance, n'ont pas suivi la même voie : le premier, continuateur passionné de cette tradition paternelle, est le protecteur né des pauvres et des malheureux en même

temps que le modèle des soldats; il jouit d'une estime particulière auprès de l'Empereur. Son frère, le prince Constantin, a eu de tout autres débuts : c'est sous la bannière des plaisirs qu'il a fait ses premières armes. Revenu aujourd'hui des entraînements d'une jeunesse débordante, il commande un régiment et répare bravement les erreurs de la vingtième année.

Ce résumé si sommaire ne peut donner une idée de la cour de Russie ni de la pléiade d'hommes illustres qui entoure l'Empereur, tel n'était pas non plus notre but. Nous avons voulu seulement replacer la figure du Tsar dans le cadre familial où elle s'est développée et a évolué jusqu'à ce jour, nous avons cru arriver ainsi à la présenter sous un jour plus vrai, à la faire mieux connaître et mieux comprendre. Ce but atteint, nous retournons désormais pour ne plus la quitter, à la personne d'Alexandre III et à l'exposé de l'action puissante et salutaire que le Tsar a fait ressentir, tant comme collaborateur de son père que par l'exercice personnel du souverain pouvoir, sur les destinées de la Russie.

## V

### LE TSARÉVITCH ET LA GUERRE DE TURQUIE

Associé par son père à la direction des affaires de l'Etat, le Tsarévitch prêta à Alexandre II un concours actif et hautement apprécié ; l'occasion lui fut même offerte, sanglante et cruelle, hélas ! de donner la mesure de ses qualités militaires : il fut l'un des héros de la guerre de Turquie et s'y conquit une page glorieuse dans l'histoire du pays qu'il devait plus tard gouverner.

Elle tient, cette guerre épique et si tristement annihilée en ses résultats chèrement achetés cependant, trop de place dans l'existence de la Russie d'hier ; ses conséquences sont trop tangibles pour l'Empire actuel, elles auront vraisemblablement trop d'écho dans l'avenir slave pour que nous n'en retracions pas ici, à grands traits les causes et les conséquences,

car ces faits feront ressortir quelle était, dès sa jeunesse, la fermeté stoïque d'Alexandre III.

*
* *

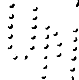
La guerre d'Orient, qui devait finalement mettre aux prises en 1877 la Russie et la Turquie, commença, dès le mois d'août 1875, par l'insurrection de l'Herzégovine.

Cette insurrection, comme la plupart des grandes conflagrations, débuta par quelques étincelles sans apparence de danger pour l'omnipotence turque : des bandes d'insurgés se levèrent aux environs de Stolatz, près de la frontière du Monténégro, pour protester contre les exactions et la tyrannie ottomanes, et, les armes à la main, réclamer un adoucissement aux maux imposés. La Turquie ne s'en émut pas : pour elle, ce soulèvement n'était qu'un accident naturel et, pour ainsi dire, obligatoire de l'état chronique de révolte qui régnait dans les provinces chrétiennes de son empire. Trois semaines après, toute l'Herzégovine était debout et le soulèvement gagnait la Bosnie. Le gouvernement turc s'éveilla et envoya une armée de vingt mille hommes réduire les insurgés. Supérieures en nombre à celles que

pouvaient leur opposer les insurgés, même renforcés chaque jour par les volontaires des provinces sœurs : la Serbie et le Monténégro, les forces ottomanes étaient insuffisantes, non pas seulement pour étouffer le mouvement, mais même pour le combattre avec avantage dans ce pays herzégovinien hérissé de remparts naturels et merveilleusement propre à une guerre de résistance. L'insurrection fit tête aux soldats turcs et leur infligea des pertes sensibles. Il n'en fallait pas davantage pour mettre le fusil aux mains des frères chrétiens qui gémissaient sous le même joug : le mouvement insurrectionnel eut un écho immédiat dans le Monténégro et la Serbie, et, dès ce moment, les esprits clairvoyants purent voir surgir de ce soulèvement, traité au début par le dédain, la conflagration de l'orient tout entier soumis jusque-là à la Turquie. L'Europe s'émut et essaya de s'interposer par l'envoi de représentants qui, d'ailleurs, ne purent rien obtenir de la fierté des insurgés. De son côté, la Porte, jalouse de son autorité et s'inquiétant de cette ingérence de l'Europe dans ses propres affaires, cherchait à les régler elle-même en sacrifiant aux vœux de ses sujets révoltés : son firman du 12 décembre, proclamant l'égalité de tous

les sujets turcs, promettait aux insurgés plus qu'ils n'avaient osé demander. Malheureusement pour la Turquie, on savait ce que valaient ses promesses ; pas plus que les insurgés, l'Europe ne les tenait pour argent comptant, et, tandis que les belligérants poursuivaient leurs opérations, la Russie, affirmant son rôle de protectrice des chrétiens slaves, prenait l'initiative de négociations entre les trois empires du Nord, dont allait sortir le document diplomatique connu sous le nom de note Andrassy, du nom du chancelier autrichien, et exposant d'une façon précise et catégorique les concessions à accorder aux insurgés. La Porte s'inclina, elle consentit à accepter la nomination et les opérations d'une commission chargée de diriger l'exécution des réformes promises, mais elle se refusa à retirer ses troupes de l'Herzégovine : c'était tout remettre en question, et l'insurrection se poursuivit plus ardente, encouragée par l'appui moral qui venait de se manifester en sa faveur.

Chaque jour grossies par les volontaires de la Serbie et du Monténégro, les bandes premières devenaient une véritable armée ; elles pouvaient maintenant entrer en ligne, se mesurer avec les troupes régulières de la Turquie et,



battant même Mouktar-Pacha, empêcher le ravitaillement de Kicksich.

Le 6 mai, une nouvelle éclata qui acheva d'isoler la Turquie en face de l'Europe indignée : les consuls de France et d'Allemagne venaient d'être massacrés à Salonique par la populace ottomane. Quelques jours après, les chanceliers de Russie, d'Allemagne et d'Autriche, réunis à Berlin, rédigèrent, à l'adresse de la Porte, un mémorandum accablant pour la Turquie et proposant un armistice de deux mois nécessaire à l'établissement d'une entente. Cet effort diplomatique devait encore une fois rester vain : cantonnée dans ses seuls intérêts, l'Angleterre refusa de s'y associer ; elle prétexta que le document rédigé par les trois chanceliers donnait trop ouvertement raison aux insurgés, mais elle ne songea pas, par contre, à envisager l'effet de son abstention sur la Turquie qui, empressée de s'emparer de cet appui inattendu, rejeta la note Andrassy et entra dans la voie de la plus effroyable répression que l'histoire ait eu à enregistrer.

Cédant au mouvement qui secouait toutes les provinces chrétiennes et révoltée enfin contre les vexations et les brutalités ottomanes, la Bulgarie venait de recourir à l'insurrection :

les bachi-bouzouks la noyèrent littéralement dans le sang. Les diverses enquêtes provoquées par l'horreur des massacres dont elle fut le théâtre ne sont pas toutes d'accord sur le chiffre des victimes : on peut, sans la moindre exagération, évaluer à vingt mille le nombre des Bulgares qui périrent dans les supplices, sous les coups des soldats turcs transformés en bourreaux, de ces bachi-bouzouks en qui la vérité oblige à voir moins des soldats réguliers que des bandits.

La Porte s'était trompée en croyant faire un exemple nécessaire : les atrocités commises par ses bandes tcherkesses la firent mettre au ban des nations européennes, elles lui aliénèrent même les sympathies voilées de l'Angleterre et, par un effet naturel, donnèrent une nouvelle et irrésistible impulsion au mouvement insurrectionnel.

Assailli par les réclamations diplomatiques, menacé d'un soulèvement général, l'empire turc touchait à l'heure la plus critique de son histoire : il se tira de ce mauvais pas par une révolution de palais. Tout d'abord, ce fut le grand-vizir Mahmoud, l'exécuteur des ordres du sultan, qui paya pour son maître; mais Mahmoud renversé, le maître, qui restait trouvait

d'autres exécuteurs non moins dociles? Abdul-Azis fut déposé et remplacé par Mourad.

Le règne du nouveau sultan ne dura que trois mois et ne changea rien à la situation. L'armistice accordé aux insurgés, comme don de joyeux avènement, n'eut aucun effet, les promesses qui accompagnaient cette faveur ne pouvant récolter que la défiance. Les quelques semaines d'amnistie réelle que cet avènement produisit furent toutes employées à la préparation des hostilités nouvelles. La Serbie s'armait fiévreusement; jusqu'ici, elle s'était contentée de permettre à ses patriotes d'aller grossir, avec ceux du Monténégro, les troupes de l'Herzégovine : maintenant, elle entrait franchement, officiellement, en ligne et envoyait au grand-vizir un ultimatum par lequel Milan réclamait pour les troupes serbes la mission de pacifier les provinces sœurs. La Porte ne répondit pas. C'était la guerre.

Animé des mêmes intentions, mais avec une loyauté chevaleresque d'autant plus méritoire que la décision à prendre avait un caractère plus héroïque, le prince de Monténégro, le chef d'une population de cent vingt mille âmes, affirmait en même temps sa résolution de mettre fin à l'état de choses qui durait depuis

trop longtemps, et, levant — résultat merveilleux de l'héroïsme inné — une armée de vingt mille hommes, le sixième de la population totale du Monténégro, prenait l'offensive. Cette folie superbe d'un peuple minuscule levant le drapeau de l'indépendance contre un oppresseur formidable, eût été couronnée par un succès éclatant, si l'armée serbe, plus solide et mieux conduite, l'avait secondée. Partout victorieux, infligeant sur quelques points, à Kutchi par exemple, de véritables désastres à l'armée turque, les Monténégrins se couvraient de gloire et gardaient intact leur territoire, pendant que les forces serbes, divisées en quatre corps d'armée, n'essuyaient que des revers et se voyaient, après une campagne de dix jours, rejetées en Serbie. Commandée par Abdul-Kérim, le ministre de la guerre turc, l'armée ottomane allait les y poursuivre et marcher sur Belgrade. La sanglante défaite de Djunis termina les opérations et mit la capitale de la Serbie à la merci du turc vainqueur.

L'heure décisive avait sonné pour la Russie : la Serbie écrasée, le Monténégro succombait, l'influence slave était anéantie dans les Balkans, et, renonçant à remplir la mission de mère que lui attribuaient les peuplades unies à elle

par le sang et la foi, elle perdait à jamais la confiance de ces frères orthodoxes en sa générosité et sa puissance.

Le 31 octobre, le général Ignatieff, ambassadeur de Russie à Constantinople, remit à la Porte un ultimatum accordant à la Turquie quarante-huit heures pour conclure un armistice de deux mois embrassant tous les combattants. Cet armistice fut signé et tandis que, sortant du cadre des manifestations platoniques et sans effet pour se tenir prête à entrer dans la voie de l'action, la Russie réunissait six corps d'armée à Kicheneff, les puissances signataires du traité de Paris (1856), l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Italie et la Russie, préoccupées une dernière fois d'arriver à un règlement pacifique, se décidaient à envoyer leurs plénipotentiaires à Constantinople où allait se tenir la conférence chargée d'élaborer ce règlement.

A cette conférence, la Turquie ne participa qu'à regret, manifestement froissée en son orgueil par les prétentions de l'Europe à s'ingérer dans des affaires que la Porte regardait comme siennes, quoique ses actes, les transformant en question d'humanité et de justice, eussent largement autorisé l'Europe à les

prendre en main. Le sultan Mourad, déposé à son tour, avait été remplacé par Abdul-Hamid : l'entourage du nouveau sultan et l'opinion publique surexcitée par la presse étaient opposés à toute concession. Les efforts des plénipotentiaires ne purent triompher des résistances de la Porte : la conférence échoua et les ambassadeurs furent rappelés de Constantinople, laissant la Turquie livrée aux seules suggestions de son orgueil.

L'armistice accordé et prolongé eut un résultat du côté de la Serbie : la paix fut signée avec cette principauté sur le pied du *statu quo ante bellum*; mais le Monténégro, se voyant obstinément refuser par la Porte la concession de quelques territoires héroïquement conquis, restait debout, prêt à continuer les opérations militaires...

Avant d'en venir à la déclaration de guerre désormais imminente, le pacifique Alexandre II essaya encore d'une tentative diplomatique. Du refus du gouvernement turc il en appela à l'Europe et demanda aux nations représentées à la conférence, quelles suites elles entendaient donner à l'échec de cette conférence, quelle serait la sanction de leurs volontés suffisamment établies par les délibéra-

tions de leurs plénipotentiaires. Le 31 mars, les six puissances garantes du traité de Paris se réunirent au Foreign-Office et adoptèrent le protocole de Londres présenté par la Russie.

Ce protocole rappelait les arrangements pris ou à prendre entre la Turquie et les deux principautés la Serbie et le Monténégro, les réformes à réaliser et les promesses à tenir par le gouvernement turc. Les puissances signataires se réservaient purement le droit de veiller, par leurs représentants, à l'exécution de ces promesses.

La Porte prit texte de ce dernier point du protocole pour le repousser en entier. Etat indépendant, repoussant avec hauteur toute surveillance, collective ou non, elle eut un mouvement de révolte et d'orgueil, qu'en toute autre circonstance il eût fallu admirer.

La Russie n'avait plus qu'à déclarer la guerre : Alexandre II se soumit à cette inéluctable nécessité. Nous disons bien : se soumit, car cette guerre, Alexandre II ne la voulait pas, ainsi que nous l'avons déjà dit, elle lui fut imposée par l'attitude de la Turquie réfractaire à tout essai de conciliation. Il y fut aussi entraîné par l'état d'esprit de son peuple depuis longtemps préparé à cette éventualité cruelle,

mais nécessaire, à cette croisade sainte prêchée par toute la presse russe pour la délivrance des frères chrétiens des Balkans.

L'Empereur quitta Saint-Pétersbourg le 20 avril 1877, accompagné du Tsarévitch, du général Miloutine, ministre de la guerre, et du général Ignatieff, rappelé de Constantinople. Le 24, Alexandre II et le grand-duc héritier passèrent la revue des troupes rassemblées à Kicheneff; puis, descendu de cheval, il écouta, debout, la lecture de la déclaration de guerre faite à l'armée par l'évêque de Kicheneff: des témoins oculaires rapportent que, pendant cette lecture, le Tsar pleura... Il ne nous en coûte pas de consigner ici cette assertion où nous trouvons le pur reflet des sentiments philanthropiques et paternels du Tsar libérateur.

La revue terminée, l'armée, sous la conduite de son généralissisme, le grand-duc Nicolas, frère de l'Empereur, se dirigea sur la Roumanie et entra par cette frontière sur le territoire turc.

A ce moment, la Turquie parut avoir la vision nette des dangers qui la menaçaient: en dépit du fanatisme religieux et du patriotisme surexcités de ses sujets, qui le poussaient à la lutte, le sultan fit appel à la médiation de l'Eu-

rope et, l'Europe restant sourde après tant d'efforts stérilisés, essaya au moins, par une protestation suprême, de mettre les sympathies publiques de son côté.

Pour l'une comme pour l'autre tentative, il était trop tard : l'armée russe avait franchi la frontière turque et l'opinion de l'Europe était fixée : les puissances s'étaient officiellement ou tacitement engagées à rester neutres. La guerre se trouva donc localisée.

Il y aurait beaucoup à dire sur le rôle que, pendant la durée de ce conflit, jouèrent les nations; sur la façon dont elles observèrent la neutralité. Après s'être officiellement engagée à observer une attitude impartiale, l'Angleterre, par la bouche de lord Derby, témoigna d'une évidente mauvaise humeur à l'endroit de la Russie : elle accusa positivement l'Empereur d'être sorti du concert européen en agissant pour son propre compte, et déclara d'une façon formelle et publique qu'elle refusait son concours et son approbation à l'action russe. Ceux qui conclurent de cette réponse de lord Derby à la circulaire russe que l'Angleterre allait se ranger du côté de la Turquie, connaissaient mal l'égoïsme britannique : le gouvernement londonnien reprenait

purement et simplement sa liberté d'action, se réservant d'intervenir si ses intérêts en Asie l'exigeaient. La question, portée à la tribune de la Chambre des Communes par M. Gladstone, fut développée dans ce sens par le gouvernement et les déclarations précises que ce dernier fut amené à faire ne laissèrent aucun espoir aux Turcs.

Comme l'Angleterre, et dans le même esprit de réserve subordonnée aux événements, l'Autriche se déclara neutre ; il n'était point douteux néanmoins que ses sympathies étaient acquises à la Turquie et elle ne cessa de prodiguer à cette dernière ses encouragements secrets, mais dangereux à force d'être platoniques. Quant à l'Allemagne, elle ne fit aucune déclaration et resta figée dans son attitude louche de guetteur de proie.

Ces trois puissances, dès le début de la guerre, se préoccupaient d'en escompter la fin et préparaient, en cas de succès pour la Russie, cette immense duperie qui s'appelle le traité de Berlin.

Cet exposé était indispensable pour rétablir la vérité sur le rôle de la Russie pendant la guerre de 1877-78, mettre dans son vrai jour le rôle de l'Empereur et faire mieux com-

prendre la part que prit à cette guerre le tsarévitch Alexandre.

L'acte de la déclaration de guerre fut salué en Russie par une explosion d'enthousiasme : jamais guerre ne fut plus populaire, plus nationale. Les liens de race et de religion ressassés, les cœurs frémissant aux cris d'appel des principautés opprimés; la haine séculaire de l'éternel ennemi; le mouvement panslaviste développé sous l'influence de comités qui comptaient des adhérents jusque sur les marches du trône; les excitations de la presse qui reléguait à l'arrière-plan toute autre préoccupation pour se donner entière aux prédications de la croisade sainte, tout concourait à forcer la main à Alexandre II : ses sentiments pacifiques, humanitaires et idéalistes, l'horreur du sang versé et des sacrifices à imposer à son peuple, rien ne put étouffer le cri des frères slaves soutenu, grossi, rendu irrésistible par le formidable écho éveillé en Russie.

Une fois entré dans la réalisation des vœux de son peuple, Alexandre II s'y employa de toute sa conscience de Tsar et de Slave; il voulut partager les souffrances et les dangers de ses soldats et donna à l'armée ce grand exemple de patriotique abnégation de placer,

à l'un des postes les plus difficiles, et au plus ingrat, son propre héritier le Tsarévitch. Le futur empereur reçut le commandement du détachement de Routschouk. Les troupes placées sous ses ordres furent les plus sacrifiées de l'armée russe, sacrifiées à tous les points de vue : on exigeait d'elles un héroïsme de chaque instant pour contenir l'armée turque, servir de rempart aux troupes russes qui opéraient contre Plewna, et on leur interdisait de chercher dans une offensive parfois tentante la moindre action d'éclat.

Composé du XII<sup>e</sup> et du XIII<sup>e</sup> corps d'armée, en tout et exactement de 49 bataillons et demi d'infanterie, 22 escadrons de cavalerie, 19 sotnias de cosaques et 224 pièces d'artillerie, soit quarante mille hommes, — ce détachement était opposé à deux cent mille hommes des meilleures troupes turques, commandés par les premiers généraux de l'empire ottoman : Abdul-Kérim, Achmet-Ioub, Mahmet-Ali et Suleyman, opérant en toute liberté sur leur propre territoire, dans le formidable quadrilatère protégé par les quatre grandes forteresses turques Roustchouk, Silistrie, Schoumla et Varna ! Complétez ce tableau brutal et froid comme un chiffre, de la situation faite au déta-

chement, par la considération de l'importance capitale de la tâche dévolue à son héroïsme, vous aurez l'idée de la mission de confiance donnée au Tsarévitch : c'était le sort de l'armée russe et les destinées de la guerre qu'on avait mis dans ses mains, et ce général avait trente-deux ans, et c'étaient là ses débuts à la guerre.

Pareille mission, aggravée de telles responsabilités, eut fait hésiter un vieux guerrier : sa jeunesse ne recula pas devant la tâche, elle l'accepta bravement, simplement, comme un devoir, et la remplit de même. Toutes les qualités de bravoure, d'énergie et de prudence qu'exigeait l'accomplissement de cette mission, le Tsarévitch les eut jusqu'à l'éclat. Calme, plein de sang-froid, opposant aux ruses de l'ennemi les ressources d'une imperturbable sagesse; donnant héroïquement de sa personne aux heures critiques, mais dédaignant les actions plus brillantes qu'utiles où il eût pu, pour la satisfaction d'une vaine gloriole et au prix d'un sang inutilement versé, se tailler quelque succès personnel mais aussi compromettre le résultat définitif de ses propres opérations et le sort de l'armée de Plewna, il fut réellement l'homme de la tâche imposée et mérita les honneurs de la guerre.

Quand le désastre de la Schipka eut englouti la puissance militaire de la Turquie, le Tsarévitch eut à exécuter une marche générale de front, depuis Routschouk jusqu'à Osman-Bazar avec, comme principal objectif, la prise de cette place.

Le 27 janvier 1878, le Tsarévitch fit son entrée à Osman-Bazar à la tête de ses troupes victorieuses ; le lendemain, il emportait Rasgrad et le surlendemain Eski-Djouma. La conclusion de l'armistice, le 4 février, l'arrêta comme il venait d'occuper Eski-Stamboul et Verbitza.

La guerre était finie.

Tout d'abord, pour ne considérer que notre personnage, elle avait eu ce résultat de mettre en lumière les qualités militaires du futur empereur et de mériter la confiance de l'armée russe à celui qui devait être un jour son chef suprême. Au point de vue de la Russie, ses conséquences furent néfastes. Soumis aux délibérations et à la ratification d'un Congrès Européen, le traité de San-Stefano, qui donnait quelque satisfaction à la Russie, devint le traité de Berlin qui n'est qu'une duperie. Sous la direction de M. de Bismarck, « l'honnête courtier » que nous avons signalé ailleurs, les

rancunes et les appétits des puissances intéressées se donnèrent libre carrière.

L'heure était venue des convoitises personnelles à mettre en ligne et des dépouilles à se partager : l'Angleterre, l'Allemagne et l'Autriche n'y manquèrent pas. Grâce à elles, la Russie sortit de ce coupe-gorge frustrée dans ses droits chèrement conquis comme dans son influence naturelle ; plus encore, le Congrès réuni pour consolider à jamais la paix des Balkans laissa derrière lui la porte ouverte à des conflits dont la menace n'a pas cessé de peser sur la paix de l'Europe.

Ce règlement de « l'honnête courtier » reste à reviser. Il suffira d'une étincelle pour mettre le feu aux poudres longuement accumulées. C'est là le secret de demain et la perpétuelle préoccupation des hommes d'Etat, préoccupation qui porte en elle la critique la plus amère qu'il soit possible de faire du Congrès qui la leur a imposée.

# ALEXANDRE III

## SON ŒUVRE

## DEUXIÈME PARTIE

### L'EMPEREUR

#### § 1. — SES DÉBUTS

Toutes les qualités de sang-froid et de bravoure, de prudence et d'énergie qui avaient si heureusement servi le Tsarévitch à la tête du détachement de Roustchouk, vont se retrouver dans le Tsar, appliquées à l'administration de l'Empire et à la défense de ses intérêts en Europe.

Ici, dans l'exercice du pouvoir souverain assumé dans les conditions effrayantes que nous avons exposées plus haut, au chapitre de la mort d'Alexandre II, la tache n'était ni moins lourde ni moins périlleuse qu'à Roustchouk ; il ne s'agissait plus de frères à délivrer, d'influence à asseoir, mais bien de l'Empire

lui-même à sauver de la chute dans le néant et l'anarchie et à raffermir sur les bases traditionnelles du Tsarisme. Cette tâche, d'empereur et de patriote, Alexandre III l'a remplie avec le même bonheur que celle de général à Roustchouk : sous la couronne impériale, comme sur le Danube, il a été l'homme providentiel de la Russie.

Les suprêmes devoirs rendus à son père, Alexandre III s'enferma quelques jours au château de Gatchina, dans son deuil filial traversé par les préoccupations qui assaillaient le nouveau Tsar.

Ses conseillers vinrent l'y retrouver, à leur tête le comte Loris-Mélikoff que le Tsar défunt avait investi du titre de chef suprême de la commission supérieure d'administration et dont il avait fait un véritable vice-empereur. Fort discuté et peu populaire du vivant de son souverain, Loris-Mélikoff ne pouvait, quelles que fussent ses illusions, se flatter de s'être refait une virginité dans le sang de l'auguste victime ; cette mort, la catastrophe annoncée par les nihilistes et qu'il aurait dû empêcher de se produire, ne laissait-elle pas plutôt quelque chose au front de l'homme qui avait assumé la charge d'assurer la sécurité d'Alexandre II ?

Après s'être effacé brusquement devant l'indignation soulevée par ce dénoûment tragique, voici que Loris-Mélikoff reparaissait tout entier, proposant au nouveau Tsar, comme remède au mal, ces mêmes projets de constitutionnalisme occidental soumis par lui à Alexandre II et déjà revêtus de la signature de l'infortuné souverain : établissement du suffrage universel, élection d'une Chambre, nomination d'un Sénat et création d'un ministère responsable devant les représentants du pays, tel était le rêve gouvernemental à réaliser, du jour au lendemain, dans un pays foncièrement autocratique.

Un moment, Loris-Mélikoff crut toucher au succès de sa politique ; pris à l'éloquence du conseiller, à sa façon captieuse de faire ressortir le mal et de recommander le remède, Alexandre III allait céder : déjà, il avait donné l'ordre de rédiger une proclamation au peuple russe, par laquelle serait promulguée la constitution parlementaire préparée par le ministre de son père. Mais, fidèle à ses habitudes de prudence, le Tsar décidait en même temps que cette proclamation serait soumise à tous ses conseillers réunis en assemblée extraordinaire.

La consultation eut lieu. La Russie atten-

dait, défiante, hostile aux projets annoncés, à cette révolution subite et radicale dans les institutions séculaires, laquelle, sous le prétexte de sauver le pays, menaçait de le ruiner de fond en comble. Pas plus que la fierté de la haute société liée au principe autocratique, le bon sens de la foule ne se méprenait à la signification réelle de cet octroi d'une constitution ultra-libérale : c'était bel et bien la reconnaissance du mouvement révolutionnaire, la soumission aux injonctions des assassins d'Alexandre II, presque l'amende honorable par le fils épouvanté au nom du père sacrifié.

La proclamation sortit des délibérations et elle éclata comme une sonnerie joyeuse et patriotique dans l'angoisse du peuple : Alexandre III y flétrissait le parricide et ses complices, et assumait clairement, courageusement, la tâche de sauvegarder le pouvoir autocratique et les vieilles institutions nationales contre les entreprises de tous leurs ennemis.

L'effet de cette proclamation fut énorme en Russie ; elle eut un retentissement considérable en Europe, où l'on attendait aussi avec quelque anxiété les premières paroles sorties de la bouche du Tsar pour y découvrir l'orientation de sa politique personnelle.

Ces premières paroles furent suivies d'actes qui, ne laissant aucun doute sur les formelles intentions du souverain, éveillèrent en Russie une joie mêlée de fierté patriotique, en même temps qu'elles portaient le trouble dans les sphères gouvernementales de l'Allemagne et de l'Autriche.

Loris-Mélikoff et les conseillers qui partageaient ses idées et suivaient sa fortune, disparurent, emportant leur projet de constitution condamné. A l'intérieur, Alexandre III entrait résolument dans l'exécution de sa loyale parole : « Je sauvegarderai l'autorité autocratique et les « institutions de la Russie. » A l'extérieur, écartant la politique de dupe dont le désastreux traité de Berlin était la cuisante expression, le Tsar se dérobait à l'influence allemande trop longtemps subie, et rompant avec les errements de cette politique dynastique uniquement étayée sur les liens de famille qui unissaient les Romanoff et les Hohenzollern, inaugurait celle des intérêts nationaux. Par la proclamation de cette fière devise : « La Russie aux Russes ! » il donnait l'essor à ce grand mouvement nationaliste dont le triomphe restera dans l'histoire slave indissolublement uni au nom d'Alexandre III.

§ 2. — LA MANIÈRE DE TRAVAILLER DE L'EMPEREUR ET DE SES COLLABORATEURS

Le choix du nouveau personnel gouvernemental confirma la Russie et l'Europe dans les sentiments que l'annonce des intentions du Tsar avait éveillés. Libérâtres aveugles, anglomanes et germanophiles furent radicalement écartés : à leur place, surgirent des collaborateurs désignés par la notoriété de leur dévoûment au pouvoir aristocratique et à l'idée slave. A l'intérieur, ce fut le comte Nicolas Ignatieff, remplacé lui-même un an plus tard par le comte Dmitri Tolstoï, qui unissait à une fermeté à toute épreuve des qualités d'administrateur de premier ordre. A la guerre, la nomination du général Vannousky donna une place méritée à cet organisateur de la victoire dont le Tsar avait pu vérifier par lui-même la compétence et la valeur, l'ayant eu pour chef d'état-major à Roustchouk. Le ministère de la cour échut à un ami sûr, le général aide de camp comte Worontzof-Dashkoff; celui des finances fut confié à M. de Bunge, la science dans l'intégrité, un Colbert russe travaillant avec achar-

nement aux seules lueurs de cet idéal : la gloire du souverain et la prospérité nationale. Élevé plus tard au poste suprême de président du Conseil des ministres, son portefeuille passa aux mains proverbialement habiles de M. Vichnégradsky qui a présidé aux grandes opérations financières de 1887 à 1891. Le ministère de l'instruction publique fut donné au comte Délianoff, administrateur habile autant que lettré délicat. Seul, celui des cultes ou de grand procureur du Saint-Synode, resta confié à M. Pobodonozeff, le Tsar connaissant de longue date et appréciant à leur valeur les mérites de ce titulaire.

Nous aurons à parler tout à l'heure du portefeuille des affaires étrangères, si important à cette heure d'évolution dans l'orientation de la politique impériale ; mais, avant d'arriver à ce point capital, constatons que, dans le choix de ses collaborateurs, Alexandre III fit passer, et il ne s'est jamais départi de ce principe, les intérêts de l'Empire avant ses sympathies personnelles : avec lui, le règne des favoris avait pris fin. Dictées exclusivement par ce souci, quelques-unes de ces nominations purent dès l'abord étonner : ainsi, celle du comte Dmitri Tolstoï, ministre de l'intérieur, qui,

chargé de l'instruction publique sous Alexandre II, n'avait pas eu les sympathies du Tsarévitch. L'Empereur inclina ses préférences personnelles devant les qualités gouvernementales de ce collaborateur et il a été largement récompensé de sa sagesse : la loyauté du comte Tolstoï et sa fermeté à suivre la ligne droite tracée par le souverain, ont fait de lui le ministre de prédilection d'Alexandre III. La même remarque s'impose pour le général Gourko qui ne fut pas des amis du Tsarévitch et à qui l'empereur a confié les pouvoirs les plus étendus avec le poste de gouverneur de Varsovie.

Dans un seul cas, l'empereur parut écouter les préférences du Tsarévitch, mais il y aurait une flagrante mauvaise foi à découvrir le moindre esprit de favoritisme dans cet acte de pure justice : nous voulons parler du général Baranof qui fut nommé préfet de Saint-Pétersbourg, puis chargé du gouvernement de Nijni-Novgorod, siège de la grande foire européenne. Sous le règne d'Alexandre II, Baranof, lieutenant de marine, avait été ouvertement le protégé du Tsarévitch ; protection raisonnée et méritée autant qu'était injuste la disgrâce infligée à l'officier de marine en punition des critiques sincères dirigées par le jeune lieutenant de

vaisseau contre le système des cuirassés, type Popofka, préconisé par le grand-duc Constantin, frère d'Alexandre II et grand amiral de la flotte russe.

Arrivons au ministère des affaires étrangères. Le titulaire de ce portefeuille était, à l'avènement d'Alexandre III, M. de Giers, celui-là même qui le détient encore à l'heure actuelle.

Nous avons déjà dit, et il est inutile d'y insister tant la vérité est aujourd'hui éclatante, que le nouveau Tsar arrivait au pouvoir avec des idées arrêtées, quant au changement de politique extérieure : les résultats du Congrès de Berlin lui avaient dessillé les yeux et fait voir l'alliance allemande sous son vrai jour de perpétuelle duperie : uniquement utile à l'Allemagne, funeste aux intérêts vitaux de la Russie. Le Tsarévitch s'était prononcé dès lors contre la politique suivie ou subie par son père ; le Tsar travailla immédiatement à la modifier. Cette évolution n'était pas faite pour surprendre l'homme qui présidait à la gestion des affaires en Allemagne : Bismarck l'attendait, et, dès 1879, il s'était préparé à y répondre en contractant avec l'Autriche un traité secret d'alliance offensive et défensive dirigé contre

la Russie. Ne perdons pas de vue qu'à cette heure même la triple alliance comprenait la Russie et non l'Italie; le pacte des trois Empereurs tenait encore et rien n'en annonçait la rupture tant qu'Alexandre II vivrait. La conclusion de ce traité secret, dirigé par deux des alliés contre le troisième, est une des preuves les plus flagrantes de la brutale duplicité qui fait le fond du caractère de M. de Bismarck. A l'odieux de cet acte de trahison, le chancelier de fer devait, à la mort d'Alexandre II, ajouter celui d'une hypocrisie diplomatique sans exemple dans l'histoire. Si le mensonge et l'art de déguiser ses pensées et ses intentions constituent la supériorité diplomatique, M. de Bismarck est évidemment le premier des diplomates passés et à venir.

Pourvu de son traité avec l'Autriche et entraînant l'humiliée de 1866 dans le tourbillon de l'orgueil allemand, le chancelier ne se fit pas faute de chercher à tromper le nouveau Tsar et à lui river aux pieds le boulet traîné par Alexandre II : on se rappelle ses savantes et audacieuses manœuvres en vue du renouvellement de ce pacte des trois Empereurs déjà trahi, les entrevues de Skiernevitz et de Kremzine auxquelles, par respect pour la mémoire

de son père et pour les liens de famille qu'il n'entrait pas dans son caractère de répudier, Alexandre II parut se prêter de bonne grâce. Tout fut mis en œuvre pour imposer au nouveau Tsar la continuation de la politique paternelle ; avec toutes les ressources d'un artiste consommé, Bismarck joua du passé et de l'avenir, s'appliqua à faire ressortir la grandeur de l'un et miroiter les promesses de l'autre... Alexandre III resta insensible aux avances, refusa catégoriquement son adhésion et réserva son entière liberté d'action.

Vainement M. de Bismarck essaya de la menace après avoir tenté la séduction ; vainement il jeta dans la balance européenne l'aveu cynique de l'alliance contractée avec l'Autriche, le Tsar ne revint pas, il n'est jamais revenu sur sa décision première ; bien plus, aux agissements du chancelier poursuivant son système comminatoire et préparant avec M. Crispi la triple alliance hier encore en pleine fleur, aujourd'hui légèrement défraîchie et atteinte en ses forces vives, Alexandre III se décida à répondre en sortant de sa réserve pour prendre une attitude indépendante dans la réorganisation de l'équilibre européen.

Dans cette évolution prudemment opérée de

manière à écarter tout conflit, toute rupture dangereuse il eut un collaborateur habile : M. de Giers, avons-nous dit, avait conservé le portefeuille des affaires étrangères.

M. de Giers est l'élève et le continuateur du prince Gorstchakof. C'est un homme de carrière dans toute la force du terme. Rédacteur émérite, il manie la langue française avec une dextérité exceptionnelle. Froid et sagace, fin observateur, avisé, patient et réservé, il n'a jamais compromis, il n'a jamais laissé compromettre par ses subordonnés la politique de ses maîtres : nul diplomate n'a jamais été de rapports plus sûrs et de parole plus loyale, il ne s'avance pas facilement, mais il ne recule pas et ne revient jamais sur ce qu'il a dit. On a essayé de le représenter en France comme inféodé à l'Allemagne, comme un disciple, un protégé de M. de Bismarck, comme un ennemi en un mot de notre pays. Rien n'est plus faux. M. de Giers n'a jamais témoigné à notre pays que des sentiments de haute estime et de sympathie profonde; dans maintes circonstances, il s'est attaché avec un dévouement modeste et silencieux, mais sincère, à aplanir les difficultés, à faire disparaître les causes de malentendu et les semences de conflits. Mais M. de Giers n'est

pas un homme politique, il n'a pas de politique à lui : comme tous les ministres russes, il n'est qu'un simple fonctionnaire ; il exécute les ordres de son maître. Tant qu'il a servi sous les ordres d'Alexandre II qui se croyait engagé à suivre une politique d'entente aussi intime que possible avec l'Allemagne, il a dû marcher dans cette voie. Mais alors même, et la publication de la correspondance diplomatique de cette époque, si elle est jamais faite, le démontrera, M. de Giers n'a jamais cessé de travailler à entretenir et à faire tout ce qui dépendait de lui pour resserrer les liens entre son pays et le nôtre ; il a toujours professé que la perte de l'amitié de la France serait pour la Russie un malheur irréparable et que l'amoindrissement de la France était pour sa patrie une cause d'affaiblissement. Mais, nous le répétons, il n'a jamais été qu'un instrument docile, habile et dévoué.

Ce qui a donné naissance parmi nous à ces bruits défavorables à M. de Giers, ce sont les démêlés qu'il a eus avec Katkoff. L'éloquent directeur de la *Gazette de Moscou,* intime confident du Tsarévitch et resté l'ami de l'Empereur, éclairé par un patriotisme ardent, entraîné par un génie précurseur de l'avenir, poussait à outrance à la rupture avec l'Allemagne dont il

dénonçait les agissements traîtres et perfides. M. de Giers résistait : cette résistance était-elle dictée par certaines sympathies pour l'Allemagne, par les ordres de son maître, par le sentiment des dangers d'une rupture précipitée? Nous ne sommes pas assez renseigné sur les secrets de la politique russe à cette époque pour pouvoir trancher la question. Ce qu'il y a de certain, c'est que les liens qu'il s'était efforcé de ne pas laisser rompre brusquement, M. de Giers a travaillé consciencieusement à les dénouer sans retour.

Aussi bien personne en France ne veut-il se rendre compte de ce qu'est actuellement le rôle exact d'un ministre dans le gouvernement de la Russie. Nous sommes tellement habitués à voir les ministres personnifier la politique du pays, que nous ne voulons pas admettre qu'en Russie ils ne sont que de simples commis exécutant strictement les ordres de leur maître. Oui, nous dit-on, théoriquement, c'est entendu, le ministre n'est rien, il ne fait qu'exécuter les ordres de son maître, mais, en réalité, il est tout, au moins dans le ressort de son département ministériel, et l'Empereur ne fait que signer la décision préparée et arrêtée par le ministre. Tout au plus, entre deux parties de chasse, d'une

oreille distraite en entend-il un résumé sommaire et écourté. — Non, quoi qu'on en puisse dire, les choses ne se passent pas de la sorte. Ainsi, pour prendre comme exemple le département des affaires étrangères, l'Empereur se fait remettre exactement et sans en distraire aucune pièce, toute la correspondance diplomatique, tous les rapports des ambassadeurs. Ces rapports, il les lit intégralement et les annote au crayon de couleur de sa main ; au bas il écrit la décision à prendre, les instructions à donner, il reçoit au moins une fois la semaine M. de Giers, écoute attentivement son exposé et lui donne ses ordres.

Il agit de la même façon vis-à-vis des autres ministres. Il ne les réunit jamais en conseil ; mais il les fait travailler avec lui chacun séparément, au jour et à l'heure qu'il leur a fixés. Jamais il ne prend de décision sur un simple rapport oral, mais il exige d'eux un exposé écrit de l'historique de l'affaire, de leurs conclusions et des motifs qui la justifient. Sur ce rapport il écrit de sa propre main sa décision, que les ministres n'ont plus qu'à libeller. Quand une affaire intéresse deux départements ministériels, il entend simultanément les deux ministres qu'elle concerne et prononce ensuite

sur leurs conclusions écrites. Dans certains cas, il fait appeler les hommes spéciaux que désignent leurs fonctions ou leur réputation, et s'éclaire de leurs lumières. Quand il le juge opportun, il réunit le conseil de l'Empire, mais ce conseil n'est pas le conseil des ministres, n'a pas de séances régulières; il comprend avec certains membres de la famille impériale de hauts dignitaires, il n'a qu'un rôle consultatif.

L'Empereur s'attache beaucoup à ces collaborateurs, il veille avec une sollicitude paternelle sur eux et sur leur famille. Il ne s'en sépare que par nécessité absolue. Ce n'est pas lui qui quitte ses ministres, ce sont eux qui le quittent, ou plutôt c'est la mort ou la maladie incurable qui les lui enlève, et dans ce cas il choisit de préférence l'homme qu'ils lui ont désigné ou qu'ils ont placé auprès d'eux pour recueillir leur succession. C'est ainsi que M. Wichnegradsky, quand la maladie impitoyable est venue l'arracher au poste qu'il avait occupé avec tant d'éclat, a désigné lui-même M. Vitté pour le remplacer, et c'est le plus bel éloge que l'on puisse faire de ce jeune financier d'une activité et d'une fécondité de ressources remarquables. C'est ainsi que le comte Durnovo a été choisi pour succéder au comte

Tolstoï. L'Empereur aime ainsi à assurer l'esprit de continuité qui seul peut arriver à de grands résultats dans la direction des affaires publiques. Lorsqu'un ministre tombe malade, tant qu'il y a quelque chance de guérison, l'Empereur aime mieux attendre que de changer de collaborateur. Il ménage beaucoup la susceptibilité de ses ministres, évite soigneusement tout ce qui pourrait leur faire de la peine, en trahissant de sa part l'apparence même d'un manque de confiance à leur égard.

Il les reçoit, le matin, dans un petit cabinet de travail situé dans l'aile droite du palais de Gatchina, fort simple, où il n'y a qu'un bureau et quelques sièges et pour tout ornement un lustre et des bras en cuivre acheté par Sa Majesté à l'Exposition française de Moscou et que l'Empereur a voulu avoir toujours sous les yeux en souvenir de l'effort fait par le commerce et l'industrie française pour entrer en rapport avec la Russie.

Alexandre III ne donne pas sa confiance à la légère ; mais, une fois qu'il l'a donnée, on voit qu'il lui coûterait beaucoup de la retirer et qu'il ne le ferait qu'après avoir acquis la certitude que celui qui en a été l'objet a cessé de la mériter. Il s'exprime parfaitement et sans

aucun embarras en français et parle notre langue avec une correction irréprochable, mais avec un débit un peu lent. Doué d'une mémoire prodigieuse, il se rappelle tous ceux qu'il a vus même une seule fois dans sa vie, ce qu'ils ont fait ou dit et ne perd aucun détail de ce qui les concerne. Il n'y a pas besoin de lui rappeler ni un encouragement donné, ni une promesse. Il vous prouve immédiatement qu'il n'a rien oublié, il s'enquiert avec bonté de ce qu'il sait vous intéresser, de votre pays, de ceux qui vous sont chers, des projets que vous poursuivez. De son côté, il vous parle des siens, des objets qui préoccupent son cœur et son esprit, avec simplicité et cordial abandon. Il comprend vite toutes les questions, saisit avec perspicacité le côté faible des choses et avec une grande sûreté de vues, aperçoit et indique le remède.

Mais, direz-vous, comment l'activité d'un seul homme peut-elle suffire à un si énorme travail ? Comment un seul cerveau peut-il contenir à la fois tant d'idées si diverses? Comment une seule mémoire peut-elle conserver tant de faits ? Il y a là, en effet, quelque chose de prodigieux qui vous étonne dès l'abord et vous laisse incrédule. Il semble que l'on est victime d'une erreur, d'une illusion et l'on n'admet la

vérité tout entière que lorsque l'on a constaté par soi-même l'exactitude absolue et complète de l'exposé que je viens de présenter.

Evidemment les dons d'une nature exceptionnelle sont indispensables pour atteindre un résultat aussi extraordinaire. Mais aussi la parfaite régularité et l'ordonnancement méthodique de la vie quotidienne rendent seuls possible l'accomplissement régulier d'une telle somme de travail. L'Empereur se lève de très bonne heure et aussitôt levé, il est au travail, qu'il ne quitte qu'à midi pour déjeuner. Puis il sacrifie une heure ou deux à se récréer dans les douces joies de la famille, fait ensuite une longue promenade en plein air où certes, si ses mains sont inactives, son cerveau travaille assidûment; s'essaye à quelques exercices en plein air pour dépenser un peu de sa force physique extraordinaire, dîne de très bonne heure, puis se remet au travail, qu'il ne quitte la nuit qu'après avoir terminé l'examen de toutes les affaires que ses ministres lui ont soumises le matin. Les heures données aux fêtes, aux solennités publiques sont calculées à l'avance et strictement limitées. Aucun instant n'est perdu, aucun n'est livré au hasard.

Nous avons présenté M. de Giers à nos lec-

teurs : ceux de France ont droit au portrait d'un autre personnage qui représente immédiatement la Russie devant eux et dans l'attitude duquel ils se complaisent à chercher l'écho des sentiments de Saint-Pétersbourg. Ce personnage, c'est l'ambassadeur de Russie, à Paris, M. le baron de Mohrenheim.

Pour le rôle de M. de Mohrenheim nous ferons la même remarque que pour celui de M. de Giers : comme le ministre, l'ambassadeur est purement et simplement un instrument dans la main toute-puissante du Tsar. Son initiative est très limitée, pour ne pas dire nulle; lui aussi obéit à des ordres précis, suit une ligne tracée. L'unique foyer de la politique russe est à Saint-Pétersbourg, plus exactement à Gatchina, dans le cabinet du Tsar : l'ambassade de Paris, comme celle des autres capitales de l'Europe, n'est qu'un reflet fidèle de ce foyer.

Tel quel, le rôle joué parmi nous par M. le baron de Mohrenheim garde une réelle importance; la façon dont l'ambassadeur de Russie a compris et rempli sa mission de seconde main est faite pour justifier les hautes et unanimes sympathies dont il est entouré en France. Représentant du Tsar, il a su entrer sans hésitation dans la pensée de son maître et en faci-

liter la réalisation par l'aplanissement des difficultés dont il était le témoin immédiat. Si l'on songe que, chargé des rapports établis entre les deux pays, du contrôle de notre attitude et de nos sentiments à l'égard de la Russie, il pouvait, par une interprétation erronée, aigrir ces rapports et, pour le moins, refroidir les sympathies de son maître pour la République française, on conviendra qu'il a eu au moins le mérite de voir juste et puis celui, non moins précieux, de voir en ami, de présenter toujours les choses sur leur jour le plus favorable, le plus propre à ménager les susceptibilités, à désarmer la méfiance et à faire naître l'harmonie.

Issu d'une famille originaire de Courlande, M. le baron de Mohrenheim n'est pas né en France, n'y a pas fait son éducation, et pourtant il est attaché à notre pays par un de ces liens puissants qui ne se forment qu'à cet âge heureux de l'enfance et de l'adolescence où l'âme tendre encore reçoit des impressions qui restent ineffaçables. Elevé dans la religion catholique, il a fait son éducation à Moscou, au sein de la vieille colonie française qui se perpétue dans cette grande cité. Uni à cette colonie française par la communauté de la foi, il a reçu les sacrements de l'Église catholique à

Saint-Louis des Français, des mains d'un prêtre français.

Moscou n'est plus la capitale, mais elle est toujours le cœur et le cerveau de la Russie. C'est la ville sainte qui conserve pieusement dans son sein le berceau de la dynastie et dont les innombrables coupoles aux vives et changeantes couleurs attestent aux yeux de l'étranger émerveillé la foi profonde du peuple russe et son attachement inébranlable à l'orthodoxie. Moscou a mieux aimé s'incendier que de se livrer à la domination française. Mais, une fois libérée et victorieuse, elle a placé dans son Kremlin la statue équestre de Napoléon Ier et, dans son cœur, le souvenir ineffaçable de la grande armée. Aucune cité russe n'est plus profondément sympathique à la France, dans toutes les classes, depuis le simple moujick jusqu'à l'altesse sérénissime. C'est là, dans une société d'élite qui comptait à côté de publicistes éminents comme Katkoff, des généraux dont le patriotisme égalait le talent militaire, des diplomates fins et érudits comme le baron de Bulher, des femmes grandes aussi par l'intelligence et le dévouement au nationalisme russe que Bismarck, au milieu même de ses triomphes, a trouvé ses plus irréconciliables ennemis, ceux

qui ont commencé à battre en brèche sa gloire insolente, et à miner sa toute-puissance. A la manière dont il parle des revendications de la politique nationale et de la France, on reconnaît le Moscovite dans toute la Russie. C'est donc presque être élevé en France que d'être élevé à Moscou. Mais au sein même de cette grande cité, il y a comme nous le rappelions tout à l'heure, une colonie française qui se perpétue à travers les siècles, conservant intact au cœur l'amour de sa patrie. Cette colonie, qui ne demande au gouvernement français pour s'étendre et se développer qu'une seule chose, un établissement d'enseignement secondaire où elle puisse élever ses enfants, auprès d'elle, dans la langue et dans le génie scientifique et littéraire de la grande patrie qui ne s'oublie pas, est un puissant instrument de propagande pour les idées et les sentiments français. De son contact avec elle pendant les années de son éducation et de son instruction religieuse, le baron de Mohrenheim a conservé un sentiment de prédilection pour notre pays que, depuis lors, les années et les événements n'ont fait qu'accroître et développer.

Dans le cour de sa carrière diplomatique, le baron de Mohrenheim a été chargé d'une mission

délicate et importante sans doute plus que difficile, mais dont il a su s'acquitter à la satisfaction de ses maîtres et qui lui a conquis à perpétuité la sympathique protection du couple impérial. C'est lui qui a été chargé de préparer les fiançailles du Tsarévitch avec la princesse de Danemark, c'est lui qui a servi de messager discret et fidèle entre les deux futurs époux. Aussi, en souvenir reconnaissant du zèle qu'il a apporté à faciliter les préparatifs de l'union qui fait le bonheur de leur vie, Leurs Majestés ne parlent du baron Mohrenhein, l'Impératrice, qu'avec une bienveillance attendrie et l'Empereur, qu'avec un sourire plein de bonhomie franche et gaie.

Quand il a voulu préparer l'union de la France et de la Russie, Alexandre III a choisi le diplomate qui avait travaillé avec tant d'ardeur à assurer son union avec l'Impératrice, dans l'espoir évident qu'il réussirait aussi bien et que la nouvelle union donnerait des fruits aussi bons et aussi beaux.

M. de Mohrenheim s'est acquitté de sa mission avec bonheur; et si sa haute position l'a exposé à des calomnies et à des outrages il en est suffisamment vengé par les témoignages de l'estime et de la reconnaissance françaises qui,

par-dessus sa tête, s'en vont vers son maître et son pays. Il est entouré d'un personnel sympathique et apprécié. Le conseiller d'ambassade, M. de Giers, propre fils du ministre d'Alexandre III, continue dignement la tradition de son père. C'est un diplomate accompli. On peut en dire autant du premier secrétaire, M. Narisckine et de ses deux collaborateurs le baron Stakelberg et le baron Korf. Un rôle très actif et auquel les préoccupations infligées à l'Europe par l'Allemagne donnent une importance considérable, est dévolu au général baron Frédéricks, représentant militaire de la Russie à Paris : à le remplir avec science et conscience, le général recueille depuis des années l'estime hautement proclamée de notre monde militaire avec les sympathies de toute la société parisienne : son autorité est indiscutée.

Nous n'avons pas ici à nous occuper des autres ambassades russes en Europe ; nous n'avons parlé de celle de Paris qu'à raison de l'intérêt capital qu'elle offre à nos lecteurs français, à qui rien ne saurait rester étranger de ce qui les rapproche de la pensée d'Alexandre III. Pour le reste de la politique impériale, nous retournons directement au Tsar, à l'œuvre vaillamment entreprise en 1881, aujourd'hui en plein épanouissement.

## § 3. — POLITIQUE INTÉRIEURE

Les deux premières années du règne d'Alexandre III, les plus, les seules difficiles, car, à l'intérieur, la popularité et la confiance vinrent tout de suite et, à l'extérieur, l'autorité de la Russie marcha d'un pas rapide, ces deux premières années furent tout entières consacrées à établir le nouvel Empire sur ces bases qui ne devaient plus varier : l'ordre matériel et moral par le triomphe du pouvoir autocratique, et le nationalisme, par l'extinction lente mais sûre de l'influence allemande et le rapprochement franco-russe, première et solide garantie de la paix européenne nécessaire au développement du programme intérieur que s'est tracé le Tsar.

Après ces deux ans d'un labeur ardu et constant, les fruits commençant à mûrir de cette œuvre bienfaisante et grandiose, Alexandre III se décida à se faire sacrer à Moscou, la ville sainte, qui attendait encore la venue du nouvel empereur.

La cérémonie, imposée par les traditions et ardemment appelée par le peuple russe, eut

lieu le 15 mai 1883. Qu'on ne nous demande pas de raconter ici la pompe du sacre ni la splendeur des fêtes qui encadrèrent la cérémonie et en lesquelles c'était la Russie tout entière, la vieille Russie régénérée, rendue à l'ordre et à ses traditions nationales, qui triomphait dans la puissance de ses nouveaux souverains. Alexandre III et son auguste épouse, la compagne dévouée de sa vie, la collaboratrice bien inspirée de ses travaux, trouvèrent à Moscou la première et éclatante récompense du bien qu'ils venaient d'accomplir. Un fait est à noter, il complète la lumière à faire autour de la figure d'Alexandre III, il donne une note particulière, cette note de démophilie qui restera celle de son règne.

Les représentants de toutes les classes de la société russe avaient été convoqués à Moscou pour assister au sacre, afin que la Russie tout entière entourât ses souverains à l'heure de la consécration de leurs pouvoirs. Les villages avaient envoyé leurs maires, un millier environ de paysans, fils immédiats de la terre nationale. Le Tsar voulut communiquer directement et s'entretenir avec eux de leurs besoins et de leurs devoirs : à l'autre bout de l'Europe, sur le sol de la démocratie triomphante et régnante,

le premier magistrat de la République française n'en agit pas autrement avec les délégués du suffrage universel que ne se complut à le faire le souverain autocrate avec les plus modestes représentants des campagnes. Il se les fit présenter et le discours qu'il leur adressa, clair, précis, plein de sollicitude et de décision, à la fois d'un père et d'un maître, produisit plus d'effet sur ces âmes simples et honnêtes, que ne l'eût jamais fait le bruyant étalage de la toute-puissance. Le Tsar avait écouté sa conscience et son cœur : les larmes de reconnaissance et de tendresse que sa condescendance fit alors couler lui témoignèrent d'une façon touchante qu'il avait pris le chemin le plus droit pour arriver au cœur et à la conscience de son peuple.

Depuis ce jour dix ans se sont écoulés, et le moment est venu d'établir le bilan de la politique inaugurée par Alexandre III et appliquée par ce souverain avec une rectitude, une sagesse et une énergie de volonté qui n'ont pas un seul instant faibli.

Le chiffre de la population russe a été porté à cent seize millions, en augmentation de seize millions sur celui de l'empire d'Alexandre II. Les revenus de l'Etat ont suivi la

même marche ascendante : de six cent quatre-vingt millions de roubles, ils se sont élevés à plus de neuf cent millions, soit une augmentation d'environ 30 p. 100. En même temps, ou plutôt tout d'abord, car la cause doit précéder l'effet, l'ordre et la régularité sont rentrés dans l'administration des finances russes ; ces dernières ont retrouvé sur le marché européen le rang honorable qui leur convient.

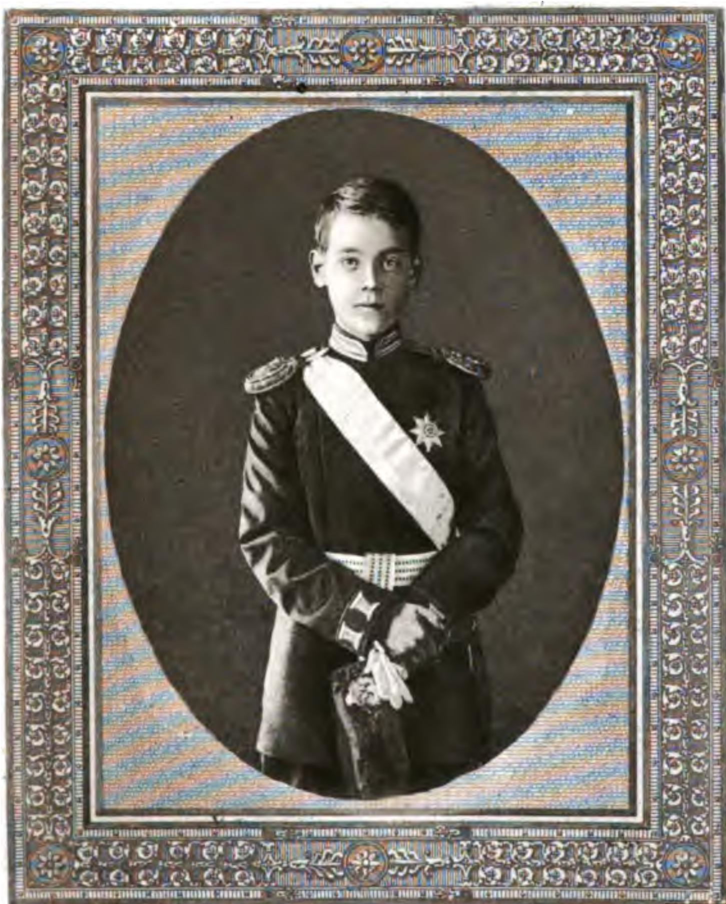
L'instruction publique, objet de la sollicitude d'Alexandre II, a fait sous Alexandre III des progrès dont la contemplation doit ravir l'ombre du Tsar libéral : l'enseignement supérieur et l'enseignement moyen ont été organisés sur de nouvelles bases qui les rendent accessibles au plus grand nombre ; c'est par milliers qu'il faut compter les écoles primaires créées et confiées à un personnel enseignant soigneusement recruté parmi des maîtres d'une réelle valeur morale. Aujourd'hui, l'enseignement primaire est offert à tous les enfants des paysans russes, sans distinction ni réserve. On aura une idée du développement acquis en examinant les chiffres du budget de l'Instruction publique, porté actuellement de trente-deux à quarante-six millions de roubles.

La même impulsion fructueuse a été donnée

au commerce. Des efforts considérables et couronnés de succès ont été dépensés pour encourager et protéger la production nationale. Ce rêve de l'économiste de tous les pays : la diminution de l'importation au bénéfice de l'exportation, a été ici réalisé dans une remarquable mesure. Grâce à la large protection accordée à l'agriculture et à l'industrie nationale et par l'établissement d'un système douanier en accord avec les intérêts du pays, le chiffre de l'importation a pu tomber de 625 millions de roubles à 430 millions, tandis que, se relevant d'autre part et par un effet naturel, celui de l'exportation montait de 500 millions à 775 millions de roubles.

Il ne nous est pas possible de faire une place à l'exposé des méthodes industrielles ou agricoles nouvellement implantées en Russie, pas plus qu'à celui du nouveau système douanier ; ce sont, eu égard à la tâche que nous nous sommes imposée, questions de second ordre relevant d'une étude spéciale des ressources de la Russie ; mais nous ne saurions passer sous silence le développement des voies ferrées, premier et puissant instrument de civilisation et de commerce.

De 1881 à l'heure actuelle, il a été construit



S.A.I. LE GRAND DUC MICHEL

10,000 kilomètres de chemins de fer, et dans ce chiffre ne figurent ni les travaux du chemin de fer transcaucasien dont le prolongement jusqu'aux confins du Thibet est en pleine voie d'exécution, ni ceux du chemin de fer transsibérien actuellement en construction, colossale entreprise dont la portée politique et civilisatrice, stratégique et économique, donne à rêver au monde entier.

Nous sommes loin de l'époque où, consulté par les ingénieurs sur le tracé de la ligne de Saint-Pétersbourg à Moscou, le Tsar d'alors, s'emparant d'une règle et d'un crayon et tirant une ligne droite de l'une à l'autre des deux capitales de son Empire, disait simplement aux ingénieurs effarés : « Le voici, votre tracé ! » La Russie a marché ; sous le rapport du génie qui préside aux grands travaux, comme sous tant d'autres, elle peut aujourd'hui rivaliser avec n'importe quelle nation de l'Europe, et son Tsar, ouvert à tous les progrès et les suivant attentivement, sait être le protecteur éclairé des grandes entreprises, quand il n'en est pas le promoteur. Les deux voies dont nous venons de parler doivent être comptées parmi les plus grands travaux du siècle, tant par leur importance matérielle et celle des difficultés vaincues,

que par les effets à attendre de leur exécution; par elles, en effet, c'est l'Asie centrale et ses immenses territoires à peine connus, qui sont ouverts à la Russie, à l'Europe et aux bienfaits de la civilisation.

L'armée, cette base fondamentale d'un Empire essentiellement militaire, s'est vue réorganisée et considérablement accrue. Les forces de terre peuvent être, sur le pied de guerre, évaluées à quatre millions et demi de combattants pourvus d'armes perfectionnées dernier système. La flotte s'est également augmentée de plusieurs navires cuirassés d'une très grande puissance.

Nous consacrerons, plus loin, un chapitre spécial à cette question de la puissance militaire de la Russie.

Cette énorme machine est tout entière dans les mains d'Alexandre III; elle y est docile et dévouée jusqu'à la mort. Régie par une discipline sévère que rend facile le véritable culte dont elle est animée pour la personne de son chef suprême, elle obéit comme un seul homme, et pratique héroïquement la devise dont un de nos auteurs populaires a quelque peu abusé dans une étude romanesque des mœurs russes: Pour Dieu! Pour le Tsar! Pour la Patrie!

C'est surtout pour l'armée que le Tsar se montre jaloux de son autorité. Toutes les décisions intéressant l'armée émanent de lui seul : le ministre de la guerre, aide de camp général, est, comme les autres ministres, un exécuteur des volontés du maître. C'est au général Vannouski que ce poste est actuellement confié.

A la tête de l'état-major général est un homme de grande valeur, le général Obroutcheff que ses exploits sur le Danube, pendant la guerre de 1877, ont mis en lumière. On sait quels services il rendit alors à l'armée russe et de quel poids son épée pesa dans la balance.

Soldat modeste et volontiers effacé autant qu'honnête homme et conseiller vertueux, le général Obroutcheff jouit d'une grande estime auprès de son souverain. Marié à une Française, nous avons en lui un ami sûr et dévoué. Lorsque, en 1875, à la nouvelle de l'agression dont l'Allemagne nous menaçait, il fut question de mobiliser l'armée russe pour appuyer au besoin les généreuses remontrances d'Alexandre II, le général Obroutcheff fut désigné pour remplir le rôle capital de chef d'état-major de cette armée auprès de son généralissime l'empereur actuel.

Un des plus distingués collaborateurs du

général Obroutcheff, c'est le général Kouropatkine, l'ancien chef d'état-major de Skobeleff, le conseiller intime et peut-être un peu le maître de ce héros.

La liste des généraux sur les lumières et le dévoûment desquels le Tsar et la Patrie russe ont le droit de compter serait longue à publier : la guerre de 1877 surtout en a mis un grand nombre en lumière, en a fait surgir d'autres, tous dignes de la réputation de science stratégique et d'héroïsme que leur ont léguée leurs devanciers. Nous nous bornerons à citer quelques noms, les plus connus, déjà illustres : les généraux Gourko, Dragomiroff, Tchernaïeff, Mounine-Pouchkine, Daniloff, Ignatieff II, Kossytch, Chakovskoi, Léonoff, Moïkovitch, etc...

Nous avons vu que l'Empereur, alors qu'il n'était encore que le Tsarévitch, s'était intéressé d'une façon toute spéciale au bon état et à l'accroissement des forces navales de son pays ; nous l'avons vu prendre parti contre le grand-amiral de la flotte, le grand-duc Constantin, son oncle, pour le simple lieutenant Baranoff qui, en critiquant le système des gros cuirassés, traduisait l'opinion du Tsarévitch. Cet intérêt très évident et cette opinion personnelle très réfléchie, renforcée de l'expérience acquise

au cours de la guerre de 1877, il les affirma publiquement, en 1878, par la publication d'une étude de la question de torpilleurs et de croiseurs opposés aux grands cuirassés : même en écartant l'argument déjà concluant des économies à réaliser dans les dépenses de construction de la flotte et ne s'en tenant qu'à l'examen des qualités naturelles du soldat russe, le Tsarévitch condamnait l'emploi exclusif des cuirassés pour proclamer la supériorité des navires légers, instruments d'offensive merveilleusement propres à la mise en valeur de l'héroïsme russe fait pour l'abordage sur mer, pour l'assaut et le combat à la baïonnette sur terre.

Cette publication eut un grand retentissement ; on chercha le nom de son auteur sous le voile de l'anonymat dont il s'était enveloppé, on découvrit celui du Tsarévitch et, le gouvernement et la marine officielle tenant bon pour les doctrines en cours, on vit ce spectacle singulier et suggestif d'un peuple prenant sur lui de fournir au promoteur des doctrines adverses les moyens de réaliser ses idées. Une souscription publique fut organisée : c'est sur les fonds qu'elle produisit que furent achetés les premiers navires de la flotte volontaire de la mer Noire.

L'Empereur est resté fidèle aux idées du

Tsarévitch. Les forces navales ont été considérablement développées, le rêve de Pierre le Grand marche à sa réalisation : la Russie va être une grande puissance navale.

Chef suprême des forces de mer comme de celles de terre, Alexandre III a pour premiers collaborateurs son frère le grand-duc Alexis, de qui nous avons déjà souligné le rôle très actif, et l'amiral Tchikhatscheff, un administrateur de haut mérite. Le chef d'état-major de la marine est l'amiral Kremer.

En suivant le développement des forces de la Russie, nous arrivons à un point délicat, à cette force morale que nous appelons en France le quatrième pouvoir : la presse. Quel est le sort fait à ce pouvoir par un Empereur soucieux de faire respecter le principe autocratique dont il est le gardien sévère ? La réponse n'étonnera que ceux qui ne connaissent pas le caractère d'Alexandre III et qui ont pris à la légère notre affirmation déjà émise, à savoir que le Tsar a fait sienne la conscience de son peuple, et que cette conscience, il est à toute heure et en toute circonstance, prêt à en écouter les manifestations. Organe de cette conscience, la presse russe a eu en Alexandre III un véritable protecteur : quelques-uns de ses membres, Katkow

par exemple, le champion honnête et convaincu du panslavisme et de l'union franco-russe, ont été honorés de son amitié. Particularité à noter, en laquelle éclatent encore une fois la profonde honnêteté d'Alexandre III et la rectitude loyale de son gouvernement : il n'y a pas de *reptiles* dans la presse russe ; on n'y connaît pas de ces journaux entretenus, de ces feuilles à tout faire dans les colonnes desquelles la cynique duplicité d'un chancelier dépose le mensonge à exploiter et sème le trouble européen à la faveur duquel sera tenté le coup longuement prémédité. Très écoutés et fructueusement consultés, les grands organes de l'opinion publique en Russie jouissent d'une autorité justifiée dans le concert des opinions de l'Europe : leur voix a cette double autorité tirée de l'importance de l'opinion qu'ils représentent et de l'honnêteté scrupuleuse avec laquelle ils s'appliquent à traduire cette opinion sous le contrôle de cette autre honnêteté insoupçonnée qui s'appelle Alexandre III.

Avant de passer au récit des grandes manifestations du règne d'Alexandre III, aux faits éclatants par lesquels s'est accentuée la politique de ce souverain, récapitulons en ses grandes lignes les résultats de cette politique :

A l'intérieur, l'autorité restaurée, l'ordre social rétabli, l'administration régularisée et fortifiée, la prospérité acquise aux finances, à l'industrie et au commerce ; les forces matérielles portées à un degré de puissance redoutable, les forces intellectuelles et morales développées dans le sens le plus large du progrès moderne : la Russie, enfin, débarrassée de l'influence étrangère et du cauchemar nihiliste, rendue à elle-même, vivant de sa vie nationale et résolument poussée dans la voie progressive tracée par l'esprit contemporain.

A l'extérieur, la puissance de la Russie reconnue et acceptée ; par elle, l'équilibre européen et la paix garantis sur les bases des intérêts respectifs des peuples et de leurs droits imprescriptibles ; l'éternelle question d'Orient placée sous son vrai jour, circonscrite et soumise au seul principe des nationalités ; et enfin, du côté de l'Asie, de cette immensité mystérieuse qui reste une menace perpétuelle pour la vieille Europe, la pénétration civilisatrice assurée et, en toute occurrence, la défense de l'Europe garantie.

Nous allons successivement et à grands traits passer en revue les grands points de cette œuvre accomplie par Alexandre III.

## I

### POLICE INTÉRIEURE. — LE NIHILISME

Les circonstances cruelles dans lesquelles Alexandre III eut à recueillir la succession de son père ont été suffisamment soulignées, mais il convient de les rappeler ici comme point de départ de l'œuvre que nous avons à étudier et pour prendre, selon une expression vulgaire mais topique, l'ouvrier au pied du mur.

Tsarévitch, Alexandre III avait toujours accusé des tendances réelles au libéralisme prêché d'exemple par son père et d'accord avec le mouvement européen. Qu'allait faire l'Empereur? A l'heure où, prenant possession du pouvoir, il aurait à passer de la théorie à la pratique, Alexandre III resterait-il fidèle aux doctrines libérales adoptées par le Tsarévitch? Nos lecteurs peuvent répondre. Ils ont vu quelle réponse fit l'Empereur aux sollicitations

des conseillers de son père le pressant de promulguer, comme une panacée universelle aux maux déchaînés sur la Russie, la constitution élaborée par Loris-Mélikoff et approuvée par la malheureuse victime des nihilistes. Ils savent quelles considérations pesèrent sur la décision d'Alexandre III et le déterminèrent à enterrer ce projet de constitution pour proclamer le retour aux traditions gouvernementales dont l'abandon avait amené la Russie à la situation critique du moment. Par son ukase du 12 mai, le Tsar déclara compter sur sa foi dans la force et la vérité de son pouvoir autocratique pour rétablir l'ordre et conduire l'Empire à la réalisation de ses hautes destinées. En même temps, par le canal du nouveau ministre de l'intérieur, le général Ignatieff, Alexandre III faisait appel à toutes les forces du pays pour l'aider à triompher de l'insurrection morale qui secouait l'Empire et à faire l'union de la patrie dans le respect de la religion de ses pères et le culte des principes traditionnels.

Cette affirmation solennelle constituait un acte de réel courage. La mort d'Alexandre II et le trouble qui l'avait suivie n'avaient fait qu'ajouter à l'audace du nihilisme et accroître sa force d'expansion. Dès le 24 mars, traitant

de puissance à puissance, le comité directeur des nihilistes avait adressé à Alexandre III une proclamation posant les conditions de la paix : tout d'abord, l'amnistie pleine et entière pour tous les condamnés politiques ; puis, la promulgation d'une constitution plus libérale encore que celle dont le général Loris-Mélikoff avait élaboré le projet, une constitution représentative donnant à toutes les classes de la société la faculté de participer, par leurs représentants élus, au gouvernement du pays ; enfin la liberté de la presse et le droit illimité de réunion.

Les nihilistes se doutaient bien que le Tsar jugerait ces conditions inacceptables, mais ils comptaient sur la peur pour l'amener à se soumettre, et leur propagande n'épargna rien pour lui donner la conscience des dangers qu'il courait. Menaces vaines : inaccessible à la peur, prêt, d'ailleurs, à se sacrifier pour le triomphe de ce qu'il considérait comme la vérité gouvernementale, Alexandre III resta calme et inaugura, avec une fermeté qui ne laissait aucun doute sur la constance de ses résolutions, la politique d'autorité qu'il devait à son peuple. En même temps que des ordres étaient donnés pour la surveillance et l'étouffement du parti

nihiliste, les meurtriers d'Alexandre II étaient déférés à la justice, condamnés à mort et exécutés. Deux femmes se trouvaient au nombre des accusés : Sophie Petrouskaja et Jessa Heffmann. Diverses considérations disputaient ces deux têtes au supplice. Sophie Petrouskaja était noble et la sentence prononcée contre elle relevait de la confirmation de l'Empereur ; cette sentence fut confirmée. Alexandre III laissa la justice suivre son cours. Pour Jessa Heffmann, qui était enceinte, la piété filiale et la fermeté gouvernementale qui inspiraient le Tsar se laissèrent fléchir : la condamnée obtint un sursis, et son exécution, renvoyée aux lendemains de son accouchement, n'eut jamais lieu. Le Tsar lui fit plus tard grâce de la vie.

Il ne faudrait pas prendre texte de cette inexorabilité dans la répression pour s'ouvrir aux calomnies nihilistes adoptées par les reptiles allemands, qui ont présenté Alexandre III comme un fou furieux cherchant dans les supplices l'oubli de ses terreurs. Ce fou est un modèle de calme, il pousse l'égalité et la tranquillité d'humeur aux extrêmes limites; au point de vue de l'esprit de justice, l'Europe aujourd'hui édifiée sur le compte d'Alexandre III s'incline devant la rectitude de cette conscience

d'honnête homme et d'empereur. En frappant les meurtriers de son père, en réprimant sans faiblesse le mouvement nihiliste, Alexandre III était uniquement soutenu et guidé par la conviction du devoir à accomplir : de là cette apparence d'inexorabilité que les mal intentionnés ont pu perfidement transformer en sauvagerie.

Sauvagerie ! la suite du règne d'Alexandre III, la douceur du Tsar alliée à une fermeté nécessaire, sa clémence ouverte à tous les repentirs prouveront assez que l'humanité a en lui un disciple et un défenseur convaincu.

Nous avons déjà parlé de la cérémonie du sacre à Moscou impatiemment attendue par le peuple russe et de ses heureux effets sur les sujets d'Alexandre III. Pour montrer les progrès accomplis en deux ans d'un gouvernement fort nous devons constater l'absence de toute manifestation nihiliste autour de la solennité. Les menaces n'avaient pas fait défaut ; chaque jour, Alexandre III s'était vu mettre au défi de quitter le palais de la Gatchina, où on le représentait en proie à la terreur, pour se rendre à Moscou. On était au lendemain d'un nouveau procès des nihilistes. A la suite de l'assassinat du colonel Soudarkine, chef de la police secrète, premier acte de la déclaration de guerre

adressée par les nihilistes à Alexandre III, guerre qui serait poursuivie sans merci jusqu'à la promulgation de la constitution réclamée par eux, quatre-vingts affiliés de la secte venaient de passer en jugement; loin de se laisser intimider, le gouvernement redoublait de rigueur et semblait, à son tour, défier le fanatisme nihiliste.

Alexandre III, quelque semées de périls que fussent les circonstances, ne songea pas un instant à se dérober à l'accomplissement du devoir qu'il s'était assigné et dont il avait choisi l'heure. A cette heure même, il quitta Saint-Pétersbourg et partit pour Moscou; il y entra le 22 mai, et le 27, fut couronné dans la cathédrale de l'Assomption. Il n'eut à recueillir que des témoignages non équivoques de confiance et de fidélité; son peuple tout entier s'associa avec enthousiasme à ce couronnement: Alexandre III rentra à Saint-Pétersbourg, deux fois sacré, par l'onction traditionnelle et par l'amour de ses sujets.

## II

### ADMINISTRATION ET FINANCES

Alexandre III crut que pour étouffer le fléau qui avait causé la mort tragique de son père, il ne suffisait pas de se montrer ferme dans la répression, rigoureux, inflexible dans l'application des châtiments aux coupables. Il était nécessaire d'appliquer au mal qui menaçait d'entraîner à sa ruine la société russe tout entière une médication préventive aussi prompte, aussi énergique que le remède répressif.

Il comprit immédiatement toute l'étendue du mal qui menaçait l'œuvre encore mal assise de Pierre le Grand; il résolut de vouer tout son temps, tous ses efforts, toutes ses pensées au salut de l'Empire sur le point de crouler dans le plus épouvantable des cataclysmes. Jusqu'à ce qu'il eut atteint ce premier résultat, qu'il eut détourné de la tête de son peuple l'imminence

de ce péril suprême, il n'a pas dévié de cette résolution et il a su tout subordonner à la réalisation de ce but de salut public.

Indifférent aux attaques personnelles, dédaigneux des calomnies intéressées de ses nombreux adversaires tant au dedans qu'au dehors, il a poursuivi en silence la solution de ce grand problème, envisageant le mal de face, scrutant avec une rare sagacité ses causes les plus profondes et les plus secrètes et l'attaquant, l'extirpant jusque dans ses racines avec une énergie et une ténacité invincibles.

Au moment de la mort de son père, on craignait une conflagration européenne; il comprit que la paix lui était indispensable pour mener à bien sa grandiose entreprise, qu'une guerre même heureuse était la ruine de son pays. Pour donner des gages aux méfiances sans cesse en éveil de l'Allemagne, et contraint par l'impérieux besoin de la paix, il consentit à entrer dans la triple alliance; mais c'était pour paralyser ses intentions agressives et perfides.

Il sentit que le mécontentement général était la vraie cause qui engendrait le nihilisme et favorisait ses développements.

La situation financière de l'Empire était des

plus critiques. Les biens du domaine de l'Etat qui, en Russie, constituent une partie importante de la fortune publique, étaient mal gérés et rendaient très peu.

Ceux du domaine de la famille impériale, non moins considérables, étaient dilapidés et ne rapportaient rien.

L'industrie, le commerce étaient entre les mains d'étrangers, presque exclusivement d'Allemands, qui accaparaient toutes les commandes, toutes les faveurs officielles.

Les Russes, qui avaient essayé de lutter contre cette concurrence ennemie, patronnée dans leur propre pays par leur propre gouvernement, succombaient sous l'effort et s'effondraient successivement dans la ruine.

L'agriculture n'était pas moins malheureuse. La loi émancipatrice de 1861, qui supprimait les derniers vestiges du servage antique, avait donné aux paysans la liberté individuelle ; elle leur avait donné la propriété foncière ; mais, en même temps, elle leur avait imposé des charges de rachat, sous le poids desquelles ils succombaient. Du servage du seigneur moscovite ils étaient tombés sous le servage mille fois plus dur de l'usurier juif.

L'ordre de la noblesse était aussi profondé-

ment atteint que l'ordre des marchands ou celui des paysans.

Jusqu'alors détenteur exclusif du sol et habitué à dépenser chaque année la totalité d'un revenu dont le capital ne pouvait lui échapper, le seigneur s'était vu subitement, par l'effet du rachat des terres, à la tête de gros capitaux mobiliers; inhabile à s'en servir, persuadé qu'il n'en verrait pas la fin, il était devenu, lui aussi, la proie des exploiteurs israélites; il était, lui aussi, tombé dans la misère dont il souffrait plus cruellement que le paysan, parce qu'il y était moins habitué.

De là un découragement profond, un virus de décomposition sociale sévissant dans tout l'Empire, dans les campagnes comme dans les villes, dans l'aristocratie comme dans la bourgeoisie et dans la plèbe.

Aucun pays n'a peut-être traversé une période de crise économique, sociale, morale aussi intense.

Alexandre III a su y substituer l'état de prospérité et de calme profond dont jouit actuellement la Russie.

Pierre le Grand a fondé la Russie politique, Alexandre III a fondé la Russie économique.

L'Empereur s'attacha d'abord à rétablir

l'équilibre dans les finances et il comprit que cet équilibre ne pouvait être obtenu que par une stricte économie. Pour faire accepter l'application de ce remède nouveau et jusqu'alors si peu en faveur à la cour et dans le gouvernement russes, il sentit qu'il lui fallait prêcher d'exemple.

Il s'occupa donc de l'administration du domaine privé de la couronne et des apanages impériaux. Il établit l'ordre dans la gestion de ce patrimoine et lui fit produire bientôt des revenus assez importants pour pouvoir consentir, au profit du trésor public encore obéré, sur le montant de la liste civile payée à ses prédécesseurs, une réduction de 18 millions de roubles.

Il affecta cette somme au soulagement des classes les plus nécessiteuses; car les économies d'Alexandre III, ce n'est pas à la caisse de l'Empereur qu'elles profitent, ni par des favoris qu'elles sont dilapidées, c'est aux pauvres qu'elles sont distribuées.

Puis, en 1888, les revenus du domaine de la couronne augmentant toujours, il fit abandon du tiers de ce domaine à des colons appelés des provinces où un excès de population faisait craindre la disette.

Il a pu ainsi, grâce à sa bonne administration, allotir cent quatre-vingt-dix mille familles, en leur distribuant 1.250.000 déciatines du domaine impérial.

Conduites avec la même habileté, les finances publiques passent rapidement de l'état de crise à une prospérité jusqu'alors inconnue. Le déficit est éteint, des conversions nécessaires réduisent l'intérêt de la dette publique, et cependant l'armée voit doubler ses effectifs, perfectionner l'instruction et améliorer le sort du soldat.

Pendant l'automne 1888, après quelques hésitations, quelques craintes provoquées par les représailles imaginaires dont les grandes banques de Berlin faisaient miroiter le spectre devant les yeux du ministère des finances de Saint-Pétersbourg, l'Empereur a pris la décision virile, et qui sera une des gloires de son règne, de libérer enfin les finances russes du servage allemand. Il donna l'ordre à M. Vychnégradsky d'entrer en pourparlers avec le syndicat des établissements de crédit de Paris pour réaliser la conversion de l'emprunt 5 p. 100 de 1877, émis pendant la guerre d'Orient. Le contrat pour l'émission de l'emprunt dit 4 p. 100 de 1889, a été signé en novembre 1888 et l'émission a eu lieu le 10 décembre.

C'était une grande victoire financière pour la France et pour la Russie et une défaite éclatante pour l'Allemagne. Les financiers allemands, aidés et encouragés par leur gouvernement, ont eu recours à tous les moyens pour faire manquer la souscription. Non seulement toute la presse reptilienne est partie en campagne pour faire avorter l'émission, mais les premières, les plus sérieuses maisons de banque de Berlin ont avec éclat vendu des dizaines de millions de roubles de l'emprunt russe de 4 p. 100 1889, à un prix inférieur à la souscription, dans le perfide espoir de faire fléchir les cours et d'amener une débâcle. Le syndicat des banques de Paris qui avait pris à sa charge l'émission, sans effort au moins apparent et avec une adresse consommée, a déjoué toutes ces combinaisons et culbuté l'édifice péniblement élevé de toutes ces perfidies. Les finances françaises sont sorties victorieuses de la lutte, enlevant les cours des fonds russes, inspirant l'admiration de leur puissance irrésistible au monde financier européen et montrant le patriotique entrain avec lequel l'épargne française s'ouvrait sans hésitation à tout ce que dictaient le patriotisme et le sentiment de la grandeur extérieure du pays.

C'était un premier et considérable triomphe de l'entente franco-russe, c'était un nouveau et puissant lien entre les deux peuples amis.

C'était pour l'Empereur un succès important et cher à son cœur, car il lui permettait de mettre enfin un terme à la recherche de nouveaux impôts que, depuis son avènement, les ministres des finances avaient dû multiplier avec une ingéniosité et une fertilité d'invention consommées, mais dont la création répugnait toujours à son cœur de père.

Le flot toujours croissant des nouveaux impôts se trouva par l'heureux effet de cette conversion, au moins momentanément, endigué et, simultanément par un résultat naturel, le produit des anciens impôts augmenta rapidement. Par là, s'est trouvée confirmée une vérité que les ignorants en matière financière méconnaissent trop souvent, c'est que, presque chaque fois que l'on crée un impôt nouveau, le produit en est en partie prélevé sur le rendement des impôts anciens, surtout si la situation financière générale du pays se trouve plus ou moins embarrassée.

Ainsi j'emprunte au savant ouvrage de M. Skalkovsky, *les Ministres des finances de la Russie* 1882-1890, le tableau des revenus de l'État dans ses chapitres principaux, pour l'année

qui a précédé l'année de la conversion et pour celle qui l'a suivie :

| | 1887 | 1889 |
|---|---|---|
| | — | — |
| Impôts directs. . . . . . . . . . . . . . . | 82 | 88 |
| Impôts indirects. . . . . . . . . . . . . . | 465 | 532 |
| Droits réguliers (poste, télégraphe, redevances des mines, monnaies). . . . . . | 29 | 33 |
| Domaines de l'État. . . . . . . . . . . . | 52 | 69 |
| Payement du rachat des terres des paysans. | 69 | 92 |
| Divers. . . . . . . . . . . . . . . . . . | 113 | 113 |
| Total des impôts ordinaires. . | 830 | 927 |

Ce qui donne, pour la comparaison de ces deux années quant aux impôts ordinaires seulement, une plus-value de 97 millions de roubles.

L'Empereur faisait, en même temps, procéder avec la plus grande activité à l'amortissement, même avant terme, des emprunts amortissables et des bons du Trésor, et le budget qui, en 1887, se soldait encore avec un déficit, insignifiant, il est vrai, de 6 millions de roubles, se soldait en 1889 avec un excédent de 69 millions de roubles.

La hausse constante des fonds publics et la faveur indiscutée que les valeurs russes avaient obtenue dans toutes les classes de la société française encouragèrent l'Empereur, en 1889 et en 1890, à continuer la conversion de la dette

publique que ses prédécesseurs lui avaient léguée et dont le taux, explicable par les circonstances difficiles où les emprunts avaient été contractés, pesait si lourdement sur le budget russe.

En 1890, pour amortir les emprunts anglo-hollandais de 1864-1866 et le sixième emprunt extérieur 5 p. 100 de 1855, dit Seglitz, fut lancée par le même syndicat français qui avait exécuté la première émission une somme de 90 millions de roubles de 4 p. 100 or, deuxième émission, soit 360 millions de francs.

L'émigration des bourses de Londres et de Berlin à la bourse de Paris, des emprunts russes et l'emploi de l'épargne française à l'acquisition des fonds russes est certes un des événements les plus importants et les plus significatifs de ces dernières années, une des conséquences les plus heureuses pour les deux peuples du rapprochement cordial qui s'est établi entre eux et de la politique inaugurée par Alexandre III.

La progression des sympathies françaises à l'égard des valeurs russes a toujours été en se développant. Elle résulte de la manière la plus éclatante des données suivantes. L'emprunt du 10 décembre 1888, qui s'élevait à un million

d'obligations, représentant une somme de 500 millions de francs, avait été émis à 86 et demi p. 100 ou 432 fr. 75; il fut couvert deux fois et demie. L'emprunt du 29 mars 1889 pour une somme de 700 millions de francs, représentés par 1.400.000 obligations et qui, était émis à 443 fr. 75 fut couvert huit fois, de sorte que les nouveaux souscripteurs à cet emprunt ne reçurent à la répartition que 1 et demi p. 100 des sommes souscrites.

L'emprunt du 24 mai 1889 pour 1.241.492.000 francs divisés en 2.984 obligations émises à 457 fr. 50 fut également couvert huit fois et les nouveaux souscripteurs ne reçurent à la répartition que 5 et demi p. 100 des sommes souscrites.

L'emprunt de 360 millions, émis le 1er février 1890, malgré un taux d'émission encore plus élevé, s'est effectué dans des conditions encore plus avantageuses. Les porteurs des obligations des anciens emprunts en présentèrent, pour en obtenir l'échange contre des valeurs 4 p. 100, pour une somme de 240 millions de francs, de telle sorte que pour satisfaire tous les nouveaux souscripteurs, il ne restait à peu près que 80 millions à répartir, ce qui représentait 160.000 obligations de 500 francs.

Cette fois, la souscription atteignit des pro-

portions colossales en France[1]. Paris seul demanda 5.175.364 obligations de 500 francs, autrement dit pour une somme dépassant deux milliards et demi de francs, et chose plus significative encore, le nombre des souscripteurs atteignit le chiffre de 173.705.

Quelle démonstration plus éclatante peut-on désirer du sentiment profond et unanime qui entraîne la nation française à un rapprochement chaque jour plus intime avec la Russie, et de la confiance inébranlable des capitalistes français dans l'avenir financier de ce grand pays!

Pour satisfaire les souscripteurs français, il fut délivré aux banques parisiennes 123.000 obligations, tandis que Londres, où la souscription fut tout à fait insignifiante, se contenta de 772 obligations. Ce qui prouve combien les sympathies ou les antipathies nationales jouent, en France, un rôle prépondérant, dans ces affaires mêmes de bourse, où il semble que chacun ne doive prendre en considération que ses intérêts personnels et que ses calculs financiers. Saint-Pétersbourg exigea 30.000 nouvelles obligations, mais pour les revendre à

[1] Voir pour le développement de ces importantes opérations l'ouvrage précité de M. Skalkovsky, auquel nous empruntons ces données si intéressantes.

Paris. Le surplus de ces valeurs trouva un placement en Hollande.

Comme le nombre des souscripteurs français était de beaucoup supérieur au nombre des obligations qui avaient pu être attribuées aux banques parisiennes, ces dernières furent obligées de délivrer des certificats provisoires pour une demi-obligation à tous les souscripteurs d'une à quarante.

Ce succès de la politique financière d'Alexandre III contribua puissamment à la consolidation des fonds russes en France. Les emprunts russes 4 p. 100 ont atteint ou sont sur le point d'atteindre le pair. L'Empereur y a trouvé une première récompense des sympathies qu'il avait témoignées à notre pays. Il a pu constater que le peuple français ne sait pas être ingrat; que s'il pratique toutes les indépendances, il en est une qu'il ignore, c'est celle du cœur; que les sentiments généreux trouvent toujours un puissant écho chez lui et que, laissant l'ingratitude aux nations basses et jalouses, il sait reconnaître les services rendus et les payer de retour sans hésiter et sans compter. Comme l'Empereur professe et pratique une égale générosité et que son cœur ne sait pas non plus oublier, on peut dire qu'entre le peuple fran-

çais et le souverain de toutes les Russies des liens se sont formés qu'il est au-dessus du pouvoir des intrigues de la triple alliance de rompre ou d'affaiblir.

Une autre vérité non moins importante pour l'orientation générale de la politique européenne est ressortie de la facilité avec laquelle les capitalistes français, dans le court espace de deux années, ont absorbé les emprunts russes, la Russie s'est affranchie de la tyrannie qu'elle avait dû subir dans des années malheureuses, mais qui lui était devenue chaque jour plus pesante. du marché de Berlin. En cas de complications internationales, désormais ce n'est plus à Berlin, c'est à Paris que la Russie devra s'adresser.

Arracher son pays aux serres des juifs allemands qui mettaient à chaque circonstance le pied sur la gorge du peuple russe pour lui extorquer ses emprunts à des conditions « presque incompatibles avec la dignité d'un peuple libre » suffirait à constituer pour un prince un grand et beau titre à la reconnaissance de ses sujets.

Sous l'impulsion de l'initiative énergique et féconde d'Alexandre III, tous les éléments de la richesse nationale, toutes les classes de la société marchent rapidement dans la voie du progrès. L'agriculture redevient prospère.

L'Empereur fonde, en 1883, les banques agraires des paysans. Grâce à l'intervention de ces banques, la dette contractée par les paysans vis-à-vis des seigneurs pour l'acquisition des terres, au moment de l'émancipation, s'éteint ou plutôt se transforme ; c'est l'État qui paye cette dette et devient le créancier indulgent et patient du paysan. Par cette habile conversion, la petite propriété foncière triple de valeur. Alexandre III mérite ainsi le beau surnom d'Empereur des paysans, que l'instinct populaire lui avait décerné dès son avènement au trône.

En 1885, Alexandre III crée la banque agraire de la noblesse et arrache ainsi l'aristocratie endettée aux mains des usuriers.

Il fait distribuer des semences de choix aux communes pauvres, établir des primes à l'élevage et au perfectionnement des races ; il introduit la culture de la soie, fait tripler les surfaces livrées au coton et à la betterave, développe les pêcheries, organise l'exploitation rationnelle des immenses richesses forestières de l'Empire, fait venir des instructeurs de l'étranger pour enseigner dans les familles russes l'économie domestique.

La culture de la vigne reçoit les plus puissants encouragements et, en quelques années,

la Russie devient un des pays grands producteurs de vins, de manière non seulement à suffire à son immense marché intérieur, mais encore à exporter et à fournir au consommateur, dans des conditions exceptionnelles, les similaires de presque toutes les qualités de vins connus. L'Empereur fait faire les essais de viticulture et de vinification sous ses yeux, dans ses propriétés de Crimée.

Un des grands soucis d'Alexandre III dans l'administration de l'Empire, un des points sur lesquels se repose le plus volontiers sa sollicitude, c'est l'instruction publique. Ici cet autocrate fait preuve d'un libéralisme à donner pour modèle à beaucoup d'ardents démocrates.

Dès sa jeunesse, le futur Empereur s'était, à la suite de son père, montré partisan de la plus grande diffusion possible de l'instruction, et, quoique les circonstances de son avènement au pouvoir fussent peu faites pour l'encourager dans une voie au bout de laquelle son père n'avait trouvé que l'ingratitude et récolté que l'assassinat, l'Empereur n'a pas trahi les espérances qu'avait fait concevoir le Tsarévitch. En même temps qu'il prenait sous son haut patronage les écoles professionnelles et tenait la main à leur développement, le Tsar inau-

gurait, par la promulgation de la loi sur l'enseignement supérieur, la série des réformes qu'appelait l'instruction publique en Russie. Cette loi, datée du 23 août 1884, signée et promulguée par le Tsar en dépit du conseil de l'Empire qui y était opposé, constitue un progrès considérable dans le sens libéral : elle assure l'indépendance des professeurs et celle des étudiants, garantit aux premiers le droit d'enseigner librement et aux seconds leur pleine indépendance dans le choix des cours qu'il leur plaît de suivre.

Depuis ce jour, la réforme de l'instruction publique se poursuit, en descendant des hauteurs de l'enseignement supérieur à la diffusion des lumières dans le peuple, sous la direction et le contrôle incessant d'une volonté ferme, pénétrée des droits de ce peuple et attentive à tous ses besoins.

L'industrie n'est pas oubliée. Les primes à l'exportation encouragent l'exploitation du pétrole, du naphte et de la houille. La ligne de Bakou à Batoum est établie : d'immenses voies ferrées rattachent au centre de l'Empire les provinces les plus éloignées. L'oasis de Merv, à peine conquise, est reliée à la mer Caspienne par un chemin de fer. Le réseau des postes et télé-

graphes est doublé, l'industrie sent son expansion protégée dans toutes les branches par la sollicitude éclairée du gouvernement; l'enseignement de l'économie politique est rendu obligatoire dans les universités réformées et modernisées.

La sollicitude de l'Empereur s'est arrêtée d'une manière toute particulière sur la classe ouvrière. La législation qu'il a promulguée pour régler le travail des ouvriers dans les fabriques et dans les mines est une des plus progressives et des plus humanitaires du monde. Prévenant certains peuples qui se targuent volontiers d'être plus avancés que la Russie dans la voie du progrès social, dès 1890, il édictait une loi qui réglementait le travail des femmes et des enfants dans les fabriques, qui limitait les heures de travail et les réduisait dans une notable proportion. Ces nouveaux règlements étaient applicables à la petite comme à la grande industrie. Une législation, en rapport avec les dernières prescriptions de la science et de l'hygiène, a été promulguée concernant l'emploi des chaudières et des machines à vapeur.

## III

### CULTES

Aucune nation, je crois, ne réunit, sur le sol du continent européen, des sectateurs d'un plus grand nombre de cultes différents. Toutes les religions sont professées dans l'empire moscovite, du chamanisme à l'islamisme, de l'orthodoxie grecque au luthéranisme, du catholicisme au boudhisme. Toutes y coexistent en liberté. Il suffit de remonter la Perspective Newski des quais de la Néwa jusqu'au palais d'Été pour constater, par la multiplicité des églises et des temples qui y sont publiquement ouverts et la diversité des cultes qui sont pratiqués dans ces édifices, que la tolérance religieuse est depuis longtemps enracinée en Russie.

Il est difficile de retenir un sourire quand on entend certains politiciens ou certains publicistes ignorants se récrier à la pensée de con-

tracter une alliance avec une puissance qui ne sait pas respecter chez elle la tolérance en matière religieuse. Si on leur demandait d'accorder aux cultes reconnus en France, au culte catholique par exemple, la moitié des libertés, notamment en matière économique, que les orthodoxes accordent aux cultes dissidents, ils se récrieraient encore davantage et opposeraient un refus catégorique en se retranchant derrière le danger de laisser se reconstituer les biens de main-morte. Chacune de ces églises, en effet, catholiques ou autres, chacun de ces temples, évangéliques ou luthériens, est propriétaire de vastes îlots de maisons attenant à l'édifice religieux et constituant au profit du culte qui y est pratiqué un revenu considérable. Les Russes, en effet, précisément parce qu'ils ont une foi ardente et profonde, sont très respectueux des autres cultes, pourvu que les adhérents de ces cultes montrent à l'égard de leur religion une égale déférence et qu'ils ne les inquiètent pas dans leurs croyances par un prosélytisme indiscret.

Mais les questions confessionnelles sont rarement des questions simples; lorsqu'elles donnent lieu à des difficultés avec le pouvoir civil, c'est presque toujours qu'elles se compliquent

de questions politiques et plus souvent encore de questions de nationalité. Lorsqu'un peuple est soumis à la domination d'un autre peuple qui, au moins dans sa majorité, ne pratique pas la même confession religieuse, l'exercice du culte devient pour le vaincu comme une manifestation qui ne peut être supprimée de son ancienne individualité ; les temples sont un lieu de ralliement, les pratiques extérieures un signe de reconnaissance, les prédications du prêtre une exhortation à la conservation fidèle du souvenir du passé et de l'espoir dans l'avenir. Dès lors, les rapports entre les représentants de la puissance civile et les autorités spirituelles deviennent aisément tendus, facilement ils s'aigrissent et souvent des conflits s'élèvent très funestes et malaisés à apaiser. Les vaincus ne manquent pas alors de crier à la persécution religieuse. Ils sont dans leur rôle et de bonne foi peut-être, mais, en réalité, les mesures prises par le gouvernement, quelque rigoureuses qu'elles puissent être ou paraître, n'ont souvent pour but que de sauvegarder les droits de la Puissance civile.

Alexandre III a eu fréquemment de ces conflits à apaiser, de ces difficultés à régler et les décisions qu'il a dû prendre ne lui ont certes été

dictées que par le sentiment réfléchi de ce qu'il devait à son peuple et à la sauvegarde du pouvoir suprême créé pour sa défense; elles n'en ont pas moins été présentées par certains publicistes comme des empiétements sur les droits sacrés de la religion et sur la liberté de conscience.

La Pologne est certainement la terre la mieux préparée qui se puisse rencontrer pour l'éclosion de ce genre de conflits. Aussi y ont-ils été de tout temps très fréquents et souvent terribles et sanglants. La Pologne, en effet, a nourri longtemps l'espoir de constituer une grande puissance slave catholique en opposition avec la grande puissance slave orthodoxe, pour la contenir d'abord et l'asservir ensuite. Le sort a trahi son courage et c'est elle qui, après des alternatives de fortune, a subi les rigueurs de la défaite et l'horreur du partage. Néanmoins les ordres réguliers militants ont avec peine renoncé à en faire le boulevard de leurs tentatives de retour offensif contre l'orthodoxie. Dans toutes les tentatives de soulèvement de la Pologne, dans toutes ces luttes qui ont ensanglanté son beau territoire, si bien fait pour refleurir par les travaux de paix, il est impossible de ne pas apercevoir leur main, et ils ont souvent entraîné tout ou partie du

clergé séculier avec eux. De là, une situation extrêmement délicate et tendue et qui exige de constants ménagements.

Alexandre III a mis une grande habileté en même temps qu'un grand esprit de concorde et de modération à détendre ces rapports entre le pouvoir civil et le haut clergé polonais en même temps qu'avec les ordres religieux. Il a obtenu d'importants résultats que le temps ne va pas tarder à consolider et à compléter. Il a été puissamment aidé, dans cette œuvre également bienfaisante et pour l'Église et pour l'État, par le génie avisé et conciliant de Léon XIII. Les relations entre le Saint-Siège et la cour impériale de Russie à la suite des derniers mouvements de la Pologne où l'archevêque de Varsovie s'était compromis, avaient été interrompues. Elles ont été renouées, elles ont même été rétablies sur un pied de rapprochement et d'intimité plus grand que par le passé. La Russie a pour la première fois placé auprès du Saint-Siège un envoyé diplomatique à titre permanent; ce diplomate n'exerce encore, il est vrai, qu'une mission officieuse, mais très importante, et qui a déjà donné des résultats appréciables et heureux. Grâce à l'habile intervention de M. Iswolski, toutes les difficultés

pendantes ont été aplanies et l'apaisement religieux a hâté et facilité l'extinction progressive des troubles locaux qui agitaient périodiquement les populations catholiques. L'amnistie a été accordée aux évêques polonais, l'archevêque de Varsovie a été autorisé à remonter sur son siège; enfin, le Tsar a, pour la première fois, octroyé à ses sujets la permission de quitter l'Eglise grecque pour entrer dans l'Eglise romaine.

Nous ne voulons pas aborder ici l'idée qui préoccupe certains penseurs, en Russie comme à Rome, d'une fusion possible entre l'Eglise orthodoxe grecque et l'Eglise catholique romaine. Parties de la même origine, professant essentiellement les mêmes dogmes, séparées par des questions de discipline ecclésiastique, des nécessités de politique temporelle, ces deux grandes Eglises sont-elles destinées à rentrer un jour dans le même giron? Nous l'ignorons; mais ce que nous savons, c'est combien la politique française en Orient, et même dans le monde entier, est intéressée à ce qu'elles marchent, autant que possible, d'accord et qu'unies, car elles ne le peuvent plus déjà séparées, elles fassent face à l'absorption du monde entier par l'hégémonie protestante

dont les forces s'accroissent sans cesse par les conquêtes de l'Allemagne, par les usurpations de l'Angleterre et par le développement prodigieux et en richesse et en force de la grande républicaine américaine.

Il faut avoir la cécité profonde des honorables députés qui demandent chaque année, avec une persévérance nullement digne d'un meilleur sort, la suppression de l'ambassade de France auprès du Vatican, pour croire que, parce qu'un certain nombre de nos circonscriptions électorales, urbaines ou même rurales si l'on veut, ont envoyé siéger au Parlement français des représentants se proclamant libres-penseurs ou athées, la question religieuse a cessé d'être un des agents dont l'influence est la plus permanente et la plus puissante sur le caractère et la nature des rapports internationaux, tant en Afrique et en Asie que dans l'Europe elle-même, tant dans le nouveau monde que dans l'ancien. Il faut une grande ignorance de ce qui se passe hors de France, pour supposer qu'il est sans intérêt pour la conservation et le développement de notre influence séculaire dans l'Orient méditerranéen, que, pour la protection des intérêts tant spirituels que temporels dont nous avons la sauvegarde tradition-

nelle, il nous soit indifférent d'avoir contre l'action évangélique et protestante chaque jour plus envahissante, dominatrice et exclusive, le concours de l'orthodoxie, ou si nous devons voir cette force se joindre à celles qui tendent à nous éliminer.

Pas plus contre l'une des nombreuses sectes protestantes qui existent ou qui peuvent s'implanter sur toute l'étendue de son vaste empire, que contre la religion catholique, Alexandre III ne nourrit aucun sentiment d'animosité. Il ne demande pas mieux que d'accorder à tous ces cultes le bienfait d'une égale protection. Mais dans les provinces baltiques, la question luthérienne est, comme en Pologne la question catholique, sortie du domaine purement spirituel pour entrer dans le domaine de la politique. Comme nous avons eu l'occasion de le dire dans l'exposé historique qui précède ce travail, le peuple et la petite bourgeoisie de ces provinces sont d'origine finnoise ou slave et rattachés de cœur à l'empire russe, mais l'aristocratie, la haute bourgeoisie, les dignitaires du clergé luthérien, sont d'origine germanique. Leurs traditions, leurs goûts, leurs sympathies mal dissimulées les portent vers l'Allemagne. Ces tendances se sont surtout accentuées lors

de l'application des lois d'Alexandre II portant émancipation des classes laborieuses des campagnes et abolition des derniers vestiges du servage antique. Ces lois ont rencontré de la part des représentants de l'ancienne féodalité allemande sur les rives de la Baltique, plus de résistance que dans toutes les autres provinces de l'Empire. Il a fallu apporter à leur application des atermoiements et des atténuations dont le besoin ne s'est pas fait sentir ailleurs. Un sourd mécontentement s'est manifesté, qui a pris d'autant plus d'importance et d'audace que l'Allemagne devenait plus puissante et plus arrogante dans ses triomphes. Bientôt, sous différents prétextes industriels ou agricoles, de véritables colonies allemandes sont venues s'implanter sur la frontière occidentale de l'empire russe. On y affectait de ne plus faire usage que de la langue allemande, on y affichait des doctrines séparatistes et les jeunes gens appartenant aux classes de la réserve de l'armée allemande, y faisaient, sur le territoire russe, l'exercice sous la direction d'officiers instructeurs de l'armée allemande. Le gouvernement de Saint-Pétersbourg fut obligé de sortir de sa longanimité. Des lois furent édictées pour empêcher les étrangers de s'emparer du sol

russe sur les confins occidentaux de l'empire, et d'opérer, en pleine paix, le démembrement de ses provinces. C'était une mesure de sécurité nationale, à laquelle il semblait que les gouvernements voisins, si leurs intentions avaient été pures, sincères et loyales, n'avaient qu'à applaudir, sauf à prendre de leur côté, s'ils avaient éprouvé les mêmes appréhensions, des mesures analogues. Tout au contraire, le gouvernement allemand s'est attaché à paralyser l'effet des mesures de préservation adoptées par le gouvernement russe, en permettant à ses sujets de les éluder. La nouvelle loi russe portait que, pour acquérir et conserver dans certains territoires spécifiés des biens immeubles, pour exercer certaines industries, certains commerces déterminés, il fallait être ou se faire naturaliser Russe. M. de Bismark s'empressa d'édicter une loi, aux termes de laquelle l'Allemand qui se serait fait naturaliser sujet russe dans le but d'acquérir ou de posséder des immeubles, d'exercer un commerce ou une industrie sur le territoire moscovite, conserverait, nonobstant cette naturalisation, l'intégralité de ses droits de citoyen allemand, et ne serait tenu à l'exécution des obligations qui naissent de la qualité de sujet germanique,

notamment en ce qui concerne le service militaire, que dans la mesure où l'application de la législation nouvellement promulguée dans l'empire voisin lui en laisserait la liberté. Il n'était pas possible d'avouer plus cyniquement que les prétendus colons n'étaient que les éclaireurs de l'armée allemande et que la possession du sol en leurs mains n'avait pour but que de préparer l'envahissement et le morcellement de la patrie moscovite.

Dans ces conditions, une mesure de salut public s'imposait au gouvernement russe : procéder à une assimilation plus complète des provinces baltiques, jusqu'alors plus ou moins réfractaires au sentiment national, y disperser et y éteindre tous les foyers de germanisme. Le clergé luthérien se constitua un des appuis de la résistance à ce mouvement et engagea le conflit où il perdit quelques-unes de ses prérogatives antérieures, qui, dans un pays comme le nôtre, ami de l'égalité, auraient depuis longtemps été supprimées comme inacceptables et abusives. Immédiatement, il se mit à crier à la persécution ; c'est l'usage invariablement suivi en pareille occurrence. Ce qui nous a surpris et ce qui a été vraiment extraordinaire et anormal, c'est que ces clameurs intéressées aient

trouvé un certain écho jusqu'en France. A nous autres Français, il doit nous être parfaitement égal que les sujets du Tsar aillent au prêche ou à la messe, mais il ne saurait être indifférent à un Français qui a au cœur l'amour de la patrie, que la Russie soit dépossédée des rives de la mer Baltique au profit de l'Allemagne, et rejetée vers l'ouest pour n'être, suivant le vœu de M. de Bismark, qu'un empire asiatique.

Ces considérations nous amènent à aborder une question dont on a aussi voulu faire une question confessionnelle, quoiqu'elle n'eût en réalité aucun rapport avec la religion. Nous avons assisté au spectacle, certes attristant et pénible, de l'exode d'un certain nombre de Juifs qui ont quitté leur pays d'origine pour aller chercher fortune sur d'autres rivages. Des voix intéressées se sont élevées immédiatement pour crier à la persécution des Juifs. Il suffit pourtant de voyager en Russie, de traverser notamment les gares des provinces de la Pologne et de celles qui y confinent pour constater que les Juifs n'y sont nullement molestés et qu'ils continuent, en toute quiétude, à y exercer leur petit mais lucratif négoce et à justifier le proverbe russe : « Le chrétien exploite la terre et le Juif exploite le chrétien. » Exposons la réalité



S.A.I. LA GRANDE DUCHESSE XÉNIE

des faits. La législation ne permet pas au Russe, qu'il soit juif ou chrétien peu importe, de quitter la province où il est né, et d'aller s'établir dans une autre province sans une autorisation du gouvernement. Encore cette autorisation n'est-elle d'abord que provisoire, et pour une année. Elle ne devient définitive que, lorsque l'émigrant justifie par le paiement, dans son nouveau lieu de résidence, d'une contribution, guild ou patente, qu'il y a fondé un établissement durable. De plus, celui qui paie une guild importante, de première ou de seconde classe, par exemple, a le droit d'appeler auprès de lui un nombre de ses compatriotes fixé et déterminé par la loi, pour l'aider dans l'exercice de son industrie.

Cette réglementation peut nous paraître, en France, minutieuse et tracassière, mais elle a sa raison d'être, dans la Russie, dont la grande mission historique consiste précisément, dans l'intérêt de la civilisation européenne, de la paix et de la sécurité de notre continent, à retenir et à fixer sur le sol des peuples nomades par tradition, par atavisme et par instinct naturel. Ce n'est pas une œuvre facile et ce n'est pas trop pour la réaliser de l'application persévérante et continue d'une législation éner-

gique, comme il faut la construction de digues puissantes pour fixer les grèves de la mer.

Par suite de la négligence ou de la complicité intéressée de certains gouverneurs, les Juifs étaient arrivés à se soustraire à l'exécution de cette législation. Ils avaient déserté les provinces où il leur fallait cultiver la terre pour envahir les provinces plus riches où ils se livraient à la pratique de l'usure. Ils se faisaient admettre dans la province comme attachés à la personne, au commerce ou à l'industrie de tel ou tel riche patentable israélite ; en vérité, ils ne vivaient que de la spoliation du malheureux moujick, qu'ils subjuguaient en cultivant et développant à leur profit ses instincts vicieux. Ainsi, en consultant le registre de la police de certaine ville, on découvrait que tel ou tel gros patentable avait nominalement à son service quarante cochers, cent cuisiniers, et le reste à l'avenant. L'opinion publique exigeait que le gouvernement intervînt et ramenât les israélites au respect de la loi observée par les chrétiens. Il faut avouer que ce n'était pas sans motif. Les campagnes étaient ruinées et se dépeuplaient, la situation de la population ouvrière des villes n'était pas moins critique. On ne se rend pas compte facilement en occident de l'effet

dévastateur de l'usure juive chez les populations des campagnes en Orient. Le Juif arrive dans un village, il ouvre immédiatement un cabaret. Le moujick ne peut résister à sa passion pour l'alcool. Il entre et consomme. Le Juif lui dit : « Frère, cela te gêne de me payer. Je vais t'ouvrir un crédit et tu me payeras quand tu auras fait ta récolte de foin. » Le moujick accepte cette proposition séduisante et, à sa suite, il amène ses amis chez le prêteur obligeant. Le temps se passe et bientôt la saison de couper les foins arrive. L'israélite présente alors sa note. Le moujick se désespère, s'arrache les cheveux : le prix de toute la récolte ne couvre pas la moitié de la dépense qu'il a faite. « Frère, je veux te venir en aide, dit le Juif; j'ai un frère qui accepte de prendre toute ta récolte pour le prix que tu me dois; mais tu lui livreras tout ton foin sans en rien distraire. » Le moujick se croit sauvé, remercie son bienfaiteur et livre consciencieusement tout son foin sans en rien retirer. Le lendemain, il arrive chez le marchand de boisson plus désespéré que jamais. « Frère je suis perdu, s'écrie-t-il, si tu ne me viens encore en aide. Je n'ai plus rien pour nourrir mes vaches et mon cheval. Ils vont mourir de faim, et moi avec eux. Obtiens, je t'en prie, de

mon acquéreur qu'il me laisse une partie de mon foin, je le paierai très prochainement et au prix qu'il voudra. — Cela, frère, m'est impossible. Mais il est une chose que je puis faire pour te sauver. J'ai un ami qui achètera ton cheval si tu veux, et tes vaches et tous tes animaux. » Le moujick, réduit à vendre ou à laisser mourir son bétail, cède ses animaux à vil prix, et le surlendemain, il abandonne l'isba paternel et s'expatrie.

Alexandre III, qui a été surnommé et à bon droit « l'Empereur des paysans », pouvait-il tolérer la continuation de cet état de choses? L'aurait-il voulu, la passion populaire l'aurait-elle permis et n'aurait-elle pas exercé contre les Juifs de fâcheuses et peut-être sanglantes représailles? Il a fait sommer les Juifs en contravention avec les édits, de réintégrer leurs provinces d'origine et de s'y remettre au travail de la terre. Habitués à vivre de fainéantise, d'usure et d'exploitation des vices d'autrui, ceux-ci ont refusé et ont opté pour l'exil. Ils ont émigré. Il n'y a là que l'exécution d'une mesure de police qui n'a aucun rapport avec la liberté de conscience et qui ne porte pas atteinte au respect dû à la foi religieuse des populations, quel que soit le culte auquel elles appartiennent.

FORCES MILITAIRES

## IV

### L'ARMÉE RUSSE

Nous avons annoncé plus haut ce chapitre spécialement consacré aux forces militaires de la Russie. Il ne se passe pas de semaine que les journaux, tant ceux de l'étranger que les nôtres, ne nous offrent, sous l'empire d'une menace de conflit plus ou moins fondée, le tableau des forces respectives des grandes puissances appelées à figurer dans la lutte. Ici, et sans subir les mêmes préoccupations, c'est plus qu'un tableau de l'armée russe que nous offrons à nos lecteurs; c'est l'étude scrupuleuse et complète qu'appelle notre ouvrage, étude due à la plume d'un spécialiste, d'un maître en la matière, le regretté général Thoumas. Cet important et remarquable travail date de 1891; son éminent auteur s'y appuya sur des notes quasi officielles, dues qu'elles étaient à l'obli-

geance du savant attaché militaire de Russie à Paris, le général Frédéricks, dont nous avons dit ailleurs les mérites et la place qu'il s'est faite dans les sympathies parisiennes et dans l'estime des chefs de notre armée.

La puissance militaire d'une nation dépend de son mode de recrutement, de l'effectif de ses combattants, de l'organisation de son armée, de la valeur de ses cadres à tous les degrés de la hiérarchie, de l'instruction de ses troupes et par-dessus tout de la force morale de ses soldats. Il n'est pas un pays dont le système de recrutement n'ait subi dans ces dernières années des modifications radicales, il n'en est pas un où l'effectif des combattants à mettre en ligne n'ait été augmenté dans une énorme proportion, pas un où l'organisation de l'armée n'ait été, à la suite d'études approfondies, l'objet d'une transformation complète, pas un enfin où les perfectionnements apportés à l'armement n'aient eu pour conséquence des progrès considérables dans l'instruction des troupes. Quant à la force morale d'une armée, elle est intimement liée à la force morale de la nation elle-même; les mœurs militaires sont la résultante d'influences nombreuses et souvent contradictoires; et le même effet, suivant le milieu où il se produit,

peut être dû à des causes très diverses. A cet égard certaines armées sont restées fidèles à leur passé; d'autres, s'il est permis de s'exprimer ainsi, ont fait peau neuve et, sans perdre absolument leur caractère personnel, en sont venues à manifester sous des formes nouvelles leurs qualités distinctives.

Telle n'est pas l'armée russe, restée croyante, soumise à Dieu et à l'Empereur, disciplinée de naissance et d'habitude. La Russie, protégée contre les atteintes d'un Charles XII et d'un Napoléon par l'immensité de son territoire et la rigueur de son climat, a depuis longtemps pesé par la force des armes sur les destinées de l'Europe, mais sans proportionner toutefois sa puissance militaire à l'étendue de son territoire et au chiffre de sa population. Ses armées, instruments redoutables dans la main énergique d'un Souvarov ou sous la direction patiente d'un Kutusov, ont souvent péché par le nombre et l'éloignement. Avertie par l'expérience et par l'histoire, admirablement guidée par l'énergie de son souverain, servie comme à souhait par une élite incomparable d'hommes de guerre et d'administrateurs, la Russie, depuis le jour où les événements de 1870-1871 ont détruit l'ancien équilibre de l'Europe, s'est

résolument mise à l'œuvre pour élever sa puissance matérielle à la hauteur de sa force morale. Tout d'abord elle est entrée par les lois du 1er janvier 1874 et du 11 novembre 1876 dans la voie du service obligatoire à durée réduite en temps de paix. Antérieurement à ces lois, le service militaire durait vingt-cinq ans. Chaque commune dans sa circonscription, chaque seigneur dans ses domaines, désignait arbitrairement, d'après les chiffres fixés par l'autorité supérieure, les jeunes gens de vingt ans appelés à être soldats. Naturellement ce choix ne portait ni sur les meilleurs sujets, ni sur les ouvriers les plus habiles. Il fallait à une armée recrutée de la sorte une discipline impitoyable.

Aujourd'hui, et d'après les dispositions les plus récemment édictées, le service est obligatoire pour tout sujet russe, depuis l'âge de vingt ans jusqu'à celui de quarante-trois ans révolus. Sont dispensés de droit les membres du clergé des différentes confessions chrétiennes; la loi, très large, étend cette dispense pour le temps de paix à de nombreuses catégories. Tous les jeunes gens âgés de vingt ans accomplis, non dispensés et reconnus aptes au service militaire, concourent par un tirage au sort à former dans l'ordre des numéros et dans la proportion fixée

chaque année par le gouvernement, la liste du contingent : *les volontaires* engagés avant le tirage au sort et soumis à un régime spécial sont compris sur cette liste, en dehors de laquelle comptent les hommes affectés à la marine.

Les jeunes soldats n'étant appelés que dans le courant de l'année où ils atteignent l'âge de de vingt et un ans, la durée du service, pour le contingent, est effectivement de cinq ans dans l'armée active, treize ans dans la réserve et quatre ans dans la milice, mais les renvois dans la réserve après quatre, trois, deux et même un an de service sont, comme nous le verrons, très fréquents pour les hommes ayant fait preuve d'une certaine instruction. L'instruction est également la condition nécessaire pour être admis au nombre des volontaires, parmi lesquels se recrutent presque tous les sous-officiers et la plus grande partie des officiers. Tous les hommes libérés du service actif soit par anticipation, soit à l'expiration de leurs cinq années, sont classés dans la réserve ; les uns et les autres, lorsqu'ils ont accompli leur dix-huitième année de service, passent dans la milice ou *opoltchénié*. L'opoltchénié comprend, en outre, tous les hommes qui n'ont pas été

compris dans les contingents annuels et qui sont aptes au service militaire. Les hommes de la milice, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, prennent le nom de *ratniks*. Ils sont partagés en deux bans. Le premier ban comprend tous les hommes provenant de l'armée active et ceux des dispensés qui, n'étant pas soutiens indispensables de famille, sont reconnus absolument propres au service. Il sert à renforcer et à ravitailler en temps de guerre les troupes de l'armée active et à former certains corps de milice; le deuxième ban n'est employé qu'à former des corps spéciaux de milice; il comprend les soutiens de famille et les hommes qui ne sont pas physiquement dans l'impossibilité absolue de servir.

La loi de 1874 ne devait avoir reçu son exécution complète qu'en 1894 : l'effectif total des hommes susceptibles de faire partie de l'armée russe devait atteindre, dans les conditions posées par cette loi, le chiffre de 9 millions. Les mesures adoptées depuis lors porteront ce chiffre à plus de 11 millions, mais dans le total figurent un très grand nombre d'hommes n'ayant reçu aucune instruction militaire (près de 8 millions). Pour remédier à cet état de choses et combiner les exigences de l'instruc-

tion militaire avec celles du budget, on fait, comme nous l'avons dit, un large emploi des renvois anticipés. L'effectif budgétaire est de 740.000 hommes, non compris les officiers ; le contingent annuel s'élève depuis quelques années à plus de 250.000 hommes ; le total de cinq classes s'élève donc à près de 1.300.000 hommes y compris les engagés et les Cosaques. Pour faire disparaître l'excédent, on libère les contingents après quatre ans de service au lieu de cinq, et on renvoie après un an de service les soldats les plus instruits. Il est même sérieusement question de réduire à deux ans la durée du service actif. On a du reste adopté pour la réserve et pour la milice le système des exercices périodiques. Déjà, en 1890, 80.000 miliciens du premier ban ont été ainsi exercés.

Les obligations militaires des Cosaques, qui représentent une population d'environ 27 millions d'âmes, sont réglées par une loi particulière datant de 1875. Tous les hommes valides doivent le service militaire de dix-huit à trente-huit ans : ils s'habillent, s'équipent et se montent à leurs frais. La durée totale du service est partagée en trois périodes : savoir trois années de préparation, douze d'activité et cinq de réserve. La période d'activité est elle-même

partagée en trois *tours*, de quatre ans chacun. Tous les Cosaques du premier tour sont présents sous les drapeaux; les Cosaques du second tour, rentrés dans leurs foyers, doivent avoir au complet leurs effets et leurs chevaux. Ceux du troisième tour n'ont pas de chevaux. L'effectif des troupes cosaques sur le pied de paix est d'environ 53.000 hommes et 2.000 officiers : il s'élèverait sur le pied de guerre à 254.000 soldats, tous complètement instruits, dont 154.000 environ encadrés dans les régiments des 1er, 2e et 3e tours.

La Finlande, formant sous la souveraineté de l'Empereur un État distinct, a ses obligations militaires spéciales, réglées par une loi du 1er juin 1881 à vingt-trois ans de service, dont trois ans d'activité, cinq de réserve, et quinze de milice.

Ce qui caractérise l'organisation militaire de la Russie, c'est : 1° la coexistence de troupes régulières et de troupes irrégulières; 2° la distinction nettement établie entre les troupes actives et les troupes de réserve; 3° la constitution d'une armée dite d'Europe, indépendante des forces destinées à garder les immenses territoires de la Russie d'Asie et leurs vastes frontières.

Dans cet ordre d'idées l'infanterie comprend : des troupes actives régulières, des troupes de réserve, des troupes irrégulières, des troupes de dépôt, des troupes de frontière et locales.

L'infanterie régulière comprend elle-même sur le pied de paix : 12 régiments de la garde, 16 régiments de grenadiers, 165 régiments d'infanterie et 78 bataillons de chasseurs à pied, dont 4 de la garde.

Les 12 régiments d'infanterie de la garde, désignés par des noms qui sont restés célèbres dans l'histoire militaire de la Russie, ont pour chefs titulaires des princes de la famille impériale ou des souverains étrangers. L'Empereur est le chef de six de ces régiments. Les deux plus anciens, *Préobrajenski* (Transfiguration) et *Séménovski*, remontent à l'année 1683. Préobrajenski a le privilège de monter la garde à la porte de la chambre du Tsar; pour ce motif, les Juifs sont rigoureusement exclus de ses rangs. Viennent ensuite : *Ismaïlovski* (1730); le régiment de *chasseurs;* le régiment de *Moscou;* le régiment de *grenadiers*, *Pavlovski,* portant encore en grande tenue la coiffure en forme de mitre qui lui a été donnée par Paul Ier; les régiments de *Finlande*, de *Lithuanie*, de *Volhynie*, des *grenadiers de Keksholm*, des

*grenadiers de Saint-Pétersbourg*. Ces trois derniers forment la *jeune garde ;* les autres appartiennent à la *vieille garde*.

Les régiments de grenadiers sont numérotés de 1 à 16 et portent, en outre, des noms de villes et de provinces n'ayant aucun rapport avec les noms de leurs garnisons actuelles ou de leurs circonscriptions de recrutement. La plupart de ces régiments ont pour chefs titulaires des princes russes et étrangers ou des généraux illustres, tels que Souvarov, Barclay de Tolly, Totleben. L'Empereur est chef du premier régiment (d'Ekaterinoslav).

Les régiments d'infanterie sont numérotés de 1 à 165 (le 165ᵉ est de création récente) : ils sont, en outre, désignés par des noms, comme les régiments de grenadiers : on voit figurer parmi leurs chefs titulaires l'Empereur, pour les 52ᵉ et 145ᵉ régiments (Sofia et Novo-Tcherkask), le grand-duc héritier et ses frères, les grands-ducs frères, oncles et cousins de l'Empereur, la grande-duchesse Marie Pavlovna, belle-sœur de l'Empereur, la grande-duchesse Viéra, sa cousine, le roi des Hellènes, l'archiduc Louis-Victor et l'archiduc Albert d'Autriche, les généraux Voronsov, Gortchakov, Paskievitch, Bariatinski, etc. Tous les régi-

ments d'infanterie, y compris la garde et les grenadiers, sont à 4 bataillons ; chaque bataillon est de 4 compagnies.

Les 78 bataillons de chasseurs à pied forment 12 brigades, dont 1 de la garde, à 4 bataillons ; 5 de la ligne, comprenant chacune 4 régiments de 2 bataillons chaque ; 1 du Caucase ; 1 du Turkestan ; 2 de la Transcaspienne, chacune à 4 bataillons ; 2 de la Sibérie orientale, à 5 bataillons. 8 bataillons finnois restes indépendants ; enfin il existe en Crimée une compagnie de chasseurs.

En résumé, l'infanterie active compte, sur le pied de paix à la date du 1er juin 1891, 48 bataillons de la garde, 64 de grenadiers, 660 d'infanterie de l'armée et 78 de chasseurs : soit, en tout, 850 bataillons, plus 1 compagnie. Chaque régiment comprend, outre ses 4 bataillons, un groupe de 65 hommes, appelés *chasseurs francs*, et réservés pour les missions pénibles ou dangereuses. L'effectif d'un bataillon d'infanterie, sur le pied de paix, est de 447 hommes, dont 18 officiers ; celui d'un bataillon de chasseurs est de 625 hommes, dont 19 officiers. L'effectif total de l'infanterie active et régulière, sur le pied de paix, est d'environ 17.500 officiers et fonctionnaires

classés ou assimilés (aumôniers, médecins, vétérinaires, etc.), et de 412.000 sous-officiers et soldats.

Il n'existe pas de troupes de dépôt sur le pied de paix.

Les troupes de réserve, qui sont une des institutions caractéristiques de l'armée russe, comprennent, sur le pied de paix :

1° Dans la Russie d'Europe : 12 régiments-cadres, à 2 bataillons chaque, portant les nos 166, 167, 168, etc., à la suite des régiments actifs, ce qui présage évidemment une transformation prochaine ; 24 bataillons-cadres, à 6 compagnies, et 45 bataillons-cadres, à 5 compagnies, soit 93 bataillons ou 465 compagnies.

2° Dans le Caucase : 6 régiments à 2 bataillons et 12 bataillons indépendants.

3° Dans la Russie d'Asie : 7 bataillons indépendants.

Soit, en tout, 124 bataillons de réserve, d'un effectif total d'environ 3.500 officiers et fonctionnaires et 63.000 soldats.

Les troupes frontière comprennent, sur le pied de paix, 35 bataillons, dont 20 du Turkestan, 8 de la Sibérie occidentale, 9 de la Sibérie orientale : les troupes locales ne consistent plus qu'en simples détachements. Le tout com-

prend 860 officiers et 26.000 sous-officiers et soldats ; à quoi il faut encore ajouter environ 6.000 hommes de troupes irrégulières et cosaques. Ce qui donne, en chiffres ronds et approximatifs, pour l'effectif de paix de l'infanterie russe, 22.000 officiers et fonctionnaires classés et 516.000 sous-officiers et soldats. Dans ce total n'est pas comprise l'infanterie de forteresse qui compte un régiment-cadre de 2 bataillons de 5 compagnies et 26 bataillons-cadres de 5 compagnies.

En passant sur le pied de guerre, les troupes de l'armée active ne subissent d'autre changement qu'une augmentation d'effectif, par suite du versement des réservistes. Toutefois, la compagnie de chasseurs de Crimée se transforme en un bataillon, ce qui porte le nombre des bataillons à 851, d'un effectif de 1.000 hommes chacun.

Au moment de la mobilisation il est formé, pour chacun des régiments d'infanterie de la garde, des grenadiers et de l'armée, ainsi que pour chaque brigade de chasseurs à l'exception de celles du Turkestan, de la Sibérie orientale et de la Transcaspienne, un bataillon de dépôt, à l'effectif de 1.000 hommes.

Ces bataillons sont organisés avec des cadres

empruntés en partie aux bataillons de l'armée active, en partie aux troupes locales et à la réserve.

Les troupes de réserve subissent au même moment une transformation complète. Chaque régiment-cadre forme un régiment à 4 bataillons : chaque bataillon-cadre à 6 compagnies forme un régiment de 4 bataillons et 2 bataillons indépendants. Chaque bataillon-cadre à 5 compagnies forme un régiment de 4 bataillons et 1 bataillon indépendant : toutefois le régiment formé par le bataillon d'Arkhangel n'a que 2 bataillons. C'est donc un total de 80 régiments à 2 bataillons, 1 régiment à 2 bataillons et 93 bataillons indépendants, soit 415 bataillons. Les troupes de réserve du Caucase fournissent 20 régiments à 4 bataillons et 22 bataillons indépendants, soit 102 bataillons; enfin la Russie d'Asie porte à 25 le nombre de ses bataillons de réserve.

Quant aux troupes locales et de frontière, elles ne subissent qu'une légère augmentation. L'infanterie de forteresse donne à la mobilisation 27 régiments de 2 bataillons, dont 2 pour le Caucase. En tenant compte des troupes d'escorte et des formations de la milice, l'infanterie russe, sur le pied de guerre, compte, en

chiffres ronds : 40.000 officiers et fonctionnaires et 2.100.000 sous-officiers et soldats. Toute cette infanterie a le même armement. C'est encore le fusil Berdan, modèle 1870, du calibre de 10mm,60, avec baïonnette triangulaire. La Russie s'est montrée longtemps rebelle à l'adoption d'un fusil de petit calibre à répétition. Un modèle a été enfin adopté et la fabrication est commencée. Un crédit de 42 millions était inscrit à cet effet au budget de 1890; un autre crédit de 80 millions figure au budget de 1891. La production de la poudre sans fumée a été installée sous la direction d'un ingénieur des poudres et salpêtres, mis à la disposition de la direction de l'artillerie russe par le gouvernement français.

Les régiments d'infanterie active sont embrigadés et endivisionnés dès le temps de paix. Les 12 régiments de la garde forment 3 divisions dans la composition desquelles ils entrent par ordre d'ancienneté : les 16 régiments de grenadiers forment de même, dans l'ordre des numéros, 4 divisions, dont la quatrième (13e, 14e, 15e et 16e régiments) fait partie de l'armée du Caucase ; les 164 premiers régiments d'infanterie de l'armée, ou de ligne, sont groupés en 41 divisions, dans les mêmes conditions ;

le 165e a été récemment ajouté à la 2e brigade de la 11e division. Dans chaque division, les deux premiers régiments forment la première brigade, les deux autres la deuxième brigade. Les chasseurs à pied restent en dehors de l'organisation divisionnaire.

L'infanterie russe possède deux propriétés en apparence contradictoires, dont l'une, du moins, semble parfois faite pour nuire à l'autre. Cette infanterie est à la fois inébranlable dans la défense et pleine d'élan dans l'attaque. C'est d'elle qu'un adversaire illustre (est-ce Frédéric II ou Napoléon Ier ?) a pu dire qu'il fallait deux coups de fusil pour abattre un Russe, le premier pour le tuer, le second pour le mettre à terre. Leipzig, Sébastopol, Schipka ont démontré superlativement cette indomptable ténacité du fantassin russe. Quelle troupe dépassa jamais en héroïque opiniâtreté les grenadiers de Rajeski foudroyés à Wachau par la mitraille de l'artillerie de la garde de Napoléon, ou les braves qui défendirent Malakof lors de l'assaut du 8 septembre 1855, si ce n'est peut-être les soldats de Skolietov à la passe de Schipka du 21 au 24 août 1877 ? Pendant trois jours les régiments d'Orel et de Briansk (celui-ci survenu pendant le combat)

et cinq bataillons bulgares résistèrent aux attaques furieuses et incessantes de 40.000 Turcs commandés par Suleyman Pacha, marchant à la mort avec une persévérance indomptable et sans cesse relevés par des troupes fraîches. Les dernières réserves de la petite troupe russe étaient engagées, ses munitions étaient consommées, les soldats ne luttaient plus qu'à coups de pierre, les officiers, le désespoir dans le cœur, voyaient venir le moment de battre en retraite, quand soudain parut, le 23 au soir, Radetski avec un détachement de chasseurs amenés sur les chevaux des Cosaques : les défenseurs de Schipka étaient sauvés. Le lendemain matin arrivait la brigade des 13e, 14e, 15e et 16e bataillons de chasseurs, puis les régiments de Jitomir et de Podolie conduits par Dragomirov : les Russes purent alors prendre l'offensive, pour dégager la position, mais dans cette terrible lutte la brigade Skoliétov avait perdu 2.000 hommes, près de la moitié de son effectif : depuis trois jours elle n'avait pas eu un instant de repos. A peine les soldats avaient-ils pu manger, et l'eau leur manquait pour boire. La perte des Turcs fut évaluée à 5 ou 6.000 hommes.

Voilà l'infanterie russe dans la défense : qui

ne connaît, d'autre part, l'héroïsme déployé par Skobelev et ses troupes à l'attaque des Montagnes-Vertes, alors que les régiments de Vladimir et de Souzdal, les 9e et 10e bataillons de chasseurs, s'avançaient musique et tambours en tête, enseignes déployées, sous une pluie d'obus, de mitraille et de balles ! Les Turcs, postés derrière des retranchements, armés de carabines Winchester à répétition, avaient à côté d'eux, à portée de la main, de petites caisses en fer-blanc, contenant chacune 200 cartouches et dans lesquelles ils puisaient à volonté. Sous le feu roulant des Winchester, les Russes devaient descendre les revers boisés en face des redoutes, traverser la vallée et gravir la pente rapide. La violence du feu les arrêta au fond de la vallée ; le régiment de Revel d'abord, puis celui de Liebau, puis les 11e et 12e bataillons de chasseurs vinrent soutenir les premiers assaillants et Skobelev, le regard enflammé, entraînant du geste et de la voix tout ce qui l'approchait, communiquant aux colonnes d'assaut un irrésistible élan, pénétra enfin dans la redoute de Grivitza.

Deux écoles se sont formées en Europe pour la tactique de l'infanterie : l'une ne semble connaître que l'attaque à l'arme blanche ; le

perfectionnement des armes à feu paraît devoir donner raison à l'école opposée qui préconise l'action du tir et qu'on pourrait appeler l'école allemande. L'infanterie russe est restée fidèle à ses traditions : dans toutes ses attaques elle s'est rappelé la vieille maxime de Souvarov : « La balle est folle et la baïonnette est sage. » Souvarov est toujours son dieu, un dieu dont le général Dragomirov s'est fait le prophète. En 1880, c'est-à-dire après l'expérience de la guerre de 1877 et les assauts meurtriers de Plevna, le héros des Montagnes-Vertes, Skobelev disait dans un ordre du jour : « Il faut exprimer de l'artillerie tout ce qu'elle peut donner, mais bien mauvaise est la préparation d'une entreprise militaire qui n'a pas tenu compte de la nécessité de remplacer à la fin des fins le boulet et la balle par la baïonnette. Il ne faudrait pas cependant exagérer la doctrine de Souvarov qui lui-même a dit : « Tire peu, mais tire juste. » Peut-être le général Zukov, dans son *Histoire de la guerre de* 1877, a-t-il donné la note juste en posant comme règle pour la tactique de l'infanterie russe « une fusillade bien ajustée, puis un travail ardent à la baïonnette ».

Ce n'est pas seulement la tactique de com-

bat de l'infanterie qui donne lieu à des discussions animées. Le rôle de la cavalerie est l'objet de controverses au moins aussi vives. Et, chose singulière! la majorité des généraux russes semble professer au sujet de ce rôle une opinion opposée à celle qui prévaut chez eux pour l'infanterie et préconiser l'action du feu. Du moins il s'est manifesté depuis quelque temps en Russie une tendance à transformer l'action de la cavalerie, tendance absolument évidente, puisqu'elle a été traduite pratiquement par le remaniement complet auquel a été soumise l'organisation de l'arme. Avant 1882, la cavalerie régulière comprenait, outre 4 régiments de la garde cuirassés, des hussards, des uhlans et des dragons. Les uhlans étaient armés de la lance, que portaient également les Cosaques. L'organisation de 1882 a supprimé dans la cavalerie de la ligne les hussards, les uhlans et la lance; il n'y a plus que des dragons armés du sabre et du fusil à baïonnette. Le nombre des régiments de dragons est de 47 à 6 escadrons chacun, ce qui donne 282 escadrons. La garde comprend 4 régiments cuirassés à 4 escadrons et 6 autres régiments à 6 escadrons, soit en tout 52 escadrons qui, joints à ceux de la cavalerie de la

ligne, forment un total de 334 escadrons réguliers auxquels il faut ajouter une division de 2 escadrons des Tatars de Crimée et 2 *sotnias* ou escadrons du littoral (circonscription de l'Amour), soit en tout 338 escadrons.

Les 4 régiments portant cuirasse sont : 1° le régiment des *chevaliers-gardes de Sa Majesté l'Impératrice*, créé en 1799; 2° le régiment des *gardes à cheval*, dont l'Empereur est chef titulaire, créé en 1721; 3° le régiment des *cuirassiers de la garde de Sa Majesté l'Empereur*, créé en 1702; 4° le régiment des *cuirassiers de la garde de Sa Majesté l'Impératrice*, créé en 1704. Les 6 autres régiments sont les *uhlans de la garde*, dont le chef titulaire était hier encore le grand-duc Nicolas Nicolaievitch, qui vient de mourir; les *uhlans de l'Empereur;* les *grenadiers à cheval*, ayant pour chef le grand-duc Michel Nicolaievitch; les *dragons de la garde*, commandés par le grand-duc Wladimir, frère de l'Empereur, les *hussards de l'Empereur* et les *hussards de Grodno*, ayant pour chef le grand-duc Paul Alexandrovitch. Les cuirassiers et les uhlans portent la lance au premier rang, mais seulement dans les parades de garnison; les cuirassiers portent le sabre et le revolver ; les uhlans ont le sabre et

une carabine courte; les grenadiers, dragons et hussards ont le sabre et le fusil de dragon avec baïonnette.

Toute cette cavalerie régulière est considérablement renforcée par l'adjonction de la cavalerie cosaque régularisée, qui compte 287 *sotnias* (escadrons), groupées en 50 régiments, savoir : 19 du Don (17 de la ligne et 2 de la garde), 15 du Caucase (11 du Kouban et 4 du Terek), 6 d'Orenbourg, 3 de l'Oural, 1 d'Astrakan, 6 de la Russie d'Asie ; à quoi il faut joindre 5 escadrons d'escorte pour l'Empereur, le gouverneur de Pologne et l'Ataman général des Cosaques (grand-duc héritier), plus 4 *sotnias* indépendantes de l'Oural, d'Orenbourg et d'Oussouri. Le nombre des escadrons d'un régiment de Cosaques varie d'une région à l'autre : le nombre des escadrons de Cosaques irréguliers est de 27. En somme, il y a sur le pied de paix 652 escadrons, tant de cavalerie régulière que de Cosaques régularisés et irréguliers. L'effectif d'un escadron est de 150 cavaliers. Chaque régiment compte en outre un groupe de cavaliers d'élite dits *chasseurs éclaireurs*.

L'armement des Cosaques est variable : les Cosaques du Don et, en général, presque tous

les Cosaques, ont la lance pour les hommes du 1er rang, le fusil sans baïonnette et le sabre pour les deux rangs : les Cosaques du Caucase ne portent pas la lance ; ils ont, avec le sabre, un pistolet et un poignard.

La cavalerie est, comme l'infanterie, endivisionnée dès le temps de paix : la cavalerie de la garde forme alors 2 divisions de 3 brigades chacune, les deux régiments de Cosaques du Don étant compris dans la division des régiments cuirassés. Les 42 premiers régiments de dragons, renforcés par 14 régiments de Cosaques, forment, dans l'ordre de leurs numéros, 14 divisions dont la première brigade est composée de 2 régiments de dragons, tandis que la deuxième comprend 1 régiment de dragons et 1 régiment de Cosaques. Les 43e, 44e, 45e et 46e régiments de dragons forment la division de dragons du Caucase ; le 47e, qui n'a pas de numéro et qui porte le nom de *dragons de Finlande*, reste indépendant. En outre, il est formé 1 division de Cosaques du Don, 1 division mixte de Cosaques et 2 divisions de Cosaques du Caucase, 3 brigades restent indépendantes et 14 régiments ne sont pas embrigadés.

A l'encontre de l'infanterie, les troupes de

cavalerie ont des dépôts, mais ces dépôts n'appartiennent pas aux régiments. Il existe 3 dépôts pour la garde, réunis en 1 brigade, 14 dépôts pour les 14 divisions de la ligne et 1 dépôt pour les dragons du Caucase. L'effectif de paix des dépôts est de 3 ou 400 hommes, suivant qu'ils correspondent à 3 ou à 4 régiments.

L'effectif total de la cavalerie russe sur le pied de paix est en nombres ronds de 4.500 officiers et fonctionnaires, 118.000 cavaliers et 104.000 chevaux. Sur le pied de guerre la cavalerie de la garde forme 3 divisions de 4 régiments. Savoir : la division de cuirassiers; la 1re division comprenant les grenadiers à cheval, les uhlans de la garde, les hussards de l'Empereur et les Cosaques de l'Empereur; la 2e division comprenant les dragons de la garde et les uhlans de l'Empereur, les hussards de Grodno et les Cosaques de l'Ataman. Les dépôts forment pour chacun des régiments qu'ils sont chargés d'alimenter 2 ou 3 escadrons à l'effectif de 180 hommes, soit en tout 168 escadrons. Les Cosaques du 2e et du 3e tour mettent sur pied un total de 588 *sotnias* dont 552 sont réparties entre 95 régiments nouvellement créés et 36 restent indépen-

dantes ou complètent des formations déjà existantes. De plus, la division de Tatars de Crimée se transforme en un régiment à 6 escadrons. La cavalerie russe comprend donc sur le pied de guerre : 1.244 escadrons, ou *sotnias*, de campagne et 168 de dépôt dont 56 à pied, donnant l'effectif énorme d'environ 220.000 cavaliers et 225.000 chevaux, non compris la milice qui peut encore fournir 10.000 cavaliers et 10.000 chevaux.

Les tendances qui ont abouti à la nouvelle organisation de la cavalerie russe ont évidemment leur origine dans le rôle joué par les Cosaques pendant les guerres soutenues par la Russie, tant au delà de ses frontières que sur son propre territoire. Eclaireurs sans pareils, n'ayant de rivaux dans aucune cavalerie légère pour harceler une armée et la ruiner sans combattre, tenant l'adversaire sur un perpétuel *qui-vive*, apparaissant tour à tour sur tous les points pour disparaître avec la même rapidité, « donnant toujours des coups, dit le général de Brack, et n'en recevant que bien peu » — « s'acharnant sur les flancs de la Grande Armée, dit le général Morand à propos de la campagne de 1812, comme les abeilles en fureur qui tourmentent et épuisent un lion

rugissant de leurs innombrables piqûres », réduisant à rien, en 1831, la superbe cavalerie polonaise sans jamais croiser le fer avec elle, obligeant à des sorties continuelles pendant la guerre de Crimée, la garnison d'Eupatoria, impuissante à les atteindre, on les a revus en 1877, pendant la guerre contre la Turquie, combattre à pied comme à cheval, ainsi qu'ils l'avaient fait du temps de Souvarow, alors que 10.000 Cosaques donnaient l'assaut à Ismaïl.

C'est une *sotnia* du 30e régiment du Don qui arrive la première au sommet des Balkans, dans la nuit du 16 juillet 1877 ; elle se joint à l'infanterie pour marcher sur les retranchements ennemis. Devant Plevna, le 9e régiment du Don, dans les deux assauts du 20 et du 30 juillet, emporte trois étages successifs de défenses : menacé sur ses flancs, il remonte rapidement à cheval, tombe sur l'ennemi et le force à la retraite. Le 23 août, à la défense de la passe de Schipka, les 1re et 2e *sotnias* du 23 régiment du Don mettent pied à terre pour renvoyer leurs chevaux à Gabrovo, afin de ramener les chasseurs à pied, se déploient en tirailleurs et arrêtent le mouvement de l'ennemi, etc.

Il a été question d'enlever la lance aux

Cosaques : on l'a conservée pour la plupart et en particulier pour les Cosaques du Don (n'est-ce pas leur arme traditionnelle ?), mais seulement pour les hommes du 1er rang, en posant ce principe : « La lance pour le choc, le sabre pour la mêlée. »

En mêlant, dans les divisions de cavalerie, les Cosaques aux dragons, on a voulu évidemment donner aux dragons les qualités qui ont fait dans le passé la force des Cosaques et communiquer à ces derniers la solidité des troupes régulières. Jusqu'à quel point a-t-on réussi ! C'est ce que l'expérience démontrera. En donnant aux dragons le fusil à baïonnette, a-t-on prétendu, comme on le dit, faire de la cavalerie une sorte d'infanterie, susceptible de se transporter rapidement sur un point essentiel à occuper et pour laquelle le cheval n'est plus qu'un moyen de transport ? Il y a dans une telle interprétation une exagération évidente et probablement plus qu'une exagération, c'est-à-dire une erreur. Une troupe de cavalerie ne peut agir seule à de grandes distances comme le comportent plus que jamais les nécessités de la guerre moderne, qu'à la condition d'être armée de manière à se passer de l'infanterie, sans quoi on est obligé de lui adjoindre de

l'infanterie qui alourdit sa marche et devient une gêne en cas de retraite. Mais de là à poser comme règle pour la cavalerie l'emploi dominant du combat à pied, il y a loin. Il ne semble pas d'ailleurs que ce soit là l'idée qui ait présidé à la nouvelle organisation de la cavalerie russe. Pendant les grandes manœuvres qui ont eu lieu l'automne dernier en Volhynie, pas une seule fois la cavalerie de l'une ou l'autre des deux armées en présence n'a fait usage du combat à pied, quoique dans certaines circonstances cet usage fût tout indiqué.

L'armée russe a toujours été signalée pour sa forte proportion d'artillerie. Depuis qu'elle a été suivie dans cette voie par les autres puissances, sa proportion d'artillerie est à peu près celle qui se trouve dans toutes les armées d'Europe, un peu moins de 4 bouches à feu par 1.000 hommes.

L'artillerie de campagne comprend des batteries à cheval, des batteries montées *légères* et *lourdes*, des batteries de montagne et des batteries de mortiers. Les batteries à cheval sont armées de canons de 9 centimètres (calibre exact 87 millimètres), les batteries montées *légères* de canons de même calibre,

mais d'un modèle un peu plus puissant, les batteries montées *lourdes* de canons de 10 centimètres (calibre exact 105 millimètres) ; les batteries de montagne servent un canon de 6 centimètres (calibre exact 63$^{mm}$, 5), les batteries de mortiers servent le mortier de campagne du calibre de 15$^{mm}$, 25.

Il existe sur le pied de paix 51 batteries à cheval, de chacune 6 pièces : sur ces 51 batteries, 28 régulières et 16 de Cosaques sont attachées aux divisions de cavalerie de la garde et de la ligne à raison de 2 par division : 7 batteries de Cosaques à cheval, dont 2 de montagne, restent indépendantes.

Les batteries montées forment 48 groupes, dont 3 de la garde, attachés aux 48 divisions d'infanterie. Chaque groupe se compose en général de 6 batteries, dont 2 lourdes et 4 légères, mais cette composition varie pour certains groupes ; il en est même qui comprennent des batteries de montagne. Il existe en outre un groupe indépendant de 3 batteries de montagne, 3 groupes mixtes indépendants pour le Turkestan et les deux Sibéries, et 3 régiments de mortiers de 4 batteries chaque. En résumé, l'artillerie de campagne se compose de 368 batteries, dont 98 lourdes, 191 légères,

16 de montagne, 51 à cheval et 12 de mortiers. Les batteries montées sont à 4 ou à 8 pièces (les batteries de 8 pièces, au nombre de 72, sont généralement stationnées dans des circonscriptions voisines de la frontière occidentale). L'artillerie de campagne n'a que 2 batteries de dépôt, mais il existe 33 batteries montées de réserve, dont quelques-unes comprennent une section à cheval.

Lors de la mobilisation, toutes les batteries de l'armée active sont portées au complet de guerre par le versement des réservistes : les batteries montées attellent 8 pièces. Les 33 batteries de réserve forment 33 groupes de 4 batteries ; enfin les Cosaques mettent sur pied 18 nouvelles batteries à cheval. Le total général des pièces attelées et servies par l'artillerie sur le pied de guerre est alors de 3.814, dont 486 d'artillerie à cheval. Outre les batteries, l'artillerie attelle sur le pied de paix un *parc volant* par division. Ce parc est transformé pour la guerre en une *brigade volante* de 2 parcs d'artillerie et 2 parcs d'infanterie. Des *parcs mobiles*, au nombre de 56, remplissent le double objet de ravitailler les parcs de division et de fournir des parcs volants aux divisions de réserve dont nous parlerons plus bas.

L'effectif de l'artillerie de campagne sur le pied de guerre dépasse 280.000 hommes, 165.000 chevaux et 25.000 voitures.

L'artillerie de forteresse est entièrement distincte de l'artillerie de campagne et compte parmi les troupes locales ; elle comprend au total 209 compagnies à pied formant 51 bataillons. Il existe en outre 5 batteries dites *de sortie* qui, sur le pied de guerre, se dédoublent pour en donner 16 affectées au service des places fortes.

L'artillerie russe a un passé des plus glorieux, dont elle s'est montrée digne pendant la guerre de 1877. Son adresse, son sang-froid, son intrépidité, son dévouement se sont gravés pour ainsi dire à chaque page de l'histoire de cette guerre. Après la terrible attaque dirigée contre les retranchements de Schipka par l'armée de Suleyman Pacha, le général Radetski, parcourant pendant la nuit le théâtre de la lutte, arrive près d'une batterie du Mont Saint-Nicolas. Dix-sept artilleurs y étaient allongés à côté de leurs pièces : seul un officier veillait, appuyé contre un canon. — « Que font-ils là ? demande le général en étendant le bras vers les soldats : ils dorment ! — Non ! Votre Excellence, mes camarades sont tués. — Mais alors, que faites-

vous ici tout seul? — J'attends mon tour, » répond tranquillement l'officier.

Les troupes du génie comprennent, sur le pied de paix, pour la Russie et le Caucase, 17 bataillons de sapeurs, dont 1 de la garde, à 5 compagnies chacun, et 5 compagnies indépendantes pour le Turkestan et la Russie d'Asie : en tout 91 compagnies de sapeurs, 17 compagnies de pontonniers, dont 16 formant 8 bataillons pour la Russie d'Europe ; 6 bataillons de chemin de fer, dont 2 pour la Transcapienne, 17 compagnies de télégraphes, 1 compagnie *galvanique*, sorte d'école pratique pour les mises de feu par l'électricité, et 8 compagnies de *torpilleurs* stationnées dans diverses places maritimes. En cas de guerre, les troupes de campagne du génie donnent 73 compagnies actives et 34 compagnies de réserve de sapeurs, 17 compagnies de pontonniers, 24 de chemins de fer. L'effectif général est d'environ 50.000 hommes, 12.000 chevaux, 3.500 voitures. Il n'y a pas en Russie de train des équipages. Chaque régiment d'infanterie et de cavalerie ou de chasseurs, chaque groupe d'artillerie attelle lui-même ses convois et équipages ainsi que les convois divisionnaires : 5 bataillons-cadres du train ont été créés en 1888 pour les convois de seconde ligne.

La hiérarchie des grades comprend en Russie: 1° 4 grades d'officiers généraux : *feld-maréchal*, *général* de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie ou du génie, suivant l'arme d'origine, *général-lieutenant* (général de division) et *général-major* (général de brigade); 2° 7 grades d'officiers : *colonel lieutenant-colonel* (commandant de bataillon), capitaine ou *rothmister*, suivant l'arme, capitaine ou *rothmister* en second, suivant l'arme, lieutenant ou *cornette*, suivant l'arme, *sous-enseigne* ou *étendard younker*, suivant l'arme ; 3° 3 grades de sous-officiers : *feldvebel* ou *vachmister* (sergent-major, ou maréchal des logis chef) suivant l'arme, sous-officier de 1re classe ou *ancien* (sergent ou maréchal des logis), sous-officier de 2e classe ou *jeune* (caporal ou brigadier). Le grade de général n'a pas d'analogue dans l'armée française : ceux qui en sont revêtus commandent d'ordinaire les grandes circonscriptions militaires ou sont investis de hautes fonctions (ministre de la guerre, chef de l'état-major, etc.); les commandants de corps d'armée sont presque toujours des généraux-lieutenants.

Les troupes actives sont en Russie indépendantes du commandement local. La plus forte

unité constituée d'avance est le corps d'armée. L'armée russe compte 20 corps d'armée, dont 1 de la garde, 1 de grenadiers, 1 du Caucase et 17 corps de la ligne numérotés de 1 à 17. Chaque corps d'armée comprend généralement 2 divisions d'infanterie et 1 division de cavalerie avec l'artillerie correspondante. Toutefois le corps de la garde, le corps de grenadiers et le 1er corps de la ligne ont 3 divisions d'infanterie : la garde a 2 divisions de cavalerie (3 sur le pied de guerre). Les 1er, 13e, 16e et 17e corps n'ont pas de division de cavalerie. Le corps du Caucase compte 3 divisions d'infanterie, dont 1 de grenadiers et 2 divisions de cavalerie. Les numéros des divisions d'infanterie n'ont aucun rapport avec les corps d'armée dont elles font partie ; les divisions de cavalerie portent ordinairement le même numéro que leur corps d'armée.

Restent en dehors des corps d'armée : tous les chasseurs, les 20e, 21e, 24e et 40e divisions d'infanterie, les régiments des dragons de Finlande et des Tatars de Crimée, la division de Cosaques du Don, la division mixte des Cosaques, la division de dragons du Caucase, 2 brigades et 2 régiments indépendants de Cosaques. Sur le pied de guerre, les corps d'armée

ne font que compléter leurs états-majors, leurs effectifs et leurs équipages, mais on regarde comme probable qu'en cas de guerre tous les corps d'armée recevraient une composition identique (sauf la garde), de 3 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie. Cette transformation importante se ferait à l'aide des troupes de réserve, susceptibles de former 23 divisions, ayant chacune un groupe de 4 batteries d'artillerie ; 17 de ces divisions seraient affectées aux 16 corps d'armée qui n'en ont que 2 sur le pied de paix ; les 4 corps qui n'ont pas de division de cavalerie recevraient chacun une division de Cosaques ; les autres divisions de réserve jointes aux divisions actives indépendantes formeraient trois nouveaux corps d'armée. On arriverait ainsi à donner à tous les corps d'armée la composition uniforme de 48 bataillons, 24 escadrons, 18 batteries d'artillerie, soit un effectif de 16.000 officiers, 65.000 hommes, 20.000 chevaux, 3.090 voitures, autrement dit 42.000 fusils, 3.600 sabres, 140 pièces d'artillerie. En outre on est en droit de supposer que les Cosaques des 2e et 3e tours fourniraient à chaque division d'infanterie un régiment de cavalerie, de sorte que les divisions actuellement existantes joueraient le rôle de cavalerie indépendante. Les

chasseurs à pied, les pontonniers et sapeurs resteraient en dehors des corps d'armée, du moins comme organisation permanente, et seraient dans la main des commandants d'armée.

Il y a dans l'exposé que nous venons de donner une assez large part faite à l'hypothèse, mais on peut regarder les chiffres comme positifs dans leur approximation et admettre comme certain qu'en cas de cas de guerre européenne, sans distraire un homme des troupes affectées à la garde du Caucase et des frontières d'Asie, la Russie pourrait mettre immédiatement en première ligne 1.500.000 hommes, ayant en seconde ligne une division active et 7 de réserve, 246 bataillons de réserve et de réserve et de dépôt et environ 400.000 hommes de milice, soit en tout 1.100.000 hommes.

Une machine aussi vaste et aussi compliquée que l'armée russe exige évidemment un moteur puissant : aussi le commandement à tous les degrés est-il solidement constitué. Au sommet de la hiérarchie est l'Empereur, chef suprême de toutes les forces militaires de la Russie. Immédiatement au-dessous de lui, le ministre de la guerre, organe de sa volonté, concentre, pour être soumises au Souverain, toutes les affaires concernant l'armée, reçoit ses décisions,

les transmet et en dirige l'exécution. Ce ministre dispose d'un personnel considérable et haut placé. Le ministère de la guerre embrasse: 1° la *maison militaire de l'Empereur*, qui comprend 87 aides de camp généraux du grade de général ou de général-lieutenant, 44 généraux-majors à la suite de Sa Majesté, 92 aides de camp et une chancellerie destinée à accompagner le Souverain dans ses déplacements en temps de paix comme en temps de guerre; 2° le *Conseil supérieur de la guerre*, placé sous la dépendance immédiate de l'Empereur et présidé par le ministre, qui est tenu de faire exécuter toutes ses décisions; 3° la *Cour suprême de justice*, sorte de Cour de cassation, à laquelle viennent aboutir en dernier ressort toutes les affaires judiciaires; 4° la *Chancellerie*, chargée de centraliser et de traiter d'une manière définitive les questions étudiées par les diverses directions du ministère: 5° l'*Etat-major général*, dont le chef, du grade de général ou général-lieutenant, est le principal personnage de l'armée après le ministre et qui est chargé, non seulement des questions relatives à l'organisation, à l'instruction, aux mouvements des troupes, mais encore de tout ce qui concerne leur administration et leur personnel;

il est assisté par plusieurs comités ; 6° la *Direction générale de l'Intendance*, qui a pour attributions les services de la solde, de l'habillement et des vivres ; 7° la *Direction générale de l'Artillerie*, placée sous les ordres du Grand maître de l'artillerie, qui préside le Comité de l'artillerie; à cette direction sont annexées les Inspections de l'artillerie de forteresse, des manufactures d'armes et cartoucheries, des arsenaux locaux, des poudreries, des commissions de réception, toutes confiées à des officiers généraux ; 8° la *Direction générale du génie* avec le Comité du génie ; 9° la *Direction générale du service de santé* avec le Comité scientifique de médecine militaire, présidé par l'Inspecteur général du service de santé ; 10° la *Direction générale des écoles militaires* et le Comité pédagogique présidé par le directeur général, du grade de général ou de général-lieutenant ; 11° la *Direction de la Justice militaire*, à la tête de laquelle est le Procureur général militaire ; 11° l'*Inspection générale du tir ;* 13° le *comité Alexandre*, chargé de venir en aide aux officiers et aux soldats blessés ainsi qu'à leurs familles.

Ainsi, dans ce pays autocratiquement gouverné, l'autorité du ministre est tempérée en même temps que guidée par des directions et

des comités fortement constitués, et l'unité d'action est assurée par l'autorité suprême de l'Empereur.

L'immensité du territoire de la Russie exigeait pour la prompte expédition des affaires une décentralisation que permettait la forte organisation du pouvoir central. Cette décentralisation a été obtenue par la division du territoire en 14 grandes circonscriptions militaires, savoir : 1° Saint-Pétersbourg, 2° Finlande (chef-lieu Helsingfors), 3° Vilna, 4° Varsovie, 5° Kiev, 6° Odessa, 7° Moscou, 8° Kasan, 9° le Caucase (chef-lieu Tiflis) avec la province Transcaspienne (chef-lieu Askhabad) indépendante, 10° le Turkestan (chef-lieu Tachkent), 11° Omsk, 12° Irkoutsk, 13° l'Amour (chef-lieu Khabarovka), 14° le Territoire des Cosaques du Don (chef-lieu Novotcherkask).

Le commandement de chacune de ces circonscriptions est un ministère au petit pied, pourvu à un degré inférieur des mêmes institutions que le ministère central : conseil de la guerre, état-major de circonscription, direction de l'intendance, direction de l'artillerie, etc., le tout constitué de manière à former en cas de guerre l'état-major général d'une armée. Un officier général ou exceptionnellement du grade de

général-lieutenant, placé à la tête des forces militaires de la circonscription, a sous ses ordres toutes les troupes actives, de réserve, locales, stationnées sur le territoire de cette région, ainsi que les établissements et les places.

Ce haut commandement s'exerce par l'intermédiaire d'une double hiérarchie, que représentent d'une part les états-majors de corps d'armée, de division et de brigade, n'exerçant aucune attribution qui concerne le territoire, et d'autre part les commandements de *brigades locales,* qui sont au nombre de 26, et les commandements militaires de districts qui en dépendent. L'attribution la plus importante des commandants de brigades locales consiste dans la préparation et l'exécution des mesures relatives à la mobilisation des troupes de réserve et de dépôt, le commandement de ces troupes jusqu'à ce qu'elles entrent dans les formations de guerre, l'organisation et la mise en route des détachements dirigés des dépôts sur l'armée active... Les commandants militaires de district, outre qu'ils sont chargés de l'administration et du contrôle des troupes de réserve et de dépôt, ont dans leurs attributions la préparation des contingents annuels, la conservation des réserves d'habillement, d'armement,

d'équipement et de matériel destinés à la formation des dépôts. Cette organisation générale s'applique surtout aux circonscriptions militaires de la Russie d'Europe : elle varie pour le Caucase, le Turkestan, les deux Sibéries et l'Amour.

Les troupes de l'armée active sont très inégalement réparties sur le territoire de la Russie d'Europe. L'énormité des distances à parcourir et l'infériorité évidente de la Russie au point de vue des voies ferrées ont motivé la réunion de forces considérables dans les régions attenant aux frontières occidentales. Les trois circonscriptions de Vilna, de Varsovie et de Kiev contiennent 12 corps d'armée sur les 19 dont se compose l'armée. En ajoutant à ces 12 corps d'armée les divisions et brigades indépendantes, ainsi que les chasseurs, on trouve dans l'ensemble des trois circonscriptions dont il s'agit : 25 divisions d'infanterie, dont 1 de la garde, 13 divisions et 1 brigade (garde) de cavalerie, 4 brigades de chasseurs, 27 batteries d'artillerie à cheval, 50 batteries montées, 3 batteries de montagne, 12 batteries de mortiers, soit, sur le pied de paix, plus de 350.000 hommes, 60.000 chevaux et 982 pièces attelées.

Il nous reste à voir quelle est la valeur

morale de l'armée russe. Dans le passé, cette valeur est attestée par l'histoire. Pour ce qui est du présent, il y a lieu de se demander si soldats, sous-officiers, officiers et généraux ont conservé leurs qualités d'autrefois et s'ils en ont acquis de nouvelles. Le soldat russe, comme l'ont démontré depuis la guerre contre la Turquie, les campagnes de Skobelev et de Kourotpatkine dans l'Asie centrale, est toujours dur à la fatigue et aux misères. Opiniâtre dans l'attaque et inébranlable dans la défense, il est encore soutenu par le sentiment religieux, comme aux jours où les images saintes, sous les abris blindés de Sébastopol, l'invitaient aux prières du matin et du soir; il est toujours porté à l'obéissance et au sacrifice par sa vénération pour le Tsar, mais le service obligatoire a peuplé les rangs d'hommes plus instruits, plus intelligents, plus adroits, plus sobres; mieux traité par ses chefs, parce que la discipline a pu devenir moins dure, le soldat répond à ces meilleurs traitements par une soumission plus affectueuse. Plus que dans le passé et plus que dans toute autre armée, l'éducation du soldat russe est l'objet de soins raisonnés et constants. N'est-ce pas un de ses généraux qui a écrit il y a déjà bien des années, ces paroles

saisissantes : « Les gens qui n'ont pas médité sur cette terrible partie, dont l'enjeu se chiffre par des mille et des dizaines de mille d'existences humaines, se figurent que sur les champs de bataille on ne lance que des obus, des balles et de la mitraille ! Non ! non ! on lance aussi des projectiles vivants, c'est-à-dire des masses humaines, et celui-là seul l'emporte auquel il a été donné de savoir fabriquer ces projectiles vivants, de les fondre en une masse solide et de les lancer avec une force irrésistible sur l'adversaire comme des boulets. » (Général Dragomirov.)

La réduction de la durée du service a eu, dans l'armée russe pour la composition du cadre des sous-officiers, les mêmes conséquences que dans les autres armées. Aux anciens serviteurs, rompus à toutes les routines du métier, ont succédé des jeunes gens qui ne font, comme les soldats eux-mêmes, que passer par le régiment. Dans ces conditions, les organisateurs de l'armée russe ont cherché surtout la garantie de l'instruction. Le recrutement des sous-officiers s'opère par une double source : les uns sont fournis par les volontaires, les autres sortent des rangs des appelés. Les volontaires reconnus comme possédant une instruction

supérieure ont le droit d'être admis, sur la proposition de leur chef de corps, mais sans condition de grade ni de service effectif, dans une des écoles instituées pour former des officiers. Ceux qui n'ont qu'une instruction de degré inférieur ne sont admis dans les mêmes écoles qu'après avoir accompli un an de service effectif et avoir obtenu le grade de sous-officier. Les appelés ne peuvent être nommés sous-officiers qu'au bout de deux ans de service et après avoir suivi des cours *ad hoc*, soit dans leurs régiments, soit à l'école de sous-officiers de Riga ; ils ne sont proposés pour le grade d'officier qu'après cinq ans de service. Encore ne sont-ils généralement placés que dans des corps sédentaires occupant des garnisons lointaines : il est fait cependant exception en faveur des hommes qui ont fourni la preuve d'une instruction supérieure et qui peuvent être admis dans des écoles d'officiers. En réalité, il y a dans l'armée russe deux catégories bien distinctes de sous-officiers : les uns aspirent au grade d'officier, les autres rentrent dans leurs foyers lors du renvoi de leur classe ou se rengagent comme sous-officiers. En Russie comme ailleurs, ces derniers font la force de l'armée : aussi a-t-on cherché par des mesures rationnelles à en

augmenter le nombre et à en améliorer la qualité. Le décret impérial du 21 juillet 1890 semble avoir résolu le problème d'une manière satisfaisante. Les mesures consacrées par ce décret consistent, comme dans l'armée française, en hautes payes, pensions de retraite, emplois dans les administrations, mais en dehors de ces dispositions communes le règlement russe en contient de toutes nouvelles, et qui semblent heureuses, telles que classement des sous-officiers en trois catégories pour lesquelles les avantages sont gradués d'après les services rendus, limitation de la durée du réengagement à un an, distinctions honorifiques dont le sous-officier réengagé continue à jouir après qu'il a quitté le service pour rentrer dans la vie civile.

Quant aux officiers russes, leurs preuves sont faites comme dévouement, courage et accomplissement religieux du devoir professionnel. Généralement peu fortunés, à l'exception des officiers de la garde, résignés à une vie modeste, il n'est pas rare de trouver parmi eux des serviteurs modèles commandant pendant dix années et plus des compagnies qui deviennent pour eux une véritable famille militaire ; on en trouve même, dit le général Kourotpatkine,

qui refusent le grade supérieur pour ne pas quitter leurs hommes. Toutefois la composition du personnel des officiers est en ce moment l'objet d'une transformation notable : le même esprit qui a porté le gouvernement de l'Empereur à encourager l'instruction par la réduction de la durée du service et à la poser comme la condition essentielle pour devenir sous-officier, a dicté les dispositions actuellement en vigueur pour le recrutement du cadre d'officiers. La source principale de ce recrutement réside dans les écoles de *younkers*, dans lesquelles les volontaires et les appelés sont admis suivant les règles que nous avons indiquées plus haut pour y passer deux ans et être classés à la sortie comme *sous-enseignes* dans l'infanterie ou comme *étendards younkers* dans la cavalerie. A un degré au-dessus des écoles de younkers sont les écoles militaires d'armes, au nombre de 6, dont 3 pour l'infanterie, 1 pour la cavalerie, 1 pour l'artillerie et 1 pour le génie. Les jeunes gens y sont admis à partir de l'âge de seize ans : la durée des études y est de deux ans pour l'infanterie et la cavalerie, trois ans pour l'artillerie et le génie ; les sous-officiers et même les soldats peuvent y être admis dans certaines condi-

tions. Les élèves sont nommés à leur sortie, suivant le classement, sous-lieutenants ou sous-enseignes (cornettes ou étendards younkers dans la cavalerie). Les *pages de l'Empereur* sont nommés officiers dans les mêmes conditions que les élèves des écoles militaires.

Enfin, les officiers appelés à faire le service d'état-major forment un corps spécial exclusivement recruté parmi les élèves de l'académie d'état-major de Saint-Pétersbourg (*Académie Nicolas*), à la suite de concours annuels ouverts aux officiers de toutes armes ayant servi trois ans au moins comme officiers dans les corps de troupe. La durée des cours est de deux ans et demi, avec dispense de la première année pour les candidats les plus distingués. Le nombre des officiers admis chaque année est de 70 à 80, dont 60 environ sortent à la fin des cours comme officiers d'état-major. L'avancement se fait ensuite dans le corps spécial, mais avec l'obligation de l'exercice d'un commandement effectif de troupes dans chaque grade.

Les officiers de réserve sont pris parmi des officiers de l'armée en congé pour plusieurs années, parmi d'anciens volontaires devenus sous-officiers et ayant passé avec succès un examen déterminé ou des sous-officiers ayant

fait un stage d'épreuve. Les officiers de la milice sont d'anciens officiers ayant terminé leur temps de réserve ou même des candidats étrangers à l'armée remplissant certaines conditions d'aptitude.

Les officiers et les soldats russes, si admirables pour l'abnégation avec laquelle ils bravent une mort presque certaine sans s'éloigner d'une semelle du poste de combat qui leur est assigné, si remarquables par la furie qui les anime quand ils se précipitent en avant, à travers un ouragan de projectiles, sur un sol jonché des cadavres de ceux qui les ont précédés, ont su cependant se plier aux exigences de la tactique moderne, mais sans rien abandonner de leurs qualités traditionnelles. S'il ne s'agit plus de courir à l'ennemi sans se préoccuper de la préparation par le feu et de l'appui que peut donner le terrain, il est encore moins admis que le souci de la conservation personnelle puisse être combiné avec les nécessités du combat. Qu'on lise, par exemple, la note adressée par le général Dragomirov, interprète de l'opinion générale de l'armée, aux troupes placées sous son commandement pour les grandes manœuvres de 1890. Quelle est la recommandation qu'il

adresse aux chefs de tous les échelons de soutien qui viennent successivement renforcer la chaîne? C'est de les conduire d'abri en abri sans trop se préoccuper de l'observation absolue des distances entre les différentes fractions. Quelle est en même temps la règle qu'il pose pour les hommes de la chaîne? C'est de rester debout et de bien se pénétrer de l'idée que chacun d'eux fait partie d'un tout qui doit, coûte que coûte, marcher au but qui lui est assigné.

Quoi qu'il en soit du présent et de l'avenir, le rôle des généraux russes a été dans le passé d'une importance capitale. Aussi combien d'eux, parmi les morts, sont restés populaires! Combien, parmi les vivants, le sont à leur tour! Aux grands noms des Souvarov, des Bagration, des Miloradovitch, la guerre de 1854 est venue ajouter ceux de Kroulef, dont la statue s'élève au milieu de la ville dont il défendit si vaillamment les remparts; de Totleben qui, dans la défense comme dans l'attaque, à Sébastopol comme à Plevna, sut adapter si bien l'art de l'ingénieur au caractère du soldat russe. Depuis la guerre de 1877, il n'est pas en Russie une chaumière ou un cabaret où l'on ne trouve sur la muraille l'image plus ou moins grossière de

Skobelev monté sur son cheval blanc, Skobelev mort à trente-neuf ans, au moment où, par son admirable expédition dans l'Asie centrale, il venait de mettre le comble à la gloire acquise devant Plevna. La Russie regrette aussi un autre héros de la guerre d'Orient, un vétéran celui-là, le vainqueur de Schipka, Radestski mort à soixante-huit ans dans toute sa vigueur. A disparu également le général Drenteln qui commandait, en 1868, la circonscription militaire de Kiev. Mais l'état-major général russe est encore riche d'illustrations.

Il est plus difficile de parler des vivants que des morts. Qui ne connaît cependant en Russie et partout ailleurs le chef militaire de la circonscription de Varsovie, le général Gourko, renommé pour son indomptable volonté, illustré par son fameux raid des Balkans au début de la guerre d'Orient, le héros d'Eski-Zagra et de Gorni-Dubniak, le vainqueur de Philippopoli? Qui ne connaît le commandant en chef des troupes de la circonscription militaire de Kiev, le général Dragomirov, dont le *Manuel pour la préparation des troupes au combat* est estimé partout comme un chef-d'œuvre? Celui-là ne se contente pas d'écrire des leçons, mais il les applique avec une persévérance

infatigable à l'éducation des troupes placées sous son commandement. Il les avait lui-même mises en pratique au passage du Danube qu'il franchit le premier, avec sa division, le 27 juin 1877, alors qu'il était sous les ordres de Radetski et que Skobelev, momentanément en disgrâce, l'accompagnait comme volontaire, il fut blessé plus tard à la défense de Schipka? Il a dirigé pendant onze ans l'académie d'état-major de Saint-Pétersbourg, est âgé aujourd'hui de soixante ans et, comme Gourko, promet à la Russie un général en chef de premier ordre pour le cas où la guerre viendrait à éclater. Qui ne connaît encore le général Kouropatkine, aujourd'hui gouverneur militaire et commandant en chef des troupes de la Province transcaspienne, ancien chef d'état-major de la division Skobelev en 1877, grièvement blessé à Schipka, associé de nouveau à la gloire de Skobelev dans la grande expédition de l'Asie centrale, où la prise de Géok-Tepé fut précédée pour lui d'une marche merveilleuse de 800 kilomètres à travers le désert? Il n'est âgé que de quarante-cinq ans.

Faut-il encore citer le général Annenkov, âgé de cinquante-six ans, créateur du chemin de fer transcaspien construit dans la steppe

depuis Mikhailovsk sur la Caspienne jusqu'à l'Akkel-Tekké, puis jusqu'à Merv, Samarkand et Tachkent ? Jamais le talent de l'ingénieur ne fut mis au service d'une plus grande force de volonté. Comme cavalier, l'armée russe a le général Stroukov, âgé de cinquante et un ans, commandant aujourd'hui la 4e division de cavalerie. C'est lui qui, étant général de brigade, partit d'Eski-Zagra le 14 janvier 1878 à la tête de neuf escadrons, devançant l'infanterie de Skobelev, se lança au milieu des colonnes turques en retraite sans prendre souci de ses communications, s'empara en passant d'Andrinople, ville 120.000 âmes, défendue par 8.000 soldats réguliers, de nombreux bachi-bouzoucks et 60 pièces de canon, et ne fut arrêté, le 1er février, aux portes de Constantinople, que par la conclusion de l'armistice qui précéda la paix.

Comme officiers généraux de l'état-major, on nomme, parmi les plus capables, le général Pouzirevski, né en 1845, chef d'état-major de la circonscription militaire de Varsovie, auprès de Gourko, et, au-dessus de tous, le chef d'état-major général, Obroutchev, général de l'infanterie, qui, pendant la guerre d'Orient, prit la part la plus glorieuse à l'assaut

et à la prise de Kars au mois de janvier 1878. Placé à la tête de l'état-major depuis neuf années, il jouit dans toute l'armée d'une réputation et d'une autorité incontestées. Il a soixante ans. C'est également depuis neuf ans que le général Vannovsky, âgé de soixante-neuf ans, administrateur de premier ordre, est ministre de la guerre. Il était, en 1877-1878, chef de l'état-major de l'armée de l'Est qui, sous le commandement du Tsarévitch (aujourd'hui Sa Majesté Alexandre III), tint en échec l'armée turque du Lom.

Telle est, autant qu'on peut en donner l'idée par un court et rapide exposé, l'armée russe, appelée, si les circonstances l'exigeaient, à jouer un rôle capital dans les luttes européennes. Ainsi que l'a très bien dit un lieutenant-colonel français, auteur resté anonyme d'une étude très intéressante publiée en 1888, c'est une armée qui marche et progresse rapidement vers le but qu'elle s'est marqué. Mais, tout en marchant, elle reste fidèle à ses traditions. Stroukov, avant de partir d'Eski-Zagra avec ses neuf escadrons de cavalerie pour courir sur Andrinople et Constantinople, disait à ses officiers : « Nous avons devant nous l'inconnu. Faisons le signe de la croix et en avant... »

Enfin, dans les ordres adressés aux troupes commandées par eux, après les grandes manœuvres de 1890, les généraux Gourko et Dragomirov exprimaient tous deux la même idée de dévouement absolu à la personne de l'Empereur. « Consacrez toutes les forces de votre intelligence et de votre caractère à marcher dans la voie qui nous est tracée par notre chef suprême. » (Gourko.) — « En père affectueux et par cela même indulgent, il s'est réjoui de ce que nous savons faire et a fermé les yeux sur nos défauts. Sachons le comprendre et travaillons avec ardeur. » (Dragomirov.)

Ce travail, que nous avons été heureux de reproduire date, avons-nous dit, de 1891 ; deux ans après, nous n'avons rien à y ajouter, sinon que, sous la direction énergique d'Alexandre III, son chef suprême, l'armée russe a fait chaque jour, tant au point de vue du développement de sa force qu'à celui du perfectionnement de son armement, un pas de plus en avant : elle touche, à l'heure actuelle, au degré de parfaite organisation et de force imposante que lui commandent d'acquérir la grandeur matérielle et morale de la Patrie et son avenir même d'Empire militaire.

De l'armée de terre, passons à la marine.

## V

### LA MARINE RUSSE

Sous l'influence et grâce à l'impulsion d'Alexandre III, qui se montre, en cela comme sous bien d'autres points, le digne héritier de Pierre le Grand, la marine russe s'est, depuis dix ans, complètement transformée dans le sens du développement conforme aux progrès acquis. Ce développement a atteint une importance qui classe aujourd'hui la Russie au rang des grandes puissances navales, tant au point de vue de la construction et du matériel qu'à celui du personnel. Le rapporteur de notre budget de la marine pour 1894, M. Gerville-Réache, donne à la marine russe le même coefficient de puissance qu'à la nôtre : la Russie peut actuellement mettre en ligne neuf escadres de trois cuirassés, avec un nombre proportionnel de croiseurs, de torpilleurs et

de contre-torpilleurs, et le développement de cette puissance continue, et les chantiers russes travaillent et produisent activement et, pour atteindre plus vite à la réorganisation parfaite que le gouvernement s'est proposé d'accomplir, l'industrie étrangère est mise à contribution.

Le but visé par l'administration supérieure, c'est d'assurer la défense du pays. Voici, à ce point de vue, la répartition des forces navales de la Russie :

36 bâtiments de premier rang : 28 dans la mer Baltique et 8 dans la mer Noire ;

48 bâtiments de second rang : 38 dans la mer Baltique et 10 dans la mer Noire ;

88 bâtiments de troisième rang : 49 dans la mer Baltique, 27 dans la mer Noire, 7 dans la mer Caspienne et 5 à Vladivostok (division navale du Pacifique) ;

20 bâtiments de quatrième rang : 17 dans la mer Baltique et 3 dans la mer Noire.

Parmi ses unités de première valeur, la flotte russe compte onze cuirassés de 1re classe construits sur les données les plus estimées et pourvus des engins les plus perfectionnés. Un seul de ces cuirassés relève de l'ancienne construction : c'est le *Pïerre le Grand*, qui fut lancé en 1872. Les dix autres sont neufs.

Un, les *Douze-Apôtres*, est en achèvement à flot, et cinq en chantier : *Lizoi-Veliky*, *Petropau-losh*, *Poltava*, *Sébastopol*, dans la Baltique, et *Tri-Sviatitelia* (Trois-Saints) dans la mer Noire.

Comme cuirassés de 2e classe, la flotte russe n'en possède que quatre construits de 1872 à 1882 ; ils varient de 4.000 à 6.000 tonnes.

La défense des côtes est assurée par 28 bâtiments gardes-côtes ou canonnières cuirassées. Ces bâtiments d'un déplacement relativement facile sont presque tous d'un type ancien, sauf cinq, trois canonnières de 1.500 tonnes : *Gremyastchy*, *Crozyashtchy* et *Otvazvy*, datant de 1890 et de 1892, et deux gardes-côtes de 4.126 tonnes, *Amiral-Ortshakof* et *Amiral-Senjavin*, encore en chantier.

De l'avis d'un spécialiste, qui a publié récemment à l'occasion de la visite des marins russes à Toulon, une étude précise et documentée de la question, étude à laquelle nous avons eu à nous reporter, une des caractéristiques de la flotte russe est le nombre de ses croiseurs à grand rayon d'action ; la mise en chantier du *Rurik*, de 10.923 tonnes, a précédé celle des croiseurs du même type des autres puissances navales, et les essais de ce bâtiment ont été assez satisfaisants pour que la mise en

chantier de deux autres navires de ce type fût décidée. A ces trois croiseurs, on peut en ajouter sept autres, variant de 5.893 tonnes, le *Dmitri-Donskoï*, à 9.476 tonnes, le *Navarin*, dont on achève les aménagements.

Les croiseurs protégés de 1re, 2e et 3e classe sont peu nombreux ; il faut citer toutefois l'*Amiral-Kornilof*, de 5.000 tonnes, construit en France et filant 19 nœuds ; le *Rynda*, qui doit faire partie de l'escadre de la Méditerranée, le *Vilcay*. Mais si la flotte russe est relativement faible en croiseurs, elle possède, par contre, une flotte de croiseurs auxiliaires admirablement constituée, dépendant de deux compagnies de navigation. L'une, la *flotte volontaire*, dont le rôle commercial est absolument subordonné à son rôle militaire et qui ressort au ministère de la marine, pourra prochainement mettre en ligne douze bâtiments exclusivement neufs, filant de 17 à 18 nœuds, armés de canons de 25 centimètres. Le matériel d'artillerie de ces navires est constitué à Odessa. La seconde, la Compagnie de navigation de la mer Noire, apporte un contingent de six navires également bien disposés pour le rôle militaire qu'ils peuvent avoir à remplir.

La flotte russe possède en outre huit contre-

torpilleurs de 400 à 600 tonnes dont le plus grand nombre a donné 22 nœuds de vitesse.

La flottille de torpilleurs occupe le troisième rang, comme nombre, parmi les marines européennes ; elle n'en compte pas moins de 166, dont quelques-uns ont atteint une vitesse remarquable. La Russie, pour la construction de ces petits bâtiments, s'est adressée à tous les chantiers de construction, en Angleterre, en Allemagne, en Suède, et parmi ces nations la France occupe un bon rang ; l'année dernière, en effet, le Havre fournissait le torpilleur *Pernov* qui a donné 25 nœuds 4 aux essais. Les torpilleurs russes se répartissent ainsi : 14 de haute mer, 45 de 1re, 2e et 3e classe et 107 en vedettes.

Le développement de la puissance dont nous mettons les chiffres sous les yeux de nos lecteurs n'a pas seulement porté sur les constructions navales et le renforcement proportionnel des équipages de la flotte ; il s'est exercé également et avec une égale activité sur les travaux de défense des côtes et des ports. L'exécution de ces travaux pour la Baltique est ardemment poursuivie. Les ports sont restaurés, les puissants engins de l'artillerie moderne s'y accumulent : entre tous ces travaux,

il faut signaler ceux de l'avant-port de Libau, le port le plus rapproché de la frontière allemande.

Si, après avoir lu ce tableau rapide et incomplet de la réorganisation navale de la Russie, on se reporte aux circonstances dans lesquelles la marine russe, sans organisation, quasi rudimentaire, eut à faire ses preuves contre un ennemi supérieur en nombre et pourvu d'un matériel perfectionné; si l'on songe aux prouesses accomplies par cette marine pendant la guerre de Crimée et, plus près de nous, contre les Turcs, on est fondé à se demander de quel poids ne pèserait pas dans la balance, au jour d'une guerre maritime, l'entrée en ligne de cette même marine réorganisée, puissamment développée en matériel et en personnel et armée à l'égal des nations les plus avancées dans cette voie ?

# TROISIÈME PARTIE

## POLITIQUE EXTÉRIEURE

---

### I

### LA QUESTION D'ORIENT. — BULGARIE

Alexandre III s'est réservé, comme nous l'avons dit, la direction exclusive de la politique extérieure ; il en est le seul chef et n'a que des collaborateurs. Or, c'est surtout dans la question d'Orient, notamment en ce qui concerne la Bulgarie, que le Tsar a su affirmer le loyalisme de son esprit, la décision de son caractère.

La question bulgare est une conséquence du traité de Berlin, de cette œuvre traîtresse de Bismarck, qui laissait la porte ouverte aux complications les plus multiples. En effet, le but principal de ce nouvel instrument diplomatique était de détruire l'œuvre de San-Stefano et d'entraver l'affermissement et l'extension de

l'influence russe sur la péninsule des Balkans. D'un autre côté, si les stipulations arrêtées par la conférence de Berlin attaquaient indirectement les intérêts de la Russie, elles étaient directement préjudiciables à ceux des Bulgares. Le principe de l'autonomie politique de la Bulgarie, sous la suzeraineté du sultan, était bien respecté, mais au lieu des limites naturelles déterminées à San-Stefano, la principauté acceptée par la diplomatie occidentale se trouvait réduite au pays compris entre le Danube et les Balkans, plus les hautes vallées de l'Isker et de la Strouma. Le reste des pays bulgares, c'est-à-dire plus de la moitié, demeurait sous l'autorité directe du sultan, mais avec des différences considérables dans leur situation administrative. A l'organisation de la Bulgarie unitaire du traité de San-Stefano appuyée sur le Danube et sur les deux mers, il substituait un *modus vivendi* bâtard et dans la pensée même de ceux qui l'avaient imaginé, évidemment provisoire. Au lieu de constituer les Bulgares en un groupe solide et compact, comme celui des Roumains, on les morcelait en trois tronçons : au nord des Balkans, une principauté vassale du sultan : au sud des Balkans, une province turque gouvernée par un gouverneur chrétien et investie d'une

autonomie restreinte; enfin, en Macédoine, un million de Bulgares, jaloux de la destinée meilleure de ses frères plus heureux et impatient de se joindre à eux, restait directement soumis au sultan.

Cette organisation factice, dressée manifestement contre l'influence russe, ne donnait donc pas satisfaction aux aspirations des Bulgares. Il semblait que les diplomates réunis à Berlin se fussent plu à réserver pour l'avenir des prétextes à révolutions et à interventions; bref, il en résultait une fausse situation, qui allait peser sur la politique générale de l'Europe et devenir une source perpétuelle de conflits et d'inquiétudes pour la paix du monde occidental.

On sait comment le gouvernement russe, après avoir prodigué son sang et son or pour la libération d'un peuple frère, par l'origine, par la langue, par la religion, par toutes ses affinités et ses tendances, se vit récompensé par la plus noire ingratitude de la part du prince Alexandre de Battenberg; comment, après la déposition de ce prince, il fut remplacé par un trio de politiciens qui s'emparèrent du gouvernement sous la présidence de Stambouloff. S'il était permis d'exhumer des archives du quai d'Orsay, les rapports des agents fran-

çais des Sofia et de Roustchouk, depuis cette époque jusqu'à nos jours, on verrait à quel affreux régime de terrorisme, de fusillades et de pendaisons officielles a été soumise la Bulgarie par Stambouloff, premier régent ou premier ministre de Ferdinand de Cobourg. Si les documents n'étaient pas officiels, on ne pourrait croire aux horribles tortures infligées aux malheureux prisonniers jetés dans des cachots infects où Stambouloff fait frapper et martyriser, en sa présence, les adversaires politiques que la terreur et la souffrance n'ont pu amener encore à soumission. Qu'étaient-ce que « les massacres de Midhat-Pacha à Roustchouk », qui ont tant révolté l'Angleterre libérale si on les compare aux horreurs du régime actuel! La mort en un jour, fût-ce la plus misérable et la plus brutale, serait bénie par les victimes de Stambouloff et de Ferdinand de Cobourg; les infortunés, durant des jours, des semaines, subissent les plus effroyables tortures, notamment la flagellation avec des sacs pleins de sable. Ces instruments de supplice, qui datent du moyen âge, sans laisser de traces apparentes, produisent des lésions internes et amènent fatalement la mort, à court délai.

Alors que les plus légitimes susceptibilités du

peuple Russe étaient soulevées par l'ingratitude du prince Alexandre de Battenberg, rompant avec la puissance libératrice et oublieux que « l'ingratitude n'est permise qu'aux forts » ; alors que le prince était lui-même chassé par les libéraux et remplacé par les trois régents qui reniaient également la protection russe, et peu après faisaient élire prince de Bulgarie le duc Ferdinand de Cobourg ; alors que la triple alliance approuvait tacitement le renversement du pouvoir ottoman en Roumélie et la réunion de cette province à la Bulgarie ; quelle fut l'attitude du Tsar, en présence de tant de provocations inspirées par le désir de lui faire perdre son sang-froid et de le pousser à s'engager dans une nouvelle guerre ? Comment Alexandre III a-t-il compris et rempli la mission traditionnelle que revendique la Russie dans la péninsule des Balkans ?

Sa Majesté Impériale n'a cessé de conserver l'attitude la plus correcte, la plus calme, protestant contre les diverses révolutions qui ont amené le prince Ferdinand de Cobourg au pouvoir, et déclarant qu'il ne reconnaîtrait jamais le nouvel état de choses, se réservant de faire, à son heure, ce que lui commanderait l'intérêt de la Russie. Renfermé dans une froide réserve,

dans un dédaigneux silence, il attend que « le fruit soit assez véreux pour tomber de lui-même » et que, sans recourir à la force, sans effusion de sang, sans troubler la paix de l'Europe, satisfaction légitime soit donnée aux justes revendications de son pays.

Il ne pouvait y avoir politique plus grande, plus généreuse, s'inspirant de sentiments plus délicats et plus humains ! C'est bien l'attitude qui convient au prince droit, loyal, respectueux des droits consacrés, esclave de la parole donnée, que nous avons dépeint à nos lecteurs.

Reprenons en quelques mots l'historique des faits.

Le 19 février (3 mars) 1878, le traité de San-Stéfano, modifiant les décisions de la conférence de Constantinople du 21 décembre 1876, avait constitué la Bulgarie en principauté autonome et tributaire; il lui accordait un gouvernement chrétien et une milice nationale, et étendait son territoire au sud jusqu'à l'Archipel, de façon à former la grande Bulgarie conforme au plan du général Ignatieff.

Quelques mois plus tard, le 13 juillet de la même année, le congrès de Berlin condamnait cette constitution et divisait le territoire bulgare en trois tronçons :

1° La principauté de Bulgarie, avec les attributions et les droits fixés par une constitution ultra-libérale condamnée par l'expérience ; 2° la province de Roumélie, au sud des Balkans ; 3° un territoire relevant directement de la Turquie et soumis à son administration.

La province de Roumélie, dite Roumélie orientale, restait placée sous l'autorité directe du Sultan, mais avec la concession d'un gouverneur chrétien et d'une administration autonome. Concession incomplète et illusoire : ce gouverneur, nommé par le Sultan et ne relevant que de lui, était autorisé à faire intervenir les troupes turques toutes les fois que l'ordre intérieur ou la sécurité extérieure lui paraîtraient nécessiter cette mesure.

Telle quelle, cette constitution fut acceptée ou plutôt subie pendant sept ans par les Rouméliotes : le 18 septembre 1885, la Roumélie se débarrassa de son gouverneur ottoman et se déclara réunie à la Bulgarie.

Avant d'aller plus loin et de rappeler les suites de cette insurrection, il convient de revoir quel était à ce moment et depuis 1879, l'état de la Bulgarie elle-même.

Le 29 avril 1879, l'assemblée nationale bulgare, réunie à Tirnova, avait élu au trône de la

Bulgarie constituée par le traité de Berlin en principauté autonome et tributaire, le prince Alexandre de Battenberg, slave par sa mère Julie de Haucke, princesse de Battenberg, et allemand par son père le prince Alexandre de Hesse dont la sœur porta la couronne impériale de Russie. Ce choix de l'assemblée nationale bulgare ne pouvait être qu'agréable à la Russie; le prince élu en souligna la signification en allant, au lendemain de son élection, porter ses hommages de gratitude au tsar Alexandre II, son protecteur évident et, dans le fond de son cœur à cette heure encore, son suzerain naturel. Ses sujets ne lui témoignèrent aucun ombrage de cette démarche; ils le reçurent avec un enthousiasme réel et acceptèrent même de ses mains une organisation militaire où se reflétaient ses sentiments slavophiles; mais leurs susceptibilités ne devaient pas tarder à s'éveiller. Un parti se formait, oublieux de ce que devait la principauté aux sympathies russes écrites avec le sang de la guerre de Turquie, un parti qui, ne poursuivant qu'un seul rêve: l'union de la Bulgarie et de la Roumélie orientale sous le drapeau de la pure indépendance nationale, repoussait à la fois et avec la même ardeur d'aversion, la protection slave et la suzeraineté ottomane. Les pre-

mières élections à l'assemblée bulgare furent favorables à ce parti et à ses théories franchement subversives de l'ordre de choses réglé par le traité de Berlin. Dissoute par Alexandre I[er], cette chambre revint, plus accentuée encore dans le sens des mêmes idées. Acculé soit à un coup d'Etat, soit à la nécessité d'accepter le mouvement nouveau et d'en prendre la direction, Alexandre I[er] se décida pour le coup d'Etat. La chambre fut dissoute pour la seconde fois et remplacée par une assemblée qui renouvela les pouvoirs du prince. Le mouvement n'était pas pour cela étouffé; il poursuivait son développement marqué par des désordres qui devaient fatalement aboutir au renversement du prince. Alexandre I[er] se ravisa; par une volte-face brutale, il rompit avec l'élément russe de son gouvernement et appela les libéraux au ministère. C'était lâcher la bride au mouvement unioniste, le reconnaître, et, sur les pages déchirées du traité de Berlin, laisser se préparer la révolution du 18 septembre 1885, qui chassa le gouverneur ottoman en Roumélie et réunit cette province à la Bulgarie.

On sait les suites de cette explosion, l'effarement de l'Europe en présence d'un fait que la Russie avait prévu et dont elle avait d'avance

décliné la responsabilité ; les protestations de la Serbie et de la Grèce opposées à une modification changeant à leur détriment l'équilibre dans la péninsule balkanique ; la déclaration de guerre du roi Milan à la Bulgarie, la rapide campagne qui suivit et se termina, après le triomphe des troupes bulgares sous le commandement d'Alexandre de Battenberg, par l'acceptation d'un armistice imposé par l'Autriche et que le vainqueur sut d'ailleurs utiliser pour arracher à la faiblesse du Sultan la reconnaissance du fait accompli comme base d'un règlement qui sanctionnait à la fois la réunion de la Bulgarie et de la Roumélie orientale et toutes les décisions prises par le gouvernement bulgare en violation du traité de Berlin, qui consacrait en un mot un retour presque absolu à la constitution de la grande Bulgarie établie par le traité de San-Stéfano.

Tandis que, soumis à l'approbation des puissances, cet accord entre la Turquie et le prince de Bulgarie était approuvé presque sans restriction par quatre des grandes puissances signataires du traité de Berlin, la Russie appuyée par la France y faisait franchement obstacle et obtenait des modifications qui ramenaient la Bulgarie agrandie de la réunion de la Roumélie

orientale, à un état moins en opposition avec les traités.

On s'étonnera peut-être de cette intervention russe et d'une politique à première vue contraire aux visées de la Russie, quand elle avait dicté le traité de San-Stéfano. On s'étonnera qu'elle semblât se montrer plus ottomane que le Sultan lui-même. Deux sentiments, dans cette circonstance, ont commandé l'attitude d'Alexandre III : la volonté d'imposer le respect des traités et de ne pas céder au mouvement révolutionnaire, l'aversion qu'avait éveillée en son âme loyale la conduite équivoque de son protégé et, jadis encore, aide de camp, Alexandre de Battenberg qui, pour sauver une couronne due à la Russie, n'avait pas hésité à rompre tous les engagements moraux contractés vis-à-vis du Tsar et de l'Empire, à devenir le vassal de l'Autriche et de l'Angleterre et à se jeter dans le parti de l'insurrection pour marcher avec lui au renversement de l'ordre de choses établi en Orient.

Ce dernier sentiment a résisté chez Alexandre III à toutes les vaines satisfactions d'amour-propre qui lui ont été offertes par son ancien protégé ; un moment, ce sentiment du Tsar libérateur, eut un écho assez profond en Bulga-

rie pour y amener une révolution. Dans la nuit du 21 août 1886, les chefs du parti slave firent arrêter et conduire à la frontière le prince de Battenberg. Rappelé par l'armée qu'il avait conduite à la victoire, le prince ne tarda pas à rentrer dans sa principauté; mais, peu rassuré sur l'avenir qui l'attendait et comprenant enfin la faute lourde qu'il avait commise à l'égard du Tsar il adressa, dès son retour, à Alexandre III, un télégramme de regret et de soumission, portant en substance qu'il reconnaissait tenir sa couronne de la bienveillance de la Russie et qu'il était prêt à la lui remettre. Le Tsar se borna à répondre qu'il s'abstiendrait de toute immixtion en Bulgarie tant que le prince y resterait et qu'il se réservait de faire ce que lui commanderaient « la mémoire de son père, l'intérêt de la Russie et la paix de l'Europe ». Ce sont là les trois termes dont la politique d'Alexandre III ne s'est jamais écartée, ainsi que nous l'avons dit. On ne saurait trop louer sa réserve, sa prudence et sa clairvoyance au milieu des pièges qui lui étaient tendus de tous côtés. L'Angleterre, l'Autriche et l'Allemagne auraient voulu, à tout prix, l'entraîner à prendre parti dans les intrigues dont la principauté Bulgare était devenue le théâtre, le com-

promettre avec les politiciens qui se préparaient à exploiter ce malheureux pays à peine échappé au joug ottoman, enchaîner sa liberté d'action et ruiner son prestige en faisant de lui l'agent inconscient de mouvements insurrectionnels et de passions révolutionnaires. Les événements survenus après l'abdication d'Alexandre de Battenberg — qui, il faut le reconnaître, eut assez de sens politique pour se retirer devant la réponse du Tsar — ont pleinement donné raison à la prévoyance d'Alexandre III et justifié son opposition à tout ce qui avait été fait, tout ce qui pouvait être fait en dehors des traités, que la faiblesse du Sultan y eût ou non consenti.

Ces événements sont connus de tous; c'est de l'histoire d'hier, c'est la question pendante du jour. Les faits et gestes de M. Stambouloff, l'homme qui, depuis l'abdication du prince de Battenberg, a mené et continue de mener l'aventure bulgare, ont eu trop de retentissement en Europe pour qu'il soit utile de leur faire une place ici. Voici des années qu'il se dresse, cet homme — comme un point d'interrogation — dans la péninsule des Balkans où périclite grâce au traité de Berlin, la paix de l'Europe. Condamné par la Russie, la France et l'Alle-

magne, blâmé par la Turquie, désavoué nominalement par l'Autriche et l'Angleterre, il poursuit, sous le couvert d'un patriotisme suspect, un rêve qu'il sait irréalisable sans cet assentiment des puissances européennes toujours refusé. Rien ne l'arrête, rien ne le rebute et tous les moyens lui sont bons. Un jour, usant de l'un de ces procédés louches chers à l'école bismarckienne, il feint de donner satisfaction à la Russie en faisant élire, comme successeur d'Alexandre de Battenberg, le prince Waldemar de Danemark, le propre frère de la Tsarine. Il sait d'avance que ni la Russie, soucieuse de ne pas mentir à son passé, ni le roi de Danemark ni l'élu lui-même n'accepteront cette élection ; mais alors il pourra, se tournant vers l'Europe, présenter aux puissances, par la bouche des délégués qu'il va envoyer promener à travers les capitales l'exposé dressé par lui de la situation faite à la Bulgarie : « Voyez pourtant où nous en sommes réduits par l'intolérance de la Russie ! »

Directement visé par la réprobation des puissances, il ne songera pas un instant que sa personne et ses menées ambitieuses sont le premier obstacle au règlement amiable de cet état de choses. Il s'est emparé de la Bulgarie; il la

tient, il la garde, envers et contre tous, et ce n'est pas, pour son orgueil outré, la moindre des satisfactions que de pouvoir prétendre à faire échec à l'Europe.

Aujourd'hui, après l'avortement des pourparlers et des conférences, à travers des désordres impitoyablement réprimés et par l'imposition d'une dictature sanglante, il en est arrivé à ce résultat : il maintient sur le trône un prince selon son cœur et ses vues, Ferdinand de Saxe-Cobourg. Condamné à être hostile à la Russie, courtisant sans succès les bonnes grâces du sultan et à la dévotion de la Triple Alliance, le prince s'est fait l'instrument des rancunes et des ambitions de son ministre Stambouloff. La Russie et la France refusent formellement de reconnaître son avènement comme contraire aux dispositions du traité de Berlin ; l'Allemagne, obéissant à des préoccupations faciles à démêler, reste dans une réserve où, tour à tour, suivant les besoins de l'heure, on peut lire l'encouragement ou le désaveu; sans aller jusqu'à ce désaveu, plutôt enclines à encourager une diversion qui pourrait servir leurs intérêts politiques, l'Autriche, l'Italie et l'Angleterre s'en tiennent à leur reproche de la première heure : la prise du pouvoir sans l'assentiment

des puissances. N'étant vraiment roi ni en droit ni en fait, Ferdinand de Saxe-Cobourg n'est entre les mains de Stambouloff qu'un instrument que son ministre se réserve de briser au gré des exigences de sa politique personnelle.

Sur ce *statu quo* louche et non sans dangers, au-dessus de cette question pendante dont la Triple Alliance entretient soigneusement et s'efforce d'exploiter les menaces, plane, froide comme le droit, sereine comme la force, la volonté arrêtée d'Alexandre III, volonté qui, fût-elle toujours impassible et seule à garder les prescriptions des traités, suffira à faire hésiter les perturbateurs du repos de l'Europe.

Le jour où le traité de Berlin sera officiellement déchiré, la Russie qui sait attendre sans rien compromettre, reprendra tous ses droits, entrera en ligne avec ses revendications traditionnelles à faire triompher, ses intérêts séculaires à défendre.

## II

### RAPPORTS AVEC L'AUTRICHE

Ce serait ne donner de l'activité diplomatique du règne d'Alexandre III qu'une idée incomplète que de ne pas tracer en quelques mots les traits principaux des relations de l'Autriche et de la Russie dans ces dernières années.

La force d'expansion de l'Autriche, qui, en l'absence de tout patrimoine colonial, ne peut se développer que sur le continent européen, avait jusqu'ici trois directions ouvertes devant elle. Au nord, son activité s'exerçait à défendre contre l'influence chaque jour plus prépondérante de la Prusse, son antique suprématie sur la confédération germanique et à conserver le plus possible dans sa sphère d'action les principaux États de l'Allemagne du sud ; au midi, elle visait à placer l'Italie sous sa domination, à régner exclusivement sur l'Adriatique et à

tenir sous sa main avec la capitale de la catholicité les ports de la péninsule italique sur la Méditerranée. A l'est enfin, elle aspirait à supplanter dans la péninsule balkanique, la Turquie, l'homme malade dont elle tâtait anxieusement le pouls, et à recueillir tout ou partie de son héritage.

M. de Bismarck, après l'avoir exilée de l'Allemagne et lui avoir interdit de jeter à l'avenir ses visées sur le nord, après l'avoir exclue de l'Italie dont l'alliance était nécessaire à ses projets de guerre contre la France pour ouvrir un second point d'attaque et donner la possibilité d'exercer une diversion contre notre armée des Vosges, lança l'Austro-Hongrie à la conquête de l'Orient.

Sans doute, sur ce terrain, les rivalités entre l'Autriche et la Russie étaient séculaires, mais jusqu'alors elles étaient intermittentes et comportaient des tempéraments. La politique autrichienne voyant s'ouvrir devant elle d'autres champs d'action, il était possible à la diplomatie de chercher et de trouver des terrains de conciliation où la Russie pouvait donner à l'Autriche des dédommagements et des apaisements. Un des buts de M. de Bismarck en fermant à l'Autriche toute autre issue était d'en

faire une avant-garde toujours en éveil contre la Russie et prête à se jeter sur elle dès que l'Allemagne lui ôterait sa muselière.

D'un autre côté, le prince de Bismarck comptait peser sur les résolutions de la Russie et la maintenir constamment dans un état de dépendance vis-à-vis de l'Allemagne en la menaçant de se mettre du côté de l'Autriche et d'appuyer de toute la force de ses bataillons victorieux les convoitises de l'empire des Habsbourg.

La haute droiture, la fermeté, la constance de vues d'Alexandre III, ont réussi à déjouer tous ces pièges et à éventer toutes les mines creusées sous ses pas par l'inépuisable intrigue du chancelier poméranien.

C'est la Serbie, c'est la Bulgarie, c'est la Roumanie qui ont servi tour à tour ou simultanément de champs d'expérience à ces manœuvres attentatoires à la tranquillité et à la sécurité des peuples. Elles en ont beaucoup souffert toutes les trois. La Bulgarie est encore en proie aux conséquences désastreuses de cette politique néfaste ; la Serbie, après en avoir été longtemps la victime, semble enfin délivrée de ce joug.

L'Autriche et l'Allemagne se sont imaginé

qu'en combinant leurs efforts, elles arriveraient à obliger des peuples slaves de race, grecs de religion, latins de civilisation à désavouer leur origine, renier leur foi, abdiquer leurs traditions pour se germaniser, pour servir de marchepied à leur ambition, pour leur livrer cette terre d'Orient objet depuis des siècles de leurs amours et de leurs espérances. Dans cette poursuite insensée et condamnée fatalement à l'avortement final, les gouvernements qu'ils ont entraînés dans leurs combinaisons sont tombés sous l'animadversion de leurs sujets ou sont dans un état instable et menacés d'une chute prochaine. Seul le petit roi de Monténégro, qui est resté courageusement fidèle à la politique nationale et slave est solide sur son trône.

La Russie, par une politique plus agissante, aurait certes pu précipiter les événements. L'Allemagne plusieurs fois par une apparence de concours sans réserve et presque sans limite l'y a poussé. Le cabinet de Saint-Pétersbourg a su résister à ces perfides encouragements. il a éventé le piège et a laissé ses adversaires au milieu des difficultés où les avait jetés leurs perfides agissements. La Russie a compris que, si elle intervenait ou faisait seulement mine



S.A.I. LA GRANDE DUCHESSE OLGA

d'intervenir, elle grouperait contre elle toutes les puissances jalouses de sa grandeur et permettrait à Bismarck de réaliser le dernier de ses rêves, de se mettre à la tête d'une coalition européenne pour essayer de lui enlever ses provinces occidentales ou tout au moins de lui vendre sa neutralité à un prix qu'elle ne voulait pas y mettre, la ruine et le démembrement de la France. Une seule de ses divisions, engagée par delà les Balkans pour châtier l'outrecuidante tyrannie des Stambouloff, et elle avait perdu sa liberté d'action, elle était prise dans un engrenage dont elle sentait qu'elle ne serait pas libre de se dégager quand elle voudrait. Elle a laissé les Serbes, les Bulgares, les Roumains cuire dans leur jus avec tous les piments qu'il a plu aux cuisiniers anglais, allemands, autrichiens, italiens d'y ajouter. Elle s'est bornée à affirmer le droit, à constater toutes les infractions aux traités dont ses envieux rivaux se montraient prodigues, à les signaler à l'Europe, et à en prendre note en enregistrant en faveur de la justice et de la légalité, le témoignage de la France, seule puissance loyale et désintéressée dans cette affaire. Elle attend son jour et son heure.

Pendant ce temps, les événements suivent

leur cours. Les peuples, un moment égarés ou entraînés par des gouvernements soumis à des passions étrangères, reprennent leur marche historique, et l'édifice péniblement échafaudé s'écroule par morceaux ou ce qui en reste est plus nuisible qu'utile à ceux qui l'ont édifié.

Qu'est-ce que l'Autriche, par exemple, a gagné à dresser tant de mines et de contre-mines dans les pays balkaniques? Ses hommes d'État de l'ancienne école auraient été bien étonnés si on leur eût appris que ce serait elle qui prendrait l'initiative de la reconnaissance sur sa frontière d'un royaume serbe, précurseur de la reconstitution de la grande Serbie, appui forcé de l'irrédentisme serbe dans les provinces de la monarchie austro-hongroise, prêt en un mot, à la première occasion, à revendiquer ses nationaux qui constituent un des éléments les plus importants des provinces orientales de l'empire des Habsbourg. Et pourquoi, pour l'avantage passager d'avoir à la tête de la Serbie un prince que le protectorat autrichien rendait odieux à ses sujets et qui a été contraint par eux d'abdiquer, de lancer la Serbie contre la Bulgarie dans une guerre injuste et malheureuse, de ruiner les finances de ce petit état, de désorganiser sa politique inté-

rieure; pour, après avoir fait chasser le roi, faire renvoyer les régents et renverser tous les gouvernements jusqu'à ce que le peuple, qui est éminemment slave, ait trouvé un prince décidé à suivre une politique slave.

Ces diplomates autrichiens qui réparaient avec tant de talent les désastres des champs de bataille et savaient tirer d'une guerre malheureuse une paix avantageuse, auraient-ils jamais supposé que ce serait le cabinet de Vienne, qui, en prenant fait et cause avec l'ardeur et la ténacité que l'on sait, pour la légalité de l'élection d'un prince de Bulgarie par les députés rouméliotes joints aux députés bulgares, consacrerait l'union en un seul Etat et sous l'empire d'un même gouvernement et d'une même loi de la Roumélie et de la Bulgarie, mettrait ainsi entre les mains d'un peuple slave les deux revers des Balkans, et lui ouvrirait les portes de la Macédoine et la route de Constantinople.

Je sais bien que l'Autriche a cette grande consolation d'avoir assis un Cobourg sur le trône de Bulgarie et de l'avoir mis sous la férule de Stambouloff. Mais ce trône est-il si solide? est-il bien sûr que les Bulgares ne reviendront pas à des sentiments plus conve-

nables vis-à-vis de leurs libérateurs et de leurs frères slaves ? Stambouloff lui-même est-il éternel ? Cobourg et Stambouloff passeront avant que les Bulgares cessent d'être des Slaves, entraînés nécessairement dans le grand mouvement slave dès qu'il éclatera.

Quel avantage l'Autriche a-t-elle retiré d'avoir intronisé et soutenu sur le trône de Roumanie un Hohenzollern? Les aspirations du peuple roumain en sont-elles modifiées ; ne l'entraînent-elles pas irrésistiblement à revendiquer la grande majorité du peuple de la Transylvanie hongroise comme étant du même sang et de la même origine? L'*Unirea*, le journal patriote qui, avec autant d'énergie que de talent, s'est fait l'organe de l'irrédentisme roumain, cesse-t-il de voir croître chaque jour le nombre de ses abonnés, et le mouvement des Roumains de la Transleitanie contre le joug magyar est-il moins actif et moins profond ?

L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégowine elle-même est-elle un acte de politique sage et prévoyante pour un empire qui n'est pas une unité puissante et indivisible comme la France ou la Russie, mais un conglomérat de nationalités en formation à l'état de nébuleuses que séparent des jalousies, des antipathies inextin-

guibles, que réunit seulement la crainte de pis et le désespoir de mieux. C'est ce que l'avenir seul révélera, mais déjà l'observateur attentif peut constater que la prépondérance de l'élément slave devient un péril pour le système du dualisme ; les populations slaves de l'Autriche apprennent chaque jour à mieux se connaître, à sentir leur force, leur supériorité numérique et le poids d'un joug d'autant plus intolérable qu'il ne pèse plus également sur toutes les nationalités, qu'il n'est plus établi au profit d'un pouvoir commun, mais dans l'intérêt de certaines races privilégiées et à la charge d'autres races déshéritées.

A considérer donc l'ensemble des événements qui se déroulent à l'Orient de l'Europe, on arrive à constater que les résultats de la politique austro-allemande n'ont pas été aussi solides qu'ils semblaient devoir l'être au premier aspect; que les succès de cette politique un moment tant célébrés, tant vantés dans toute l'Europe ont eu plus d'apparence que de réalité, qu'ils ont été éphémères et ne semblent appelés à laisser après eux aucune trace durable.

C'est que toute cette politique, inspirée par le prince de Bismarck, reposait sur cette con-

viction que l'Empereur de Russie commettrait la même imprudence, la même faute que l'Empereur d'Autriche, d'abord, l'Empereur des Français ensuite, qu'il tomberait dans le même piège et qu'il se laisserait entraîner à lancer une déclaration de guerre à l'heure fixée par le chancelier de fer pour l'écrasement de la Russie.

L'aveu d'une semblable politique, le lecteur ne nous demande certes pas de le lui trouver dans les discours du prince de Bismarck lui-même ou des hommes d'État autrichiens; les auteurs principaux d'un complot n'ont pas l'habitude de le révéler publiquement à l'avance, ils seraient alors trop peu dangereux; mais ceux qui sont appelés à jouer dans ces vastes et ténébreuses entreprises le rôle de simples comparses, sont, d'habitude, moins retenus et moins réservés dans leurs discours. Ils souffrent de la situation qui leur est faite, surtout lorsqu'elle se prolonge, qu'elle n'aboutit pas au résultat tant de fois entrevu, toujours promis et toujours ajourné, et ils se laissent aller à des plaintes et à des confidences qui permettent à la vérité de se dégager.

Le roi Milan, qui a payé de sa couronne sa foi aveugle dans les promesses de Vienne et de

Berlin, disait au commencement de 1884 à un diplomate français : « Ma conviction est que « la guerre éclatera avant peu en Europe, et, « contrairement à l'opinion qui aspire au « maintien du *statu quo*, dans l'espoir d'éviter « une effusion de sang, je désire, moi, qu'elle « ait lieu le plus tôt possible.

« C'est d'elle seule que pourra sortir le « règlement de ces situations mal définies qui « prolongent dans l'Europe orientale le malaise « dont nous souffrons tous. Elle seule pourra « aussi mettre fin à cet état de paix armée qui « pèse si lourdement sur tous les budgets et je « la considère, je le répète, comme un mal « nécessaire que j'appelle de tous mes vœux. »

Milan a passé son règne l'oreille tendue du côté de Berlin et de Vienne à attendre le signal de cette guerre tant souhaitée qui, ne laissant plus debout que la puissance germanique, devait lui assurer à jamais la docilité de ses sujets.

On a beaucoup discuté sur la part de responsabilité qui incombe à l'Autriche-Hongrie dans la déclaration de guerre lancée par Milan à la Bulgarie et dans l'échec si cruel à l'amour-propre serbe qui a mis fin aux hostilités.

Ce qu'il y a de certain, c'est que l'Autriche

a conseillé la mobilisation, les banques autrichiennes ont fourni à Belgrade les fonds nécessaires pour la mise sur le pied de guerre de l'armée serbe, et si le cabinet de Vienne avait nettement opposé son véto, son client couronné ne se serait jamais hasardé à commencer les hostilités. Tandis que les représentants diplomatiques de la France, de l'Angleterre, de l'Italie, de la Russie s'unissaient pour donner des conseils de modération et prudence, l'attitude du ministre d'Autriche-Hongrie était toute différente. Il ne dissimulait pas que ses sympathies étaient acquises aux idées belliqueuses. Il déclarait que les Serbes avaient raison de ne pas souffrir l'agrandissement de la Bulgarie sans obtenir une compensation territoriale.

Sans doute au dernier moment et alors qu'il n'était plus possible au malheureux prince de reculer, le cabinet de Vienne déconseilla l'ouverture des hostilités et déclina toute responsabilité dans les conséquences de cette aventure. C'est qu'alors l'attitude impassible du cabinet de Saint-Pétersbourg avait trompé l'attente de Vienne et de Berlin. La manœuvre était déjouée ; on résolut d'abandonner le roi de Serbie et son malheureux peuple et de les

laisser se tirer de l'embarras où on les avait jetés, comme ils pourraient.

Nous avons montré, en traitant dans le chapitre précédent de l'attitude du cabinet de Saint-Pétersbourg dans les affaires bulgares, à quelles provocations incessantes et directes, à quelles embûches de toute nature, la Russie de ce côté aussi avait été en butte. Ce sera un grand titre de gloire pour Alexandre III d'avoir su échapper à tous ces pièges et déjouer toutes ces intrigues ; il sera compté au nombre des bienfaiteurs de l'humanité pour lui avoir, sans rien sacrifier du droit ni des intérêts et des légitimes revendications de ses peuples, épargné les horreurs d'une guerre destinée à devenir générale et lui avoir conservé le plus précieux des biens, la paix. Si la Prusse avait toujours rencontré chez les Etats voisins autant de clairvoyance, de sang-froid et de patience, elle serait encore renfermée dans les étroites limites du grand-duché de Brandebourg.

## III

### POLITIQUE ASIATIQUE
### RAPPORTS AVEC L'ANGLETERRE

Les détracteurs même les plus systématiques de la Russie, ceux qui voudraient la voir reléguée sur les confins de l'Asie, qui la représentent comme une mer de glace étouffant la civilisation sous le linceul froid et rigide de la mort, comme une vaste morène étendant ses deux bras dévastateurs, l'un à l'ouest vers Berlin, l'autre au sud vers Constantinople, reconnaissent qu'elle a reçu une mission historique et qu'elle s'est acquittée de cette mission au prix des plus durs et des plus terribles sacrifices, au prix de son intégrité territoriale sans cesse menacée et souvent entamée, au prix de sa prospérité matérielle, au prix parfois de sa liberté, mais qu'elle s'en est acquittée pour le

salut de l'Europe. Placée à cheval sur les limites mal déterminées que les géographes ont établies en tâtonnant entre l'Europe et l'Asie, elle a arrêté les émigrations de peuples, elle a endigué et rejeté les flots d'invasions de barbares qui avaient sans cesse bouleversé le centre de notre continent dans l'antiquité et, pendant des siècles, renfermé le développement de la civilisation européenne dans les étroites limites du bassin de la Méditerranée. Elle a permis à la grande république des États européens de se créer des traditions, une histoire, une existence physique, intellectuelle et morale, et de réaliser dans la voie de la science et du progrès les résultats que nous constatons aujourd'hui avec admiration, sans avoir à compter avec les inondations jusqu'alors périodiques des hordes sauvages, descendues des hauts plateaux de l'Asie. De cette lutte qui s'est prolongée pendant des siècles, et où un moment elle a perdu jusqu'à son indépendance nationale, la Russie est aujourd'hui sortie victorieuse. Appuyée sur sa puissante unité politique et utilisant au profit de son développement les inventions de cette civilisation dont elle a été le soldat d'avant-garde et, par moment, l'enfant perdu, elle commence

à faire refluer, contrairement à ce qui semblait être jusqu'à ce jour la loi inéluctable, la migration humaine de l'occident à l'orient, le flot remonte le cours qu'il avait suivi jusqu'alors et va reporter la civilisation d'où nous était venue la barbarie.

Dans cette œuvre, qui est destinée à modifier d'une manière si profonde l'équilibre des forces dans le monde, les Russes sont merveilleusement secondés par deux instruments d'une grande puissance, d'abord leur admirable facilité à s'assimiler les peuplades asiatiques, ensuite les chemins de fer. — Tandis que la vieille civilisation asiatique est réfractaire à un renouvellement, à une transformation par la civilisation européenne moderne, lorsque celle-ci lui est présentée par des mains anglaises, elle ne répugne nullement à cette pénétration lorsqu'elle lui est transmise par une voie russe. De ce côté l'assimilation est relativement rapide et facile. Les causes de cette faculté colonisatrice exceptionnelle des Russes en Asie sont multiples. Nous ne pouvons qu'indiquer ici les principales. Les affinités nombreuses provenant du voisinage et du contact journalier, de la similitude de mœurs et d'habitudes dans les pays frontières, de cer-

taines communautés d'origine, de mélanges et de fusions de race ont une part notable dans cette prédisposition, cette prédestination à coloniser l'Asie. La sagesse et l'habileté de la conduite politique vis-à-vis des peuplades successivement conquises ont aussi largement contribué à ce résultat incontestable. Le gouvernement russe ne cherche pas à s'imposer par la force chez ces tribus asiatiques; il travaille à se les rattacher d'une manière chaque jour plus étroite et plus indissoluble par les bienfaits, par les services réciproquement rendus et demandés. Il n'y a pas un ministère, une administration distincte des colonies qui traitent les nouveaux annexés en vaincus, d'une race inférieure, auxquels il convient d'imposer une législation spéciale, une réglementation particulière, une organisation d'exception. Le gouvernement russe s'attache à respecter leurs croyances, leurs traditions, leurs mœurs, les pouvoirs établis et à les placer seulement vis-à-vis de lui sous l'égide d'une suzeraineté protectrice; il en fait des feudataires et au fur et à mesure qu'ils se rapprochent de lui par le progrès de leur civilisation rudimentaire, il les assimile lentement, prudemment et sans secousse, travaillant sans cesse non à les isoler

et à les distinguer, mais à les placer sous le droit commun de ses sujets.

L'autre puissant instrument dont la Russie tire en Asie un admirable parti, c'est ce que l'on a appelé très justement la civilisation par le rail. Comme spécimen le plus grandiose de ce mode de pénétration civilisatrice, on ne peut s'empêcher de citer le chemin de fer transcaspien. De Batoum, port sur la mer Noire, on traverse l'isthme transcaucasien et en deux jours on arrive à Bakou, la ville du pétrole, port sur la mer Caspienne. Après une traversée de vingt heures sur la mer Caspienne on trouve Ouzoun-Ada, port de création récente, tête de ligne du chemin de fer transcaspien. Le commencement des travaux remonte à 1880, poussé jusqu'à l'entrée de l'oasis d'Akhal-Tekké, ils aidèrent puissamment Skobeleff dans la glorieuse expédition qui se termina par la prise d'assaut de Ghéok-Tépé. La voie ferrée, qui n'avait alors que 225 kilomètres, a été prolongée depuis lors, par Askhabad, chef-lieu de la Transcaspienne, par l'oasis de Merv, par la ville boukhare de Tcharjoni, pour aboutir, au moins momentanément à Samarkand, la capitale de l'ancien empire de Tamerlan. Elle parcourt 1.700 kilomètres à partir de la mer Caspienne.

La construction de ce chemin de fer devait rencontrer de nombreux obstacles, dont plusieurs passaient pour insurmontables. Il fallait traverser une zone de sables mouvants, mesurant une étendue de plus de 300 kilomètres, s'approvisionner de tout en plein désert, et désert d'une aridité telle qu'il fallait apporter toute l'eau avec soi, pourvoir aux exigences du chauffage dans un pays dépourvu de bois et éloigné de tout centre houiller. L'Amou-Daria, mesurant à la hauteur de Tchardjoni, 2 kilomètres de largeur moyenne, largeur qui croît jusqu'à 6 kilomètres à l'époque des inondations, roulant des eaux tumultueuses dont la vitesse est de plus de six nœuds, creusant des affouillements d'une effrayante profondeur, dans des fonds essentiellement mobiles et présentant dans son profil d'incessantes modifications, passait, aux yeux de tous les ingénieurs, pour devoir opposer à la traversée de la voie ferrée un obstacle invincible. Personne ne voulait croire au succès final du Transcaspien, seul l'Empereur montrait une foi inébranlable et savait imposer sa confiance à tous ses agents d'exécution.

Alexandre III ne se tient pas pour satisfait par ce premier triomphe qui a frappé l'Europe d'admiration et l'Angleterre de saisissement.

A l'achèvement de cette conception grandiose qu'il va compléter par la construction d'un chemin de fer reliant les lignes du Turkestan à Moscou par Tachkent, Orenbourg et Samara, il fera succéder l'exécution d'un plan plus gigantesque encore, qui sera le plus grand élément de civilisation et de progrès que le monde ait encore admiré. Il se prépare à relier l'Oural au Pacifique, par une ligne traversant toute la Sibérie méridionale et présentant un développement total de plus de 9.000 kilomètres.

En 1887, l'Empereur a institué un comité spécial chargé de préparer la réalisation de cette œuvre colossale. En 1889, un oukhase impérial a approuvé le projet d'exécution de la partie reconnue la plus urgente de ce tracé dans la section de Tomsk à Jrkoutsk.

Après avoir coupé les plaines des gouvernements d'Orenbourg, de Tobolsk et de Tomsk, et franchi l'Irtych, l'Obi et l'Yénisséi, le transsibérien contourne la pointe sud du lac Baïkal, traverse les hauts plateaux de la Transbaïkalie, escalade vers Tchita les monts Yablouoï et de là, par Blagovetchensk se dirige vers la vallée de l'Amour et de l'Oussouri. Là, rebroussant brusquement vers le sud, il remonte l'Oussouri et aboutit à Vladivostock, le grand arse-

nal maritime que les Russes se sont créé sur la mer du Japon.

Les ingénieurs estiment que, malgré tous les obstacles prévus ou non prévus, qui peuvent entraver leur entreprise, il ne leur faudra pas plus de quatre ou cinq ans pour terminer l'achèvement de ce projet. L'œuvre est commencée, les travaux s'avancent et déjà d'importants résultats sont acquis. Son Altesse, le grand-duc héritier, assistait le 31 mars dernier à l'inauguration d'une première section de la voie.

Avec d'aussi puissants moyens d'action, Alexandre III aurait pu facilement suivre une politique d'agrandissements et de conquêtes. Il n'en a rien fait; sauf quelques accroissements de territoire qui lui étaient imposés par la force des choses et par la nécessité de donner à ses possessions asiatiques leurs limites naturelles, il a résisté avec une grande fermeté à ceux qui voulaient le pousser dans la voie des annexions. Il a dirigé son activité et les ressources de son vaste empire vers un but exclusivement pacifique en Asie comme en Europe. Il s'est occupé de mettre en valeur les territoires et les richesses du sol et du sous-sol encore inexploitées à améliorer le sort des

populations et à accroître les forces défensives de ses États.

Quelles que soient la prudence et la modération d'un souverain Moscovite, il lui est impossible de ne pas éveiller les inquiètes susceptibilités de l'Angleterre. Les avant-postes de l'armée des Indes et ceux des cosaques se rapprochant sans cesse et menaçant de se heurter, un jour, à l'improviste, à l'insu de leurs gouvernements et même de leurs chefs supérieurs et responsables, il a fallu arriver à une délimitation des zones respectives d'influence et d'occupation. Il a été nécessaire de se prémunir contre les incursions de ces tribus nomades et turbulentes qui, évoluant sur les confins des deux empires, pouvaient par leurs pillages et leurs querelles être la cause d'incessants conflits. Dans le règlement de ces litiges d'abornements de territoires mal connus encore avec des cartes incomplètes et des données géographiques souvent erronées, litiges toujours fort délicats, l'Angleterre a été obligée non seulement de reconnaître la parfaite correction du gouvernement d'Alexandre III, mais encore de rendre hommage à son désintéressement. Toutes les fois qu'il a été appelé à départager les prétentions rivales, le Tsar a fait preuve d'un esprit

de haute équité qui a surpris ses voisins et a même, par un vrai prodige, momentanément désarmé leur jalousie.

Placée par la force des circonstances en contact direct avec les deux plus grands empires du monde, l'Angleterre et la Chine, la Russie s'attache scrupuleusement à ne rien faire qui puisse provoquer un conflit avec eux ; amener une conflagration dont les conséquences seraient incalculables. Elle ne sacrifie aucun de ses droits, elle travaille sans relâche à l'amélioration de ces positions et à l'accroissement lent, mais continu de tous ses moyens d'action, mais elle ne veut pas précipiter les événements ni aggraver prématurément ses responsabilités. Elle sait au surplus que les circonstances ne manquent jamais à celui qui sait attendre et se préparer.

## IV

### RAPPORTS AVEC LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE

Bien des fois, à travers les chapitres précédents, nous avons eu à souligner l'attitude d'Alexandre III à l'égard de la France, et nous avons cru pouvoir, en notre amour-propre filial comme par respect pour une vérité historique que nul ne songe plus à contester, faire de l'évolution slave dans le sens d'un rapprochement franco-russe, l'une des bases de la politique étrangère d'Alexandre III, politique de clairvoyance et de justice qui, par le seul fait de l'union des deux grands peuples placés en contrepoids aux deux extrémités de notre continent a changé du jour au lendemain l'axe de la politique européenne et rétabli sur des bases nouvelles l'équilibre entre les diverses forces qui se disputent le monde.

Cette politique d'Alexandre III à l'égard de

la France mérite un chapitre spécial, et nous le lui consacrons avec la conscience d'écrire ici une page encore inédite de l'histoire de l'Europe au XIX[e] siècle.

La guerre de Crimée n'avait laissé aucun ferment de discorde entre la France et la Russie. Il semblait au contraire que les deux pays, ayant appris à se mieux connaître sur les champs de bataille, s'estimaient encore davantage et éprouvaient plus de propension à se rapprocher. En 1860, la Russie avait prêté à Napoléon III un concours efficace et désintéressé. Sans elle, il n'aurait pu ni régler la question de Syrie, ni annexer à la France le comté de Nice et la Savoie. L'entente entre les deux pays était complète, lorsque la diplomatie britannique, inquiète de ce rapprochement, suscita l'insurrection de 1863, en Pologne, et eut l'adresse de compromettre la France dans une action commune contre la Russie.

A la suite de cette intervention fatalement condamnée à être aussi funeste à la France qu'inutile à la Pologne, les relations entre les deux gouvernements se refroidirent. La Prusse prit auprès de la Russie la place que la France venait de déserter.

Cependant, à la suite de l'écrasement de

l'Autriche à Sadowa, la diplomatie moscovite eut la perception du péril qui menaçait la liberté et la sécurité des peuples. Elle sentit s'effondrer l'œuvre des traités de Westphalie, respectée même en 1815. L'unité allemande, se soudant par l'Autriche moralement subjuguée à l'unité italienne, allait convertir le centre de notre continent en un vaste camp retranché où dominerait le culte exclusif de la force. Le cabinet de Saint-Pétersbourg fit faire des ouvertures au cabinet de Paris.

D'après lui, il y avait lieu pour la France, en présence d'éventualités désormais inéluctables, d'aviser et de stipuler certaines garanties. La Russie se déclarait décidée à prêter son concours à nos légitimes revendications. Elle reconnaissait qu'elle n'était pas moins intéressée que nous-mêmes à empêcher que la grande puissance militaire qui allait se constituer au centre du continent ne devînt, par sa prépondérance excessive, une menace pour la paix. Elle ne poursuivait pour elle-même aucun avantage exclusif, aucun agrandissement de territoire et ne demandait à la France d'autre engagement que celui de ne plus encourager les résistances de la Pologne.

Ces ouvertures ne furent pas écoutées. A ce

moment, l'Impératrice voulait inaugurer une politique personnelle. Elle se déclarait Autrichienne. Toute pensée d'entente avec la Russie devait donc être écartée.

Le général Le Flô disait le 3 septembre 1871 : « Non seulement en 1867, lors du voyage de l'empereur Alexandre II à Paris, des ouvertures qui devaient amener une alliance ont été faites au cabinet français, qui les a déclinées ou n'a pas voulu les comprendre; mais, en 1869 encore, il eût été possible de s'entendre. »

La Prusse se hâta de profiter de notre aveuglement. Les entrevues entre les souverains des deux Etats furent multipliées, les liens de parenté savamment exploités, et une lettre extorquée à l'empereur Alexandre II. A l'insu de ses ministres, le Tsar promettait de ne permettre aucune intervention en faveur de la France dans une lutte où elle prendrait contre la Prusse le rôle d'agresseur. On lit dans un rapport du 21 juin 1874, du comte de Faverney, qui gérait alors l'ambassade de France : « Le « prince Gortchakoff a un esprit beaucoup « trop élevé pour ne pas se rendre compte « de la faute qui a été commise en 1870, « lorsque l'Empereur, en condamnant l'Au- « triche à l'inaction, a permis à M. de Moltke

« de dégarnir la frontière de Gallicie et de jeter,
« dès le début de la guerre, toutes les forces
« de l'Allemagne contre la France. Il m'a dit
« souvent qu'il n'avait pas été consulté et que
« l'empereur Alexandre II s'était engagé envers
« le roi Guillaume par une lettre privée. »

Quant au peuple russe, au milieu de nos malheurs, en dépit des fautes accumulées par la diplomatie du second Empire, il se prononça pour nous. Le 21 octobre 1870, M. le marquis de Gabriac, chargé d'affaires de France à Saint-Pétersbourg, écrivait :

« L'excès de nos maux a fait revivre les
« sympathies naturelles qui subsistent entre
« les deux peuples malgré la guerre de Crimée
« et surtout malgré notre intervention diplo-
« matique en faveur de la Pologne que l'on ne
« nous a pas encore pardonnée ; on nous a
« plaints, on a regardé avec effroi l'ascendant
« énorme que prenait la Prusse. Les journaux
« ont demandé une assistance en notre faveur,
« et la chute de l'Empire, en faisant dispa-
« raître le gouvernement auquel on reprochait
« le désaccord entre la France et la Russie, a
« pu faire espérer un moment une intervention
« active en notre faveur, qui aurait eu lieu
« sans les engagements d'Alexandre II.

« Si on peut constater dans la haute classe « de la société et à la cour un double courant, « l'un allemand et l'autre français, dans les « classes moyennes et inférieures, le mouve- « ment en notre faveur est unanime, disait-il « encore, le 14 mai 1871. Le comité français « de secours aux blessés reçoit des sommes « considérables. Je citerai de touchants détails. « De pauvres gens, ne pouvant nous donner « d'argent, nous ont offert des secours en « nature. A Saint-Pétersbourg, tout le quar- « tier des petits marchands a contribué à notre « œuvre avec un enthousiasme qui a été « remarqué en haut lieu. A Moscou, les sous- « criptions ont été aussi fort nombreuses, et « j'ai reçu une adresse de quinze cents étu- « diants m'exprimant, au nom de leurs col- « lègues et de l'immense majorité de la popula- « tion, leurs sympathies pour la France. *Nous* « *aurons pour nous la Russie du futur règne.* « Le grand-duc héritier et toute sa cour ne dis- « simulent pas leurs tendances en notre faveur. « Il circule, à ce sujet, des anecdotes carac- « téristiques. Ainsi on raconte qu'au palais « Anitschkoff une amende de 50 kopecks est « imposée à toute personne qui, oublieuse de « la consigne édictée par Leurs Altesses Im-

« périales, prononce devant Elles un mot d'al-
« lemand. »

Le courant favorable ne pouvait manquer de se développer avec le temps. L'Allemagne le sentait; aussi tous les efforts de sa diplomatie tendaient-ils à faire garantir par la Russie à l'Allemagne la possession de l'Alsace-Lorraine. La Russie se refusa avec fermeté à assurer une conquête faite en violation de l'imprescriptible droit des peuples. L'empereur Alexandre II disait à la fin d'avril 1875 au général Le Flô : « Mais que peuvent-ils vous reprocher à Berlin? Votre conduite est à l'abri de toute critique. » — Le général repartit avec loyauté : « L'unique grief que l'on fait valoir contre nous à Berlin est l'opiniâtre espoir que nous conservons de recouvrer un jour l'Alsace et la Lorraine et le peu de garantie qui en résulte, selon les Allemands, pour le maintien d'une paix qui n'est à leurs yeux qu'une trêve. — Ah ! quant à cela, répliqua l'Empereur, ils n'ont pas le droit de se plaindre, on ne saurait vraiment vous reprocher de nourrir au fond de vos cœurs une semblable espérance et, si j'étais Français, je la garderais comme vous. »

La diplomatie germanique ne se tint pas pour battue et escomptant toujours le grand

prestige que Guillaume Ier exerçait sur l'esprit d'Alexandre II, elle essaya d'emporter de haute lutte l'autorisation de s'opposer, même par la force, à la reconstitution des forces militaires de la France. C'était en 1875, sous le ministère de M. le duc Decazes.

Notre département de la guerre était occupé à l'organisation d'un 4e bataillon dans nos régiments d'infanterie. Le prince de Bismarck, qui venait, l'année précédente, de faire voter au parlement allemand, ce qu'on a appelé le septennat militaire, c'est-à-dire qui venait de se faire octroyer pour sept ans la libre disposition de tous les crédits destinés au service de la guerre, conçut le plan d'arrêter l'organisation de notre armée et d'empêcher la France de se reconstituer une force militaire capable d'entrer un jour en lutte avec l'Allemagne. Immédiatement il fit lancer contre nous, par sa presse officieuse, ces attaques violentes et ces insinuations perfides que l'Europe était habituée à considérer comme le prélude de ses sauvages agressions. Simultanément on constatait en Allemagne une activité dévorante dans la fabrication des fusils du nouveau modèle, dans l'armement et l'équipement de l'artillerie ainsi que dans l'achèvement des for-

tifications. On signalait sur notre frontière des mouvements de troupes qui ne se produisent habituellement qu'à la veille des entrées en campagne.

M. de Bismarck envoyait en mission, à Saint-Pétersbourg, un diplomate très fin et expérimenté pour sonder le gouvernement russe et lui proposer des dédommagements en Orient, s'il permettait à l'Allemagne de réaliser de nouvelles conquêtes en Occident.

« Je suis certain, écrivait le général Le Flô dans une dépêche au ministre des Affaires étrangères en date du 21 avril 1875, que des ouvertures ont été faites dans ce sens, que cette question insidieuse a été posée avec une apparence de légèreté, de bonhomie, et comme en manière de causerie sans conséquence : « Qu'est-ce qui pourrait vous être « agréable? que réclameriez-vous du côté de la « Turquie? »

« N'était-ce pas, ajoutait le diplomate alle-« mand, un devoir d'humanité, du moment que « la France ne pouvait arracher de son cœur « ses provinces perdues et se préparait en « secret à les reconquérir, de prévenir les « malheurs d'une nouvelle guerre en lui impo-« sant un désarmement nécessaire ou, tout au

« moins, de réduire autant que possible les « effets désastreux de la guerre, en l'attaquant, « alors qu'elle n'avait pas encore complété « l'organisation de ses forces. La religion « comme l'humanité, concluait M. de Rado- « witz, obligent l'Allemagne à ne pas laisser la « France préparer une revanche éventuelle. »

Cependant le duc Decazes recevait la visite de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris. Le prince de Hohenlohe venait lui demander des explications sur la formation des quatrièmes bataillons. Il voulait lui remettre une note verbale à ce sujet : notre ministre refusa de la recevoir.

Le duc Decazes comprit que la guerre était imminente. Le 29 avril, il adressait au général Le Flô une lettre particulière, appel suprême à l'amitié de la Russie.

Le 4 mai, le général Le Flô lui répondait : « Votre lettre, reçue dans la nuit d'avant-hier, m'a fortement agité ; vous me demandiez de faire auprès du prince Gortchakoff et de l'Empereur une démarche d'une nature très délicate, pas sans danger et susceptible néanmoins, si elle était bien accueillie, de produire de décisives conséquences.

« Après mûres réflexions, j'ai fait demander hier une audience immédiate au chancelier,

que je savais devoir travailler aujourd'hui avec l'Empereur. Un quart d'heure plus tard, j'étais dans son cabinet lisant votre lettre.

« S'apercevant que j'omettais quelques passages, le prince m'a dit avec une vivacité émue : « Vous ne lisez pas tout ; entre vous et moi, « rien ne doit être caché ; lisez tout, vous pou- « vez tout me dire et j'ai besoin de tout savoir. « Car je vais vous demander de me laisser porter « cette lettre à l'Empereur, » — et, comme j'hésitais un peu, observant qu'un résumé suffisait peut-être, le prince a répliqué. — « Des « extraits ! pourquoi des extraits ? La vérité tout « entière. Croyez-moi, je connais mon maître et « je sais ce qui lui convient. Il vous aime beau- « coup et vous pouvez lui dire beaucoup ; l'heure « n'est pas aux ménagements de paroles. »

« Devant cette insistance animée du chancelier dont vous apprécierez le mobile et l'importance, je n'ai pas balancé et j'ai livré au prince tout mon dossier. Il me le renvoie à l'instant avec cette lettre : — « L'Empereur m'a remis « votre dossier ce matin et m'a chargé de vous « remercier de cette preuve de confiance. Sa « Majesté a ajouté qu'elle vous ferait sa réponse « de vive voix. » Peu d'instants après j'étais reçu par Sa Majesté.

« Vous me demandez, dit l'Empereur, de
« m'engager à tirer l'épée pour vous, expres-
« sion de votre lettre que le prince avait sou-
« lignée dans la conversation, en me disant :
« Oh ! ceci est bien un peu fort; mais c'est égal,
« laissez-le. — Non, je ne tirerai pas l'épée,
« ni vous non plus; nous arriverons sans cela.
« Je vais aller à Berlin, je vous promets de
« tout terminer. Je ne permettrai pas que toutes
« les lois du monde civilisé soient violées et
« l'Europe rejetée dans les horreurs de la
« guerre. »

Quelques jours après, l'empereur Alexandre II était à Berlin et tenait ses promesses.

Grâce à l'intervention de la Russie, nous avions obtenu ce succès diplomatique, le premier depuis nos revers, nous avions fait reconnaître notre droit de procéder en toute indépendance, sans autre limite que nos convenances nationales et la libre appréciation de nos intérêts, à la réorganisation de nos forces militaires. Nous avions obtenu aussi cet avantage de faire constater par l'Europe entière les perfides intentions de nos voisins qui se trouvaient surpris en flagrant délit au moment où ils voulaient fondre sur nous en pleine paix.

Je sais que le diplomate allemand dont j'ai

cité le nom tout à l'heure, M. de Radowitz, lorsqu'il fut plus tard envoyé comme ambassadeur à Constantinople, a contesté l'existence de cette mission à Saint-Pétersbourg, mission dont le but le plaçait, il faut en convenir, dans une singulière situation vis-à-vis du sultan. Ces dédommagements, en effet, que M. de Bismarck le chargeait d'offrir si généreusement à Saint-Pétersbourg, au préjudice de qui devaient-ils être octroyés, si ce n'est de ce même sultan auquel ce même M. de Radowitz devait persuader qu'il n'avait jamais eu de meilleurs amis, ni de plus fermes gardiens de l'intégrité de ses États que l'Empereur, le chancelier et l'ambassadeur d'Allemagne.

Je conviens que tout mauvais cas est niable, et surtout dans des circonstances aussi délicates ; mais je ferai remarquer que la dénégation de M. de Radowitz ne s'est produite qu'après la mort des deux principaux témoins qui avaient affirmé l'existence de ces propositions : le prince Gortschakoff et le général Le Flô, ce qui rend bien difficile le contrôle de ces dénégations, et place l'historien dans la dure nécessité d'opter entre sa parole et celles du général Le Flô et du prince Gortschakoff.

D'autre part, il est incontestable que l'am-

bassadeur d'Allemagne à Paris voulut remettre à M. le duc Decazes une note verbale relative à la formation de nos 4es bataillons, et que celui-ci refusa de la recevoir, mais, justement effrayé pour la paix de l'Europe, écrivit au général Le Flô une lettre émue pour lui demander de réclamer de la Russie une énergique intervention.

Dès le début de son règne, avec sa clairvoyance et sa franchise habituelle, Alexandre III a fait entrevoir à l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, sans sortir néanmoins de la réserve que les circonstances difficiles où il se trouvait lui-même lui imposaient, les conditions dans lesquelles un rapprochement pouvait ultérieurement s'établir entre les deux pays et la Russie prêter son concours à la France.

C'était dans un moment où l'Allemagne nous poussait à la politique dite d'expansion coloniale et, par l'espoir d'un concours dont on a pu constater depuis lors le caractère illusoire, nous incitait à disperser nos forces dans des aventures lointaines, l'Empereur disait au général Chanzy : « La France est appelée à « choisir. Elle peut, satisfaite de la situation « matérielle qui lui est maintenue, en arriver « comme l'Autriche sinon à oublier ses plaies,

« du moins à s'y habituer, laissant ses vain-
« queurs achever l'œuvre entreprise qu'ils n'ont
« plus qu'à consolider pour devenir les
« arbitres du sort de l'Europe. Dans cette
« voie, vous rencontrerez de la part de vos
« anciens adversaires d'autant plus d'intérêt
« et de courtoisie que vous leur céderez
« davantage et que vous compléterez ainsi
« votre impuissance et votre isolement.

« Vous pouvez, au contraire, aspirer à
« reprendre, dans le groupement des grandes
« puissances, la position que vous occupiez
« avant 1871. Il dépend de vous, de la sagesse
« de votre politique intérieure, de vous réser-
« ver en Europe un terrain ouvert et favorable
« aux alliances qu'il pourra être plus tard de
« votre intérêt de contracter. Envisagez alors
« l'avenir sans inquiétude, soyez certains qu'il
« vous réserve des compensations dont l'heure
« viendra si vous savez l'attendre sans impa-
« tience et sans défaillance. »

Le 20 août 1873, M. Bartholdi, qui gérait alors l'ambassade de France, écrivait : « Le
« gouvernement allemand exerce sur l'empe-
« reur Alexandre II une surveillance inces-
« sante à laquelle il se soumet par amour pour
« la paix. Il ne peut faire un pas sans être

« accompagné de l'ambassadeur ou d'un aide « de camp de l'Empereur d'Allemagne. »

Alexandre III a secoué ce joug. Comme le charbonnier, l'empereur de Russie a voulu être le maître chez lui. Quelle fureur cet acte d'indépendance et le renvoi de l'attaché militaire Vuillaume, cet agent trop zélé de M. de Bismarck, n'ont-ils pas value à son auteur! La presse reptilienne s'est plu à le représenter comme un incapable, comme un fou furieux, comme un illuminé.

Cependant, à cette époque, retenu par les dangers de la situation intérieure de l'Empire que nous avons exposés plus haut, Alexandre III ne rompait pas encore ouvertement avec la triple alliance. Il consentait même à la renouveler pour un nouveau bail. Mais on sentait les anciens liens se détendre peu à peu et l'on comprenait qu'il ne fallait plus qu'une circonstance fortuite mettant sous les yeux de l'Empereur les preuves matérielles et palpables de la trahison de l'Allemagne envers la Russie pour amener la rupture définitive.

Au mois de décembre 1886, la situation en Europe était des plus sombres et les menaces de guerre semblaient plus imminentes que jamais. La paix était encore dans les paroles,

la guerre existait presque déjà dans les actes. Le chancelier de Berlin, pour obtenir du Reichstag son « Septennat » et son « armée de l'Empereur », s'appliquait à soulever toutes les passions en Allemagne et troublait l'Europe par l'agitation la plus intense dont elle eût été victime depuis 1875. M. de Bismarck, il est vrai, persistait à affirmer qu'il n'attaquerait pas; mais, par une campagne incessante de soupçons, de polémiques acrimonieuses, il s'efforçait de nous représenter comme agresseurs. Sur nos frontières mêmes, il faisait tout ce qu'il fallait pour émouvoir les susceptibilités françaises par toutes sortes de mesures extraordinaires, comme si l'on allait entrer en campagne et il s'attendait à être attaqué. Bref, il y avait entre la France et l'Allemagne une situation tendue, des relations délicates que le moindre incident pouvait envenimer, un orage prêt à éclater.

Avec son habileté accoutumée, M. de Bismarck avait choisi, le moment où la situation était des plus délicates entre la France et la Russie, par suite des affaires Hartmann et Kropotkine. A raison de ces regrettables incidents, M. de Morenheim était parti en congé et le général Appert subitement rappelé n'avait pas

eu de successeur ; l'ambassade de France à Saint-Pétersbourg restait confiée à un simple chargé d'affaires.

En même temps la presse de la Triple Alliance annonçait le départ de Sofia de trois délégués bulgares se rendant dans toutes les capitales de l'Occident pour solliciter l'assentiment des divers cabinets à la Régence nouvellement intronisée dans cette principauté et l'appui éventuel des gouvernements européens en cas de conflit avec la Russie.

Les envoyés bulgares étaient allés à Vienne où on leur avait donné plus de bonnes paroles que de promesses d'appui efficace; à Berlin, ils avaient été à peine reçus; en Angleterre, on les avait comblés de fêtes et de politesses, mais sans s'engager par un mot direct et formel d'encouragement. Partout, cependant, on les avait poussés vers la France, espérant que ces représentants de la résistance à l'autocratie russe allaient recevoir le meilleur accueil de la démocratie française qui eût été alors irrévocablement compromise vis-à-vis de Saint-Pétersbourg.

La presse radicale française, inconsciente du guet-apens tendu à notre diplomatie, fit une violente campagne en ce sens; mais ne fut

pas écoutée. Les délégués bulgares furent reçus toutefois, mais non comme représentants d'un gouvernement régulier et reconnu. Ils furent admis simplement comme des visiteurs de distinction, sans titre ni mandat diplomatique. A l'audience qui leur fut accordée assistait à titre de témoin un haut fonctionnaire du quai d'Orsay, afin qu'il ne pût y avoir contestation sur le sens des paroles échangées. Avec la plus grande courtoisie, les doléances de ces visiteurs, leur demande de concours, furent écoutées. Il leur fut répondu nettement qu'ils ne pouvaient compter en rien sur l'appui de la France et que le meilleur conseil qui pût leur être donné en son nom, c'était de s'entendre avec la Russie, leur protectrice, et la Turquie, leur suzeraine.

Lorsque le Tsar, quelques jours après, reçut le corps diplomatique au Palais d'Hiver, à l'occasion du nouvel an, Sa Majesté Impériale s'avança vers M. de Laboulaye et, sur un ton assez haut pour être entendu de tous les collègues de l'ambassadeur de France, le félicita de la manière correcte et loyale dont le gouvernement français s'était comporté dans cette circonstance, attitude qui contrastait heureusement avec celle de certains autres cabinets.

A partir de ce moment, M. de Morenheim, revenu à son poste, reçut de son gouvernement l'ordre de se rapprocher du ministre des affaires étrangères de rechercher et de jeter peu à peu les bases d'une entente.

A la même époque, le général Boulanger, ministre de la guerre, avec une ostentation imprudente, faisait construire de nombreux baraquements militaires sur la frontière de l'Est ; les travaux étaient poussés avec une fiévreuse activité et même la nuit à la lumière électrique. Perfidement l'Allemagne tira argument de cette précipitation pour se dire menacée. La France commençait la fabrication du fusil du nouveau modèle, de la poudre sans fumée et de la mélinite récemment inventée par Turpin. Le gouvernement de Berlin craignant que, grâce à l'application de ces trois découvertes, la France n'arrivât dans un bref délai à posséder un armement plus perfectionné que celui de l'Allemagne, résolut de précipiter les événements. Aussitôt il rassembla sur la frontière 75.000 hommes en sus des garnisons ordinaires d'Alsace-Lorraine.

Pressé par le ministre français de s'expliquer sur cette concentration menaçante au cœur de l'hiver, le prince de Bismarck fit ré-

pondre par le comte de Munster qu'il n'y avait pas lieu de prendre ombrage de ce mouvement de troupes composées de réservistes réunis dans le seul but de les familiariser avec le nouveau fusil, et que 25.000 autres allaient être appelés également pour la même opération; mais que le gouvernement allemand, dans les circonstances présentes, et s'il voulait soulever quelques difficultés, serait mieux fondé à se plaindre des constructions élevées si hâtivement sur la frontière de l'Est et du langage peu mesuré du général Boulanger. Sans en faire l'objet d'une demande formelle ni d'un ultimatum explicite, M. le comte de Munster insista sur la nécessité d'écarter le général Boulanger du Ministère, si réellement on voulait prévenir les complications que l'on semblait redouter.

Quelques griefs légitimes que l'on pût avoir à formuler contre le ministre de la guerre de cette époque, la France ne pouvait céder à une semblable pression.

La situation devenait de plus en plus tendue et menaçante. Par une voie confidentielle et sûre, il fut fait part directement à l'empereur Alexandre III de l'imminence du danger. Le Tsar fit répondre aussitôt qu'il allait employer

toute son autorité à amener un dénouement pacifique. En effet, quelques jours après, les 75.000 réservistes allemands sortirent du gouvernement d'Alsace-Lorraine et les 25.000 autres annoncés ne furent pas appelés. Évidemment, les observations de l'empereur de Russie avaient été prises en considération à Berlin; et, une fois de plus, la paix du monde avait été assurée par la haute intervention de Saint-Pétersbourg.

Sur ces entrefaites, les délégués bulgares à la recherche d'un dénouement, c'est-à-dire d'un prince décidé à remplacer le prince de Battenberg, inspirés, on ne savait par quelle influence, l'Autriche récusant toute intervention dans cette affaire, avaient enfin déterminé le prince Ferdinand de Cobourg à s'introniser subitement et subrepticement en Bulgarie.

Cette prise aventurée de possession effectuée sans l'assentiment des puissances, et en dehors du droit international défini par les conventions du congrès de Berlin, partagea l'Europe en deux camps. D'un côté l'Angleterre, l'Autriche, l'Italie, en reconnaissant, comme tout le monde, l'illégalité de l'intronisation du prince de Cobourg, n'allaient pas au delà de déclarations assez platoniques, et ne semblaient

pas trop éloignées d'entrer en transactions avec le fait accompli. De l'autre, l'Allemagne, la France et la Russie protestaient au nom du droit public et du texte même du traité de Berlin.

Les échanges de notes et de vues diplomatiques se poursuivirent activement entre les différents cabinets, mais on n'arrivait à aucune entente, par suite de l'attitude intransigeante de l'Autriche, de l'Italie et de l'Angleterre. Il était très naturel que le quai d'Orsay marchât d'intelligence complète avec le cabinet de Saint-Pétersbourg dans des négociations où la Russie mettait toute son habileté à identifier sa cause avec l'intégrité de l'ordre légal institué par la diplomatie européenne en Bulgarie.

Mais l'Allemagne se séparant de l'Autriche pour passer dans l'autre camp, pour soutenir la politique russe dans la principauté balkanique, était un sujet réel de méditation pour le ministre français, étonné de ce changement de ton et d'attitude de la diplomatie germanique. Il était permis d'être grandement surpris de l'évolution hardie par laquelle le prince de Bismarck semblait vouloir gagner l'amitié russe, sans fausser compagnie à l'Autriche ; car, en apparence et à s'en tenir au texte même des ins-

tructions envoyées par le cabinet de Berlin à ses agents et communiquées à la France et à la Russie, l'Allemagne blâmait l'intronisation illégale du prince de Cobourg dans un langage encore plus énergique que celui des deux puissances avec lesquelles elle semblait marcher d'accord.

La clairvoyance d'un esprit attentif ne pouvait manquer d'être vivement éveillée ; les échanges de vues qui se suivaient par l'intermédiaire de la diplomatie belge entre l'Allemagne et le prince de Cobourg furent observés très soigneusement. On ne tarda pas à se convaincre de la duplicité de la politique de Berlin ; on arriva à établir la preuve que si le prince de Bismarck, officiellement, condamnait la prise de possession du prince de Cobourg, d'autre part, en dessous, il l'encourageait et rassurait l'Autriche contre les conséquences éventuelles de son opposition aux vues de la Russie.

Les intrigues du chancelier étaient éventées sans qu'il en eût le moindre soupçon, aussi ne s'expliquait-il pas un refroidissement très sensible dans les rapports diplomatiques de l'Allemagne avec la Russie, à laquelle il venait de donner, en apparence, des gages si manifestes de son désir d'accords plus intimes. Or, ce

refroidissement coïncidait avec un rapprochement évident de la France et de la Russie : toute une déconvenue pour la politique bismarckienne dont le principal but était toujours l'isolement de la France.

A cette même époque l'empereur Alexandre III allait passer à Berlin en revenant de Copenhague ; le chancelier crut le moment favorable pour dissiper tout malentendu entre les cabinets de Berlin et de Saint-Pétersbourg et renouer peut-être l'alliance des trois empereurs. Le prince de Bismarck fut en effet reçu par le Tsar. Que se passa-t-il entre les deux puissants interlocuteurs? Quel fut leur entretien? M. de Bismarck dut certainement ne rien négliger pour impressionner vivement l'esprit du Tsar, pour le convaincre de la pureté de ses pensées, de la sincérité de sa politique. Il dut parler de la France, il parla sûrement de la Bulgarie, de l'Orient, en désavouant toute hostilité contre la politique russe dans les Balkans ; il mit toute son éloquence à dissiper les préventions que le Tsar apportait à Berlin. Il aurait même dévoilé au Tsar un grand mystère ; il lui aurait fait connaître qu'il y avait à la cour même de Berlin un parti peu nombreux, mais influent, qui passait son temps à le représenter

lui le chancelier, comme l'ennemi de la Russie, comme l'interprète infidèle des volontés de son propre souverain, l'empereur Guillaume. Que ne dut-il pas dire encore? Quoi qu'il en soit, après un entretien de deux heures, on vit le chancelier sortir la figure rouge, la physionomie troublée. L'empereur Alexandre III lui avait mis sous les yeux, au moyen des documents produits par une main sûre et dévouée, les preuves indiscutables de la duplicité de sa politique.

A partir de ce moment, l'alliance des trois Empereurs ne pouvait plus revivre et la politique de M. de Bismarck, à ce point de vue particulier, n'éprouva plus que des échecs jusqu'à sa chute finale.

On comprend que l'irascible et hautain chancelier ne rêvât que vengeance et revanche. Le lendemain, toute sa presse reptilienne lançait les injures les plus violentes, les incriminations les plus perfides contre le cabinet français accusé de falsification de pièces, de production de documents inventés; puis, croyant pouvoir profiter du moment où les rapports entre la France et la Russie, quoique arrivés à un état de confiance complète, n'avaient pas encore abouti à une entente militaire et diplo-

matique, il imagina coup sur coup l'incident Schnœbelé et l'incident de Vexaincourt qui, brusquement, remirent en présence les susceptibilités nationales si promptes à s'émouvoir.

A partir de ce moment, un mouvement irrésistible, sans cesse croissant en force et en intensité, se produisit dans l'opinion publique en France pour un rapprochement de plus en plus intime et pour une entente définitive et concrète avec la Russie.

Alexandre III, de son côté, n'a pas varié dans la politique de rapprochement vers la France. Marchant lentement, peu à peu et par degrés, à son jour et à son heure, mais poursuivant toujours la même voie, sans se laisser troubler ni même ralentir par les hésitations ou les tergiversations de certains de nos ministres. Il sait en effet que cette politique répond et est la seule qui réponde aux intérêts et aux vœux communs des deux peuples.

L'Exposition de 1889 avait été un superbe triomphe national, mais un triomphe qui nous laissait isolés. Grâce aux intrigues de M. de Bismarck, les nations du continent n'avaient pas osé s'y faire représenter officiellement. Il était à craindre que ce triomphe n'eût son lendemain, comme la dernière exposition du second

Empire qui précéda la guerre de 1870. La jalousie féroce éclatait dans les feuilles publiques de l'Allemagne.

C'est alors qu'Alexandre encouragea l'idée d'une exposition française à Moscou et que, par son auguste présence, il assura le succès de cette œuvre patriotique. C'est alors que, par l'intermédiaire de M. de Laboulaye, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg depuis la fin de 1886 et qui avait su conquérir toute sa confiance et celle de M. de Giers, il fit suggérer au gouvernement français l'idée de l'envoi de la flotte française à Cronstadt. Le quai d'Orsay fut d'abord effrayé de cette conception et se montra longtemps hésitant pour sa réalisation. Alexandre III n'est pas homme à se rebuter facilement. Enfin, par l'insistance de M. de Laboulaye, il obtint que la question ne resterait pas enterrée dans le cabinet du ministre des affaires étrangères, qu'elle serait portée au conseil des ministres. Il savait qu'il y avait, dans le conseil, des ministres plus partisans de la politique franco-russe, que celui qui à cette époque était chef de notre foreign office. Enfin, on trouva l'invention qui parut géniale aux partisans de l'éternel système de bascule, de l'envoi à Portsmouth de l'escadre française dès qu'elle

quitterait les eaux de Cronstadt. Par cet expédient compensateur, les derniers scrupules furent levés; mais M. de Laboulaye paya de son ambassade une insistance qui avait paru trop vive à son supérieur hiérarchique.

L'Empereur de Russie fut peiné de cet éloignement et regretta le concours d'un homme qui avait su conquérir sa confiance; mais il continua avec persévérance la réalisation de ses desseins. Les obstacles dont des mains hostiles ou maladroites voulaient semer son chemin pouvaient ralentir sa marche, mais non l'arrêter. Il avait son plan, et il jugeait nécessaire aux intérêts de la paix et aux intérêts de la France qu'il fût exécuté, peu lui importait les scrupules de quelques anglophiles.

Le gouvernement de Berlin, par les nombreux organes de sa presse reptilienne, avait accrédité cette idée en Allemagne et chez les peuples qui gravitent comme satellites dans l'orbite de l'Allemagne, que la Russie pouvait bien nous témoigner quelque sympathie et s'opposer à la suppression de la France de la carte de l'Europe; mais que jamais, hors le cas de péril suprême, le Tsar, le représentant du principe autocratique le plus entier qui existe en Europe, ne consentirait à mettre sa main dans la main

de la République française et à nouer avec elle des relations soutenues pour la poursuite d'une politique commune. Alexandre III voulait détromper nos nombreux adversaires, il voulait leur montrer d'une manière irréfutable et patente que l'alliance, si elle n'était déjà faite, pouvait au moins se faire et que les vains scrupules imaginés par la pudibonderie germanique des adeptes de M. de Bismarck ne l'arrêteraient pas un instant pour faire ce que l'intérêt, ce que l'avenir de son peuple commandaient.

Les produits de l'industrie française n'étaient pas et ne sont pas encore assez connus en Russie. Sans doute le consommateur a une réelle prédilection, surtout en matière d'objets de luxe, de goût et d'élégance pour les objets de provenance française; mais il est indignement trompé et presque toujours et partout les courtiers de commerce allemands arrivent à lui faire acheter, sous de fausses étiquettes françaises des marchandises d'origine allemande. Une exposition française à Moscou avait donc commercialement et industriellement parlant parfaitement sa raison d'être. Mais, et nos compatriotes industriels et commerçants qui ont fait les frais, tous les frais de cette exposition, pour laquelle le trésor public n'a accordé aucune

subvention, ne s'y sont pas mépris un seul instant, c'était surtout une œuvre politique. Les sacrifices qu'ils ont consentis, les efforts qu'ils ont faits, n'avaient pas en vue un intérêt personnel, mais d'abord et surtout un but patriotique.

Ce qui a donné à l'exposition de Moscou son vrai caractère, c'est l'empressement du gouvernement impérial, obéissant à une idée suggérée par Sa Majesté elle-même, à mettre à la disposition des promoteurs de l'exposition un palais tout aménagé pour recevoir les produits français, faveur que, par discrétion et sentiment de dignité nationale, ils n'avaient pas osé solliciter ; c'est l'empressement de Sa Majesté elle-même à se rendre à l'exposition française et, par ses encouragements hautement exprimés, à en assurer le glorieux succès. Mais cette manifestation, dont l'importance n'échappait certes pas à nos adversaires, n'était encore qu'une manifestation d'ordre privé, puisque le gouvernement français s'était abstenu de donner à notre exposition aucun caractère officiel.

Pour réduire les ennemis de la France à la reconnaissance de la possibilité de l'alliance franco-russe, il fallait une manifestation où les deux gouvernements fussent représentés offi-

ciellement et où les marques de sympathie, d'amitié fussent échangées de gouvernement à gouvernement, de l'autocratie russe à la République française. Alors les doutes ne seraient plus possibles et celui qui troublerait la paix de l'Europe n'aurait plus à se méprendre sur les forces qu'il trouverait en face de lui. A deux reprises, Sa Majesté daigna m'entretenir du plaisir qu'elle aurait à voir flotter dans les eaux de Cronstadt le pavillon français, qui n'y avait plus paru depuis la guerre de Crimée; de sa vieille estime pour la marine française qui remontait à l'époque où avant de devenir Tsarévich, il se préparait aux fonctions de grand-amiral. Elle me chargea d'assurer notre gouvernement de l'accueil cordial qui serait fait à nos marins.

Pour bien faire ressortir comment Alexandre III a considéré les fêtes de Cronstadt, nous nous bornerons à citer un fait encore inédit et qui marque clairement l'état des esprits à ce moment mémorable. Les marins français venaient de débarquer sur le quai de la Néva et parcouraient les rues de Saint-Pétersbourg, l'enthousiasme était indescriptible dans toutes les classes de la population. Le préfet de la ville, M. de Gresser, inquiet d'un mouvement

populaire auquel il était peu habitué, téléphone à l'Empereur alors au palais de Péterhof : « Sire, la ville est en révolution par l'arrivée de ces marins français, je n'attends que les ordres de Votre Majesté pour faire tout rentrer dans l'ordre. » — « Cela va bien ainsi, répond l'Empereur, laissez-les continuer. »

La flotte française à Cronstadt, solennellement reçue par le Tsar entouré de sa famille, écoutant debout et découvert notre hymne national et échangeant des télégrammes de félicitations réciproques avec le président de la République française, aux acclamations enthousiastes des deux peuples, ce n'était pas encore l'alliance franco-russe signée, mais la reconnaissance formelle des intentions prêtées au Souverain et des désirs de ses sujets, la consécration de la politique par laquelle les deux pays s'acheminaient vers l'alliance et l'assurance que la grande spoliée du traité de Berlin ne laisserait pas la victime de 1870 seule aux prises avec les affiliés de M. de Bismarck devenus les associés de Guillaume II.

C'était plus qu'il n'en fallait pour faire rentrer en eux-mêmes, en face d'une réalité peu encourageante, le promoteur de l'œuvre préméditée et ses associés. Du moment que la

Russie sortait de sa réserve et se rangeait du côté de l'isolée, la partie devenait dangereuse à jouer, et les joueurs prudents n'avaient plus qu'à abandonner jusqu'à des circonstances plus favorables l'exécution de leurs noirs desseins. C'est ce qu'ils s'empressèrent de faire.

Inutile de souligner davantage la portée de cette manifestation, qui ne fut pas un acte improvisé, dicté uniquement par les circonstances du moment, mais un acte réfléchi, corollaire logique de la politique inaugurée par Alexandre III. Cronstadt ne répondit pas seulement aux menaces de l'heure : il posa la vérité de la situation européenne jusqu'à ce jour en suspens, et rétablit l'équilibre sur des bases assez solides pour déconcerter les entrepreneurs d'aventures.

En elle-même, dégagée des préoccupations politiques qu'elle tendait à dissiper, la manifestation de Cronstadt fut admirable de cordialité et d'éclat. L'accueil fait par le Tsar, la famille impériale et le monde officiel à notre représentant l'amiral Gervais et à son état-major, fut plus que l'expansion de sympathies personnelles : dès le début des fêtes auxquelles cette réception donna lieu, à Cronstadt et à Saint-Pétersbourg, dès l'arrivée d'Alexandre III sur le pont du vaisseau amiral, il fut clairement

établi pour l'Europe que c'était la Russie qui donnait la main à la République française et, par là, scellait officiellement l'union déjà faite dans les cœurs, et l'attitude de la foule russe, l'enthousiasme prodigué par elle autour des marins français, des frères d'occident, les fêtes officielles devenues des fêtes populaires, tout concourut à donner à la manifestation décidée par le Tsar un caractère vraiment national.

Si quelqu'un a le droit de revendiquer l'honneur d'avoir préparé et réalisé Cronstadt c'est l'empereur Alexandre III ; nul projet n'a été poursuivi par lui avec plus de ténacité, malgré les difficultés et les hésitations qu'il a rencontrées de toutes parts, et même du côté d'où il aurait dû le moins en rencontrer, nul n'a été caressé avec plus de prédilection. Dans sa pensée c'est un encouragement, un témoignage de haute sympathie qu'il a voulu donner au peuple français pour son courage et sa dignité dans le malheur, pour sa patience vis-à-vis des indignes provocations de l'Allemagne et de l'Italie, auxquelles l'Angleterre est venue se joindre trop souvent, pour la modération de sa politique intérieure. C'est une marque d'estime profonde, d'un connaisseur et d'un valeureux pour nos belles armées de terre et de mer. C'est

enfin un gage donné à la France que désormais elle ne restera pas isolée en Europe si elle persiste dans la même politique. C'est en même temps un avertissement aux perturbateurs de la sécurité européenne. Le peuple français, qui sait être reconnaissant, parce qu'il est grand, saura témoigner sa reconnaissance et l'Europe, elle aussi, n'oubliera pas.

Depuis cette époque, les dispositions de la Russie à l'égard de son alliée naturelle, de l'amie qu'elle s'est choisie et, pour ainsi dire, conquise, n'ont pas un instant faibli. Dans toutes nos difficultés, soit intérieures, soit extérieures, nous l'avons toujours trouvée attentive et applaudissant à nos efforts et à nos succès, prête à nous offrir son appui moral sinon le concours de sa puissance matérielle. En toute circonstance, sa préoccupation apparaît de nous rappeler qu'elle est avec nous contre nos ennemis, et d'encourager notre confiance en nous-mêmes, premier gage de notre force restaurée. Si, d'aventure, se produit une rencontre entre le Tsar et le chef de la francophobie, Guillaume II, rencontre de nature à éveiller en nous cette susceptibilité des peuples éprouvés que tout met en défiance, un autre fait va se produire qui effacera cette impression :

c'est un des frères de l'Empereur que nous verrons venir à Nancy saluer, au nom de l'Empereur de Russie, le président de la République française.

A l'heure où nous écrivons, une autre manifestation se prépare, manifestation caractéristique surtout par l'heure choisie pour la réaliser et par le sentiment qui a dicté ce choix : une flotte russe navigue par ordre vers l'un de nos grands ports, elle y vient rendre à la France la visite de Cronstadt. Ce sera, sans doute, le dernier des actes d'introduction à la conclusion de l'alliance franco-russe. La France l'appelle de tout son cœur ; elle l'a déjà scellée, cette alliance, d'un sceau plus solide que celui des chancelleries ; notre gouvernement, répondant aux avances du gouvernement impérial de Saint-Pétersbourg, n'a plus qu'à sanctionner l'élan de la nation : nous espérons qu'aucune considération pusillanime ne le retiendra, ne l'empêchera d'accomplir ce devoir.

## V

### MOSCOU ET CRONSTADT

(*Suite.*)

Lorsque, conçue dans un groupe de diplomates et d'industriels dévoués à la politique franco-russe, la pensée d'une exposition française à Moscou commença à entrer dans le domaine de la publicité, beaucoup d'amis prudents vinrent me dire : « Votre projet est condamné à un avortement certain. Vous ne réussirez pas. — Pourquoi ne réussirai-je pas? — Pour deux motifs : d'abord, les industriels français ne voudront pas supporter les frais écrasants du transport de leurs produits par les chemins de fer de l'Europe centrale, qui n'accorderont aucune réduction.

— Vous vous trompez, répliquai-je ; il y a dans cette affaire une question de patriotisme, et, quand il s'agit de patriotisme, l'industrie française n'a jamais reculé devant les sacrifices.

— Soit, mais vous n'obtiendrez pas l'autorisation de l'Empereur. Alexandre III a entouré son empire de tarifs élevés, il a constamment travaillé à assurer à l'industrie moscovite le monopole de la consommation extérieure; il ne permettra pas, au cœur de ses États, l'ouverture d'une exposition qui a pour but et aura nécessairement pour conséquence d'encourager la diffusion des produits étrangers. »

Alexandre III non seulement autorisa l'exposition française à Moscou, mais c'est Sa Majesté Impériale qui rendit possible l'ouverture dès 1891, en mettant, par un mouvement de bienveillance spontanée, à notre disposition le palais de Khodinskoe, où l'installation fut effectuée dans les conditions les plus favorables.

Pour se conformer aux intentions bienveillantes si clairement manifestées par le souverain, l'exposition française de Moscou a été, on peut le dire comblée par le monde officiel, comme par la société, le peuple et l'armée de Moscou, d'offres de cordial concours et de preuves de sympathie. Nous n'aurions jamais pu terminer nos déménagements et aménagements intérieurs si le général Costanda, gouverneur par intérim de Moscou, n'avait mis gracieusement à notre disposition près de six cents cosaques qui

vinrent en aide à nos industriels avec un cordial empressement et montrèrent autant de patience que d'aptitude pour exécuter tout ce qui leur était expliqué par le seul secours d'une pantomime expressive. Je me les rappelle encore accroupis, travaillant consciencieusement à coudre les toiles du panorama de Poilpot, *le Couronnement du Tsar*, sous la direction de quelques ouvriers français. J'entends les lazzis échangés de part et d'autre avec d'autant plus de succès que de part et d'autre on ne se comprenait pas, et les éclats de joie inextinguible quand un cosaque inexpérimenté cousait le buste d'une dame d'honneur sur les pantalons d'un grenadier ou la tête d'un personnage aux lieu et place de la coupole d'une cathédrale. Il semblait que ces hommes, qui ne s'étaient jamais vus et ne pouvaient se comprendre, avaient été faits pour vivre toujours ensemble.

Tandis que Russes et Français travaillaient ainsi à l'envi à préparer un digne décor pour l'exhibition des merveilles de notre industrie et une réception convenable pour le Tsar, les journaux de la triple alliance ne chômaient pas non plus. Chaque jour voyait éclore quelque nouvelle sensationnelle ou sinistre, propre soit

à jeter le discrédit sur notre entreprise, soit à répandre la terreur parmi les sujets de l'Empereur et jusque dans son entourage sur les périls qu'allait courir Sa Majesté si elle pénétrait dans le palais livré aux Français. Tantôt on avait découvert parmi les objets envoyés pour être exposés à Moscou certains engins explosibles des plus redoutables, tantôt la police russe avait arrêté des nihilistes cachés dans les sous-sols du palais. La veille même du jour où Sa Majesté arrivait de Saint-Pétersbourg à Moscou, une dépêche lancée de Berlin et accueillie par certains journaux de Paris, annonçait que le pavillon impérial à Khodinskoe venait de sauter. Tant de frais d'imagination furent en pure perte. Alexandre III ne s'émeut pas pour si peu et il y a longtemps que la presse reptilienne aurait dû s'apercevoir que tous ses efforts sont impuissants à peser sur les résolutions de ce prince.

Alexandre III décida le succès des efforts des organisateurs de l'exposition par sa visite du 30 mai à Moscou, où il affirma aux yeux de tous la protection impériale en faveur de l'entreprise française, et par les encouragements prodigués à nos exposants, avec une bonté et une grâce dont la portée fut immé-

diatement comprise dans toute la France et la Russie.

Vers deux heures, emportés par une troïka attelée de chevaux noirs et conduite par l'Empereur lui-même, l'Empereur et l'Impératrice, « lui, l'image de la bonté dans la force; elle, l'idéal du charme féminin sous le diadème », entraient dans l'exposition française.

Leurs Majestés étaient suivies par la grande-duchesse Xénie, l'aînée de leurs filles; LL. AA. II. le grand-duc Serge, gouverneur de Moscou, la grande-duchesse Elisabeth et une brillante escorte. Alexandre III avait amené, en outre, avec lui, le général Vannoski, ministre de la guerre, et le comte Dournowo, ministre de l'intérieur. La présence des deux ministres donnait à la visite de Leurs Majestés un caractère de solennité officielle qu'il y a intérêt à ne pas méconnaître.

L'Empereur et l'Impératrice, qui venaient d'arriver à Moscou où ils étaient réclamés de toutes parts par l'enthousiaste amour de leurs sujets, sollicités par les soins paternels qu'ils donnent aux grands établissements publics d'instruction et de bienfaisance qu'ils patronnent dans cette seconde capitale de l'Empire, ont consacré, le jour même de leur arrivée, leur

première visite et leur après-midi tout entière à notre exposition. Leurs Majestés ne se sont retirées qu'après avoir prodigué à nos exposants les plus gracieux encouragements et montré, par le choix de nombreuses acquisitions qui sont allées à Gatchina perpétuer le souvenir de notre exposition, combien leur étaient agréables les produits de notre art et de notre industrie. Elles ont accepté avec une noble simplicité jusqu'aux humbles présents, jusqu'aux fleurs que les femmes des plus modestes de nos collaborateurs, des ouvriers employés à l'exposition, ont voulu offrir à l'Impératrice.

Le soir, l'Empereur retenait à dîner, au palais du Kremlin, les membres présents à Moscou du comité supérieur de l'exposition et les principaux exposants. Dans le cercle qui, d'après l'usage suivi à la cour de Russie, fut tenu après le dîner, Leurs Majestés surent trouver pour chacun un sourire aimable et quelques paroles de bienveillant intérêt. Les augustes souverains donnaient ainsi un éclatant témoignage de leur désir de renforcer encore les rapports amicaux des deux pays. Leur visite était plus qu'un acte de courtoisie ou de curiosité, c'était un grand acte politique. Alexandre III affirmait solennellement ses sympathies pour le sentiment

qui avait poussé les plus notables représentants de l'industrie et de l'art français à répondre à l'appel des promoteurs de l'exposition. Sa Majesté Impériale voulait sans doute répondre implicitement aux prétentions de cette fameuse ligue de la paix dont les conséquences onéreuses pèsent si lourdement sur l'Europe. Elle montrait que la sécurité, le progrès, la prospérité industrielle commerciale ne seraient garantis que par l'alliance franco-russe.

Les promoteurs de l'exposition étaient donc bien inspirés quand ils disaient à nos industriels :

« Donnez-nous votre adhésion à l'exposition française de Moscou et allez en Russie ; faites connaître vos produits sur place ; c'est la meilleure manière de combattre la concurrence allemande et d'affirmer la supériorité de votre fabrication ; allez à Moscou, vous y trouverez honneurs et profits ; car, en soignant vos intérêts, vous servirez aussi le pays, en contribuant à un resserrement encore plus étroit des liens d'amitié déjà existants entre deux grands peuples. »

Et 2.400 exposants, représentant l'élite du monde commercial et industriel, avaient répondu à cet appel avec une noble crânerie et un patriotique désintéressement.

L'exposition de Moscou a été un succès pour l'industrie et l'art français, et un grand succès. Elle restera une date dans l'histoire des relations entre la France et la Russie, au point de vue économique comme au point de vue politique, au même titre que la réception de la flotte française à Cronstadt, — dont l'exposition de Moscou a été le véritable prologue.

Ce témoignage de haute sympathie donné à une œuvre française faisait, en effet, déjà prévoir l'intérêt de la manifestation qui, quelques jours plus tard, le 23 juillet, devait se produire à Cronstadt.

Cette date du 23 juillet restera historique : elle marque, dans l'histoire de l'Europe, la fin de notre isolement, l'affirmation officielle des sympathies franco-russes, quelque chose comme la préface avouée de l'union définitive à réaliser.

Ici, l'attitude d'Alexandre III justifie toutes les espérances qu'avaient fait concevoir les manifestations antérieures de sa bienveillance pour la France; elle les dépasse même, ces espérances : décidé à affirmer ses sentiments devant l'Europe, le Tsar parut mettre une certaine coquetterie à faire grandement les choses et à répondre d'avance à toutes les discussions qu'allait soulever cet acte poli-

tique. Comme dans toutes les circonstances de sa vie de souverain, Alexandre III fut en cela le traducteur fidèle, l'écho scrupuleux des sentiments et des vœux de son peuple.

L'annonce de la visite de notre flotte avait soulevé un magnifique enthousiasme dans toute la Russie : l'accueil que reçurent ses officiers et son équipage à Cronstadt, à Saint-Pétersbourg et plus tard à Moscou, quand ils allèrent visiter l'Exposition de leurs compatriotes, dépasse en magnificence et en cordialité tout ce qu'avait pu rêver le cœur de la patrie, en sa soif de consolations et de sympathies.

Ces jours derniers, à propos de la réception à faire à la flotte russe qui naviguait vers Toulon, un de nos grands journaux parisiens rappelait quelques détails de la réception de Cronstadt, d'après le récit d'un officier de marine qui, attaché à la division de l'amiral Gervais en 1891, fut le témoin oculaire de ces fêtes. Qu'on nous permette, à notre tour, de faire ici une place à ces souvenirs émouvants :

C'est un ballon captif qui, de Krassnaia Gorka, signala l'arrivée de la division française dans les eaux russes.

Les Russes envoyèrent au-devant des nôtres un navire de guerre; mais c'est par milliers

que des barques de pêche ou de plaisance quittèrent Cronstadt pour venir à la rencontre de notre escadre. Toutes ces barques, gaiement décorées de verdure et de drapeaux, étaient chargées, à couler bas, de paysans qui criaient : « Vive la France ! » ou encore : « Soyez les bienvenus ! » Sur un vapeur couvert de feuillage, pavoisé aux couleurs russes et françaises, se trouvait la colonie française ; sur un autre avait pris place le chœur Slavianski, que nous avons vu en France il y a quelques années, et qui entonna un chant de bienvenue sur l'air de la *Marseillaise*.

Ce chant pouvait se traduire approximativement de la façon suivante : « Glorieux fils de France, que ce salut se transmette de génération en génération ! Nous chantons votre venue, à vous les bien-aimés de notre patrie. Que vos étendards français se déploient sur notre capitale pour témoigner à jamais de l'amitié qui nous unit. »

Jamais nos marins ne virent tant de fleurs que pendant leur séjour en Russie. Quand l'amiral Gervais débarqua pour la première fois à Cronstadt, une cinquantaine de petites filles l'attendaient au débarcadère. Une de ces enfants présenta à l'amiral un énorme bouquet,

et toutes les autres, munies de corbeilles de fleurs, semaient ces fleurs sur le passage de l'amiral français et des officiers qui l'accompagnaient.

Chaque matin tous les navires recevaient des bouquets. La plupart des femmes qui montaient à bord pour visiter la flotte tenaient des fleurs à la main qu'elles remettaient aux officiers et aux simples matelots.

Les cadeaux offerts par les municipalités de Saint-Pétersbourg, de Cronstadt et de Moscou ou par les diverses sociétés de ces villes furent nombreux et fort goûtés de nos marins. De la municipalité de Saint-Pétersbourg, chaque bâtiment reçut un *ihbane,* sorte de pièce de table en argent, sur lequel étaient gravés les mots *nadobroujou pamiaty* (souvenir d'amitié) ; en outre, l'amiral et chaque commandant ont reçu un vase émaillé et chaque officier une coupe en argent. Lorsque le maire de Saint-Pétersbourg fit remise de ces objets, à l'issue du banquet municipal, il prononça les paroles suivantes : « Veuillez accepter de la part de la ville ces coupes personnelles d'ancien style russe. Elles portent les armes de la capitale, le nom de la personne qui doit les recevoir et la date de votre visite. Espérons que chaque

fois que vous les porterez à vos lèvres, vous vous souviendrez que dans le Nord lointain il y a des amis de la France, il y a des cœurs qui pensent à vous ! »

A Cronstadt, à Moscou, nos marins reçurent des cadeaux du même genre qu'à Pétersbourg, avec des profusions de bouquets, de fleurs et de couronnes. Dans chaque banquet, dans chaque solennité, dans chaque cérémonie, pour bien affirmer le caractère de franche et cordiale hospitalité qui distinguait ces fêtes, les Russes ne manquaient pas d'offrir à l'amiral Gervais le sel et le pain traditionnels. Presque toujours ces deux aliments symboliques lui étaient présentés sur des plateaux d'argent d'un grand prix, dont il lui était fait le don généreux.

Quant aux simples matelots, les villes de Saint-Pétersbourg et de Moscou leur offrirent des porte-cigarettes ornés de vues de Saint-Pétersbourg, avec une centaine de cigarettes russes, ou des blagues à tabac avec le portrait du Président de la République.

En arrivant à Moscou, où il était accompagné de 55 officiers et de 12 matelots, l'amiral Gervais trouva à la gare trente calèches attelées en troïka, avec des chevaux enrubannés aux cou-

leurs franco-russes, qui le conduisirent, lui et son personnel, à Slavianski-Bazar, où des appartements avaient été retenus...

Nous passons sous silence les menus présents offerts aux officiers français, tels que plans de Saint-Pétersbourg, guides de Moscou, plans du Kremlin... etc., mais nous ne devons pas omettre ces petits drapeaux russes mariés aux drapeaux français qu'on leur distribuait presque à chaque coin de rue, ou qu'on jetait dans leurs voitures avec des fleurs et des bouquets.

Nous en avons assez dit pour montrer combien fut large, généreuse et significative la réception de nos marins sur les bords de la Néva.

Alexandre III, accompagné de Sa Majesté la Tsarine, du grand-duc Alexis, commandant en chef de la marine russe, et de la famille impériale, vint visiter l'escadre française le 26 juillet : ce fut là, sur le pont du vaisseau-amiral *le Marengo*, que s'accomplit le grand acte politique attendu.

Les souverains furent reçus par l'amiral Gervais, chef de l'escadre, ayant près de lui le capitaine de vaisseau Courejolles, commandant le cuirassé ; l'ambassadeur de France, M. de La-

boulaye leur souhaita la bienvenue au nom de notre pays et les remercia de l'honneur qu'ils daignaient faire à la flotte française.

Au moment où le Tsar mettait le pied sur le pont du *Marengo*, le pavillon impérial russe fut hissé au grand mât. L'Empereur passa en revue les troupes de l'équipage, tour à tour félicitant l'amiral Gervais de leur belle allure et adressant la parole aux marins français pour s'enquérir avec cette sollicitude qui va au cœur des soldats, des campagnes qu'ils avaient faites et dont ils portaient les médailles.

La famille impériale visita le *Marengo* en entier, puis passa à bord du *Marceau* qu'elle visita également.

A une heure, le Tsar reçut à déjeuner, à bord du grand yacht impérial le *Derjawa*, l'amiral Gervais et les commandants des navires, M. de Laboulaye et le haut personnel de l'ambassade de France. C'est à ce déjeuner que fut, pour la première fois, exécuté devant Alexandre III notre hymne national, *la Marseillaise* : on sait que le Tsar écouta debout et découvert, lui, le chef suprême de l'empire russe, le gardien passionné de l'autocratie traditionnelle, ce chant officiel de la République française. On sait encore que, complétant cette manifestation

significative, le Tsar se leva et porta un toast inoubliable au président de la République et à notre marine.

Faut-il également rappeler les télégrammes de cordiales félicitations échangés à cette occasion entre Alexandre III et le président de la République française? Rien ne manqua à cette haute affirmation des sympathies franco-russes ; le Tsar, nous le répétons, y prodigua les témoignages de ses sentiments personnels et s'appliqua à favoriser l'éclatante expression de ceux de son peuple.

Depuis ce jour, les liens naturels qui unissent les deux peuples n'ont fait que se resserrer et la loyauté d'Alexandre III, le soin qu'a pris le souverain russe de rappeler en toute circonstance sa fidélité à l'acte de Cronstadt, ont achevé de démontrer à l'Europe sa pensée arrêtée d'une entente franco-russe en vue d'une action politique commune. Dans quelques jours après la réception enthousiaste et grandiose que la France offre à la flotte russe, le sceau sera mis sans doute à cette entente, et bien aveugles ou bien fous seront ceux qui oseront rêver encore de désunir les deux peuples et de retarder le couronnement de l'œuvre patiemment élaborée par l'héritier de Pierre le

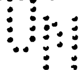
Grand : l'alliance, avec toutes ses conséquences effectives, des deux plus grandes forces matérielles et morales du continent : la Russie et la France.

# VI

## TOULON

Jusqu'ici, par la fatalité des circonstances, par l'erreur des hommes, par le hasard des incidents diplomatiques et militaires, les armées russes et françaises se sont rencontrées, sur les champs de bataille plus souvent en adversaires qu'en amis, et face à face que côte à côte. Jusqu'ici les historiens des deux pays se sont attachés à retracer avec un égal talent et une même prédilection les épisodes de ces combats de héros rivalisant entre eux de courtoisie chevaleresque en même temps que de stoïque mépris de la mort. C'est, dit-on, grâce à ces luttes de géants que les deux peuples ont appris à se connaître et qu'ils se sont estimés et appréciés réciproquement. Soit, je n'en disconviens pas, mais je crois qu'on leur a suffisamment appris ce qu'ils pouvaient, quand ils étaient





adversaires. Il serait temps, ce semble, de leur apprendre aussi ce qu'ils ont pu quand ils étaient alliés, ce qu'ils pourraient dans l'avenir s'ils le redevenaient encore.

C'était sous le règne de l'impératrice Elisabeth. La diplomatie de La Chétardie et son influence personnelle sur l'Impératrice avaient amené une alliance entre la France et la Russie contre Frédéric le Grand.

A cette époque, la jeune armée moscovite était à peine organisée, à peine disciplinée, à peine armée à l'européenne. Elle s'essayait, pour la première fois aux hasards de la grande guerre sur les champs de bataille classiques de l'Allemagne. Pour son début, elle se trouvait face à face avec le premier capitaine du siècle, Frédéric le Grand, un des plus étonnants génies militaires du monde. S'est-elle renfermée dans une timide défensive? Nullement; elle a pris hardiment l'offensive et, terrassant son glorieux adversaire partout où elle le rencontrait, elle a promené ses étendards victorieux, de triomphe en triomphe, jusque sur les murs de Berlin.

En 1757, l'année même où l'incapacité de nos généraux nous faisait surprendre et écraser à Rosbach, à Gross-Jaegersdorff, l'armée moscovite, commandée par Apraxine, vengeait la

défaite de ses alliés et forçait l'armée prussienne à quitter le champ de bataille abandonnant ses morts, ses canons et ses drapeaux.

L'année suivante, Soltykoff revenait sur l'Oder, battait à Paltzig les lieutenants de Frédéric et, traversant l'Allemagne de part en part, entrait victorieux à Francfort.

Frédéric accourait au secours de ses lieutenants, mais c'était pour éprouver à Kunersdorff la plus sanglante, la plus terrible défaite de son règne. Après Kunersdorff, désespéré, il n'entrevoyait plus de refuge que dans le suicide.

Le matin, il avait aligné la plus belle de ses armées; le soir, c'est à peine s'il pouvait ramasser sur le champ de bataille 40 hussards pour escorter sa fuite.

Des 48.000 hommes qui avaient combattu sous ses ordres, c'est à peine s'il pouvait, le lendemain, en rallier 3.000.

Bientôt l'armée russe entrait à Berlin.

De Goltz, envoyé à Saint-Pétersbourg pour traiter de la paix à tout prix, était chargé par Frédéric d'offrir la Prusse orientale, de consentir à tous les sacrifices, lorsque la mort subite et inexpliquée de l'impératrice Elisabeth vint délivrer le monarque prussien de ses angoisses.

Ne devons-nous pas, dans cette courte et brillante campagne, qui aurait été décisive si un événement étranger à la bravoure des soldats comme au talent des capitaines n'était venu en paralyser les effets, saluer un éclatant témoignage de ce que peut la force offensive de la Russie débouchant par les vallées ouvertes de la Prusse orientale, de ce que font la Russie et la France quand elles sont alliées?

Cet épisode de notre histoire, trop oublié chez nous, l'Allemagne n'en a pas perdu le souvenir, et l'on peut être sûr qu'elle ne s'exposera pas volontairement à faire renaître une crise qui l'a mise à deux doigts de sa perte.

Sur mer aussi, les flottes russe et française ne se sont pas toujours rencontrées pour se combattre et en combinant leurs forces comme en les opposant, elles se sont couvertes de gloire.

Ce sont de grands souvenirs qu'il n'est pas inopportun de rappeler, au moment où le pays entier acclame l'escadre russe ancrée sur les rivages de la France :

Ce sont les flottes russe et française qui, unies à la flotte anglaise, ont assuré à Navarin le triomphe de l'insurrection hellénique et rendu à la Grèce son antique liberté. Ce sont

elles qui ont affranchi la Méditerranée du joug de cette redoutable marine ottomane qui avait si longtemps fait trembler la chrétienté, des rives de l'Adriatique au détroit de Gibraltar.

Ces deux flottes ont donc déjà combiné leurs efforts pour une œuvre d'affranchissement, et c'est encore au nom et dans l'intérêt du maintien de la liberté de la Méditerranée que nous saluons d'un cri enthousiaste et joyeux l'union de leurs pavillons. Dans les circonstances présentes, c'est un heureux événement que la reconstitution de l'escadre russe de la Méditerranée et qui peut être fécond en précieux résultats, pour la France en particulier et en général pour toutes les puissances intéressées à l'indépendance de cette mer qui a été le berceau de la civilisation européenne et qui est et sera toujours un de ses centres d'activité les plus importants.

Dans la première moitié de ce siècle, alors que la France venait de faire la conquête de l'Algérie, que son influence dominait exclusivement en Egypte, en Syrie, sur toutes les côtes de l'ancienne Asie Mineure, qu'elle était prépondérante à Athènes et même à Constantinople, que l'Italie, divisée en principautés

secondaires, ne pouvait avoir une puissante marine nationale, que l'Espagne n'en avait plus et que l'Allemagne et l'Autriche n'en avaient pas encore, on pouvait prétendre, par une métaphore qui n'avait rien de trop exagéré, que la Méditerranée était un lac français.

Plus tard quand, par les victoires de Magenta et de Solférino, nous eûmes constitué l'unité italienne, quand l'Espagne eut réparé ses forces, cicatrisé ses plaies et, riche toujours en marins héroïques, reconstitué son matériel naval, on put dire que la Méditerranée était devenue un lac latin.

Aujourd'hui la main mise de l'Angleterre sur l'Egypte qui, jointe à l'occupation de Chypre et de Malte, en dépit de la neutralisation plus théorique que pratique du canal de Suez, ferme l'issue orientale de la Méditerranée, l'énorme développement des flottes de l'Allemagne et de l'Autriche, la création d'une flotte italienne mise avec tous les ports de guerre et de refuge de la péninsule au service de l'Angleterre et de l'Allemagne, changent complètement, à notre désavantage, la face des choses.

Que l'Angleterre complète l'œuvre dont elle a jusqu'à ce jour si hardiment poursuivi l'accomplissement; exécutant la menace dont elle

tient toujours la réalisation suspendue sur nos têtes, qu'elle s'installe sur la côte du Maroc en face de Gibraltar, qu'elle ferme ainsi la dernière maille du filet qu'elle resserre chaque jour davantage, et la Méditerranée sera devenue un lac anglo-saxon, où nous nous trouverons emprisonnés.

La présence d'une escadre russe dans la Méditerranée est peut-être la dernière, l'unique chance que nous ayons d'échapper pacifiquement à ce péril sans cesse imminent. Car l'Angleterre n'ignore pas que le jour où elle voudrait fermer à cette escadre l'issue par où elle est entrée, où elle prétendrait clore le détroit de Gibraltar, celle-ci saurait bien s'ouvrir un passage par le détroit des Dardanelles, où la flotte russe de la mer Noire viendrait lui tendre la main.

Au commencement du XVII^e^ siècle les Anglais s'étaient proclamés maîtres de la mer et exerçaient despotiquement cette souveraineté. On se rappelle la fameuse controverse entre Hugo Grotius, le célèbre jurisconsulte hollandais qui défendait le principe de la liberté des mers (*mare liberum*) et faisait ressortir l'injustice, l'illogisme, l'offense au droit naturel que couvrait la prétention de la Grande-Bretagne, et

Jean Selden. Ce dernier, dans un savant traité intitulé *Mare clausum*, la mer fermée, prenait fait et cause pour les prétentions de l'Angleterre, s'efforçait de réfuter la doctrine d'Hugo Grotius et affirmait au profit de sa patrie un domaine éminent sur toutes les mers, et le droit d'arrêter les navires de toutes les autres nations.

Nous ne sommes plus aujourd'hui au siècle des grandes controverses de doctrine. Le domaine de la théorie est déserté pour le domaine des faits. Les Anglais, hommes pratiques s'il en fut et dignes sur ce point de servir de modèles aux autres peuples, ne s'attardent plus aujourd'hui à poursuivre le débat avec Hugo Grotius et ses modernes sectateurs ou continuateurs. Peu leur importe que la liberté des mers soit proclamée en principe, si, en fait, par un moyen ou par un autre, ils empêchent leurs adversaires d'en bénéficier, s'ils les enferment dans un réseau dont ils ont la faculté d'ouvrir ou de resserrer les mailles à volonté et si, grâce à cette politique habile et tenace, ils se réservent un empire sans partage sur toutes les routes des mers.

Ils veulent garrotter la France et la Russie, les deux seules puissances dont ils croient avoir à redouter les velléités d'indépendance contre

leur domination absolue. La Russie, ils se flattent de l'avoir enfermée d'un côté dans la Baltique, grâce au concours de la flotte allemande dont ils ont encouragé le rapide développement, peut-être aussi de la Suède et, au besoin, par l'occupation de certains points déjà éventuellement désignés sur la côte du Danemark ; de l'autre, dans la mer Noire, avec le concours des forces combinées de terre et de mer de la Triple Alliance, renforcées, dans ce cas spécial, de celles de la Turquie. Ils ont verrouillé et cadenassé l'isthme de Suez par l'occupation de Malte, de Chypre et de l'Égypte ; ils se préparent en silence à pratiquer la même opération au détroit de Gibraltar.

Les flottes de la Russie étant ainsi prisonnières, celles de la France coupées en deux et paralysées, les Anglais se préoccupent peu que nous proclamions le principe de la liberté des mers, ils savent que cette proclamation restera sans efficacité pratique.

Mais la présence de l'escadre russe dans la Méditerranée dérange leurs prévisions et gêne singulièrement la réalisation de ce projet de domination universelle qu'ils n'ont jamais abandonné.

L'union des deux pavillons naviguant de

conserve dans la Méditerranée peut ouvrir bien des portes, même ottomanes, et forcer plus d'une serrure. Il est difficile de contenir deux lions séparément, cela devient impossible quand ils sont unis et combinent leurs efforts contre un adversaire commun.

Aujourd'hui donc, comme lors de la bataille de Navarin, la présence des forces navales combinées de la France et de la Russie est pour les peuples un signal d'affranchissement.

Ceux qui aspirent à jouer le rôle de dominateurs de la Méditerranée ne sont plus les mêmes qu'au temps de la guerre pour l'indépendance hellénique; mais, en choquant fraternellement leurs verres, les marins russes et français peuvent se dire qu'eux sont toujours restés les mêmes, qu'ils servent la même cause, la cause de la liberté des mers.

# CONCLUSION

Nous avons esquissé dans toute sa simplicité grandiose le portrait d'Alexandre III, nous avons retracé sa vie, nous avons exposé son œuvre, nous avons montré sa constante sympathie et celle de son peuple pour la France. C'est au pays qu'il appartient de conclure.

On n'a déjà pas mal disserté sur la signification de nos dernières élections législatives. Au point de vue de la politique extérieure, elles ont un sens bien précis et sur lequel les esprits les plus prévenus ne sauraient se méprendre.

Jusqu'ici, depuis que le suffrage universel fonctionne en France, sous quelque régime et sous quelque forme qu'il ait été consulté, il n'avait manifesté, en ce qui concerne la politique étrangère, qu'une seule préoccupation : le maintien de la paix. « L'Empire, c'est la paix ; » c'est par cette affirmation éclatante, dont un prochain avenir allait démontrer l'inanité,

que le prince Louis-Napoléon réussissait à grouper sur son nom des millions de suffrages. « Voter oui, c'est voter la paix », disaient les organes autorisés du gouvernement impérial, lors de ce plébiscite qui précéda de quelques mois la guerre de 1870 et la chute de Napoléon III.

Depuis que le suffrage universel est en possession de régler nos destinées, il a su faire de ce qui avait été son rêve, la réalité. Il a précieusement conservé une paix féconde et bienfaisante, troublée seulement par des expéditions coloniales qui, à quelque résultat qu'elles aient pu atteindre, n'ont jamais réussi à devenir populaires.

De la dernière consultation du pays dont nous venons d'être les témoins il se dégage, en se plaçant toujours au point exclusif des affaires extérieures, quelque chose de plus. Il apparaît aux yeux les moins clairvoyants que le pays a voulu indiquer dans quel sens il entendait que fût orientée notre politique étrangère. Il s'est prononcé, avec une évidence incontestable, pour une alliance effective et réelle avec la Russie.

Sans doute, la loi qui a établi le scrutin uninominal par arrondissement, celle qui a inter-

dit les candidatures multiples constituent des obstacles difficilement surmontables à la manifestation de tout courant de politique générale. Les élections législatives se trouvent au regard de chaque fraction du corps électoral réduites presque aux proportions de simples élections administratives. Il semble qu'il s'agit de choisir les membres d'un grand conseil général et non d'une assemblée politique. L'électeur en arrive trop souvent à croire que son mandataire n'aura à prendre en mains que les intérêts locaux en rivalité avec les intérêts voisins, que les revendications de la circonscription qui l'a choisi.

Cependant, quels que soient les vices de la législation, quelque entrave qu'elle puisse apporter à la libre manifestation de la volonté nationale, cette volonté n'en existe pas moins. Si elle ne peut apparaître avec l'ensemble imposant que son unanimité comporterait, elle éclate avec une force irrésistible partout où elle rencontre une occasion de s'affirmer. L'échec des candidats qui passaient pour hostiles à l'alliance russe, échec dont ni le prestige de leurs triomphes passés, ni leur talent n'a pu les préserver, ne peut laisser aucun doute sur les tendances du corps électoral en matière de politique extérieure.

Donc, le pays veut toujours la paix, il sent qu'une alliance ferme avec la Russie en est le plus sûr garant. Mais il veut quelque chose de plus. Il ne se contente plus de cette paix agitée et sans sécurité, dont la prolongation incertaine ne s'achète que par de nouveaux et incessants sacrifices sous lesquels finissent par succomber le crédit de l'État et l'ordre dans les finances même les plus propères. Il ne veut plus de cette paix que le génie inquiet de M. de Bismarck a imposée à l'Europe depuis le traité de Francfort.

Le pays se sent fort. Il veut reprendre en Europe le rang que les désastres de 1870 lui ont trop longtemps fait perdre. Il entend que les traités qu'il respecte scrupuleusement dans toutes leurs clauses, même les plus pénibles, soient également respectés par tous les autres peuples sans exception. Il n'admet pas qu'une nation puisse indéfiniment se soustraire aux obligations qu'elle a contractées en invoquant pour toute excuse son intérêt et ses convoitises.

Les mêmes sentiments inspirent la politique de la Russie. Elle aussi souffre impatiemment de voir méconnues par d'autres peuples les clauses de traité dont elle a exécuté loyalement les prescriptions même les plus onéreuses.

La visite que la flotte russe vient rendre à notre marine dans notre premier port de guerre nous apporte un éclatant témoignage de l'identité des vues qui dirigent les deux peuples. L'heure choisie pour ordonner cette manifestation a été une preuve nouvelle de la haute sympathie de l'auguste souverain de la Russie pour notre pays, qui a été immédiatement comprise. et profondément ressentie par le peuple français tout entier. Il faut que cette union des cœurs et des volontés s'affirme par des résultats précis et concrets.

La nation tout entière veut faire à nos hôtes un accueil digne d'eux, digne de la réception qu'ils ont offerte à nos marins, digne du sentiment qui a dicté leur envoi. Nous assistons à des fêtes dont la splendeur, quelque éclat que l'expérience et le talent de leurs organisateurs puissent leur donner, est encore surpassée par la sincérité et l'ardeur de l'enthousiasme public. Mais il faut que ces fêtes aient un lendemain.

Le lendemain, nous savons quels adversaires nous trouverons en face de nous, non seulement en Europe, mais sur tous les points du globe où nos intérêts sont engagés. Il faut que nous sachions aussi quels alliés seront à nos

côtés, dans quelle mesure et comment ils nous appuieront.

Que les peuples fraternisent et festoient à l'envi. Mais pour les hommes d'Etat, la politique ne se borne pas à choquer des verres, à prononcer des toasts et à parader dans des spectacles ou des revues.

Certaines ententes peuvent gagner à demeurer secrètes, d'autres à se laisser seulement pressentir et deviner dans le mystère d'une obscurité savamment calculée. Il n'en est point ainsi de l'alliance entre la France et la Russie. Elle n'est fondée que sur l'amour de la paix et le respect intégral des traités. Plus elle apparaîtra au grand jour, plus elle se précisera aux yeux des peuples; plus elle dissipera les malentendus, triomphera des préventions et anéantira les soupçons entretenus par d'anciens préjugés aujourd'hui surannés et injusticiables.

L'auguste souverain qui préside aux destinées de la Russie est un esprit sérieux, calme et réfléchi. Il n'agit pas à la légère. Il n'est pas amoureux d'un vain éclat ni de démonstrations stériles. Ce n'est pas lui qui se laisserait aller à des manifestations provocatrices, jusqu'à blesser les plus légitimes susceptibilités d'un

peuple voisin. Il a le cœur trop haut placé et la raison trop saine. On peut être sûr que derrière chacune de ses paroles il y a un acte, et derrière chacun de ses actes une volonté ferme et réfléchie et un plan nettement arrêté.

La chancellerie russe est peut-être la seule de l'Europe qui ne se soit pas mise à la suite de la diplomatie allemande pour proclamer le culte exclusif de la force ; elle a su conserver, même après les triomphes insolents de la brutalité germanique, les anciennes traditions de générosité, de loyauté et de courtoisie chevaleresque. En a-t-elle jamais pour cela perdu le sens du réel et la recherche opiniâtre des résultats pratiques ? Nullement.

Sur ce point aussi notre diplomatie doit s'attacher à marcher sur ses traces.

Avoir présidé aux solennités imposantes du rapprochement entre deux peuples si bien faits pour se comprendre et se soutenir mutuellement, est un grand honneur. Présider aux actes de réparation nécessaire que ce rapprochement fait pressentir et espérer, sera un honneur plus grand encore dont notre gouvernement se montrera jaloux.

Après les belles fêtes qui se terminent, nous en avons le ferme espoir, le règne de ceux qui

ont dit que la force primait le droit sera passé. Nous assisterons au triomphe du droit qui a désormais à sa disposition des forces suffisantes pour se faire respecter.

---